REVUE
DE
SCIENCE CRIMINELLE
ET DE
DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices
de l'Institut de Criminologie et de l'Institut
de Droit Comparé de l'Université de Paris
avec la collaboration de
l'Association des Etudes criminologiques
et avec le concours du
Centre National de la Recherche Scientifique

COMITÉ DE DIRECTION :

LOUIS HUGUENY

Professeur à la Faculté de Droit
de Paris

H. DONNEDIEU DE VABRES

Professeur à la Faculté de Droit
de Paris

E.-F. CARRIVE

Président de Chambre
à la Cour de Cassation

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française
Avocat à la Cour de Paris

P. BOUZAT

Professeur à la Faculté
de Droit de Rennes

RÉDACTEUR EN CHEF : **MARC ANCEL**

Conseiller à la Cour de Paris

La réforme de l'Instruction préparatoire

Conférence faite au Mouvement National Judiciaire
le 20 mai 1949¹

par H. DONNEDIEU DE VABRES
Professeur à la Faculté de Droit de Paris

Le Mouvement National Judiciaire m'a fait l'honneur de me demander l'exposé d'une innovation essentielle du projet de Code d'instruction criminelle, œuvre d'une commission que j'ai eu, de 1945 à 1948, l'honneur de présider. Il s'agit de *la réforme de l'instruction préparatoire*.

Je suis d'autant plus sensible à cette initiative qu'elle est empreinte d'une indéniable actualité. Le statut du juge d'instruction est à l'ordre du jour. L'amendement de ce statut, dans le sens d'une indépendance accrue, est l'objet de préoccupations qui ne sont pas seulement celles du gouvernement, celles de la magistrature, mais qui atteignent le grand public, parce que la liberté de chaque citoyen est en jeu.

On est d'accord pour rendre hommage au progrès réalisé dans le sens d'un respect supérieur du droit individuel par *la loi du 8 décembre 1897*, dite *loi Constans*, qui a introduit, en quelque mesure, la contradiction dans l'instruction préparatoire. Il n'est pas moins vrai que cette loi, dès sa préparation, dès sa promulgation, a suscité certaines critiques auxquelles son application n'a pas mis fin. Notre projet s'inspire des imperfections manifestées pour introduire l'innovation qui est l'objet de cet entretien : savoir, le transfert du juge d'instruction au procureur de la République des fonctions de police judiciaire qui appartiennent aujourd'hui au premier de ces magistrats.

1. Nous publions ici la Conférence faite à la reprise des travaux du Mouvement national judiciaire, au Palais de justice, sous la présidence de M^e Jubineau, Avocat à la Cour, Président du M.N.J.

C'est ce principe nouveau : l'attribution au ministère public de certains pouvoirs d'information, que je voudrais caractériser, pour répondre aux objections que son introduction soulève, et en préciser, dans le système de notre projet, les applications pratiques.

I

Je crois pouvoir résumer ainsi les reproches adressés au régime de l'instruction préparatoire, tel qu'il est actuellement en vigueur chez nous :

1° Si le juge d'instruction est, en principe, un magistrat instruisant à charge et à décharge, impartial, indépendant du ministère public, la réalité est différente. Soumis au contrôle du procureur général et par suite du procureur de la République qui occupe un rang supérieur au sien dans la hiérarchie judiciaire, dont dépendent en quelque mesure son avancement, la durée et l'intérêt de ses fonctions, le juge d'instruction ne dispose pas, vis-à-vis du Parquet, d'une liberté entière. Or ceci est d'autant plus grave que le juge d'instruction n'est pas seulement un officier de police judiciaire, mais également un juge. De sa décision dépendent la liberté provisoire, donc la durée effective de la détention préventive, et la comparution en jugement, à l'issue de l'information.

2° La liberté du juge d'instruction n'est pas entière non plus vis-à-vis du défenseur qui est constamment tenu au courant de la procédure, qui assiste, toutes les fois qu'il le veut, aux actes de l'instruction exigeant la comparution personnelle de l'inculpé, c'est-à-dire aux interrogatoires et aux confrontations. Qu'il règne, dans le cabinet du juge d'instruction, dans les relations du magistrat et du défendeur, une correction et une courtoisie parfaites, nul n'en disconvient. Il n'est pas moins vrai que le contrôle muet exercé par l'avocat sur les initiatives du juge, l'assistance silencieuse qu'il prête à son client, sont de nature à gêner cette faculté d'investigation, d'inquisition, je dirai même ces effets de surprise dont peut dépendre, au cours de l'interrogatoire, la manifestation de la vérité.

3° Cet excès d'individualisme que renferment, après la loi du 8 décembre 1897, les autres lois sur les garanties de la liberté individuelle — lois du 7 février 1933 et du 24 mars 1935 — ont leur contrepartie dans les abus de l'information officieuse. Passage

à tabac, interrogatoires nocturnes, et, dans quelques espèces récentes, qui ont justement ému l'opinion, tortures imitées de la *Gestapo*, sont le réflexe du milieu social menacé par l'audace croissante des malfaiteurs. Ces pratiques de l'enquête policière, phase initiale du procès pénal, ont pour but l'obtention de l'aveu. Trop souvent, la fonction essentielle du juge d'instruction, dénué de semblables moyens d'action, consiste à enregistrer les résultats.

Je me borne à esquisser un schéma sur les lignes duquel on est généralement d'accord. Je n'ignore pas qu'un tableau exact de la réalité exigerait de nombreuses retouches; le caractère des hommes a plus d'effet sur le sort des institutions que la valeur technique des institutions elles-mêmes. Je n'insiste pas, mon seul propos étant d'expliquer les innovations proposées. Ces innovations sont les suivantes :

1° Les attributions de police judiciaire, c'est-à-dire celles qui tendent à la constatation du délit, à la recherche et à la découverte de son auteur, à la constitution du dossier de l'affaire criminelle, sont rassemblées aux mains du procureur de la République, représentant le ministère public. Il ne s'agit donc, en aucune mesure, de consacrer l'indépendance du magistrat instructeur, en tant que tel. Il s'agit, au contraire, de mettre le droit d'accord avec le fait, en consacrant sa dépendance à l'égard du pouvoir exécutif, responsable du maintien de l'ordre. Mais qu'on le remarque : ce magistrat instructeur — procureur de la République — n'a aucun pouvoir de *jurisdiction*.

2° Le pouvoir de jurisdiction, pendant la phase de l'instruction préparatoire, est mis aux mains d'un magistrat de rang supérieur, *le juge de l'instruction*, dont la liberté de décision est garantie par sa position dans la hiérarchie judiciaire, égale ou supérieure à celle du procureur de la République. C'est lui qui statuera sur les demandes de mise en liberté provisoire; c'est lui qui, à la clôture de l'information, se prononcera en faveur du non-lieu ou du renvoi. Mais en outre, c'est lui qui règlera, au cours de l'instruction, les incidents contentieux susceptibles de surgir entre le magistrat instructeur et la défense, entre les diverses parties au procès pénal, jouant, en quelque sorte, le rôle d'arbitre.

En définitive, le principe qui domine actuellement l'instruction préparatoire, celui de *la séparation de la poursuite et de l'instruction*, est abandonné. Mais la raison d'être de cette séparation est, comme nous le verrons plus loin, assez malaisément définissable. Un autre

principe lui est substitué, qui touche aux bases même de la liberté individuelle : celui de la *séparation de la police judiciaire et de la juridiction*.

Quels sont, alors, les avantages pratiques recherchés ?

a) C'est, d'un point de vue négatif, l'abolition, ou du moins la réduction, des abus de l'enquête policière. Le renforcement des pouvoirs du magistrat instructeur aura ôté, à ces abus, leur principale raison d'être. La subordination de la police, à l'égard du ministère public, contribuera à les prévenir.

b) L'instruction préparatoire, au lieu d'être, suivant l'expression de mon Maître, le professeur Emile Garçon, l'œuvre d'un « policier impuissant », sera efficace, parce qu'elle sera le fait d'un magistrat actif, le procureur de la République, placé à la tête d'une forte hiérarchie, disposant de puissants moyens d'action.

c) Les intérêts légitimes des parties à l'instruction préparatoire ne seront nullement compromis, étant sauvegardés, d'une part, par les garanties résultant de la loi du 8 décembre 1897, qui sont intégralement maintenues par notre projet, d'autre part, par le contrôle d'un juge supérieur, le *juge de l'instruction*.

Ces avantages seront-ils obtenus ? C'est ce qu'ont mis en doute, à la suite de l'enquête si opportunément ouverte par vous, les présidents ou membres de vos sections de province, les hauts magistrats que vous avez consultés. Je dois la communication de leurs avis à l'obligeance de M. le Président et de M. l'Avocat général Amor. L'essentiel de leurs réponses est d'ailleurs contenu dans un rapport d'ensemble. J'en ai pris connaissance avec l'attention et l'intérêt que dictent la haute compétence et l'expérience professionnelle de leurs rédacteurs.

II

Oserai-je dire qu'elles ne m'ont pas convaincu ? Certes l'amour propre d'auteur n'y est pour rien. Je ne puis revendiquer, à l'égard de l'idée qui vous est soumise, ni l'initiative, ni la mise en œuvre. L'idée a jailli, un beau jour, au sein de notre Commission qu'elle a conquise. La mise en œuvre est due, principalement, à M. le Conseiller *Martin* que sa longue expérience de juge d'instruction désignait pour les fonctions de rapporteur, et dont les suggestions ont été presque intégralement retenues. Suis-je moi-même victime de la suggestion qui s'est formée dans mon esprit ? Tel le juge

d'instruction qui jouet de sa prévention voit se grouper en faveur de celle-ci tous les indices, et néglige, de bonne foi, les indications contraires ! Il se peut. J'attends alors, pour m'éclairer, le renouvellement de vos critiques.

Mais ces critiques elles-mêmes, suis-je mauvais psychologue si je les impute pour une bonne part à ce conservatisme qui, sous des prétentions révolutionnaires, est si fortement ancré au cœur des Français ? On redoute le changement des habitudes professionnelles qu'entraînerait un bouleversement de notre organisation judiciaire. On s'accommoderait volontiers d'un embryon de réforme !... Or, cette appréhension est chimérique. Quoiqu'on ait dit, la substitution du procureur au juge d'instruction est aussi bien réalisable dans le cadre actuel du tribunal correctionnel — c'est-à-dire l'arrondissement — que dans un cadre élargi. Elle s'accorde avec le fonctionnement du *Conseil supérieur de la magistrature* : car l'intention qu'a ce conseil d'appliquer son contrôle au recrutement et à l'avancement du juge d'instruction n'est rationnelle, elle n'est respectueuse de l'autorité nécessaire du Gouvernement responsable de l'ordre public, que si le pouvoir de ce juge est purement juridictionnel. De même, c'est à tort qu'on appréhende une augmentation du nombre des magistrats, et l'accroissement de frais qui en serait la conséquence. Car la charge nouvelle incombant au Parquet serait compensée, exactement, par l'allègement dont bénéficierait la juridiction d'instruction. Sur ce point encore, c'est le *statu quo*. *Statu quo* à peine souhaitable ! Je suis convaincu que, dans le malaise actuel, un changement, par cela même qu'il serait un changement, par le choc psychologique qu'il entraînerait, serait utile.

Je crois, au surplus, que la plupart de ces critiques sont le fruit de malentendus. Une prise nette de position sur trois points où, à mon sens, elles s'égarent, suffira peut-être à les dissiper.

Le premier concerne l'inspiration de la réforme. Plusieurs de ses détracteurs l'apparentent au système inquisitoire qu'ils ne manquent pas de flétrir. Plus précisément, ils la rapprochent de diverses dispositions du Code de procédure italien de 1930 du droit pénal national socialiste, auxquels il faut d'ailleurs ajouter le droit soviétique, qui confèrent, en effet, au ministère public d'importantes attributions de police judiciaire. Peut-être les auteurs de ces critiques négligent-ils, à la faveur de cette analogie, deux différences essentielles : l'absence, en Italie, en Allemagne et en

Russie soviétique, des garanties prévues par la loi de 1897 ; le fait que, d'après certaines de ces législations, le ministère public règle le sort de l'inculpé à l'issue de l'instruction : tel le commissaire du Gouvernement sous le régime des Cours de justice. Mais c'est précisément ce que notre projet ne comporte pas.

Les vestiges du régime inquisitoire, codifié par la grande ordonnance de 1670, c'est dans notre droit positif actuel qu'on les rencontre¹. Le lieutenant criminel de bailliage, saisi par l'avocat du Roi ou par le plaignant, procédant au récolement des témoins déjà entendus par la police, instruisant à charge et à décharge, décidant lui-même du règlement à l'extraordinaire², préfigure notre juge d'instruction moderne. Quand la loi de 1856 a supprimé la Chambre du conseil, réunissant aux mains du juge d'instruction la fonction de police judiciaire et le pouvoir de juridiction, le seul tempérament que le législateur de 1808 ait apporté au système de la « grande ordonnance » a disparu.

Quant à l'inspiration du projet qui vous est soumis, les noms de ses promoteurs la font suffisamment connaître. Ni, en Belgique, les Prins et les Servais, ni, en France, les Garraud et les Garçon, n'ont la réputation de dictateurs. Ce furent, en droit pénal, des apôtres du libéralisme. Les juristes de la Résistance qui, dans la clandestinité, amorçaient nos nouvelles règles juridiques ont, sans le savoir peut-être, rejoint leur point de vue qui est le nôtre. C'est dans des pays à tradition libérale, l'Angleterre, la Suède, qu'existent les institutions les plus voisines du système qui vous est proposé. Nul dans ces pays, que régit le principe *accusatoire*, ne regarde la séparation de la poursuite et de l'instruction comme une garantie nécessaire, ni même comme une garantie quelconque, du droit individuel. L'obligation pour le demandeur — c'est-à-dire en l'espèce pour le ministère public — de réunir et de produire ses preuves est la règle *normale*. C'est la mise en œuvre d'un adage commun aux matières civiles et pénales : *Onus probandi incumbit si qui agit*.

Le deuxième malentendu concerne *l'esprit* dans lequel la mission d'investigateur sera remplie par le procureur.

Les adversaires du projet taxent le procureur d'impuissance à l'égard de la police. L'instruction, disent-ils, sera faite par la police. Mais surtout, ils incriminent sa partialité. Le juge d'instruction,

1. FAUSTIN HÉLIE : *Traité de l'instruction criminelle*, t. IV (1866), n° 1553, p. 37.
2. Cf. article 128 Code instruction criminelle ; Titre XV de l'ordonnance de 1670.

disent-ils, instruit à charge et à décharge. Le procureur est l'adversaire né de l'inculpé. Il retiendra, avec un soin particulier, les indices qui lui sont contraires.

Or, la préoccupation dominante, chez les auteurs du projet, fut précisément d'éviter ces imperfections que présente le droit en vigueur.

Le juge d'instruction est un policier impuissant, parce qu'il est, en même temps que policier, un *juge*. Enfermé dans sa tour d'ivoire, il ne traite avec la police que sous la forme de *commissions rogatoires*, qui ne sont pas des ordres, mais des mandats. Il n'a pas sur elle d'autorité, il n'exerce aucun pouvoir de contrôle. Le remède qui consisterait à créer ce pouvoir en mettant à sa disposition des commissaires de police est illusoire, parce qu'il heurterait une mentalité et des habitudes professionnelles. Ajoutons qu'il aggraverait cette multiplicité des polices dont une longue expérience a révélé les inconvénients.

Le procureur de la République, au contraire, est un homme d'initiative, un fonctionnaire d'*autorité*. Ce pouvoir que, au nom du procureur général, il exerce déjà sur la police, il s'agit de le fortifier. Il s'agit de resserrer le lien hiérarchique et de le rendre plus efficace, par une amélioration déjà entreprise, quant au recrutement du personnel. Le projet supprime ou réduit la barrière entre les deux premières phases du procès pénal, celle de l'enquête policière, et celle de l'information, en les soumettant à l'impulsion et au contrôle d'un magistrat unique, le procureur. Il augmente l'autorité de ce magistrat en fonction de sa responsabilité.

Le second grief, qui met en cause la partialité du procureur, opposé à cet égard au juge d'instruction, est plus surprenant encore. Il omet cette règle procédurale que la poursuite, pendant l'instruction, s'intente *in rem*, non *in personam*. Le procureur n'est pas l'adversaire d'un inculpé déterminé parce qu'à l'origine des recherches, il n'y a pas d'inculpé. La fonction du procureur, comme aujourd'hui celle du juge d'instruction, est de rechercher le coupable, et cette fonction crée, chez l'un et l'autre magistrat, un état d'esprit identique. Sans doute, il y a un péril. C'est que la prévention, née dans l'esprit du magistrat, soit tenace et résiste à tous indices contraires. Mais ce péril, illustré par la *Robe rouge* de Brioux, est indépendant des titres de juge d'instruction et de procureur. Il est lié à la fonction du magistrat instructeur. C'est pour y parer qu'ont été créées les garanties résultant de la loi du 8 décembre

1897, qui sont maintenues par le projet, et le contrôle du juge de l'instruction qu'il institue. Donc le grief est dénué de valeur.

Le troisième malentendu concerne la mission assignée par le projet au juge de l'instruction. Sur ce point, encore, les critiques ne font pas défaut.

On a peine, dit-on, à situer ce magistrat dans la nouvelle hiérarchie judiciaire. Son indépendance à l'égard du parquet implique qu'il est l'égal, ou même le supérieur du procureur de la République, lui-même placé sur le même rang que le président du tribunal. Comment assurer, dans ces conditions, la suprématie de ce dernier magistrat à l'égard de la juridiction dont il est le chef ?

Le contrôle exercé par le juge de l'instruction (ajoute-t-on) sera inefficace, parce qu'il interviendra *a posteriori*. Le juge ignore la *contexture* même de l'instruction. Il ne pourra guère qu'approuver des actes aux circonstances et à l'exécution desquels il sera resté étranger. Sa position sera semblable à celle de notre Chambre du conseil dans la période de 1808 à 1856.

En admettant que ce contrôle soit efficace, il ruinerait l'indépendance réciproque de la magistrature assise et de la magistrature debout, qu'il implique l'organisation judiciaire résultant de notre Constitution. A l'inverse du système actuel, il subordonnerait fâcheusement la seconde à la première.

Messieurs, je ne crois pas qu'aucune de ces critiques résiste à un examen attentif.

Le premier inconvénient, si c'en est un, est commun à toutes les solutions proposées. L'indépendance du juge d'instruction, que chacun préconise, ne peut s'obtenir qu'en élevant son rang dans la hiérarchie. Il suffit, d'ailleurs, pour qu'elle soit acquise, qu'il soit l'égal du *procureur* de la République et supérieur au *substitut* qui sera, en pratique, chargé de l'information. Nul n'estime que le président du tribunal voie son autorité compromise du fait que le procureur de la République est situé, dans la hiérarchie judiciaire, au même degré que lui.

La création du juge de l'instruction est suffisamment justifiée par la nécessité de séparer la fonction de police judiciaire et le pouvoir juridictionnel. Est-il vrai que le contrôle exercé par lui sera inefficace parce qu'il sera étranger à la *contexture* de l'information ? C'est ce que permettra d'apprécier l'examen détaillé des attributions respectives dévolues au procureur de la République et à lui-même. Il est permis de penser, au contraire, que la création,

à l'exemple des institutions britanniques, d'un corps de magistrats dotés d'une formation scientifique et d'une expérience supérieures, dont chacun contrôlerait, dans un ressort étendu, les informations diligentées par des substituts illustrés, de façon heureuse, la spécialisation souvent préconisée du juge répressif. L'échec de la Chambre du conseil prévue par la loi du 7 février 1933 ne peut être invoqué comme un précédent contraire ; d'abord parce que l'expérience s'est engagée dans une ambiance hostile ; ensuite, parce que les attributions dévolues à cet organisme étaient différentes et s'accompagnaient de complications multiples que notre projet ne connaît pas.

Quant au dogme nouveau qui consacre l'indépendance, réciproque de la juridiction et du ministère public, il me semble aussi contestable que le dogme ancien qui veut la séparation de la poursuite et de l'instruction. Je conçois mal la coopération de deux magistratures tendant au même but sans quelque interpénétration, sans un contrôle réciproque, sans une priorité qu'il est plus normal d'assurer, comme le fait notre projet, à la magistrature assise, gardienne de la liberté individuelle, qu'à la magistrature debout. Et, spécialement, j'attends pour renoncer à cette surveillance qu'exerceraient des magistrats prestigieux sur le travail de substituts dotés d'un large pouvoir d'initiative, qu'on veuille bien m'en montrer de façon concrète les inconvénients, ce qui, à ma connaissance, n'a pas été entrepris jusqu'à ce jour.

III

Il me reste, pour compléter ma démonstration, à préciser les attributions respectives du procureur de la République et du juge de l'instruction, telles qu'elles résultent de notre projet. Je n'aurai guère, à cet égard, qu'à reproduire les énonciations du rapport de M. l'Avocat général Amor qui s'est, comme il l'a déclaré lui-même, inspiré de ce projet dans le questionnaire qu'il vous a soumis.

En ce qui concerne, d'abord, le procureur de la République :

Il exerce les fonctions de police judiciaire, en donnant à ces mots le sens très large (englobant l'information elle-même) que leur attache l'article 8 actuel du Code d'instruction criminelle.

C'est-à-dire :

1^o Qu'au cas de flagrant délit, c'est par lui-même et par les officiers de police judiciaire qui sont ses auxiliaires, notamment

par les commissaires de police, que sont accomplis les actes urgents (art. 17 à 33). Le juge d'instruction ayant perdu sa qualité actuelle d'officier de police judiciaire, les complications, les doubles emplois résultant de la *dualité* des magistrats qualifiés pour diriger la procédure du flagrant délit ont disparu.

2° Qu'en l'absence de flagrant délit — aussi bien d'ailleurs qu'au cas de flagrant délit — le procureur de la République, informé d'urgence de l'infraction (art. 16) voit amener devant lui, dans un délai de 24 heures (art. 19) la personne soupçonnée et arrêtée. C'est lui qui décide du classement sans suite, de la citation directe, ou de l'ouverture d'une information, dont il donne avis au juge de l'instruction. Au cas de crime ou de délit flagrant, l'ouverture de l'information doit avoir lieu dans un délai de vingt-quatre heures (art. 44, al. 2 et 3).

3° L'information ouverte, c'est le procureur de la République qui accomplit les actes d'instruction : descentes sur les lieux, perquisitions et saisies (art. 66 à 71), auditions de témoins (art. 72 à 86), interrogatoires et confrontations (art. 87 à 94), les unes et les autres accompagnées des garanties qu'ont apportées les lois du 8 décembre 1897, du 7 février 1933, du 24 mars 1935 ; on remarque que le magistrat qualifié pour ces opérations, et notamment pour les descentes sur les lieux (cf. l'art. 32 et l'art. 2 C. instr. crim.) étant unique, la procédure se trouve, d'autant, simplifiée.

4° C'est le procureur de la République qui décerne les mandats tendant tant à la comparution (art. 95, al. 1 à 3) qu'à la détention provisoire ou à la détention préventive (art. 95, al. 4 et 5). C'est lui qui décerne les commissions rogatoires (art. 122). C'est lui qui, au cas d'expertise, commet un ou plusieurs experts (art. 123), sauf la faculté pour l'inculpé et la partie civile de désigner chacun un conseiller technique (art. 127).

5° C'est le procureur de la République qui, son information terminée, communique le dossier au juge de l'instruction, auquel il appartiendra, après communication du dossier aux parties (art. 139) et, le cas échéant, supplément d'information prescrit par le juge et exécuté par le procureur de la République (art. 140) de prendre la décision.

Et voici, maintenant, les attributions du juge de l'instruction :

1° Son rôle est nul dans la phase de l'enquête policière. Il est immédiatement informé de l'ouverture de l'information par le procureur. Si l'initiative est prise par la personne lésée, c'est

entre les mains du juge de l'instruction qu'elle doit déposer sa plainte accompagnée de constitution de partie civile (art. 52). Au cas de contestation, ce magistrat seul prononce le refus d'informer, et décide, au cas d'ouverture d'une information, si elle sera, ou non, nominative (art. 59).

2° Il règle, en cours d'information, après communication de la procédure aux parties et présentation de mémoires (art. 55) les incidents divers que soulèvent les actes d'instruction. Il répond, par exemple, à la revendication d'un tiers concernant un objet saisi (art. 70). Sur réquisition du procureur, il prononce la condamnation à l'amende d'un témoin défaillant (art. 79). Il tranche les différends que soulèvent la nomination des experts (art. 126, al. 3), la désignation des conseils techniques (art. 127), la production d'une pièce arguée de faux (art. 138). L'énumération de ces incidents que peuvent provoquer l'une ou l'autre des parties est *limitative*, en vue de prévenir les abus de la chicane. Il va de soi que, dans la pensée de la commission, elle n'est pas immuable ; on peut y ajouter, notamment, la demande d'audition, d'un témoin de tel ou tel mode de preuve. Vous allez vous rendre compte, néanmoins, que, dans son état actuel, elle est suffisante pour que le juge de l'instruction soit renseigné, à tout moment, sur la « contexture » de l'information.

3° La détention préventive résultant des mandats de dépôt ou d'arrêt est, comme sous le régime actuel, sans limitation de durée. L'interdiction de communiquer, qui l'aggrave, est, comme aujourd'hui, soumise à une durée maxima de vingt jours, sauf la faculté pour le juge de l'instruction d'ordonner une prolongation (art. 90). La libération provisoire, quand elle n'est pas de droit (art. 110), quand elle ne résulte pas de la main-levée du mandat, autorisée d'office par le procureur de la République (art. 111) peut, à tout moment de l'information, être demandée par l'inculpé, qui s'adresse, à cet effet, au juge de l'instruction (art. 111, al. 2). Et comme l'incident entraîne communication du dossier, l'attention du haut magistrat peut, à tout moment, être attirée par l'intéressé sur l'état de la procédure et sur l'atteinte portée à ses intérêts légitimes.

4° Ajoutons que le juge de l'instruction est saisi des demandes en nullité des actes de l'instruction, dont il règle tous les effets (art. 134 et 135) ce qui évite le lent recours à la Chambre des mises en accusation, que la pratique a institué, dans le silence du Code

d'instruction criminelle. Ajoutons qu'il prononce lui-même — au lieu du tribunal correctionnel — la condamnation à des dommages-intérêts en faveur de l'inculpé bénéficiaire d'une ordonnance de non-lieu (art. 65, al. 2).

5° Enfin, c'est lui qui prend, à l'issue de l'information, après examen du dossier par toutes les parties, après échange d'observations écrites, après, s'il y a lieu, un supplément d'information ordonné par lui, la décision de clôture (art. 139). Il ordonne, suivant les circonstances, le non-lieu, le renvoi de l'inculpé au tribunal de simple police ou au tribunal correctionnel, enfin la communication du dossier à la chambre des mises en accusation (art. 145) où s'engage une instance dont le projet amende, sur un point (art. 156, al. 4), le caractère secret et non contradictoire.

Dans la logique du droit en vigueur, ces ordonnances du juge de l'instruction, ayant toutes un caractère *juridictionnel*, sont susceptibles d'appel devant la Chambre d'accusation. C'est ce que le projet admet en principe. Il fait toutefois exception, dans un but de célérité, pour les ordonnances du juge de l'instruction prononçant la nullité d'un acte de la procédure (art. 135). Il fait, de plus, exception pour les ordonnances du juge de l'instruction rejetant une demande de mise en liberté provisoire (art. 149, al. 2) quand cette ordonnance est intervenue dans l'intervalle de 15 jours au maximum qui s'écoule entre l'interrogatoire de première comparution (qui est, comme aujourd'hui, un interrogatoire d'identité) et le premier interrogatoire portant sur le fond de l'affaire (art. 89).

Dans ce laps de temps, en effet, l'inculpé détenu est soumis à un régime spécial : il ne peut communiquer avec son défenseur. Ce régime, qui aggrave, sur un point, les effets légaux de l'interdiction de communiquer, a pour but de permettre au ministère public de compléter, sans entrave, les résultats de l'enquête policière que le projet enferme, comme on sait, dans un bref délai. Dans ce laps de temps, le détenu ne peut, comme il va de soi, être interrogé par personne. Sauf ce qui vient d'être dit, il dispose de toutes les garanties, et son défenseur de toutes les prérogatives que leur donne et leur conserve le droit commun. Ce régime spécial a de plus pour but de prévenir, entre l'inculpé et son défenseur, telles conversations prémonitoires qui ôteraient à la présentation de son système de défense un caractère *spontané*.

Cette innovation n'a pas l'agrément de l'éminent rapporteur du projet belge de réforme pénale, M. le Conseiller d'Etat Henri Buch,

qui est instruit des dispositions essentielles de notre projet. Emettant une hypothèse qui fait honneur à son imagination, il y trouve l'inspiration... du général de Gaulle. Elle prélude à un coup d'Etat ! « Quand on en est là, écrit-il, on peut, comme le fait le projet, rétablir la lettre de cachet ». Et mêlant à ces considérations un accent de fierté patriotique, M. le Rapporteur ajoute : « Un tel système n'a heureusement aucune chance d'aboutir chez nous ».

Eh bien, Messieurs, pour constater l'aboutissement de propositions semblables, M. le Rapporteur du projet belge n'a pas à s'éloigner beaucoup de Bruxelles. Il n'est même pas nécessaire qu'il quitte le territoire de Benelux. Il suffit qu'il pénètre sur celui — limitrophe — du Grand Duché de Luxembourg. Aux termes de la loi luxembourgeoise du 19 novembre 1929 sur l'instruction préparatoire, article 5, l'avocat n'est admis à communiquer avec son client qu'après le premier interrogatoire portant sur le fond. Or, Messieurs, ce serait peu de dire que le libéralisme luxembourgeois en matière procédurale égale le libéralisme belge et le libéralisme français : il les totalise. Les garanties que la loi française, d'une part, la loi belge de l'autre, confèrent à l'inculpé, tant à l'égard des actes d'instruction que de la détention préventive, sont nombreuses ; il est curieux de constater qu'elles ne coïncident presque sur aucun point. La loi luxembourgeoise les renferme toutes. Heureux pays où l'étiage de la criminalité, où les loisirs de la magistrature répressive sont tels qu'elle peut concentrer tout son effort sur la garantie des droits de l'innocence !

Nos préoccupations ne peuvent être exactement semblables. Elles ont dû s'orienter d'abord vers l'abréviation de l'instance. La substitution du procureur au juge d'instruction évite les doubles emplois ; elle réalise une économie de formalités et de temps dont je crois vous avoir cité bien des exemples. Cette économie ne s'obtient pas au préjudice du droit individuel. Les garanties de ce droit sont, au contraire, accrues. Le moment est venu de serrer pieusement dans nos archives le système procédural que nous devons à Colbert et à Pùssort, et de substituer à notre Code — bientôt bicentenaire — un Code mieux adapté à nos besoins et à nos mœurs.

La psychiatrie criminelle sans métaphysique

par le Professeur Olof KINBERG¹
(Stockholm)

Les médecins grecs et romains de l'Antiquité savaient que les maladies mentales étaient dues à des modifications de l'organisme. Le péché n'était pas en cause, ni l'idée de faute morale, mais seulement des facteurs biologiques naturels. D'après cette conception les crimes commis par des personnes atteintes de maladie mentale ne devaient pas être punis. Dans une lettre à un de ses proconsuls au sujet d'un homme qui a tué sa mère, Marc-Aurèle le presse d'examiner attentivement le criminel pour savoir s'il est vraiment fou ou s'il simule la folie. S'il est fou, il faut lui faire grâce du châtiement, « son état étant un châtiement suffisant ».

Conformément à cette conception biologique des Grecs et Romains de l'Antiquité, les malades mentaux étaient traités, dans l'ensemble, avec douceur et humanité.

Avec l'effondrement de la civilisation antique, la conception biologique des troubles mentaux disparut et fut remplacée par la sorcellerie des siècles primitifs. De ténébreuses superstitions envahirent l'esprit humain. On croyait l'atmosphère infestée d'esprits démoniaques acharnés à la destruction physique et morale de l'homme. Les malades mentaux passaient en général pour être possédés du démon ou d'autres esprits malins.

Il arrivait, dans d'autres cas, que la maladie fut tenue pour la juste sanction du péché. De toute façon les malades mentaux portaient le stigmate de l'infamie. Aussi les traitait-on durement et cruellement. Gardés, souvent enchaînés, dans de sombres caveaux

1. Traduction par G. LIMAGE du rapport de M. le Professeur Olof Kinberg au Congrès de la Santé Mentale, Londres, août 1948.

ils vivaient dans la saleté et la misère, souvent battus rudement par des gardiens ignorants et inhumains. Même de grands docteurs, tel Thomas Willis au XVII^e siècle, croyaient que certains d'entre eux « étaient plus rapidement guéris par le fouet ou la torture administrés dans un lieu sombre » (*supplicia et cruciatus in gurgustio*) « que par drogues et médicaments ».

Lorsque les criminels atteints de folie et le traitement qu'on leur infligeait commencèrent à être l'objet d'une philosophie du droit, les doctrines furent teintées de croyances théologiques. Le crime était péché. Par son action criminelle, le délinquant s'était rendu coupable d'une « faute morale » plus ou moins grave suivant le genre de crime commis. Cette faute, il devait l'expier par le châ-timent.

Cette possibilité de « culpabilité morale » impliquait le libre arbitre. Cependant, cette conception du libre arbitre est, en elle-même, spéculative et imaginaire, la psychologie empirique n'admettant pas l'existence de la volonté en tant que faculté indépendante et continue de l'esprit, capable de diriger le comportement de l'individu. Seules existent des volitions isolées et changeantes, composantes de l'ensemble des phénomènes bio-psychologiques, et faisant partie du courant de ces phénomènes se manifestant dans le cerveau de l'homme. Si l'on s'en rapporte à la théorie de la loi pénale, le droit de châ-timent est fondé, moralement et légalement sur un enchaînement de concepts sans fondement empirique : « libre arbitre », « responsabilité morale », « imputabilité » ou « responsabilité criminelle ».

Pour soutenir cet échafaudage de croyances, on a considéré qu'il était important de trouver des critères absolument sûrs de cette imputabilité. Les lois pénales des différents pays, ainsi que d'autres documents juridiques faisant autorité, présentent un grand nombre de critères d'imputabilité. Certaines de ces lois parlent du libre arbitre. D'autres insistent sur la compréhension. Ainsi par exemple, selon un paragraphe de la loi pénale suédoise qui fut abrogé, il y a un certain nombre d'années, un homme ne possédant pas « l'usage complet de ses facultés de compréhension » était considéré comme non passible de sanction.

Dans d'autres pays encore, le discernement moral est considéré comme un critère d'imputabilité. Ainsi en Angleterre. Dans le cas Mc Naghten, en 1843, le Président du Tribunal, résumant les débats, déclare : « Si le prisonnier n'est pas en possession suffisamment

complète de ses facultés de discernement pour comprendre ce qu'il a fait du point de vue de l'acte lui-même — un acte nuisible et répréhensible — ou s'il sait que c'est un acte nuisible et répréhensible, mais n'était pas conscient, au moment où il l'a commis, qu'il était contraire à la loi de Dieu et des hommes, alors il n'en est pas responsable ». Par la suite le juge ajouta : « Si, après les témoignages que vous avez enregistrés, vous croyez que le prisonnier est capable, pour ce qui est de l'acte dont on l'accuse, de distinguer le bien du mal, il est alors un agent responsable et passible des sanctions infligées à ceux qui commettent le crime dont il est accusé ».

Dans ce cas, le critère d'imputabilité était la reconnaissance de l'immoralité de l'acte, dans ce sens qu'il était « contraire aux lois de Dieu et des hommes ». Cependant l'expérience psychiatrique nous a enseigné que, abstraction faite de quelques types de maladie mentale (état grave de confusion ou d'onirisme, obnubilation, état extrême de démence) et d'un degré extrême de faiblesse d'esprit, une telle ignorance des valeurs morales admises ne se rencontre pas. Si l'on adoptait strictement comme critères d'imputabilité ceux présentés dans le cas Mc Naghten, la plupart des délinquants fous ou faibles d'esprit seraient donc punis. Ce qui aurait des conséquences désastreuses, non seulement pour les délinquants anormaux ou atteints de maladie mentale, mais aussi pour la Société qui serait moins protégée contre les individus dangereux.

Les critères de l'« impulsion irrésistible » et du « manque de contrôle » sur les actes ont également joué un rôle important dans la discussion sur le traitement des criminels aliénés ou faibles d'esprit. Si l'on admet que tout acte humain est le résultat des conditions cérébrales réelles et des influences ambiantes au moment où on commet l'acte — et il n'y a pas d'autre théorie acceptable — alors tout acte est la preuve même que les impulsions ou stimuli dont il résulte ont été irrésistibles. Prétendre que les impulsions qui ont déterminé un acte ont été « résistibles », c'est purement jouer avec les mots, rien dans l'expérience psychologique ne venant étayer cette assertion.

De même, si l'orsqu'un homme commet un acte, on prétend qu'il avait la faculté de contrôler précisément cet acte, cet encore une affirmation dépourvue de sens. Car ce qui agit et réagit, c'est l'organisme tout entier, et il n'existe à l'intérieur de l'organisme aucune « force spirituelle » spéciale et indépendante de l'organisme qui puisse commander nos réactions, puisque celles-ci sont le produit

de toutes les forces bio-psychiques prévalant dans l'organisme au moment de l'acte. Ainsi donc c'est rentrer dans le domaine de la psychologie mythologique que de parler du pouvoir de contrôler ses actes. Comme dit Paul Valéry : « *l'être de l'esprit est le petit homme qui est dans l'homme* ». Mais il n'y a pas de petit homme dans l'homme. Admettre le petit homme dans l'homme, c'est réintroduire la sorcellerie dans la psychologie.

La réalité est que toutes les fois que sont présentes les conditions individuelles et ambiantes suffisantes pour déterminer un certain comportement, ce comportement se produit et toute discussion sur les impulsions « résistibles » ou « irrésistibles » est oiseuse. D'une façon générale, discuter en termes non-scientifiques des relations psychologiques n'est que philosophailler, et une telle discussion peut se comparer à une bulle de savon qui éclate et se dissout dès qu'on la touche.

Lorsqu'il fut prouvé de façon à peu près certaine qu'il n'existe aucun critère d'« imputabilité » utilisable, on pensa donner à ce terme une nouvelle teneur. Des tentatives dans ce sens furent faites de différents côtés, par des médecins éminents (Forel, Kraepelin, etc.) et par des juristes (Liszt, Alimena, Torp). Mais toutes échouèrent. Les suggestions des uns auraient eu des conséquences pratiques absurdes, d'autres sont logiquement insoutenables. Ainsi, même cet effort pour sauver l'idée d'« imputabilité » fut un échec.

Mais s'il n'existe aucun critère d'imputabilité sûr et aucune façon de donner à ce concept un sens nouveau et pratique, comment satisfaire à cette soi-disant nécessité des lois pénales de distinguer, parmi les délinquants anormaux ou atteints de maladie mentale, entre les « imputables » et les « non-imputables » ? La réponse est : c'est impossible. S'il y a encore des juristes qui croient en une telle distinction, leur conviction ne se base sur aucun fondement empirique. Lorsque des juristes se creusent l'esprit pour trouver les traits distinctifs pouvant justifier cette barrière entre les moutons et les chèvres, c'est du travail perdu.

Par contre, ce n'est pas du travail perdu que d'épurer la psychiatrie criminelle et la politique criminelle de tous les éléments relevant de l'esprit théologique et métaphysique que nous avons hérité de générations vivant dans des conditions entièrement différentes des nôtres et ne possédant pas cette science de l'homme et de la société que les sciences modernes mettent à notre disposition. Au lieu de perdre notre temps et nos forces à essayer de résoudre de

vains problèmes métaphysiques, nous devrions nous efforcer de poser exactement les questions relevant du domaine empirique et pratique dans lequel nous travaillons.

* * *

Le but de la politique criminelle est de prévenir le crime. Pour atteindre ce but, il est nécessaire d'en savoir autant qu'il est humainement possible sur l'homme en tant qu'organisme à réactions bio-psychiques. Ces connaissances doivent être à la disposition des agents sociaux dont la tâche est la prévention du crime et le traitement des criminels. Jusqu'à ce jour, les Cours de justice ont été considérées comme les principaux de ces agents. Que ce soit à juste titre ou non, il n'est pas nécessaire de discuter cette question ici.

En tous les cas, l'action des Cours de justice doit être gouvernée par un postulat d'une suprême importance : *la Cour devrait toujours connaître celui qu'elle juge.*

Cette condition exigée peut paraître un truisme. Cependant, on n'y satisfait que dans une faible mesure. Car, en dehors des crimes graves qui attirent l'attention générale (meurtre, grave outrage sexuel, crime d'incendie), la Cour ne sait que peu de choses sur l'accusé, ses renseignements se limitant aux menues circonstances inintéressantes concernant le délit (objets volés, sommes détournées, nombre de petites fraudes, etc...) fournis par le casier judiciaire.

Or, condamner un homme à telle ou telle peine peut avoir et a souvent une influence décisive sur sa vie. Il ne semble donc qu'équitable de demander de la Société que ses organes, les Cours de justice, n'exercent pas d'un cœur léger leur pouvoir énorme sur les citoyens, mais soient parfaitement conscients des conséquences de leurs décisions. S'il y avait une charte des droits naturels, ce postulat devrait certainement compter au nombre de ses articles. De toutes façons, dans la lutte inégale entre la Société, avec ses ressources énormes, et un délinquant qui est souvent seul et privé de soutien matériel et moral, il semble raisonnable de demander qu'on donne à ce dernier une chance loyale de ne pas être traité avec une rigueur plus grande qu'il n'est nécessaire pour protéger les honnêtes citoyens.

A mon avis, cette thèse constitue le premier postulat en matière de politique criminelle.

Or, les Cours ne sont pas en mesure de se procurer elles-mêmes toutes les données sur l'accusé, la façon dont sont instruites les causes criminelles les empêchant d'avoir avec l'accusé et son milieu le contact étroit nécessaire à une enquête approfondie. La Cour est donc obligée d'avoir recours aux agents compétents : surveillants des condamnés mis en liberté surveillée, assistantes sociales, psychologues et experts psychiatres ; ces derniers, grâce à leur formation médicale et psychiatrique, sont les plus qualifiés pour fournir des renseignements d'ordre divers et très complets.

Les découvertes que nous faisons chaque jour sur le grand nombre de cas de troubles mentaux et de faiblesse d'esprit chez les délinquants a fortement mis en valeur le rôle important de la psychiatrie en matière de politique criminelle. Dans les pays où l'examen mental des accusés est maintenant pratiqué de façon courante, il a pris un caractère distinctement médico-sociologique. Dans ces pays, l'examen mental est également devenu partie régulière du procès dans de nombreux cas de crime.

La psychiatrie criminelle n'est pas — comme certains semblent le croire — une sorte de composé de la médecine et de la jurisprudence. Un tel composé ne peut pas logiquement être, étant donné que la jurisprudence se préoccupe de règles de conduite, tandis que la médecine s'occupe des faits de la nature et des relations entre les phénomènes du monde naturel. La psychiatrie criminelle est donc une science empirique dont l'objet est l'état mental des individus aux prises avec la justice, toutes les fois que cet état mental peut influer sur la décision des juristes. Les questions théologiques et métaphysiques se trouvant en dehors de la compétence de l'expert en psychiatrie criminelle, celui-ci n'a pas à répondre aux questions relevant de ces sciences, mais doit s'en tenir strictement à son rôle qui est de fournir toutes données empiriques, médicales, psychologiques et psychiatriques qu'il est à même de recueillir. En outre, lorsqu'il distingue entre les états mentaux, il ne doit utiliser que les traits appartenant à sa propre science, à l'exclusion de toute caractéristique d'ordre juridique, c'est-à-dire conventionnelle. Ainsi s'il est interrogé, par exemple, sur l'imputabilité ou la responsabilité morale ou criminelle, il doit se déclarer non-qualifié pour répondre à ces questions qui ne relèvent pas de son domaine scientifique.

Mais la psychiatrie criminelle a, dans les cas de crime, plusieurs tâches d'ordre empirique extrêmement importantes à remplir. Elle doit chercher à savoir, à l'aide de tous les moyens techniques

d'investigation, si l'accusé souffre de troubles mentaux ou de toute autre déficience, y compris toute trace de lésion traumatique du cerveau et autres lésions d'ordre encéphalitique, allergique ou autre.

Elle doit donner une description de tous les symptômes constatés et analyser, si possible, la nature de l'état pathologique. Elle doit s'efforcer de dégager les traits caractérogiques de l'accusé et l'ensemble de ce que j'appelle ses « racines constitutionnelles ». Elle doit, en outre, analyser le comportement de l'accusé du point de vue de la psychologie criminelle, en accordant une importance particulière à l'influence exercée sur son comportement par des facteurs pathologiques et par les conditions ambiantes dangereuses dans lesquelles il peut avoir vécu. Cette analyse étiologique du crime est particulièrement précieuse pour déterminer la nature et le degré de la dangerosité chez l'accusé. On doit alors envisager les traitements d'ordre médical, psychologique et social qu'il est possible d'appliquer ainsi que les réactions probables de l'accusé à différentes mesures de politique criminelle. Enfin l'expert psychiatre doit indiquer les pronostics médicaux et sociaux du cas examiné.

* * *

Pour d'autres raisons encore que celles mentionnées précédemment, la Cour devrait s'efforcer d'avoir autant de renseignements que possible sur les conditions individuelles et ambiantes des accusés. Au cours des trente dernières années, les mesures de politique criminelle sont devenues de plus en plus différenciées. En Suède, en dehors des sanctions légales (amendes, différentes formes d'emprisonnement), on a le choix, vis-à-vis des délinquants, entre huit différentes mesures de sécurité (suspension conditionnelle des poursuites, condamnation avec sursis, sentence conditionnelle, traitement dans des maisons de redressement pour les jeunes délinquants, détention dans un établissement de sécurité pour certains criminels anormaux et dangereux, internement dans un établissement de sécurité pour certains récidivistes dangereux, internement dans un asile pour les délinquants déclarés exempts de sanction pour cause de maladie mentale, faiblesse d'esprit ou autres troubles mentaux, internement dans un établissement pour les alcooliques de certains délinquants déclarés exempts de punition à cause de maladie mentale, faiblesse d'esprit ou autres troubles mentaux et

dont l'état ne demande pas le traitement dans un asile, mais dans un établissement pour les alcooliques).

Pour l'application de ces différentes mesures, la loi pénale requiert différentes conditions psychologiques définies. Pour reconnaître certaines de ces conditions, la Cour doit recourir à l'examen mental.

Une autre raison importante exige encore que la Cour s'assure la collaboration d'un expert psychiatre afin d'obtenir les renseignements les plus complets possibles sur l'accusé. La Cour devant choisir entre les mesures aussi diverses à appliquer à l'accusé, doit savoir très exactement ce qui détermine son choix. Pour être sûre que son choix est le bon la Cour doit pouvoir anticiper l'effet probable sur le délinquant des différentes mesures dont elle dispose pour chaque cas. Pour qu'elle ne se contente pas de deviner quelles seront ces réactions, la Cour doit être assistée d'un expert psychiatre qui, pour avoir étudié la structure individuelle de l'accusé et ses réactions précédentes aux stimuli sociaux et psychologiques, a de meilleurs moyens de connaître ses réactions probables à différents genres de traitement.

Tout ce que nous venons d'énoncer a eu pour résultat un énorme accroissement du nombre d'examens mentaux en Suède. On en comptait 60 par an vers 1900, 207 en 1927 et, ces dernières années, 1.500 par an, soit 25 fois plus. Ce chiffre montre que, parmi les délinquants accusés de crime grave, un sur cinq environ est soumis à un examen mental. Le grand nombre d'examens prouve également que les Cours de justice elles-mêmes sont conscientes de la nécessité d'avoir des renseignements plus complets sur les délinquants qu'elles ont à juger.

*
* *

A cette thèse soutenant que la Cour devrait connaître celui qu'elle juge s'oppose plus ou moins un faux postulat de la loi pénale énonçant que tout acte criminel devrait être suivi de sanction. Nous n'avons pas à expliquer ici l'origine de ce postulat étrange et qui tient si peu compte de la réalité. Mais peut-être serait-il bon de rappeler qu'on ne le trouve ni dans la Société primitive, ni dans la loi romaine.

Dans le monde réel ce postulat théorique n'a jamais été et ne pourra jamais être appliqué. Il présuppose que tout crime est

connu, tout criminel arrêté et tout criminel arrêté condamné. On peut d'ailleurs se demander s'il est souhaitable que tout crime soit connu et puni. La lumière que cela jetterait sur la faiblesse humaine serait d'un effet très déprimant et peut-être très dangereux pour la moralité générale.

En outre, la loi pénale elle-même compte nombre d'exceptions à ce faux-postulat. Par exemple, l'abstention conditionnelle de poursuites, la condamnation avec sursis, l'internement des jeunes délinquants dans une maison de redressement, des malades mentaux et des faibles d'esprit dans un asile, des alcooliques dans un établissement pour alcooliques, de certains délinquants anormaux et certains récidivistes dans des établissements de sécurité. Toutes ces formes de traitement sont considérées, du moins en Suède, comme des mesures de sécurité et non des sanctions, et supposent donc une exception à la règle du crime devant être toujours puni. Ainsi, la loi pénale elle-même a infirmé ce postulat par ses propres prescriptions.

La raison déterminante de l'attitude de la politique criminelle actuelle soutenant que le crime ne devrait pas être automatiquement suivi de sanction est due au fait suivant : nous nous apercevons de plus en plus que la sanction, telle qu'elle est conçue dans presque tous les pays, ne constitue pas un traitement impartial des êtres humains, mais un traitement dangereux et souvent fatal.

Il n'est pas nécessaire d'énumérer ici tous les effets désastreux que peut avoir une sanction tant du point de vue physiologique que du point de vue psychologique et moral. Il nous suffira de citer un de ces effets : le caractère essentiel de la sanction est d'infliger une souffrance pour elle-même. Mais une souffrance ainsi infligée a plus de chances de provoquer chez celui qui la subit une attitude de défiance et de rancune que d'avoir sur lui des effets moraux et éducatifs positifs. De plus, d'accord avec ce qui caractérise ce genre de sanction, elle a, *par son principe même*, un caractère rétrospectif, alors que les mesures d'une politique criminelle constructive devraient *toujours être résolument orientées vers l'avenir*.

*
* *

En même temps que s'est développée en Suède cette différenciation des mesures pratiques de politique criminelle, les conceptions en matière de psychiatrie criminelle et de politique criminelle se

sont successivement élargies, s'éloignant des termes et des concepts théologiques et métaphysiques. Le terme « imputabilité », employé par la loi lorsqu'il s'agissait de certains criminels anormaux et dangereux à garder dans des établissements de sécurité, a disparu lors de la dernière révision de cette loi. De même, dans les différents projets de loi élaborés au cours de ces quinze dernières années sur le traitement des différentes sortes de délinquants atteints de troubles mentaux ou de faiblesse d'esprit, tous les critères d'imputabilité ont disparu. Ils sont également supprimés dans le projet de loi sur l'exemption de sanction pour cause de troubles mentaux de différents genres, préparé par le ministère de la Justice en 1945 et que voici :

« Un acte criminel commis par une personne atteinte de maladie mentale ou de déficience mentale, ou dont l'état mental diffère de la normale au point qu'il doit être soumis à un traitement spécial, sera exempt de sanction. Si quelqu'un commet un acte criminel dans un état de confusion mentale temporaire, il ne peut être condamné à aucune peine ».

Sous l'influence du Conseil supérieur de la Justice, ce texte, faisant preuve d'idées extrêmement avancées, fut modifié dans un sens plus conservateur. Le voici ainsi remanié, tel qu'il fut présenté au Riksdag et adopté :

« Personne ne peut être tenu responsable d'un acte commis sous l'influence de la folie, de faiblesse d'esprit ou d'autre anomalie mentale d'un caractère suffisamment sérieux pour être équivalent à la folie. S'il arrive qu'une personne se trouve, accidentellement et sans qu'il y ait de sa faute, dans un état tel qu'elle ait perdu l'usage de ses sens, elle ne peut être passible d'aucune sanction pour une action commise dans cet état ».

Ce nouveau texte peut paraître également assez hardi dans les pays où l'esprit théologique et métaphysique influence encore fortement la loi dans ce domaine. Aux yeux des Suédois, il est loin d'être satisfaisant. Les milieux psychiatriques suédois en sont fort mécontents, et particulièrement des mots « équivalent à la folie » qu'ils considèrent comme obscurs et dépourvus de sens. Dans les milieux juridiques également on commence à estimer que ce texte n'est pas satisfaisant et aurait besoin d'être bientôt revu.

Un nouveau paragraphe fut en même temps adopté par le Riksdag : « Dans certains cas, quand une personne qui a commis un crime est dans un état mental différant de la normale, elle

peut être gardée dans un établissement de sécurité au lieu d'être condamnée. Les stipulations sont données dans une loi spéciale ».

Il est évident que, même dans ce paragraphe, les conditions psycho-pathologiques prérequisées à l'application de la loi — par laquelle les délinquants sont exempts de sanction — sont formulées dans des termes psychologiques plutôt vagues. Cette formulation a pour but de ne pas entraver, par des définitions légales strictes des états de désordre mental, les efforts des Cours de justice dans leur choix du traitement le plus adéquat.

*
* *
*

L'un des plus sérieux obstacles, peut-être le plus sérieux, à un traitement rationnel et adéquat des délinquants, provient de la divergence des opinions qu'ont sur les désordres mentaux les experts en psychiatrie criminelle et ceux qui ne sont pas de la partie. Autrefois, avant que la psychiatrie ne s'élève au rang de science, les expressions employées pour désigner les gens atteints de troubles mentaux « aliénés », « déments », « fous », etc..., avaient à peu près la même signification pour les docteurs et les autres gens. Les cas d'exemption de sanction étaient extrêmement rares et la question de savoir si un criminel devait être condamné semblait facile à résoudre.

Depuis que les symptômes et les causes des désordres mentaux sont devenus mieux connus des psychiatres, cette uniformité d'opinion a disparu. Conformément au principe général de médecine que les malades devraient être soumis à un traitement médical, les psychiatres ont soutenu que les délinquants mentalement malades ne devraient pas être punis, mais qu'on devrait s'en occuper d'autre façon. Tout au long du XIX^e siècle se déroula une polémique assez violente au sujet des corps et des esprits des délinquants, entre les docteurs d'une part, et les avocats, juges et autres juristes de l'autre. Le public a été continuellement tenu au courant des données toujours plus nombreuses sur les désordres mentaux, mais le fossé existe toujours entre son point de vue sur les désordres mentaux et celui des psychiatres.

Les données de plus en plus nombreuses sur les symptômes et la nature des maladies mentales et les nouvelles méthodes perfectionnées ont amené des résultats importants. Les maladies du cerveau avec symptômes mentaux sont beaucoup plus fréquentes

qu'il n'était supposé auparavant, surtout les cas de lésions légères d'origine encéphalitique ou allergique et de légères lésions épileptiques chez des personnes chez qui on ne constate pas d'attaques. Les personnes atteintes de telles lésions ne donnent pas l'impression d'être des aliénés, au contraire elles peuvent sembler parfaitement saines de corps et d'esprit, mais elles peuvent présenter incidemment des symptômes de faiblesse, de fatigue, de vertige, etc., pendant la durée desquels elles ont une moindre capacité de travail, sont moins attentives, moins disposées à remplir leurs tâches quotidiennes.

En outre, les cas soi-disant indéterminés — qui ne sont pas en réalité des cas indéterminés, mais des troubles mentaux d'un genre spécial — ont attiré une attention particulière. Ces cas sont appelés aujourd'hui « psychopathes », dénomination d'ailleurs très peu satisfaisante puisqu'elle range dans une seule catégorie un grand nombre de conditions psychopathologiques très différentes. Or ces psychopathes se comportent souvent de façon plus ou moins asociale et leurs désordres mentaux peuvent apparaître essentiellement comme un manque de sens moral. Le résultat est qu'on a tendance à les considérer du seul point de vue de la morale ce qui empêche d'envisager leur traitement de façon objective et réaliste. Si bien qu'on les considère souvent simplement comme des dépravés et la plupart des gens oublient de demander la raison de leur dépravation. On estime souvent que leur manque de sens moral est inhérent à leur nature et ils sont regardés comme des parias pour qui personne n'éprouve d'autres sentiments que ceux de la réprobation morale.

Mais pour un esprit scientifique, il importe peu qu'un manque de sens moral et une conduite désordonnée résultent d'une malconformation du cerveau ou de lésions d'un cerveau qui était sain jusqu'au moment où la maladie l'a attaqué, puisque nul n'a le pouvoir de choisir l'état de son cerveau. Au XIX^e siècle, les dissensions entre psychiatres et juristes ne s'élevaient généralement qu'au sujet de criminels atteints de maladies cérébrales avec délires et hallucinations, mais qui avaient l'esprit lucide et une conduite égale. Ces dissensions portent maintenant sur les formes bénignes de lésions cérébrales ou la malconformation du cerveau non accompagnée de faiblesse d'esprit. Du point de vue de la psychiatrie criminelle, le point important que présentent ces cas est que des symptômes médicaux, apparemment sans gravité, peuvent déterminer un

manque d'adaptation aussi sérieux que les formes classiques de maladie mentale.

Ainsi, comme facteurs de maladaptation et de délinquance, ces symptômes bénins peuvent être équivalents aux formes classiques de maladie mentale, puisqu'ils peuvent rendre aussi difficile pour les gens d'adapter leur comportement aux standards moraux adoptés dans le temps et le lieu où ils vivent.

La divergence d'opinions dont je viens de parler sur ce qui est réellement maladie mentale et ce qui ne l'est pas, et le fait que les délinquants aliénés, par exemple, sont exempts de peine, font que le public — non seulement ceux qui lisent les journaux et assistent aux jugements, mais aussi le parquet, les juges et le jury — trouvent difficile de saisir que des délinquants qui leur semblent être soit des gens ordinaires ou de très sales individus, sont des malades mentaux ou des anormaux, comme le soutiennent les psychiatres.

Il y a également eu des réactions plus ou moins véhémentes contre les conclusions des experts estimant que ces malades devaient être exempts de peine, en particulier lorsqu'ils appartiennent, comme c'est souvent le cas, à cette catégorie d'anormaux caractérisée par une absence plus ou moins complète de sens moral, ce qu'on a voulu appeler « folie morale ».

Les recherches scientifiques dans le domaine des maladies mentales et des anomalies progressent cependant sans s'inquiéter des opinions plus ou moins artificielles des profanes. Mais l'administration de la justice dans les causes criminelles n'est pas une activité secrète qui peut être réglée par l'opinion d'un petit groupe de savants. Il est donc indispensable d'arriver à un compromis pratique entre l'opinion scientifique et celle des profanes.

Il n'y a que deux façons d'y arriver : soit en considérant le traitement des délinquants anormaux comme une peine, ou en abolissant l'idée de peine.

Contre la première on peut faire de très sérieuses objections tant du point de vue humain que du point de vue pratique. Depuis des temps immémoriaux la « folie » et la « démence » ont échappé au châtement. Si maintenant le traitement médical des aliénés devait être considéré comme une peine, il n'y a aucun doute que nous aurions l'air de retomber dans la barbarie.

Il ne reste donc pour résoudre ce dilemme que l'abolition de l'idée de peine elle-même.

Ceci ne veut pas dire que tous les citoyens seraient considérés

comme « irresponsables ». Au contraire, tous les êtres humains appartenant à une communauté seraient considérés comme socialement responsables de tout acte de portée sociale, quel que soit leur état mental. L'étrange division des êtres humains en « responsables » et « irresponsables » disparaîtrait. Mais la réaction de la Société aux actions humaines varierait selon les conditions médicales, psychologiques et sociales des individus.

Cette façon d'envisager les relations entre les individus et la société n'empêcherait pas non plus les citoyens respectueux des lois d'être protégés autant que par le passé contre les attaques criminelles. Car il est évident que plus la société appliquera les mesures adéquates pour découvrir et soigner les individus qui guettent la délinquance, et pour essayer de contribuer à l'adaptation sociale des délinquants, plus le volume réel du crime diminuera.

L'opinion sur les méthodes de traitement applicables aux délinquants et dont j'ai parlé plus haut, qui s'est imposée en Suède lentement, mais de plus en plus fortement, au cours des quarante dernières années, peut se résumer ainsi :

Le pourcentage des désordres mentaux comme facteurs criminogènes est beaucoup plus élevé qu'on ne le croyait auparavant. En fait, ils sont les facteurs criminogènes les plus importants, en tous les cas dans les conditions sociales prévalant en Suède. On peut se demander s'ils sont aussi importants dans les pays où l'assimilation des éléments de la population à une souche homogène n'est pas encore complète, où les différences raciales et autres entre les différents membres de la communauté jouent contre la solidarité de l'individu avec la masse, et où le développement social est encore à l'état imprécis de bouillonnement.

Les désordres mentaux constituant donc les facteurs criminogènes les plus importants, il y a beaucoup de chances pour que le rôle de la loi pénale, du point de vue déterrement du crime ou éducation morale, soit très surestimé.

L'importance de ce prétendu rôle de prévention générale n'est en tous les cas pas démontrée par les faits. Chaque fois qu'un homme a commis un crime, c'est que le rôle de la loi pénale, dans ce sens, a été insuffisant. Quant aux cas où la loi pénale a pu prévenir le crime, nous ne les connaissons pas. Et aux personnes qui prétendent avoir des expériences personnelles venant à l'appui de cette thèse, on peut objecter que le caractère humain étant empirique, seule l'action ou l'abstention d'action peuvent en dévoiler

la vraie nature. Mais il est difficile de savoir ce qui détermine précisément l'abstention d'action.

Il est cependant une autre forme de prévention générale qui consiste à essayer de découvrir les individus que des conditions physiologiques (lésions ou troubles du développement du cerveau) ou des conditions mésologiques menacent de rendre criminels et à soumettre ces individus à un traitement adéquat. Des mesures de ce genre sont plus importantes que toutes autres pour la prévention du crime. Les progrès que nous avons faits dans la connaissance des causes du crime nous ont montré qu'un traitement purement médical, ainsi que la psychothérapie et un choix adaptif des conditions sociales constituent souvent des mesures beaucoup plus effectives que l'existence de la loi pénale et son application.

A partir de ces faits et d'autres faits encore, on est arrivé en Suède à plusieurs conclusions sur la façon dont la politique criminelle doit être organisée.

Tout d'abord, il faut abolir le dogme de la nécessité d'une sanction. Nous espérons, en Suède, que le moment n'est pas loin où nous abandonnerons même l'idée de peine. A la place de la loi pénale nous essayons de préparer une loi de protection, ce mot étant entendu au double sens de protection des citoyens respectueux des lois contre les attaques des personnes dangereuses, et protection des individus mentalement malades ou vivant dans un milieu défavorable contre le crime dans lequel ils pourraient tomber. Puisque les troubles mentaux sont si souvent les causes principales du crime, la première question à considérer lorsqu'un individu commet un crime est : n'y a-t-il pas de troubles mentaux à l'origine de sa conduite ? Il peut être atteint d'une forme classique de folie, il peut avoir été blessé à la tête, être alcoolique ou adonné à d'autres drogues, etc... La Cour doit décider du traitement à appliquer en considérant les différents traitements prévus par la loi en fonction des données cliniques, psychologiques et sociales mises en lumière par l'enquête. Au lieu d'admettre *a priori* et comme règle fixe que l'accusé doit être puni, ce qui a été la règle jusqu'à présent — la Cour devrait d'abord se demander si la protection de l'individu lui-même, ou de la société, nécessite bien l'application d'un traitement et, dans l'affirmative, si l'individu a besoin d'un traitement spécial (antitoxique — ou autre traitement médical, psychothérapie, détention ou internement dans un établissement de sécurité, ou dans une maison de

redressement, etc.). Si un traitement spécial est nécessaire, la Cour devrait décider de confier le soin de l'individu aux autorités compétentes. Si la Cour ne trouve aucun de ces traitements applicables, alors seulement elle devrait décider de placer l'individu, pour une période déterminée, dans un établissement correspondant à nos prisons mais où tous les règlements tendant à faire souffrir les prisonniers devraient être abolis.

A mon avis, les temps semblent déjà mûrs pour l'abolition de l'idée moyennageuse et barbare que le châtiment est le remède spécifique du crime. Il est aussi temps que l'administration de la justice se débarrasse de ses méthodes qui consistent à consulter le Code pénal pour savoir à combien de mois ou d'années de prison correspond l'action illégale de l'accusé. Au lieu de cela la Cour de justice, en tant qu'agent de la politique criminelle, devrait se poser les questions suivantes : Quel genre d'homme est le délinquant ? Quels facteurs individuels et mésologiques l'ont amené à commettre précisément maintenant le crime dont il est accusé ? Est-il nécessaire au bien-être commun et à son propre bien-être de répondre à son crime par une mesure de politique criminelle ?

Lorsque le juge sera en possession des réponses, aussi correctes et complètes que possible, à ces questions, alors seulement devrait être posée la quatrième et dernière question : Quelles mesures devraient être prises pour empêcher que le délinquant ne commette de nouveaux crimes du même genre ou d'un autre genre ? Un résultat manifeste de l'opinion qu'il n'est pas nécessaire pour l'intérêt commun ou celui du délinquant de répondre à chaque crime par un châtiment est la loi suédoise sur l'abstention d'inculpation de 1944. Il est stipulé dans cette loi que cette abstention peut avoir lieu si le délinquant a moins de 18 ans, s'il a déjà bénéficié de l'éducation protective ou d'autres mesures équivalentes et qu'il est probable qu'il ne récidivera pas, ou si le délit est minime et que la malice ou la précipitation en sont cause. Au cours du travail préparatoire pour une révision du Code pénal on a également discuté pour savoir si 18 ans ne devrait pas être l'âge minimum condamnable au lieu de 15 ans. Comme chacun le sait : la puberté amène généralement un certain manque d'équilibre mental résultant des changements profonds qui se font dans l'organisme. Personne n'atteint sa maturité d'esprit avant 18 ans, et la plupart des gens ne l'atteignent que quelques années plus tard. Il n'est donc pas équitable de traiter des personnes jeunes et n'ayant pas encore

cette maturité comme si elles étaient des adultes, possédant la même expérience et les mêmes possibilités de juger leurs situations et de trouver comment s'y adapter de façon rationnelle.

On peut retrouver cette tendance anti-métaphysique de l'esprit suédois dans notre attitude vis-à-vis de la peine capitale.

La peine de mort ne fut abolie en Suède qu'en 1921. Mais, depuis 1830 déjà, les Suédois s'élevaient contre cette peine. Au Riksdag de 1862-63, la Paysannerie décida que la peine de mort ne figurerait pas dans le nouveau Code pénal (introduit en 1864) et durant le Riksdag de 65-66, la Paysannerie encore vota à l'unanimité un projet de loi ordonnant la suspension de cette peine pour 10 ans. Les autres états (noblesse, clergé et bourgeoisie) rejetèrent ce projet. En 1867, l'abolition de la peine de mort fut proposée à la diète. Le projet de loi fut passé par la seconde chambre mais rejeté par un seul vote dans la première (en 1865 une réforme avait aboli les états, remplacés par deux chambres). C'est ainsi que seule l'opinion d'un homme empêcha la peine capitale d'être abolie en Suède en 1867.

Depuis 1865, seules 15 personnes condamnées à mort ont été exécutées en Suède, deux seulement depuis 1900. La peine de mort a donc tenu une place infime dans les mesures pratiques de politique criminelle.

Bien qu'on ait eu de moins en moins recours à la peine capitale, les crimes graves contre des personnes ont considérablement diminué. Depuis 1845-55, la moyenne des assassinats et des tentatives d'assassinat était de 16 par million d'habitants et par an. Cette moyenne tomba à 1,36 en 1922, après l'abolition de la peine de mort. De 1922 à 1925 on ne compta par million d'habitants que 0,47 condamnations pour assassinat.

Ceux qui croient à l'efficacité de la peine de mort pensent évidemment que nous avons alors dans nos prisons un grand nombre de condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Or le nombre de ces condamnés dans les prisons suédoises s'élève à quatre. Ceci ne veut pas dire que nos Cours de justice, après le jugement, rendent leur liberté aux criminels. Mais dans de nombreux cas l'assassin est reconnu mentalement malade et est, en conséquence, déclaré exempt de peine et placé dans un asile. C'est le cas pour ceux qui assassinent un membre de leur famille et qui sont presque sans exception des aliénés, la plupart de ceux qui tuent leur fiancée

(dont l'acte est souvent un suicide déraillé) et beaucoup d'autres types de meurtriers et d'assassins.

Dans certains cas cependant, les assassins sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Cela ne signifie pas qu'ils sont détenus en prison le reste de leur vie. Au contraire, ils sont remis en liberté conditionnelle et amnistiés au bout de 10 ans environ et remis en liberté. Les assassins récidivent rarement, ils retournent à une vie plus ou moins normale et utile dans la société. Il en est de même de ceux qui ont été déclarés exempts de sanction pour cause de désordres mentaux. Lorsqu'ils sont guéris (ce qui arrive souvent, par exemple chez des personnes qui ont tué des membres de leur famille sous l'influence d'un état de dépression accompagné d'hallucinations religieuses les poussant à tuer leurs enfants pour les préserver des conséquences théologiques du péché) on leur ouvre les portes de l'asile et ils retournent à leurs occupations habituelles.

Enfin, on s'est aperçu de plus en plus en Suède que l'alcoolisme accompagné de symptômes médicaux manifestes est généralement un état secondaire d'une maladie mentale, souvent d'ordre encéphalitique ou allergique. Conformément à cette opinion, les délinquants alcooliques sont souvent déclarés exempts de sanction et confiés à des établissements s'occupant du traitement des alcooliques. Cette attitude, elle aussi, contribue à diminuer le nombre des personnes condamnées à une peine ou à infirmer le faux-postulat du Code pénal stipulant que tous les criminels devraient être punis. Les prisons suédoises ne renferment actuellement que de 1.900 à 2.000 prisonniers.

En conclusion, je ne voudrais pas donner à mes lecteurs l'impression que la psychiatrie criminelle et la politique criminelle en Suède sont arrivées à une organisation idéale. Chacun sait que lorsqu'on vit dans un pays et qu'on s'occupe particulièrement de certaines de ses institutions sociales et de leur fonctionnement, on a tendance à voir leurs défauts plutôt que leurs avantages. C'est le cas pour nous également. Nous sommes pleinement conscients du fait que le niveau théorique de notre législation est beaucoup plus élevé que celui de son application pratique. C'est très naturel, car il est beaucoup plus facile de faire de bonnes lois que de les faire bien fonctionner, un bon fonctionnement exigeant, des collaborateurs adéquats. De tels collaborateurs demandent une sélection rationnelle, une longue formation et une tradition. Nous n'avons pas encore eu le temps de réaliser ces conditions. Tout au contraire,

pour le moment nous manquons terriblement de médecins adéquats pour ce travail, les docteurs ayant une formation suffisante et possédant les connaissances multiples nécessaires pour couvrir le vaste domaine de la psychiatrie criminelle et de la criminologie étant plutôt rares.

Mais, s'il nous est donné dans l'avenir de mener notre vie comme nation indépendante et si la situation économique et financière du pays s'améliore, nous espérons faire de meilleur travail.

**Une formule judiciaire et administrative
de Protection de l'Enfance :**
Les Offices de Prévoyance de la Jeunesse

par Ernest E. FRANCK

*Docteur en Droit, Conseiller à la Cour d'Appel de Colmar,
Délégué à la Protection de l'Enfance.*

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale le problème de la protection de l'enfance se présente de plus en plus comme un ensemble, comme un tout, revêtant toutefois des aspects différents selon ses manifestations sociales. Le cas posé par l'enfant délinquant et par l'enfant moralement abandonné apparaît d'une similitude frappante, au moins quant à ses effets ; après étude approfondie des éléments d'ordre causal, une mesure de réadaptation sociale, de surveillance ou de placement s'impose. Il s'agit dans l'un et l'autre cas de trouver la formule adéquate de redressement pour les uns, d'assistance pour les autres, ce qui revient en fin de compte à assurer la protection de l'enfant.

Dépouillé de son caractère pénal par l'Ordonnance du 2 février 1945, l'infraction apparaît comme une des manifestations qui déclenche le mécanisme de protection en faveur du mineur. Le dépistage de l'infraction est en général assuré de façon satisfaisante dans les sociétés modernes par les organismes de police, possédant leurs règles, leur technique, leur tradition. A cet égard, il suffirait de spécialiser certains fonctionnaires dans la pratique des questions particulières de l'enfance. La législation a prévu les juridictions, les règles de procédure, les mesures applicables dans le domaine des mineurs.

Il n'en est pas de même pour les autres cas où des mesures de protection s'imposent également, en particulier pour les enfants moralement abandonnés, pour les enfants maltraités, déficients en danger matériel et moral. Le dépistage et le traitement de ces

cas n'est pas organisé de façon systématique. Les milieux intéressés en France à l'étude de la question sont actuellement à la recherche d'une solution du problème¹. Le droit positif comparé fait apparaître essentiellement trois formules distinctes. Dans un premier système, qui pourrait se dire judiciaire, la protection de l'enfance est confiée au juge. Ce sera le tribunal pour enfants, comme dans la législation britannique², compétent aussi bien en matière de délit que d'aide et d'assistance aux enfants. Ce sera en France le tribunal civil, en attendant que sa compétence en cette matière soit transférée au juge des enfants, qui applique les mesures de protection aux enfants maltraités et moralement abandonnés³.

Un autre système confie à des organismes administratifs non seulement la compétence en matière de mesures protectrices de l'enfant victime, mais même en matière délictuelle. Les recours contentieux contre les décisions de ces organismes sont jugés par des juridictions administratives. Cette formule a trouvé son application dans les « Conseils de Tutelle » en Norvège, les « Conseils et Commissions de protection de l'enfance » en Suède et au Danemark, ainsi que dans le canton de Bâle-Ville⁴.

Une troisième solution consiste en une étroite collaboration entre des organismes administratifs et les autorités judiciaires, les premiers chargés du travail de dépistage, ayant pouvoir d'ordonner des mesures urgentes et intervenant légalement dans l'exécution des décisions de l'autorité judiciaire, cette dernière prenant les décisions définitives et statuant sur les droits litigieux pour donner toutes les garanties juridiques au justiciable. Cette formule a été réalisée en Allemagne sous la forme des Offices de la Jeunesse, étroitement intégrés dans l'organisation des tribunaux des tutelles et des tribunaux pour enfants, dont ils sont à la fois les organes de prospection, d'information et les agents d'exécution. En France, ce système fonctionne aussi dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et de la Moselle et donne des résultats pleinement satisfaisants⁵.

1. Notamment le Comité interministériel de coordination des services assurant la protection des mineurs en danger moral, défectifs ou délinquants et victimes de la guerre, créé par l'arrêté du 2 octobre 1946, *J. Off.*, du 5 octobre 1946, p. 8462.

2. *Childrens and Young persons Act*, 1933, articles 61 et 53.

3. Loi du 24 juillet 1889, article 3. — Belgique : Loi du 15 mai 1912, article 2 et 3, même solution.

4. Cf. BOITARD et HOUDOT, « Les tribunaux pour enfants », dans *Problèmes de l'enfance délinquante*. — Travaux et recherches de l'Institut de droit comparé, Paris, t. 1, p. 153 note 1.

5. Maintenu par la loi du 1^{er} juin 1924.

I. — LA PROTECTION DE L'ENFANCE EN DROIT ALLEMAND.

L'organisation de la protection de l'enfance est réglée par la loi d'empire sur la prévoyance et la protection de l'enfance du 9 juillet 1922 entrée en vigueur le 1^{er} avril 1924.

Son domaine d'application s'étend à l'ensemble des questions intéressant l'enfance et l'adolescence. A cet effet, elle a prévu des organismes qui veillent à l'observation des règles édictées.

A. Organismes chargés de la protection de l'enfance.

Ces autorités fonctionnent d'après l'organisation politique allemande à l'échelon communal, provincial ou régional, et national.

a) Office municipal de la Jeunesse (*Jugendamt*).

Organisation. — Chaque commune ou groupement de communes institue un Office de la Jeunesse sous l'autorité du maire. Il est assisté par des conseillers qui sont : le juge des tutelles, des membres de l'enseignement, des fonctionnaires des bureaux de bienfaisance et d'assistance, ainsi qu'un représentant du bureau d'hygiène. L'Office de la Jeunesse réalise de la sorte à l'échelon municipal la coordination des ressorts administratifs intéressés aux questions de l'enfance. Il peut faire appel au concours de mouvements de jeunesse, d'associations d'assistance et de prévoyance et se décharger sur des collaborateurs bénévoles de certaines de ses attributions.

Compétence. — L'Office de la Jeunesse est spécialement chargé de certaines questions réglementées par la loi, qui seront examinées plus loin, notamment :

1. la protection des enfants en nourrice ;
2. la participation au fonctionnement des tutelles, en particulier l'exercice des fonctions de Conseil communal des orphelins ;
3. la liberté surveillée et l'assistance éducative ;
4. l'assistance au tribunal pour enfants en ce qui concerne l'enquête sociale préalable, la liberté surveillée, le choix des placements familiaux ou en internat des mineurs ;
5. la surveillance du travail des enfants et des ouvriers mineurs ;
6. l'assistance des orphelins de guerre et des enfants de mutilés ;
7. collaboration avec les autorités de police spécialement pour des placements préventifs avant ou pendant l'instruction judiciaire.

En outre l'Office de la Jeunesse doit soutenir et le cas échéant prendre toutes initiatives en vue de :

1. donner des conseils aux mineurs et à leurs parents ;
2. assurer la protection maternelle pré-et post-natale ;
3. l'assistance et les consultations médicales des nourrissons ;
4. l'assistance et les consultations médicales des enfants en bas-âge ;
5. l'assistance de l'enfance scolaire en dehors de l'école ;
6. l'assistance de l'enfance post-scolaire.

b) Office régional de la Jeunesse (Landesjugendamt).

Chaque pays ou province organise à l'échelon régional un Office de la Jeunesse, organe de coordination des offices municipaux. Il comprend également des assesseurs représentant les ressorts de la justice, de l'éducation et de l'hygiène.

L'Office régional unifie l'action des offices subordonnés, leur fournit des renseignements et leur donne des instructions pour leur action. Il soutient la création d'institutions communes au plan régional. Il participe au placement des mineurs. Il encourage les initiatives privées et assure la coordination de leur travail dans le cadre des Offices municipaux de la jeunesse. C'est lui qui accorde l'habilitation à recevoir des mineurs aux établissements et internats et assure leur surveillance.

c) Office national de la Jeunesse (Reichsjugendamt).

Cet organisme central suscite de nouvelles initiatives en matière de protection de l'enfance, centralise les renseignements et les résultats de l'expérience pour les diffuser aux offices subordonnés. Il encourage des expériences nouvelles et en tire les conclusions.

B. Matières spécialement réglementées par la loi.

a) Protection des enfants en nourrice.

Sont considérés comme enfants en nourrice les mineurs âgés de moins de 14 ans qui sont confiés à des tiers, de façon permanente ou pour une partie de la journée seulement (art. 19). L'autorisation de recevoir un enfant en nourrice est accordée par l'Office de la Jeunesse, qui peut la révoquer à tout moment. L'Office fait exercer une surveillance sur ces enfants, ainsi que sur les enfants naturels confiés à la mère. L'Office est en droit de prendre en cas de danger

pour l'enfant des mesures immédiates en le confiant à une autre garde. Il est cependant tenu d'en informer le juge des tutelles compétent.

b) Compétence en matière de tutelle.

Le législateur français a confié essentiellement à la famille le soin et la charge de la protection de l'incapable, l'autorité judiciaire n'intervenant qu'accessoirement dans les cas définis par le Code civil. Toute autre est la conception allemande qui instituait une tutelle autoritaire dépendant entièrement du juge. Ces prérogatives sont attribuées au tribunal des tutelles, section du tribunal cantonal.

Le juge des tutelles nomme et investit le tuteur d'après les dispositions des articles 1775 et ss. du Code civil allemand. La dévolution de la tutelle « *de jure* » est inconnue. La législation allemande prévoit un Conseil communal des Orphelins fonctionnant sous l'autorité du maire. Ce Conseil propose au juge des tutelles les personnes aptes dans chaque cas à devenir tuteur ou membre du conseil de famille (art. 1849 Code civil allemand). Il surveille les tuteurs des pupilles de son ressort et contrôle leur activité en ce qui concerne les soins de la personne physique et l'éducation du mineur. Il renseigne le juge des tutelles sur les défauts constatés et propose le cas échéant d'autres mesures. Le Conseil communal des Orphelins fait appel au concours des personnes bénévoles, qui le secondent dans sa tâche. Il tient une cartothèque de toutes les tutelles de son ressort. C'est lui qui représente la première ébauche d'un organisme d'assistance à l'enfance dans le Code civil de 1900. L'Office de la Jeunesse est né de cette première activité et a absorbé le Conseil communal des Orphelins. Peu à peu est apparu la nécessité de venir en aide aux enfants autres que ceux placés en tutelle. Jusqu'à la loi du 9 juillet 1922, les Offices de la Jeunesse ont tiré leur seule autorité des articles 1849 à 1851 du Code civil allemand et ont fonctionné en fait. C'est ce statut de fait qui est encore celui des Offices municipaux de la Jeunesse dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi que nous le verrons plus loin.

La loi du 9 juillet 1922 dans ses articles 32 à 48 précise les attributions de l'Office de la Jeunesse en matière de tutelle et complète sur ce point les articles 1849-1851 du Code civil allemand.

En vertu de ces dispositions, l'Office est nommé tuteur dans les cas de tutelle d'office, notamment pour les enfants naturels et pour

les orphelins dont les ascendants ne sont pas reconnus aptes aux fonctions de tuteur¹.

c) *Compétence en matière de liberté surveillée.*

La liberté surveillée (*Schutzaufsicht*, en traduction littérale : surveillance de protection) peut être ordonnée non seulement en cas d'infraction commise par le mineur, mais en d'autres circonstances où l'intégrité physique, intellectuelle ou morale de l'enfant se trouve compromise (art. 56). A la demande des parents, du représentant légal ou de l'Office de la Jeunesse, le juge des tutelles peut ordonner la mesure de la liberté surveillée jusqu'à la majorité du pupille. Le tribunal des enfants peut également ordonner cette mesure. L'article 7 de la loi sur les tribunaux pour enfants du 16 février 1923 renvoie à cet égard aux dispositions de la loi sur la protection de l'enfance. Le législateur allemand démontre ainsi sa conception d'une unification des mesures de protection de l'enfance, qu'il s'agisse d'enfants dits délinquants ou d'enfants autrement inadaptés.

La liberté surveillée s'exerce par l'intermédiaire des délégués de l'Office, ou de délégués membres d'une association d'assistance à l'enfance ou encore de certaines personnes particulièrement qualifiées. Son régime s'identifie dans les grandes lignes à celui de la législation française (Ordonnance du 2 févr. 1945) sur les mineurs délinquants, avec cette différence toutefois que les délégués professionnels sont des fonctionnaires municipaux.

A noter que l'Office de la Jeunesse avec l'accord du mineur peut instituer une surveillance de protection officieuse sans ordonnance du tribunal. Toutefois le tribunal des tutelles doit être averti de l'existence de cette mesure officieuse.

d) *Compétence en matière d'assistance éducative (Fürsorge-Erziehung).*

L'assistance éducative est une mesure de placement destinée à prévenir ou à faire cesser l'abandon matériel et moral d'un enfant. A cet effet, celui-ci fera l'objet soit d'un placement familial, soit d'un placement en internat sous le régime de la liberté surveillée, et ce aux frais de l'Etat. Cette mesure, comme la précédente, peut

1. A remarquer que le droit allemand ne reconnaît à l'enfant naturel des droits civils qu'à l'égard de sa mère et de ses ascendants maternels (art. 1705 et suiv., du C. civ. allemand).

être édictée par le tribunal des tutelles et par le tribunal pour enfants (art. 7 de la loi du 16 févr. 1923 renvoyant aux art. 62-76 de la loi du 9 juill. 1922).

La mesure s'applique à des enfants âgés de moins de 18 ans. Elle ne doit être ordonnée que si la tentative de rééducation offre des chances de réussite; dans certains cas particulièrement favorables et à titre exceptionnel la mesure peut être appliquée à des mineurs âgés de plus de 18 ans, mais n'ayant pas encore atteint leur 19^e année accomplie.

L'assistance éducative, inapplicable lorsque l'état physique du mineur est seul compromis, ne peut être ordonnée que dans les cas suivants :

1. Pour des orphelins de père et de mère, le tribunal des tutelles peut décider que « dans l'intérêt de son éducation » le mineur soit placé dans une famille convenable ou dans une maison d'éducation ou de correction (art. 1838 C. civ. all.).

2. Pour les orphelins de père ou de mère, confiés à la garde du survivant, l'assistance éducative ne peut être prononcée que si ce dernier néglige ou compromet l'entretien de l'enfant dans les conditions précisées par l'article 1666 du Code civil allemand.

3. Lorsque le père met en danger le bien-être matériel ou moral de l'enfant, qu'il le néglige ou se rende coupable d'une conduite malhonnête ou immorale, le tribunal des tutelles peut prendre toute mesure utile et notamment ordonner que l'enfant fasse l'objet d'une mesure d'assistance éducative ((art. 1666 C. civ. all.),

Cette hypothèse est réalisée, en particulier, lorsque les parents ne sont pas en mesure d'assurer ou de contribuer à l'entretien de leur enfant et que la mesure de placement doit être payée sur les deniers publics.

4. L'assistance éducative peut être ordonnée par le tribunal pour enfants en cas d'infraction commise par le mineur selon les dispositions de législation sur les mineurs délinquants (loi 16 févr. 1923).

Dans tous les cas où la mesure de l'assistance éducative est prononcée par le tribunal, l'Office de la Jeunesse doit être obligatoirement appelé à formuler ses conclusions, puisque ce sont ses fonctionnaires qui ont diligenté au préalable l'enquête sociale.

L'importance du rôle de l'Office de la Jeunesse en cette matière peut être évaluée par les prérogatives que la loi lui accorde. En effet le tribunal des tutelles peut décider que pendant un délai qui n'ex-

cède pas un an, la mesure de l'assistance éducative peut être suspendue. Contre cette décision de suspension, l'Office de la Jeunesse possède une voie de recours propre, le pourvoi immédiat (art. 66)¹.

L'assistance éducative prend fin, en principe, avec les 19 ans accomplis du mineur. Elle peut être levée auparavant sur requête du mineur, d'office par le tribunal ou à la demande de l'Office de la Jeunesse, lorsque la rééducation paraît assurée. Elle peut également être prolongée en cas de besoin, mais non au delà de la majorité.

C. Voies de recours contre les décisions des Offices de la Jeunesse.

Les Offices de la Jeunesse étant des organismes de droit public, leurs décisions sont susceptibles d'être attaquées par des voies de recours spéciales qui se règlent d'après le droit particulier des divers Etats de l'Allemagne.

Ces moyens sont ou bien l'opposition (*Einspruch*) ou bien le pourvoi (*Beschwerde*). L'opposition est jugée par l'Office qui a rendu la décision. Le pourvoi soulevant des points de droit est jugé en dernier ressort par le tribunal administratif d'empire. En cette matière coexistent ainsi des voies de recours devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, lorsque la décision attaquée émane du tribunal des tutelles et devant les tribunaux de l'ordre administratif lorsqu'il s'agit d'une décision rendue par un Office municipal ou régional de la Jeunesse.

II. — LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LES DÉPARTEMENTS DU BAS-RHIN, DU HAUT-RHIN ET DE LA MOSELLE.

Le système allemand de protection de l'enfance que nous venons d'esquisser, repose sur une cohésion solide et une interpénétration des domaines administratifs et judiciaires. Il se base sur un principe étatique, voire autoritaire qui permet une intervention rapide et efficace des organismes publics dans les relations déficientes des familles pour prendre en main l'entretien et l'éducation des enfants.

1. Le pourvoi immédiat — *sofortige Beschwerde* — est régi par le Code de procédure civile allemand. C'est une voie de recours recevable en principe contre des décisions et ordonnances rendues en matière de juridiction gracieuse. Le pourvoi est jugé par l'instance supérieure. Cf. CHÉRON et MUHLEISEN, *Précis de procédure civile locale*, n° 449 et suiv.

Ces principes sont en opposition totale avec les idées régissant la matière en droit français, qui sont encore marquées du sceau de l'individualisme, parfois excessif, hérité du siècle dernier.

Il est intéressant d'examiner au point de vue du droit comparé l'état de la question en droit local d'Alsace-Lorraine où subsistent, à côté de l'ensemble de la législation française introduite en matière de protection de l'enfance, des vestiges de législation allemande, telle qu'elle existait dans les trois départements en 1918.

Dès l'abord, il convient de souligner que les lois allemandes du 9 juillet 1922 sur la protection de l'enfance et du 16 février 1923 sur les tribunaux pour enfants n'ont jamais été introduites, ni officiellement appliquées dans les trois départements. Cette constatation semble être un truisme surprenant, puisque, malgré leur rupture avec la législation d'outre-Rhin, les Offices municipaux de la Jeunesse des trois départements ont suivi une évolution parallèle, dans le sens de l'extension de leur compétence, que les Offices allemands, avec la différence cependant qu'aucun texte législatif n'a consacré cet état de fait.

D'autre part, l'introduction de la législation française en matière d'état et de capacité des personnes¹ a enlevé aux Offices de la Jeunesse leurs pouvoirs de tutelle d'office (*Amtsvormundschaft*) sur les enfants naturels. La protection légale de l'enfance repose à la fois sur la législation française expressément introduite dans son ensemble et sur des textes allemands maintenus.

C'est ainsi que la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés est applicable². Cette loi s'est attirée le reproche d'avoir institué une procédure longue et compliquée, ne permettant pas de prendre des mesures immédiates et urgentes.

Cependant cette lacune est comblée par le maintien des dispositions de droit allemand et notamment des articles 1666 et 1838 du Code civil allemand, ainsi que des articles 123 à 127 de la loi d'exécution en Alsace-Lorraine du Code civil allemand du 17 avril 1899³.

Divers organismes sont appelés à collaborer pour assurer la protection des mineurs et à mettre en œuvre la législation, combinaison des textes de droit français, de droit allemand, voire local (puisque certains de ces textes sont actuellement abrogés en Allemagne).

1. Loi du 1^{er} juin 1924, article 15.

2. *Ibid.*, article 1^{er}, 2^o c).

3. *Ibid.*, article 18.

L'autorité judiciaire joue évidemment le rôle essentiel dans ce système de protection à prédominance française, mais la distribution des compétences par les textes français et locaux a institué un régime original, qui, à première vue, semble faire double emploi, mais qui dans la pratique ne donne lieu à aucun conflit de compétence.

Le juge cantonal en sa qualité de juge des tutelles, à côté de ses attributions pour assurer la protection patrimoniale du pupille, doit veiller à la sauvegarde personnelle des mineurs d'après les dispositions des articles 1666 et 1838 du Code civil allemand¹. Il ordonne ces mesures de protection personnelle soit à sa propre initiative, soit à la demande du Procureur de la République, de l'Office de la Jeunesse (dans les villes où il en existe) ou encore du Service de l'éducation forcée (cf. plus loin).

Le tribunal civil intervient pour les déchéances des droits de puissance paternelle en vertu de la loi du 24 juillet 1889 ; il connaît également des questions de prostitution des mineurs (loi 11 avril 1908).

Le juge des enfants ou le tribunal pour enfants applique tous les textes qui lui donnent compétence selon le droit français (ord. du 2 févr. 1945 ; d.-l. du 30 oct. 1935 ; ord. du 1^{er} sept. 1945, etc.). Aucune particularité n'existe concernant le pouvoir de protection des juridictions répressives d'instruction ou de jugement saisis de cas de mineurs victimes de violences (loi 19 avril 1898).

On remarquera que la législation locale maintenue est de la seule compétence du juge cantonal, tandis que la législation française est du ressort du tribunal civil.

Alors que le juge des tutelles ne peut ordonner que des mesures de surveillance ou de placement en vertu des dispositions locales, le tribunal civil peut adopter ces mêmes mesures, mais ordonner

1. Article 1666 Code civil loc. : Lorsque le bien-être moral ou matériel de l'enfant est mis en danger par le fait que le père abuse du droit au soin de la personne de l'enfant, qu'il néglige celui-ci, ou qu'il se rend coupable d'une conduite infâme ou immorale, le tribunal des tutelles doit prendre les mesures nécessaires pour écarter le danger. Le tribunal des tutelles peut, notamment, ordonner que l'enfant, dans le but d'éducation, soit placé dans une famille convenable, ou dans un établissement d'éducation, ou dans une maison de correction.

Si le père a contrevenu au droit de l'enfant de demander entretien, et s'il y a lieu de craindre pour l'avenir que cet entretien ne soit compromis gravement, on peut aussi retirer au père l'administration patrimoniale ainsi que l'usufruit.

Article 1838 : Le tribunal des tutelles peut ordonner que le pupille dans l'intérêt de son éducation sera placé dans une famille convenable ou dans une maison d'éducation, ou dans une maison de correction. Si le soin de la personne de l'enfant appartient au père ou à la mère, une pareille ordonnance ne peut être rendue que si les conditions de l'article 1666 sont réunies.

en outre la déchéance totale ou partielle des droits de la puissance paternelle. La loi du 24 juillet 1889, article 4, exige à cet égard que le tribunal statue au vu de l'avis du juge de paix du canton de résidence des intéressés. Les deux législations s'harmonisent parfaitement et permettent de faire face à toutes les nécessités.

L'autorité administrative intervient à son tour dans la protection de l'enfance sous deux formes, à l'échelon régional par le service dit de l'Éducation forcée, à l'échelon municipal par l'Office de la Jeunesse. Il est à noter que ces autorités administratives ne possèdent aucun pouvoir de décision propre, qui est du seul ressort de l'autorité judiciaire, à la différence de la législation allemande. L'administration est chargée du dépistage des cas, des enquêtes sociales et de l'exécution des mesures de surveillance et de placement dans certains cas.

a) *Le Service de l'éducation forcée des mineurs.*

Ce service, qui se dénomme aussi service de protection de l'enfance en danger moral est une survivance de l'ancienne organisation politique de l'Alsace-Lorraine. Dans les cas prévus par le Code civil allemand, le pouvoir exécutif régional, sorte d'administration pénitentiaire régionale, pouvait prendre certaines mesures de placement ou de surveillance. Le tribunal des tutelles confie le mineur au Service de l'éducation forcée qui décide aux termes de l'article 125 de la loi du 17 avril 1899 du genre de la mesure de placement à appliquer. Le tribunal peut rapporter sa décision, mais l'administration peut de son propre chef mettre fin à la mesure d'éducation forcée.

La loi du 1^{er} juin 1924 ayant maintenu ces dispositions particulières de la loi d'exécution du Code civil allemand dans les trois départements¹, les prérogatives qui avaient appartenu auparavant

1. Loi du 17 avril 1899 relative à l'exécution du Code civil en Alsace-Lorraine.

Art. 123. — Le Tribunal des Tutelles peut, en dehors des cas prévus par les articles 1666, 1838 du Code civil, ordonner qu'un mineur sera placé, pour y être élevé, soit dans une famille convenable, soit dans une maison d'éducation ou de correction :

1° Lorsque l'éducation forcée est nécessaire pour prévenir la perversion morale complète de l'enfant et que le père, ou la mère dans le cas où la puissance paternelle ou le soin de la personne de l'enfant incombe exclusivement à cette dernière, consent au placement ;

2° Lorsque le mineur, avant l'accomplissement de sa douzième année, a commis une infraction à la loi pénale, et que l'éducation forcée est nécessaire pour éviter que son état moral résultant de l'abandon n'empire.

Le placement ne doit être ordonné, pour un mineur de plus de seize ans, que dans des cas exceptionnels.

Art. 124. — La décision qui ordonne le placement devra, en indiquant les faits consi-

au gouvernement régional d'Alsace-Lorraine furent confiées à un service régional fonctionnant auprès de la préfecture du Bas-Rhin pour l'ensemble des trois départements.

Ce service administrait environ 600 pupilles en 1949 dont la moitié placés en internat, les autres dans des familles sous le régime de la liberté surveillée.

Cette législation concerne aussi les enfants délinquants mineurs de douze ans, et les enfants en danger moral dont les parents demandaient l'intervention du service de l'éducation forcée (art. 123).

Un arrêté du ministre de la Santé publique du 14 février 1949 (J.O. 18 févr. 1949, p. 1848) supprime ce service et en attribue les compétences aux inspecteurs départementaux de la population. Néanmoins, la réglementation des articles 123 à 127 subsiste.

La suppression du service et sa répartition entre les inspections de la population des trois départements ne représente en pratique aucune modification des placements actuellement prescrits. Il n'y a qu'au point de vue juridique formel une certaine anomalie. En effet le Service de l'éducation forcée, maintenu par une loi (celle du 1^{er} juin 1924), surtout qu'il était du ressort de l'ancienne organisation politique des trois départements, ne paraît pas susceptible d'être simplement supprimé par un arrêté ministériel. En fait, personne ne songera à critiquer la mesure en elle-même ; bien que le Service ait donné pleine satisfaction dans son fonctionnement, les placements dits d'éducation forcée s'apparentent bien à ceux de l'assistance éducative qui sont du ressort des inspecteurs de la population.

dérés comme établis, constater l'existence des conditions exigées par les articles 1666, 1838 du Code civil ou l'article 123 de la présente loi.

Lorsqu'en dehors du cas prévu par l'article 123, n° 2, il y a nécessité d'intervenir immédiatement, le tribunal des tutelles peut ordonner le placement provisoire avant toute décision définitive.

Art. 125. — L'exécution de l'ordonnance du tribunal, en particulier, le soin de décider si le mineur doit être élevé dans une famille ou dans une maison d'éducation ou de correction, appartient à l'autorité administrative désignée par le ministre.

Art. 126. — Le Tribunal des tutelles peut rapporter son ordonnance. Même s'il ne le fait pas, l'autorité administrative est autorisée à mettre fin à l'éducation forcée, lorsque le résultat cherché est assuré par d'autres moyens ou que ce résultat est atteint. S'il y a doute, à cet égard, la libération peut être prononcée à titre révocable.

Art. 127. — Les frais du placement sont supportés par le Trésor d'Alsace-Lorraine. Celui-ci peut en demander le remboursement au pupille ou aux personnes qui, d'après les dispositions du Code civil, étaient tenues de l'obligation d'entretien. Le recouvrement a lieu sans préjudice du recours aux tribunaux en ce qui concerne l'obligation au paiement, conformément aux dispositions relatives au recouvrement des deniers publics.

b) Les Offices de la Jeunesse.

Nous avons examiné la question de la création et du développement des Offices de la Jeunesse en étudiant le droit allemand. Les Offices n'existent dans les trois départements qu'à l'échelon municipal, et seulement dans les grandes villes : Strasbourg, Metz, Colmar et Mulhouse. Leur fondement légal se trouve dans les articles 1849 à 1851 du Code civil local, mais leur compétence *ratione materiae* a considérablement débordé cet étroit cadre légal qui ne vise que les seules attributions de l'Office comme Conseil communal des Orphelins¹.

Actuellement les Offices s'occupent de toutes les questions de protection de l'Enfance et leur compétence est la même que celle dévolue par la loi allemande du 9 juillet 1922 aux Offices d'Outre-Rhin, avec cette unique différence toutefois, qu'elle n'est régie par aucun texte législatif. Cette carence n'offre cependant aucun inconvénient.

Au point de vue particulier qui nous préoccupe, les Offices collaborent avec le juge des tutelles (dans les matières de droit local maintenues), avec le tribunal civil (pour les procédures de déchéance des droits de la puissance paternelle, pour les procédures de divorce : enquêtes en vue de la dévolution de la garde des enfants), avec le juge et le tribunal pour enfants (Service social et liberté surveillée). En matière d'éducation forcée, les Offices exercent les fonctions de délégation à la liberté surveillée.

Les Offices de la Jeunesse ont acquis une expérience de bientôt cinquante ans ; ils possèdent des archives précieuses sur les antécédents des familles, qu'ils ont suivis dans de nombreux cas depuis trois générations.

Dans les villes qui ont créé un Office de la Jeunesse, les assistantes sociales de cet organisme assurent le service social près du tribunal pour enfants, ainsi que les fonctions de délégués à la liberté surveillée. A cet égard, une certaine difficulté d'organisation a surgi lors de la création récente des services sociaux près des T.E.A. et de l'institution de délégués permanents à la liberté surveillée. Les Offices, ressortissant de l'administration municipale, financés par cette dernière, ne peuvent s'occuper que des cas de mineurs résidant dans l'agglomération urbaine.

1. Cf. SCHNEPP, *La protection des incapables après l'introduction des lois françaises dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*, Strasbourg, 1926, p. 110 et suiv.

Il s'agissait dès lors d'organiser les services sociaux et la liberté surveillée, dans les arrondissements judiciaires, sauf sur le territoire des quatre villes de Strasbourg, Metz, Colmar et Mulhouse. La formule a été trouvée dans une collaboration des deux services et un partage des zones d'activité. Grâce à une compréhension mutuelle entre le personnel des services municipaux et les services fonctionnant auprès des tribunaux pour enfants, une entente harmonieuse a pu s'établir.

Au terme de notre examen des organismes de protection de l'enfance, des mécanismes législatifs, allemands, français et propres au droit local des trois départements, une conclusion se dégage. Il est avéré qu'un système efficace de protection ne peut se réaliser que sur le plan local ou régional, avec des rouages de dépistage méthodique, des moyens de surveillance et des possibilités de placement nombreux et variés. A cet effet, le concours de toutes les administrations intervenant à un titre quelconque dans les problèmes de l'enfance et de l'adolescence est indispensable : services judiciaires, directions de la population, administration scolaire et éducative, services médicaux et sanitaires, autorités préfectorales et municipales, services de la sécurité sociale et caisses d'allocations familiales.

Des organismes départementaux, voir régionaux de protection de l'enfance, s'inspirant de certaines expériences tirées du fonctionnement des Offices de prévoyance de la Jeunesse, constitueront sans doute un jour la formule future de la protection de l'enfance. Le cadre municipal actuel de ces Offices devra être étendu au plan départemental ou régional, car actuellement, eu égard aux frais qu'il entraîne, il apparaît trop étroit. De plus la coordination de tous les services s'occupant de l'enfance se réaliserait plus aisément sur un plan régional plus vaste.

La formule exclusivement administrative du droit allemand avec son contentieux administratif propre et ses voies de recours particulières, nous paraissent difficilement conciliable avec la tradition juridique française. Par contre, une combinaison du système administratif pour toutes les questions de pure protection, ne mettant pas en cause des litiges contentieux (droit des personnes touchant l'état et la capacité), avec une protection judiciaire intervenant chaque fois qu'une telle question est en jeu, conduirait à une formule plus satisfaisante. Le régime de la protection de l'enfance dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle fournit à cet égard une expérience intéressante.

Des voies de recours ouvertes à la partie civile contre les décisions des juridictions d'instruction

par Fernand DERRIDA

Assistant et Chargé de travaux pratiques à la Faculté de Droit de Paris.

(suite et fin).

II. — LE POURVOI EN CASSATION DE LA PARTIE CIVILE CONTRE LES ARRÊTS DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

28. — La Chambre des mises en accusation est la juridiction d'instruction du second degré ; elle est saisie des ordonnances de renvoi pour crimes ; c'est devant elle qu'est porté l'appel de toutes les ordonnances du juge d'instruction¹.

Il convient de lui assimiler la juridiction que constitue le Premier Président de la Cour d'appel, quand ce magistrat statue en vertu de l'article 484 du Code d'instruction criminelle ; dans ce cas le Premier Président juge non pas comme juge d'instruction au premier degré ; dont les décisions seraient déferées par la voie de l'appel à la Chambre des mises en accusation, mais comme juridiction du second degré ; ses décisions peuvent et doivent être déferées à la Cour de cassation sous les mêmes conditions que les arrêts de la Chambre d'accusation².

La loi s'est montrée plus restrictive à l'égard de la recevabilité du pourvoi de la partie civile contre les arrêts de la Chambre d'accusation qu'à l'égard de la recevabilité de son appel contre les ordon-

28. — 1. V. DENNERY, *Du pourvoi en cassation contre les arrêts de la Chambre des mises en accusation*, Rev. sc. crim. 1937, p. 444, spécialement nos 18 et suiv.

2. Crim., 7 sept. 1925, S. 1927.I.113, note Roux ; Crim., 13 nov. 1931, S. 1933.I.33 note L. H.

nances du juge d'instruction. La mise en œuvre des droits de la partie civile est également différente.

A. — *La recevabilité du pourvoi de la partie civile contre les arrêts de la Chambre des mises en accusation.*

29. — Lorsque la partie civile fait appel d'une ordonnance du juge d'instruction dans les règles légales, elle saisit la Chambre des mises en accusation de l'action publique, aussi bien que de l'action civile. Cette juridiction pourra, malgré l'inaction du Ministère public, renvoyer le prévenu devant la juridiction répressive compétente¹. L'action publique est donc sauvegardée par l'appel de la partie civile. Elle n'est cependant pas à la discrétion de celle-ci ; la Chambre d'accusation ne peut en être dessaisie par le désistement ou la transaction de la partie civile, qui renoncerait à la voie de recours qu'elle avait formée². On a contesté cette solution en faisant observer que le désistement de la partie civile entraînant la disparition de son appel, donc de la cause en vertu de laquelle l'action publique avait survécu à l'abstention du ministère public, la Chambre d'accusation ne pouvait être valablement saisie d'un appel inexistant³. Cette objection est facile à réfuter : l'action publique ayant été conservée par l'appel de la partie civile, celle-ci n'a plus aucun pouvoir sur elle ; la Chambre d'accusation en ayant été valablement saisie, il n'appartient plus à la partie civile de l'en dessaisir ; le désistement de la partie civile ne saurait donc avoir d'effet sur l'existence de l'action publique.

Les arrêts que la Chambre d'accusation va être appelée à rendre concernent donc surtout l'action publique, mais ils ne sont pas sans influence sur les intérêts civils de la partie civile.

1. *Les arrêts relatifs à l'action publique.*

30. — Contrairement à ce qui existe pour le ministère public et le prévenu, il n'y a pour la partie civile aucun parallélisme, aucune symétrie entre les ordonnances du juge d'instruction qu'elle peut

29. — 1. Crim., 29 mars 1878, S. 1879.I.93 ; Crim., 17 févr. 1916, S. 1918-19.I.152. V. les critiques formulées contre cette jurisprudence par M. Gégout, note au S. 1930.1.313 sous crim., 16 nov. 1929, spécialement p. 314, col. 2.

2. GARRAUD, *op. cit.*, t. 3, n° 1073 ; — LE POITTEVIN, *op. cit.*, art. 135, n° 36 ; Crim., 10 mars 1827, S. 1827.I.357.

3. F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, n° 2106.

frapper d'appel et les arrêts de la Chambre d'accusation contre lesquels elle peut se pourvoir.

Après avoir posé le principe de l'irrecevabilité du pourvoi en cassation contre les arrêts d'instruction, l'article 416 du Code d'instruction criminelle y apporte des exceptions à propos des arrêts rendus par la Chambre des mises en accusation. Le texte ne vise d'ailleurs expressément que les arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel et les arrêts de non-lieu. Que faut-il décider pour les autres décisions relatives à l'action publique, spécialement pour les arrêts statuant sur une question de compétence et pour les arrêts de mise en liberté provisoire ? Ne convient-il pas enfin de permettre le pourvoi de la partie civile contre les arrêts irréguliers en la forme ?

31. — a) *Les arrêts de renvoi.*

L'article 416 du Code d'instruction criminelle pose en principe l'irrecevabilité du pourvoi en cassation contre ces arrêts ; il apporte à ce principe deux exceptions en faveur des arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel, l'une concernant les décisions statuant sur une question de compétence, l'autre concernant les décisions contenant « des dispositions définitives que le tribunal saisi de la prévention n'a pas le pouvoir de modifier ».

Le texte dispose de manière générale sans tenir compte de la qualité des parties qui voudraient se pourvoir : la partie civile est donc, comme les autres parties, dans l'impossibilité de se pourvoir contre les arrêts de renvoi. La solution s'explique aisément : la partie civile n'a aucun intérêt à se pourvoir contre les arrêts de la Chambre des mises en accusation renvoyant l'inculpé devant la Cour d'assises, puisque c'est la satisfaction suprême qu'on lui accorde en traduisant le prévenu devant la Cour d'assises ; en outre celle-ci pourra, en vertu du principe de sa plénitude de juridiction, lui accorder des dommages-intérêts, même au cas d'acquiescement ; enfin l'article 408 du Code d'instruction criminelle ne régleme que les pourvois de l'accusé et du ministère public ; il ne mentionne pas celui de la partie civile.

En ce qui concerne les arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police, on a parfois affirmé que la partie civile aurait un intérêt à se pourvoir, en faisant valoir qu'elle ne pourrait, dans ces cas, obtenir des dommages-intérêts si le prévenu est relaxé, alors qu'elle le pourrait au cas d'acquiescement par

la Cour d'assises¹. Cette argumentation a déjà été repoussée² : la décision de renvoi qui statue uniquement sur l'action publique ne porte pas une atteinte directe et irréparable aux intérêts civils de la partie civile³.

Certains auteurs développant à fond ce dernier point de vue sont allés même jusqu'à affirmer qu'en aucun cas la partie civile ne pourrait se pourvoir contre les arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel, que les exceptions prévues par le texte relatives aux décisions statuant sur la compétence et aux décisions contenant des dispositions définitives ne pourraient bénéficier à la partie civile⁴. Ce raisonnement est excessif : valable, mais rejeté par le législateur pour les arrêts statuant sur la compétence⁵, il ne saurait être admis pour les arrêts contenant des dispositions définitives : d'une part, le texte ne fait aucune distinction entre les parties, la partie civile doit donc pouvoir s'en prévaloir ; d'autre part, et surtout, lorsque l'arrêt contient « des dispositions définitives que le tribunal saisi de la prévention n'a pas le pouvoir de modifier », et si cet arrêt porte une atteinte directe aux intérêts de la partie civile, en vertu de quel principe pourrait-on refuser à cette dernière le droit de se pourvoir ? Sans doute sera-t-il extrêmement rare qu'une décision statuant uniquement sur l'action publique contienne une telle disposition à l'égard de la partie civile, mais l'hypothèse peut se présenter, et il faut laisser la porte ouverte à l'éventualité.

32. — b) *Les arrêts de non lieu.*

En prohibant le pourvoi de la partie civile contre les arrêts de non lieu, le législateur de 1935 n'a fait qu'ériger en formule légale les solutions admises par la jurisprudence depuis le début du XIX^e siècle. Il convient de remarquer à cet égard que la solution édictée par le décret loi de 1935 ne concorde pas avec l'esprit qui a présidé à l'ensemble de la réforme réalisée ; les rédacteurs voulaient en effet permettre le pourvoi en cassation contre toute décision mettant un terme à la procédure¹ : tel est bien l'effet de l'arrêt de non lieu. Mais le législateur s'est placé à un autre point de vue. Il a fait

31. — 1. V. GARRAUD, *op. cit.*, t. 5, n° 1843.

2. V. *supra*, n° 16.

3. V. Crim., 12 déc. 1890, D. P. 1891.5.308 ; Crim., 2 déc. 1909 Bull. n° 562. Ces décisions, bien que statuant sur pourvoi de prévenus, emploient des formules générales.

4. BROUCHOT, *l'article 416 du Code d'instruction criminelle et la recevabilité des pourvois en matière pénale*, J.C.P., 1944.I.426, n° 29.

5. V. *infra*, n° 35.

32. — 1. V. BROUCHOT, *op. cit.*, n° 30.

prévaloir les raisons qu'on développait à l'appui de la jurisprudence antérieure : d'une part, l'arrêt de non lieu éteint l'action publique de manière définitive, faute d'avoir été frappé de pourvoi par le ministère public ; en l'absence d'un texte analogue à l'article 135 du Code d'instruction criminelle, la partie civile, qui ne peut exercer que l'action civile, n'a pu conserver l'action publique par le pourvoi qu'elle a formé ; d'autre part, en admettant que le pourvoi de la partie civile soit recevable, et en admettant que l'arrêt de non lieu soit cassé, la partie civile serait dans l'impossibilité de saisir la juridiction de renvoi, non plus que la juridiction de jugement, puisque l'action publique a été éteinte, et ces juridictions ne pourraient statuer sur l'action civile ; le renvoi serait donc sans objet ; autant alors déclarer immédiatement irrecevable le pourvoi de la partie civile.

Cette argumentation avait été reprise et développée par un nombre considérable de décisions, qui invoquaient également le fait que les articles 246, 296, 298 et 412 du Code d'instruction criminelle ne réglementaient que les pourvois du Procureur Général et de l'inculpé².

La Cour de cassation se refusait à distinguer selon que l'ordonnance de non lieu était motivée en fait (insuffisance des charges) ou en droit (faits prescrits)³.

Cette jurisprudence avait subi l'attaque d'une partie de la doctrine, qui lui reprochait son illogisme ; on comprendrait que l'on refusât à la partie civile toute voie de recours contre les décisions des juridictions d'instruction relatives à l'action publique, mais il est contradictoire de lui reconnaître le droit d'appeler des ordonnances de non lieu et de lui refuser la faculté de se pourvoir en cassation contre les arrêts de non lieu⁴. Quant au fondement même de l'argumentation, on remarquait, avec assez de justesse, qu'elle reposait sur une pétition de principes⁵ : à la question de savoir si la partie civile avait le droit de se pourvoir en cassation contre les arrêts de la Chambre d'accusation, on répondait qu'elle ne le pou-

2. V. notamment Crim., 17 févr. 1916, S. 1918.19.I.152 ; Crim., 17 juill. 1930, S. 1932.I.78 ; Crim., 3 juill. 1931, Bull. n° 196. V. sur cette question, F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, n° 2295.

3. Crim., 9 mai 1901, D.P., 1903.I.524 ; Crim., 16 oct. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.581.

4. V. GARRAUD, *op. cit.*, t. 3, n° 1076 ; t. 5, n° 1846. LABORDE : observations à la Rev. crit., 1896, p. 90 ; *Cours de droit criminel*, 2^e édit., n° 965 ; — ROUGIER, *Les droits de la partie civile devant le juge d'instruction*, Rev. pénit., 1906, p. 200 et suiv.

5. LABORDE, *ead. loc.* ; — DONNEDIEU DE VABRES, *op. cit.*, n° 1375, p. 785, note 1.

vait pas parce que son pourvoi n'avait pu conserver l'action publique. Mais la question était justement de savoir si le pourvoi de la partie civile n'avait pas évité l'extinction de l'action publique, malgré l'abstention du Ministère public. On ajoutait enfin qu'à supposer que l'action publique fût éteinte, la situation était alors identique à celle qui résultait d'une décision de relaxe du tribunal correctionnel contre laquelle la partie civile avait fait appel : la Chambre des appels correctionnels peut condamner l'auteur de l'infraction à payer des dommages-intérêts à la personne lésée, encore qu'il fût définitivement acquitté sur le plan pénal⁶.

Malgré ces critiques le décret-loi du 8 août 1935 a repris les solutions de la jurisprudence antérieure⁷, et a proclamé l'irrecevabilité du pourvoi en cassation de la partie civile contre les arrêts de non lieu⁸. On peut justifier cette solution en faisant observer que si la loi a permis à la partie civile de faire appel des ordonnances de non lieu, peut-être par méfiance à l'égard du juge d'instruction, on ne saurait éprouver de tels sentiments à l'égard de la Chambre des mises en accusation, qui est investie des prérogatives les plus étendues en matière d'instruction.

33. — Le décret-loi a également consacré les exceptions que la jurisprudence apportait au principe qu'elle avait posé : lorsque l'action publique n'est pas éteinte, la partie civile peut se pourvoir en cassation contre l'arrêt de non lieu.

C'est ainsi que la partie civile peut se joindre au pourvoi formé par le ministère public, si elle forme le sien propre en temps utile¹. C'est ce qui résulte de la formule employée par le texte : « En l'absence du pourvoi du ministère public, le même droit (droit de se pourvoir contre les arrêts de non lieu) n'appartiendra à la partie civile... qu'en ce qui concerne... etc... » ce qui implique que la partie civile peut joindre son pourvoi à celui formé par le Ministère public. Cette solution n'est pas à l'abri de toute critique : « les droits d'une partie d'exercer une voie de recours dépendent de la nature de ces droits, ainsi que du caractère du jugement attaqué, et non pas de

6. La Cour de cassation belge a, sur ce point, adopté la même solution que la jurisprudence française. V. les arrêts des 21 sept. 1931 et 3 juill. 1933 cités par M. HUGUENY, note au S. 1934.1.273.

7. V. LÉLOIR, *Le décret-loi du 8 août 1935 et le Code d'instruction criminelle*, D.H., 1936, chr., p. 21.

8. V. Crim., 5 févr. 1937, D.H. 1937.223. C'est la solution que reprend l'article 499 du projet de Code d'instruction criminelle.

33. — 1. Crim., 29 déc. 1910, S. 1913.I.227 note Roux.

l'exercice qu'une autre partie ferait de ses propres droits »²; elle est cependant formelle et incontestable; elle doit recevoir application. On en a pourtant douté en faisant valoir les difficultés qu'aurait la partie civile à avoir connaissance du pourvoi formé par le Procureur général, et à former elle-même son pourvoi dans le délai légal; ce serait alors une véritable intervention que devrait effectuer la partie civile, intervention qu'aucun texte n'autorise. On en conclut qu'en réalité les rédacteurs du décret-loi voulaient réserver au ministère public le pourvoi contre les arrêts de la Chambre d'accusation, à l'exclusion de la partie civile, et qu'ils ont employé une formule défectueuse³. Un tel raisonnement ne saurait être admis. L'article 416 alinéa 5 est très clair, l'argument *a contrario* qui résulte de ses termes est au surplus confirmé par l'état de la jurisprudence antérieure au décret-loi de 1935; les rédacteurs de ce texte se sont inspirés des formules mêmes que l'on relève dans les arrêts⁴; enfin, il n'est pas impossible de concevoir une partie civile surveillant de très près la déclaration de pourvoi que ferait dans le délai légal le ministère public et effectuant la sienne aussitôt après. Le pourvoi de la partie civile est donc possible dans ce cas.

34. — De même est recevable le pourvoi de la partie civile, lorsque l'arrêt de non lieu a omis de statuer sur un ou plusieurs chefs de la prévention, car en ce qui les concerne l'action publique n'a pas été éteinte¹. La Cour de cassation a entendu de manière stricte l'omission de statuer; il n'est pas suffisant que l'arrêt ne réponde pas à tous les arguments développés dans le mémoire que la partie civile aurait déposé conformément à l'article 217 du Code d'instruction criminelle; l'omission de statuer sur une inculpation contenue dans ce mémoire ne constitue pas une voie d'ouverture du pourvoi en cassation²; il faut que l'omission de statuer concerne des inculpations visées dans la plainte formulée devant le juge d'instruction ou dans le réquisitoire du Ministère public³. Cette distinction a

2. Roux, note précitée et *Cours de droit criminel*, § 110, note 22.

3. GOYET, *Commentaires du décret-loi du 8 août 1935 modifiant et complétant les articles 149, 186, 188, 200, 373 et 416 du Code d'instruction criminelle*, Lois nouvelles, 1935, I, p. 275.

4. V. par exemple, Crim., 8 févr. 1930, Bull. n° 52.

34. — 1. Crim., 16 oct. 1931, *Gaz. Pal.*, 1931.2.868; Crim., 4 nov. 1932, Bull. n° 227.
2. Crim., 17 févr. 1916, S. 1918-19.1.152; Crim., 6 avril 1938, Bull. n° 112; Crim., 26 juill. 1945, Bull. n° 91; Crim., 10 févr. 1949: *Frixon*, inédit.

3. Crim., 21 oct. 1925, S. 1928.I.289 note Roux; Crim., 15 nov. 1930 en sous-note *Gaz. Pal.*, 1931.1.692; Crim., 21 avril 1932, Bull. n° 109.

soulevé des critiques : on lui reproche notamment de priver de sanction le droit qui est reconnu par l'article 217 à la partie civile de déposer un mémoire devant la Chambre d'accusation⁴. Il semble cependant qu'elle soit justifiée. Le juge d'instruction et la Chambre des mises en accusation ne sont saisis que des faits visés dans la plainte, car c'est cette plainte qui a eu pour effet de mettre l'action publique en mouvement. Si par la suite la partie civile dans le mémoire qu'elle défère devant la Chambre d'accusation dénonce des faits nouveaux, indépendants de ceux contenus dans la plainte primitive, la juridiction n'en est pas valablement saisie, et peut en faire abstraction ; elle ne doit statuer que sur l'action publique, laquelle ne concerne pas ces faits nouveaux⁵.

Aux arrêts ayant omis de statuer sur un chef de la prévention, il convient d'assimiler ceux portant refus d'informer ; ces arrêts n'ont pu éteindre l'action publique puisqu'ils n'ont pas statué à leur égard⁶.

Enfin l'article 416 déclare que la partie civile peut se pourvoir contre les arrêts de non lieu en ce qui concerne la compétence. Cette question doit être étudiée avec les arrêts de la Chambre d'accusation statuant sur la compétence.

35. — c) *Les arrêts relatifs à la compétence.*

La partie civile peut-elle se pourvoir contre les arrêts de la Chambre des mises en accusation statuant sur la compétence du juge d'instruction ou sur sa propre compétence ? L'article 416 du Code d'instruction criminelle contient des dispositions seulement en ce qui concerne les arrêts de renvoi devant le tribunal correctionnel et les arrêts de non lieu.

Pour les arrêts de renvoi, il faut supposer que la Chambre des mises en accusation a affirmé sa compétence, contrairement à ce que soutenait la partie civile¹, et renvoie le prévenu devant le tribunal correctionnel ; la partie civile a-t-elle un intérêt à se pourvoir

4. F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, n° 2211 ; Roux, note précitée.

5. Au contraire, l'arrêt qui omettrait de statuer sur la demande d'information complémentaire relative à un fait précis de l'information, demande qui serait contenue dans un mémoire déposé par l'inculpé, encourrait la censure de la Cour de cassation ; Crim., 3 mars 1910, bull. n° 105.

6. V. BASTIAN, *op. cit.*, n° 5, 19 et 20 ; Crim., 9 janv. 1930, S. 1931.1.197 ; Crim., 8 févr. 1930, S. 1931.1.239 ; Crim., 21 avril 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.2.239 ; Crim., 21 juin 1935, *Gaz. Pal.*, 1935.2.423.

35. — 1. Si la chambre d'accusation se déclarait incompétente, ou déclarait le juge d'instruction saisi incompétent, elle ne renverrait pas le prévenu devant le tribunal correctionnel.

contre une telle décision ? Il est certain que celle-ci ne porte aucune atteinte directe et définitive aux intérêts de la partie civile qui a la possibilité de décliner la compétence de la juridiction saisie. Aussi certains auteurs ont-ils conclu à l'irrecevabilité du pourvoi de la partie civile en cette matière². Cette solution semblerait parfaitement correcte en l'absence de texte ; mais l'article 416 du Code d'instruction criminelle dispose formellement que le pourvoi est possible dans ce cas, sans distinguer la qualité de la partie qui formerait le pourvoi. On ne saurait, dans ces conditions, écarter le pourvoi de la partie civile contre un arrêt de renvoi devant le tribunal correctionnel, affirmant en même temps la compétence de la Chambre d'accusation, pas plus qu'on ne pourrait refuser à la partie civile le droit d'attaquer l'ordonnance du juge d'instruction statuant de la même manière : la partie civile n'a pas plus d'intérêts dans le second cas que dans le premier ; l'article 416 impose la même solution que celle qui résulte de l'article 135.

Quant aux arrêts de non lieu, l'article 416 permet à la partie civile de les attaquer « en ce qui concerne la compétence ». Cette exception au principe de l'irrecevabilité du pourvoi de la partie civile contre les arrêts de non lieu a surpris certains interprètes qui déclarent cette disposition inapplicable : la Chambre d'accusation ne peut rendre un arrêt de non lieu qu'après avoir affirmé sa compétence ; or, la partie civile ne pourrait se plaindre de ce dernier chef puisque c'est elle-même qui a saisi la juridiction³. Ce raisonnement est exact quand l'action publique a été mise en mouvement par la constitution de partie civile ; il faudrait alors reconnaître que la formule utilisée par le législateur trouve des précédents directs dans les arrêts de la Cour de cassation⁴. Mais on peut supposer que, l'action publique ayant été introduite par le Ministère public, la partie civile se soit constituée devant la juridiction saisie justement pour décliner sa compétence ; le juge d'instruction, puis la Chambre d'accusation peuvent avoir affirmé leur compétence, contrairement aux conclusions de la partie civile, et avoir ensuite prononcé un non lieu ; dans ce cas l'arrêt de non lieu sera susceptible de pourvoi de la part de la partie civile⁵.

2. BROUCHOT, *op. cit.*, n° 29 *in fine*.

3. BROUCHOT, *op. cit.*, n° 30, 3°.

4. V. par exemple, Crim., 6 févr. 1903, Bull., n° 49.

5. Comp. crim., 28 juill. 1932, S. 1934.1.39.

36. — Que décider au sujet des arrêts statuant sur la compétence et qui ne sont pas visés par l'article 416 du Code d'instruction criminelle ? Il semblerait que la question n'offre aucun intérêt, étant par avance résolue par l'article 539 du Code d'instruction criminelle qui ouvre de manière générale la voie du pourvoi en cassation contre les arrêts rendus sur la compétence. Mais une application intégrale de ce texte se heurte à certaines difficultés.

Les arrêts affirmant la compétence de la Chambre d'accusation, mais contre lesquels la partie civile n'aurait aucun autre recours que le pourvoi en cassation, peuvent être déférés à la Cour de cassation¹. De même les arrêts d'incompétence sont tous sujets à pourvoi ; car ils mettent fin à la procédure, et la partie civile subirait un préjudice définitif si la décision par laquelle la Chambre d'accusation se déclare incompétente n'était pas susceptible de recours. C'est ce que l'on décidait de manière constante avant 1935². Il ne semble pas que le décret-loi ait eu pour effet de modifier l'état de droit antérieur.

Mais, en ce qui concerne les arrêts affirmant leur compétence, la question est plus délicate ; on peut penser que la partie civile n'a aucun intérêt à se pourvoir contre de telles décisions ; cette solution est confirmée par deux raisons : d'une part, la suppression par le décret-loi du 8 août 1935 dans l'article 416 du Code d'instruction criminelle de l'ancien alinéa 3 : ce dernier texte écartait à l'égard des arrêts rendus sur la compétence le principe de l'irrecevabilité du pourvoi en cassation contre les arrêts préparatoires ou d'instruction en décidant de manière générale : « la présente disposition ne s'applique point aux arrêts ou jugements rendus sur la compétence » ; cette suppression n'est-elle pas significative ? d'autre part, la nature de la décision statuant sur la compétence : l'arrêt affirmant la compétence de la juridiction d'instruction est une décision d'avant dire droit, à laquelle doit s'appliquer l'article 416 alinéa 1^{er}³. Lorsque la Chambre des mises en accusation a affirmé sa compétence ou celle du juge d'instruction par une décision séparée, la partie civile devra attendre la décision de clôture de l'instruction pour se pourvoir contre cette décision ; si la chambre d'accusation affirme

36. — 1. Crim., 9 juin 1943, Bull., n° 51.

2. F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, n° 2299 ; Crim., 25 oct. 1811, S. chron. ; Crim., 29 sept. 1843, S. 1843.1.824 ; Crim., 6 févr. 1903, Bull., n° 49 ; Crim., 30 nov. 1912, Bull., n° 599 ; Crim., 28 juill. 1932, D.P. 1933.1.127, note LÉLOIR ; comp. cependant Crim., 17 mars 1906, Bull., n° 138.

3. V. pour le prévenu : crim., 17 janv. 1946, Bull., n° 21.

sa compétence ou celle du juge d'instruction et statue, par la même décision, de manière définitive, la partie civile pourra se pourvoir contre son arrêt du chef de la compétence : la Cour de Cassation a fait application de ce principe dans une espèce où la partie civile attaquait un arrêt qui, déclarant compétente la Chambre des accusations, ordonnait la restitution d'un cautionnement⁴.

37. — d) *Les arrêts de mise en liberté provisoire.*

La loi du 25 mars 1935 avait, en modifiant l'article 118 du Code d'instruction criminelle, prohibé tout pourvoi contre les décisions statuant sur la mise en liberté provisoire. Or, le décret-loi du 18 novembre 1939, qui a remanié l'article 118, n'a pas repris cette solution, si bien qu'aucun texte ne règle de manière expresse cette question particulière, et l'on pourrait être porté à penser que le décret-loi de 1939 a autorisé un tel pourvoi en faisant disparaître de l'article 118 la disposition qui l'interdisait¹. Il est certain que l'intention du législateur était de marquer un retour aux solutions antérieures à 1935 ; il est cependant regrettable qu'il ne l'ait pas exprimé de manière plus précise, en l'incluant dans un texte. En effet, il n'est pas sans intérêt de souligner que l'arrêt statuant sur la mise en liberté provisoire constitue une décision provisoire ; or le législateur n'a pas résolu la question de savoir s'il est possible de se pourvoir en cassation contre de telles décisions. L'article 416 alinéa 1, tel qu'il a été rédigé par le décret-loi du 8 août 1935, ne concerne que les jugements et arrêts préparatoires, d'instruction et interlocutoires. Peut-on l'étendre aux décisions provisoires, et refuser tout recours dans ce dernier cas ? La solution affirmative serait conforme à l'esprit du législateur qui a voulu éviter les procédures dilatoires². Mais elle est surtout commandée par le fait que la partie civile ne peut, en l'absence d'un texte spécial qui le lui permette, exercer de voie de recours contre les décisions relatives à l'action publique.

La Cour de cassation n'a pas, à notre connaissance, été appelée à trancher cette question à l'occasion d'un arrêt de mise en liberté

4. V. Crim., 9 juin 1943, bull., n° 51.

37. — 1. V. HUGUENY, *Le décret-loi du 18 nov. 1939 sur la mise en liberté provisoire et l'appel des ordonnances du juge d'instruction*, Rev., sc. crim., 1939, p. 1 et suiv., spécialement p. 5 ; DONNEDIEU DE VABRES, *op. cit.*, n° 1518, 3°.

2. V. l'exposé des motifs précédant le décret-loi du 8 août 1935 au D.P. 1935.4.224 et le commentaire de ce texte par GOYET, *Lois nouvelles*, 1935, p. 245 et 261. V. également BROUCHOT, *op. cit.*, n° 2, 13 et 24.

provisoire. Mais elle a déclaré recevable le pourvoi formé contre un arrêt statuant sur une opposition à une ordonnance de taxe³, arrêt qui présente le caractère d'une décision provisoire. On ne saurait cependant en conclure que la Cour de cassation admettrait le pourvoi de la partie civile contre les arrêts de mise en liberté provisoire, et, de manière plus générale, contre les arrêts provisoires relatifs à l'action publique⁴. On ne peut en effet considérer comme une décision statuant sur l'action publique l'arrêt relatif à une ordonnance de taxe, il concerne plutôt les intérêts civils de la partie civile. C'est la raison qui explique, semble-t-il, la recevabilité du pourvoi de la partie civile, bien que l'affaire n'ait pas fait l'objet d'une décision sur le fond; en l'absence de pourvoi immédiat, la partie civile n'aurait pu, par la suite, remettre en question la décision rendue, laquelle portait atteinte de manière directe et définitive à ses intérêts civils⁵.

38. — e) *Les arrêts irréguliers en la forme.*

La partie civile peut se pourvoir contre les arrêts qui ne respectent pas les conditions de forme prescrites par la loi. Cette exception au principe de l'irrecevabilité du pourvoi de la partie civile, admise dès avant 1935, n'a pas été reprise par les rédacteurs du décret-loi. On peut regretter cette lacune, mais le maintien de la solution antérieure n'en est pas moins certaine. Pour qu'un arrêt de la Chambre des mises en accusation puisse mettre fin à l'action publique, il doit présenter les qualités de régularité nécessaires à son existence. Si un arrêt viole les règles légales, on ne saurait lui attribuer un effet quelconque¹.

La Cour de cassation n'assortit pas de nullité toutes les règles qui doivent présider à la rédaction d'un arrêt de la Chambre des mises en accusation. Il faut, semble-t-il, faire une distinction entre les conditions accessoires et les conditions essentielles. Les premières ne donnent nullement ouverture à la voie de cassation. C'est ainsi qu'il n'est pas tenu compte du fait que la Chambre d'accusation

3. Crim., 7 mai 1937, S. 1938.1.359 et les observations de M. CARRIVE à la *Rev. sc. crim.*, 1937, p. 501, qui cite un arrêt de la Cour d'Aix du 17 mars 1937, qui a déclaré recevable l'appel formé contre un jugement statuant sur la mise en liberté provisoire.

4. Le projet de Code d'instruction criminelle déclare irrecevables les pourvois contre les décisions statuant sur le maintien de l'arrestation ou la mise en liberté provisoire.

5. V. *infra*, n° 39.

38. — 1. V. Crim., 10 mai 1937, Bull., n° 101; pour le prévenu: Crim., 4 nov. 1932, S. 1934.1.196. D'ailleurs les décisions rejetant les pourvois constatent que les arrêts attaqués sont réguliers en la forme. V. par exemple, Crim., 5 nov. 1920, Bull., n° 422.

n'a pas répondu aux différents moyens développés par la partie civile dans le mémoire que l'article 217 du Code d'instruction criminelle l'autorise à déposer², ni du fait que le Ministère public et le greffier ne se sont pas retirés au moment de la délibération de la Chambre d'accusation³, ni du fait que la Chambre des mises en accusation n'a pas visé dans son arrêt le mémoire déposé par la partie civile⁴.

La partie civile a au contraire été admise à se prévaloir de la violation de l'article 222 du Code d'instruction criminelle, texte qui exige que toutes les pièces de la procédure, et notamment le mémoire de la partie civile, soient portées à la connaissance des magistrats⁵.

Elle pourrait aussi se prévaloir de la composition irrégulière de la Chambre d'accusation⁶.

Précisons que ce cas de recevabilité du pourvoi de la partie civile contre les arrêts de la Chambre d'accusation n'est pas limité aux arrêts relatifs à l'action publique; la partie civile pourrait se prévaloir d'une irrégularité de forme pour poursuivre la cassation d'un arrêt statuant sur ses intérêts civils. Mais, dans le premier cas, c'est dans l'irrégularité même que la partie civile puise son droit; en l'absence de cette irrégularité, son pourvoi ne serait nullement examiné, même si son argumentation était théoriquement fondée. Au contraire, en ce qui concerne les arrêts relatifs aux intérêts civils, la partie civile ne se heurte pas à une irrecevabilité de principe; elle invoquerait l'irrégularité, seulement comme un moyen de cassation à l'appui de son pourvoi, qui, dans tous les cas, sera examiné quant au fond.

2. *Les arrêts relatifs aux intérêts civils.*

39. — La partie civile est recevable à se pourvoir en cassation contre les arrêts contenant, quant à ses intérêts pécuniaires, un chef susceptible, à défaut de pourvoi, de lui causer un grief direct

2. Crim., 17 févr. 1916, S. 1918.19.1.152.; Crim., 10 févr. 1949, *Frixon*, inédit. V. HUGUENEY, note au S. 1934.1.273.

3. Crim., 16 oct. 1925, S. 1926.1.236.

4. Crim., 10 févr. 1949 précité.

5. Crim., 24 mai 1924, S. 1924.1.188. La Cour de cassation a également autorisé la partie civile à se prévaloir de l'irrégularité de l'arrêt rendu sans le rapport d'un conseiller, à l'époque où ce rapport était exigé. Crim., 11 déc. 1931, S. 1934.1.273 note HUGUENEY. Le décret-loi du 18 nov. 1939 a supprimé cette formalité. V. crim., 5 mars 1942, D. A. 1942.J.84.

6. V. pour le prévenu, Crim., 4 nov. 1932, S. 1934.1.196.

et ayant le caractère de chose définitivement jugée¹. Cette solution n'est pas donnée de façon expresse par l'article 416 du Code d'instruction criminelle. L'alinéa 6 de ce texte prévoit seulement le cas où l'arrêt de la Chambre d'accusation déclarerait l'action de la partie civile irrecevable². Cette solution n'est qu'une application particulière du principe³. On pourrait au surplus tirer argument de l'alinéa 5 du même texte qui interdit à la partie civile de se pourvoir contre un arrêt de la chambre d'accusation qui la condamnerait, en vertu de l'article 136 du Code d'instruction criminelle, à des dommages-intérêts envers le prévenu. Jusqu'en 1935, la Cour de cassation déclarait recevable le pourvoi de la partie civile contre cette partie de l'arrêt⁴, mais le déclarait toujours mal fondé, soit parce que le montant de la condamnation dépendait de l'appréciation souveraine de la Chambre d'accusation⁵, soit parce que le pourvoi soulevait des moyens de fond étrangers à la condamnation aux dommages-intérêts et que la Cour de cassation se refusait à examiner⁶. Il a alors paru plus simple au législateur de déclarer irrecevable le pourvoi de la partie civile contre de telles décisions⁷. Il est certain que cette solution heurte directement le principe suivant lequel la partie civile peut attaquer toute décision faisant grief à ses intérêts civils, ainsi que le principe suivant lequel toute décision définitive doit pouvoir être soumise au contrôle de la Cour de cassation. Cette double atteinte aux règles habituelles se justifie par l'inutilité pratique du pourvoi. Mais de ce que le législateur a senti le besoin d'exclure dans cette situation particulière le pourvoi de la partie civile, on peut déduire, *a contrario*, que dans les autres cas où les intérêts civils sont directement en jeu, le pourvoi

39. — 1. V. F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, n° 2300 *in fine*; — GARRAUD, t. 5, n° 1843, p. 345; — VIDAL ET MAGNOL, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 8^e édit., n° 839.

2. V. Crim., 5 nov. 1920, bull., n° 422; Crim., 7 avril 1932, D.P. 1933.1.127 note LÉLOIR; Crim., 21 juin 1935, *Gaz. Pal.*, 1935.I.423; V. pour le défaut de qualité de la partie civile, Crim., 26 oct. 1911, S. 1913.1.420; Crim., 16 mai 1930, Bull., n° 150.

3. V. pour une autre application du principe : Crim., 7 mai 1937, S. 1938.1.359. V. *supra*, n° 37 *in fine*.

4. Crim., 5 févr. 1931, *Gaz. Pal.*, 1931.1.692; Crim., 4 févr. 1932, *Gaz. Pal.*, 1932.1.870; Crim., 3 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933.1.792; cependant la Cour de cassation déclarait irrecevable le pourvoi fondé sur la seule condamnation de la partie civile aux dépens, cette condamnation étant la conséquence normale de la décision sur le fond, mettant les frais à la charge de la partie qui succombe (Crim., 8 févr. 1930, Bull., n° 52; Crim., 3 juill. 1931, *Gaz. Pal.*, 1931.2.522), à moins que la condamnation aux dépens ne soit prononcée à titre de dommages-intérêts (Crim., 16 oct. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.581).

5. Crim., 10 mai 1937, Bull., n° 101.

6. Crim., 16 oct. 1925, S. 1926.1.236; Crim., 4 mai 1935, S. 1935.1.279.

7. Crim., 5 févr. 1937, D.H. 1937, p. 223.

est recevable. Porterait ainsi atteinte aux intérêts de la partie civile, l'arrêt qui réduirait à une somme précisée le chiffre indéterminé des détournements retenus par l'ordonnance du juge d'instruction⁸.

B. — La mise en œuvre des droits de la partie civile.

40. — Lorsque la partie civile entend se pourvoir en cassation contre un arrêt de la Chambre d'accusation, elle doit observer certaines conditions de forme et de délai; elle encourt une certaine responsabilité pécuniaire.

1. Les formes du pourvoi.

41. — En vertu de l'article 417 du Code d'instruction criminelle le pourvoi en cassation se fait par déclaration au greffe de la juridiction qui a rendu l'arrêt attaqué; la partie civile peut y procéder elle-même, ou se faire représenter par un avoué ou un mandataire porteur d'un pouvoir spécial. L'utilisation de toute autre forme serait inopérante, à moins que la partie civile ne justifie avoir été dans l'impossibilité absolue de procéder par voie de déclaration au greffe¹.

La partie civile doit dénoncer son pourvoi à l'inculpé dans un délai de 3 jours (art. 418 C. inst. crim.). Quelle est la sanction de cette disposition? L'absence de dénonciation rend-elle le pourvoi irrecevable? Il ne le semble pas, la Cour de cassation déclare seulement l'arrêt intervenu susceptible d'opposition².

Aux termes de l'article 419 la partie civile doit, à peine de déchéance, consigner une amende de 3.000 fr. (loi du 7 octobre 1946); elle doit également produire une expédition authentique de l'arrêt; la loi ne fixe aucun délai pour cette production, et n'assortit d'aucune sanction l'inobservation de cette formalité. La Cour de cassation

8. Crim., 29 oct. 1925, S. 1926.1.236. Cette décision ne se fonde pas sur l'argument développé au texte, mais sur le fait que la chambre d'accusation avait réduit *d'office*, le montant des détournements, alors qu'elle n'avait pas été saisie de ce chef de discussion. Cette raison est discutable car la Chambre d'accusation est saisie de l'ensemble de l'infraction et peut modifier l'appréciation des faits qu'a donnée le juge d'instruction GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *op. cit.*, n° 1047.

41. — 1. V. GARRAUD, *op. cit.*, t. 5, n° 1869 et la jurisprudence citée note 5.

2. Crim., 13 avril 1923, Bull., n° 152; Crim., 30 déc. 1943, D.A.1 944.J.48. *A fortiori* le délai dans lequel la dénonciation doit être faite ne présente-t-il pas un caractère substantiel. V. GARRAUD, *op. cit.*, t. 5, n° 1870.

en a déduit qu'elle pouvait, avant de déclarer le pourvoi irrecevable, accorder un délai à la partie civile pour produire cette expédition³.

42. — Le législateur a espéré, grâce au procédé technique utilisé, arrêter les pourvois ne présentant manifestement aucune chance de succès. A cette fin l'article 416 alinéa 7 du Code d'instruction criminelle donne au greffier le pouvoir de refuser la déclaration de pourvoi; procès-verbal doit être dressé de ce refus. On ne pouvait cependant laisser à la libre appréciation du greffier une telle décision, encore que le greffier engagerait sa responsabilité en refusant de transcrire la déclaration d'un pourvoi si, par la suite, au cours de l'instance en responsabilité, il s'avérait que le pourvoi était recevable et fondé. Aussi l'article 416 a-t-il prévu un recours contre le refus opposé par le greffier, recours qui est porté devant le Premier Président de la Cour d'appel. Celui-ci peut soit enjoindre au greffier de recevoir la déclaration de pourvoi, soit confirmer le refus du greffier. Dans le premier cas, la procédure suit son cours. Mais quels sont, dans le second cas, les droits contre l'ordonnance du Premier Président¹? Après avoir affirmé le principe de l'irrecevabilité², la Cour de cassation a admis le pourvoi de la partie civile contre la décision de refus, en déclarant qu'il n'appartenait pas au Premier Président d'apprécier la valeur du moyen proposé par la partie civile, qu'en le faisant, il commettait un excès de pouvoir³.

2. Le délai de pourvoi.

43. — L'article 416 du Code d'instruction criminelle ne prévoit pas dans quel délai la partie civile doit se pourvoir en cassation contre les arrêts susceptibles d'une telle voie de recours. Dans ces conditions, il convient de faire application des dispositions de l'article 373 du Code d'instruction criminelle, qui accordent 3 jours francs à la partie civile pour se pourvoir contre les arrêts de la Cour

3. Crim., 17 oct. 1839, cité par F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 8, n° 3922.

42. — 1. V. M^U DE LAGRANGE, *Les restrictions au droit d'interjeter appel et de se pourvoir en cassation contre les décisions des juridictions de jugement répressives*, Rev. crit., 1938, p. 561, n° 25 et s.

2. Crim., 23 mars 1937, Bull., n° 64; Crim., 20 janv. 1939, Bull., n° 13. A la vérité, ces décisions avaient statué à l'occasion d'appel formé par un prévenu et par une personne civilement responsable, mais les raisons de décider étaient les mêmes que pour le pourvoi formé par la partie civile.

3. Crim., 29 déc. 1939 et 4 janv. 1940, S. 1940.1.137 note HUGUENEY; Crim., 25 mars 1947, Bull., n° 93. V. également BROUCHOT, *op. cit.*, n° 31.

d'assises. Ce texte exprime le délai de droit commun dans lequel le pourvoi en cassation dans l'intérêt des parties doit être formé¹. Le point de départ de ce délai n'est pas fixé par le texte; faut-il admettre, par analogie avec l'article 135 du Code d'instruction criminelle, que ce délai ne court qu'à compter du jour où la partie civile a reçu signification de l'arrêt au domicile qu'elle a élu dans son acte de constitution? C'est ce que décide la Cour de cassation². Cette solution est justifiée: la partie civile peut ne pas avoir connaissance de l'arrêt rendu par la Chambre d'accusation, la procédure n'ayant aucun caractère contradictoire; elle pourrait être surprise par l'expiration du délai. La signification est le seul moyen permettant une prise de connaissance officielle de l'arrêt.

3. La responsabilité pécuniaire de la partie civile.

44. — L'article 436 du Code d'instruction criminelle prescrit de condamner la partie civile, dont le pourvoi est rejeté, à une indemnité de 150 fr. et aux frais envers le prévenu, et à une amende de 150 fr. envers l'Etat. Ce texte concerne aussi bien les pourvois formés contre les décisions de juridictions de jugement que ceux formés contre les décisions de la Chambre d'accusation. La Cour de cassation l'a appliqué de façon automatique, dès que le pourvoi de la partie civile était rejeté¹. On ne peut manquer de faire un rapprochement avec l'article 136, qui statue à propos de l'appel injustifié de la partie civile contre une ordonnance du juge d'instruction². Mais le fondement que nous avons adopté à propos de ce dernier texte ne peut être retenu ici. La loi en fixant le montant de la condamnation qui peut être prononcée contre la partie civile a tarifé le dommage que subirait le prévenu. Cette fixation forfaitaire de l'indemnité qui est allouée ne peut s'expliquer que par l'idée de risque, puisque la Cour de cassation ne peut, en aucun cas, tenir compte du préjudice réel éprouvé par le prévenu, ni de la faute qu'aurait commise la partie civile.

S'agissant d'un texte exceptionnel, il ne saurait être étendu à d'autres cas que ceux prévus par le législateur, par exemple aux

43. — 1. V. F. HÉLIE, *op. cit.*, t. 5, n° 2.301; — GARRAUD, *op. cit.*, t. 5, n° 1856.
2. Crim., 19 oct. 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.887.

44. — 1. V. LECOMTE, *op. cit.*, n° 53; Crim., 18 janv. 1900, D.P. 1900.1.544; Crim., 23 févr. 1912, D.P. 1915.1.16.
2. V. *supra*, n° 26 et s.

rapports de deux personnes qui s'étaient, toutes deux, constituées parties civiles³.

45 — Suivant les principes de droit commun en matière pénale, le délai de pourvoi et le pourvoi lui-même ont un effet suspensif. Le pourvoi produit également un effet dévolutif¹.

CONCLUSION

46. — Les diverses solutions auxquelles nous sommes parvenus au cours de cette étude permettent d'affirmer que la partie civile ne participe que dans une mesure extrêmement limitée à l'exercice de l'action publique. Si elle a le pouvoir de la faire naître, elle devient par la suite étrangère à son déroulement. Ce principe n'est tempéré, à propos des ordonnances du juge d'instruction, que dans certains cas par l'article 135 du Code d'instruction criminelle. Le nombre de ces cas a varié ; il est certain qu'il variera encore. L'accord semble se faire pour retirer à la partie civile le droit d'attaquer les ordonnances de mise en liberté. On pourrait sans grand dommage lui interdire l'appel de toutes les ordonnances de renvoi. Mais il y aurait quelque difficulté à admettre la même solution pour les ordonnances de non lieu et pour les ordonnances statuant sur la compétence. Le droit d'appeler de ces ordonnances constitue la conséquence du pouvoir reconnu à la victime de mettre l'action publique en mouvement et de joindre l'action civile à l'action publique. Mais cette conséquence, si logique puisse-t-elle paraître, est-elle opportune ? On peut en douter, au moins en ce qui concerne les ordonnances de non lieu. Il semble que l'on pourrait restreindre les droits de la partie civile sur ce point, car, au cours de l'instruction, la partie civile doit avoir un rôle de spectateur ; elle doit pouvoir être informée du déroulement de l'instance, mais ne doit pas pouvoir intervenir personnellement et directement dans le cours même de cette instance. C'est ce qu'ont, semble-t-il, réalisé les rédacteurs de l'Ordonnance du 2 février 1945, à l'égard des décisions d'instruction rendues par le juge des enfants¹ ; cette matière permet de mieux se rendre compte de la prépondérance que doit

3. Crim., 4 mars 1932, D.P. 1933.1.113 note LEROIR.

45. — 1. V. F. HÉLIE, ET DEPEIGES, *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, 4^e édit., t. 1, n° 1026.

46. — 1. V. *supra*, n° 7, note 1.

avoir l'élément social sur l'intérêt individuel de la victime de l'infraction ; cette prépondérance doit être accentuée, et étendue à tous les domaines ; c'est ce qui a été réalisé à propos des arrêts de la Chambre des mises en accusation statuant sur l'action publique.

Mais cela ne signifie pas que la partie civile doive rester absolument étrangère au déroulement de l'information. Son rôle de spectateur ne doit pas l'empêcher de s'intéresser à l'instruction de manière directe, notamment en prenant connaissance de tout ce qui s'y passe, et en faisant part éventuellement au juge d'instruction de certaines suggestions, suggestions laissées à la libre appréciation de ce magistrat.

En outre, il ne faut pas oublier que la partie civile exerce son action civile même devant les juridictions d'instruction. Celles-ci peuvent lui porter préjudice en se déclarant incompétentes. Il faut donc maintenir à la partie civile le droit d'attaquer toutes décisions du chef de la compétence. D'ailleurs, dans toute la mesure où une décision de juridiction d'instruction porte une atteinte directe à ses intérêts pécuniaires, seule la partie civile peut agir à cet égard. C'est bien le résultat auquel est arrivé sur ce point notre droit positif.

Enfin, dans les matières où l'action publique appartient à la victime, on pourrait, sans difficulté, reconnaître à la partie civile la faculté d'exercer toutes voies de recours contre les décisions relatives à l'action publique. En effet, dans ces matières, rares il est vrai², non seulement la mise en mouvement de l'action publique ne peut avoir lieu que sur plainte de la victime, mais l'exercice même de l'action dépend de la seule volonté de la partie civile ; celle-ci peut obtenir l'arrêt des poursuites, ou la relaxe de l'inculpé en se désistant de sa plainte. Aussi devrait-on lui permettre d'agir contre toutes les décisions relatives à l'action publique, au moins dans les mêmes conditions que le ministère public, puisqu'elle dispose de pouvoirs encore plus grands que ceux qui sont reconnus au ministère public sur l'action publique.

Ces diverses modifications permettraient de mettre notre législation en accord avec le rôle que doivent jouer les divers intérêts en présence dans le procès pénal.

2. Cette règle n'existe qu'en matière d'adultère, sur le fondement de l'art. 337 C. pénal, et de diffamation et injures sur la base de l'art. 49 de la loi du 29 juillet 1881 (modifié par l'ordonnance du 13 sept. 1945). V. DONNEDIEU DE VABRES, *op. cit.*, n° 1101. La jurisprudence l'a également appliquée à certaines infractions qui ne peuvent être poursuivies que sur une plainte de certaines administrations publiques. V. Crim., 18 avril 1948, S. 1949.1.61, note HUGUENY.

CHRONIQUES

A. CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE

I. Crimes et délits contre la chose publique

par Louis HUGUENEY

Professeur à la Faculté de droit de Paris.

1. Falsification de carte grise.

Le Code de la Route (D. 20 août 1939, art. 28, mod. par D. 12 janvier 1948), après avoir imposé au propriétaire d'automobile l'obligation de faire à la préfecture une déclaration de mise en service du véhicule, ajoute qu'un récépissé de sa déclaration, dit « carte grise », lui sera remis et que ce récépissé indiquera le numéro d'immatriculation du véhicule.

Une carte grise de motocyclette avait été falsifiée et l'auteur du faux poursuivi en vertu de l'article 161 du Code pénal qui frappe de peines correctionnelles « quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du Gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée ».

La Cour de Bordeaux (2 décembre 1948, D., 49.J. 200) a repoussé, comme il convenait, cette assimilation audacieuse de la carte grise aux certificats visés par l'article 161.

Fallait-il, cette assimilation mise de côté, se rabattre sur l'article 156 qui sanctionne, lui aussi de peines correctionnelles, la falsification de feuilles de route ? A juste titre encore, la Cour a jugé qu'il n'était pas permis d'étendre ainsi par analogie la portée d'un texte pénal. Et sa conclusion a été que, cette falsification d'un document de l'autorité publique « échappant à la compétence de la juridiction correctionnelle », il ne restait qu'à relaxer celui que déjà les premiers juges avaient relaxé.

Un théoricien pourra s'étonner et demander : Ce faux, qu'on n'a pas réussi à faire entrer dans le cadre des faux correctionnels, n'était-ce pas un faux criminel, et même un faux en écriture publique, passible des travaux forcés à temps, aux termes de l'article 147 du Code pénal ? Et le devoir des juges correctionnels n'aurait-il pas été, au lieu de relaxer, de décerner mandat de dépôt ou mandat d'arrêt et de renvoyer le prévenu devant le juge d'instruction compétent (art. 193 et 214 C. inst. crim. ?).

Un praticien répondra : C'eût été folie de renvoyer le prévenu en cour d'assises. Le jeu ne valait pas la chandelle.

Et ceci, une fois de plus, montre que l'excès de la répression est souvent source d'impunité. La liste des faux correctionnalisés, quoiqu'elle ne cesse de s'allonger, demeure une liste trop courte.

2. Violation de domicile aux dépens d'un individu illégalement mis et maintenu en possession par l'autorité administrative.

La guerre froide qui se poursuit, sur le terrain des réquisitions de logement, entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative a eu, comme il était à prévoir, dans le domaine pénal, d'inquiétantes séquelles. Une affaire récente nous en apporte la preuve.

Le bénéficiaire d'une réquisition irrégulière avait été frappé d'expulsion par ordonnance de référé. Cette décision d'expulsion n'avait pu être mise à exécution : l'autorité administrative, comme il arrive aujourd'hui trop souvent, avait refusé au malheureux ayant droit l'appui de la force publique et avait même poussé le mépris de la justice jusqu'à renouveler la réquisition dont l'autorité judiciaire avait constaté l'illégalité. Et, alors que cette seconde réquisition était elle-même venue à expiration, l'heureux bénéficiaire se maintenait insolemment en possession, confiant dans la protection de l'autorité administrative.

C'est dans ces conditions que le prestataire, excédé, s'était fait justice à lui-même : las d'attendre le concours de la force armée, il avait croché la serrure et s'était installé dans les lieux sans autre forme de procès. A la suite de quoi le bénéficiaire de la réquisition avait porté plainte, avec constitution de partie civile, pour violation de domicile (art. 184, al. 2, C. pén.).

Le Tribunal correctionnel de la Seine (17^e Ch., 15 mars 1949, *J.C.P.*, 40.II.4839, avec la note de M. Fréjaville) a déclaré la constitution de partie civile irrecevable : celui qui ne s'est maintenu dans les lieux qu'au mépris des décisions de la justice n'a pas le droit, quand il en est chassé, d'appeler la justice à son aide.

Mais, alerté par la partie civile, le ministère public avait pris l'affaire en mains. Saisi par ses soins de l'action publique, le Tribunal n'a pas osé dire que le délit n'existait pas : chacun sait qu'une violence purement matérielle, telle que crochetage de serrure, suffit à le constituer et les motifs les plus honorables sont impuissants à l'effacer. Le Tribunal a donc, par acquit de conscience, condamné, mais condamné pour la forme : condamné à une simple amende, condamné avec sursis, condamné en évaluant les frais à néant et en donnant à cette indulgence pour raison que le délit était « sans gravité, puisqu'il n'était qu'un désordre opposé à un autre désordre, ayant en définitive, pour résultat de mettre les parties dans la situation où elles se seraient trouvées par le jeu normal des institutions ».

Comme l'a très bien noté M. Fréjaville, on voit poindre dans ce dernier considérant « la théorie de la résistance à l'oppression sous sa forme la plus grave, la résistance active... Il est temps de songer à porter remède à l'anarchie qui résulte de la défaillance de la formule exécutoire ».

3. Outrage, à raison de sa fonction passée, envers un citoyen ci-devant chargé d'un ministère de service public.

Un paysan, rencontrant dans un autocar un ex-directeur d'une commission d'achat qui l'avait, en cette qualité, frustré d'un porc qu'il comptait mettre au saloir, avait en termes malsonnants exhalé sa rancune.

Il avait été condamné par la Cour de Pau pour outrage envers un citoyen chargé d'un ministère de service public et s'était pourvu en cassation sous prétexte que la victime, au moment où l'outrage lui avait été adressé, avait perdu la qualité à laquelle la loi attache la protection contre l'outrage.

La Chambre criminelle a rejeté le pourvoi (27 janvier 1949, D., 49.J. 182). L'article 224 du Code pénal, dit-elle, « ne distingue pas entre l'outrage proféré à l'occasion des fonctions supprimées ou à l'occasion de celles qui sont actuellement exercées ».

C'est la consécration d'une jurisprudence déjà ancienne (V., en particulier, à propos d'un maire : Cass. crim., 23 mars 1860, S., 61.1.207) et à laquelle la doctrine a donné son adhésion (V., sur ce point : Garçon, *Code pénal annoté*, sous les articles 222-225, n° 123).

4. Violences envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions.

La loi du 13 mai 1863, modifiant les articles 309 et suiv. du Code pénal, a assimilé aux coups et blessures envers les particuliers « toute autre violence ou voie de fait ». Une jurisprudence aujourd'hui bien assise admet que, par là, le législateur a entendu viser et réprimer, non seulement les voies de fait exercées sur la personne même, mais encore celles qui, sans l'atteindre matériellement, sont cependant de nature à l'impressionner vivement (V., sur cette jurisprudence : Garçon, *op. cit.*, sous les articles 309 et suiv., n°s 33 et suiv., et, pour la période récente, nos observations dans cette *Revue*, 1937, p. 68 et suiv.).

Cette même loi de 1863 ayant corrélativement puni, dans l'article 222, au même titre que celui qui « aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice », celui qui aura commis « toute autre violence ou voie de fait envers lui dans les mêmes circonstances », il était naturel et même tout indiqué de donner à l'expression « voie de fait », dans cet article 222 le même sens très large qui lui avait été donné déjà au vu des articles 309 et suiv. C'est ce qu'a reconnu, il y a longtemps déjà, la Cour de cassation (V. Cass. crim., 10 décembre 1915, après délibération en la Chambre du conseil, S., 1918-19.I.224) et ce qu'elle vient de reconnaître encore en rejetant le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de l'Afrique Occidentale française condamnant pour violences à magistrat de l'ordre administratif plusieurs indigènes qui, armés de sabres et de gourdins, avaient envahi le bureau d'un commandant de cercle et l'avaient gardé à vu en occupant toutes les issues pour l'empêcher de communiquer avec l'extérieur (Cass. crim., 14 janvier 1949, S., 49.1.53).

II. Crimes et délits contre les personnes

par Louis HUGUENEY

Professeur à la Faculté de droit de Paris.

1. Omission de porter secours imputée à l'auteur d'un accident d'automobile.

Un médecin, circulant en automobile, avait, par imprudence, blessé un passant et, pour échapper à la responsabilité ainsi encourue, pris la fuite. Il était évident qu'il avait par là commis et le délit de blessures par imprudence (art. 320 C. pén.) et le délit de fuite (L. 17 juillet 1908). Et le tribunal correctionnel devant lequel il avait été traduit n'avait pas hésité à relever ces deux infractions à sa charge.

Mais, à côté de ces deux infractions, fallait-il en retenir une troisième : l'omission de porter secours à une personne en péril, délit d'abstention aujourd'hui prévu par l'article 63, alinéa 2, du Code pénal et frappé de peines qui, par leur sévérité, au moins en ce qui touche l'emprisonnement, dépassent celles des blessures par imprudence, même lorsqu'elles sont portées au double en raison de la fuite (maximum de 3 ans au lieu du maximum de 2 ans tiré de la combinaison de l'article 320 et de la loi de 1908 ?).

Les premiers juges ne l'avaient pas pensé. Il leur avait semblé que l'article 63, alinéa 2, n'est fait que pour les spectateurs, qu'il ne vise pas les auteurs d'accidents. Sur appel du ministère public, la Cour de Rennes (20 décembre 1948, D., 49.J. 230, S., 49.2.61, avec la note de M. Bouzat) a, sur ce point, infirmé leur jugement. Et nous croyons qu'elle l'a infirmé à bon droit.

Il serait surprenant et même scandaleux que l'auteur de l'accident fût traité moins rigoureusement que ne l'est un simple spectateur. Et l'on ne voit pas pourquoi l'on écarterait, dans les rapports du délit de fuite et de l'omission de porter secours, la théorie du concours idéal d'infractions.

Dans le domaine du droit maritime, la loi du 17 décembre 1926, qui, dans son article 85, punit « tout capitaine qui, alors qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage ou ses passagers, ne prête pas assistance à toute personne, même ennemie, trouvée en mer en danger de se perdre », ne manque pas de frapper de peines similaires, dans son article 83, « tout capitaine qui, après abordage et autant qu'il peut le faire sans danger pour son navire, son équipage et ses passagers, néglige d'employer tous les moyens dont il dispose pour sauver du danger créé par l'abordage l'autre bâtiment, son équipage et ses passagers ».

Et, sur le terrain du droit allemand, où se rencontrent, comme chez nous, le délit de fuite et l'omission de porter secours, le *Reichsgericht* n'a pas hésité à reconnaître que le § 330c, introduit au Code pénal par la loi du 28 juin 1935 à fin de punir l'omission de porter secours, s'applique à l'automobiliste qui, après avoir renversé un cycliste, prend la fuite en le laissant mal en point dans le fossé de la route (26 mars 1937, *Entsch. des R. G. in Strafsachen*, t. 71, n° 80).

Objectera-t-on que l'article 63, alinéa 2, ne joue qu'à la condition que l'assistance puisse être prêtée sans risque, — la loi française ne dit même pas comme la loi allemande : sans risque sérieux (*erheblich*) — et que l'auteur de l'accident, s'il vient au secours de la victime, s'expose au risque d'être identifié et condamné, civilement et même pénalement, pour le délit de blessures par imprudence dont il s'est rendu coupable ?

Ce ne serait là, à nos yeux, qu'une objection spécieuse. Qu'un danger de condamnation, et spécialement de condamnation pénale, puisse être considéré comme un risque

excluant l'obligation de porter secours, nous consentons à l'admettre. Et le *Reichsgericht* l'a lui-même admis à propos d'un automobiliste qui, trouvant sur la route une personne écrasée par un autre automobiliste et de peur d'être condamné comme auteur de l'accident, au lieu de porter secours à la victime, s'était lancé à la recherche et à la poursuite du coupable (3 novembre 1939, *Deutsches Recht*, 1940, p. 154).

Mais le *Reichsgericht*, pour éviter tout malentendu, a bien pris soin de spécifier qu'il eût jugé tout autrement s'il se fût agi d'un automobiliste auteur d'accident qui eût pris la fuite pour échapper à la responsabilité pénale qu'il avait lui-même encourue. Car le risque de condamnation, auquel l'automobiliste innocent a le droit de se soustraire, c'est un risque auquel le législateur, en créant le délit de fuite, a formellement enlevé à l'automobiliste coupable le droit d'échapper.

Le délit de fuite et le délit d'omission de porter secours, loin d'être deux délits qui s'excluent, sont deux délits qui se prêtent mutuellement soutien.

2. Outrage aux mœurs par représentation de nudités intégrales.

La question du nu intégral se pose à la fois sur le terrain de l'outrage public à la pudeur et sur celui de l'outrage aux mœurs.

En ce qui concerne l'outrage public à la pudeur, la théorie du nu esthétique semble avoir chez nous fait faillite, même devant le Tribunal de la Seine qu'elle avait autrefois séduit et qui, plus récemment, a reconnu que « le nu vivant intégral n'est pas admissible en public » (V. son jugement du 18 juillet 1935, avec nos observations dans cette *Revue*, 1936, p. 421).

Au point de vue de l'outrage aux mœurs, il n'est pas douteux que la question appelle une solution plus nuancée et qu'il convient de distinguer entre le nu qualifié de scientifique ou d'artistique qui échappe à la répression et le nu pornographique qui, seul, tombe sous le coup de la loi (V., à cet égard, sur la législation et la jurisprudence italiennes : Manzini, *Tratt. di dir. pen. it.*, 2^e édit., t. 7, n° 2605, p. 403 et suiv., et sur la jurisprudence belge : Goedseels, *Commentaire du Code pénal belge*, 2^e édit., t. 2, 1948, n° 2211).

C'est cette distinction que très justement prend pour base la Cour de Rennes (11 janvier 1949, D., 49.J. 242) en face de photographies représentant des nudités intégrales.

Mais il faut avouer qu'entre le nu scientifique ou artistique et le nu pornographique la ligne de démarcation n'est pas toujours facile à fixer.

Le nu pornographique, dit la Cour de Rennes. — celui qu'en l'espèce elle condamne, — c'est celui qu'elle appelle « le nu séducteur des sens », celui qui n'a d'autre destination que celle d'une « excitation sensuelle de laquelle le législateur entend justement préserver la pudeur de ceux qui ont droit à sa protection à cet égard et qui risquent d'être offensés par la mise en circulation » d'images excitantes.

Comment reconnaîtra-t-on cette destination ?

D'abord, cela va de soi, — d'après la façon dont se présente le nu, d'après l'attitude du corps, d'après l'expression du visage : suggèrent-elles ou ne suggèrent-elles pas invite à l'acte sexuel (V., sur ce point, deux intéressants jugements du *Reichsgericht*, du 27 septembre 1927, *Entsch. des R. G. in Strafsachen*, t. 61, n° 121 et 122) ?

Mais aussi d'après d'autres circonstances : ainsi notamment d'après la nature de la clientèle à laquelle la publication s'adresse. Une image qui n'aura pas un caractère pornographique dans un livre à l'usage des étudiants en médecine ou des élèves des beaux-arts pourra prendre ce caractère dans un magazine qui va chercher sa clientèle dans le milieu des midinettes (V., à cet égard, un jugement du *Reichsgericht* du 22 novembre 1904, *op. cit.*, t. 37, n° 102).

3. Violation de sépulture par un père divorcé.

Un individu divorcé avait, après accord avec son ex-femme et ses parents, laissé inhumer dans leur tombe de famille l'enfant majeur né du mariage. Plus tard, se ravissant, il avait demandé à l'administration communale l'autorisation de transporter le corps dans un autre tombeau qu'il avait fait construire dans une autre localité. L'autorisation lui avait été accordée. Le cercueil avait été extrait du caveau. Et il allait sortir du cimetière, lorsque la mère et ses parents alertés, avaient fait opposition au transfert. Devant leur protestation, l'autorisation avait été retirée et le cercueil replacé dans la tombe qui avait été refermée.

Le père ne s'était pas tenu pour battu. Le surlendemain, la nuit, par temps d'orage, il s'était glissé dans le cimetière avec un aide et avait emporté le corps en cachette après avoir descellé et rescellé la tombe.

La famille de la femme avait eu vent de l'affaire. Et le père était poursuivi pour violation de sépulture. Le fallait-il condamner ?

En droit allemand, la solution eût été assez facile à trouver : le § 168 du Code pénal punit celui qui, sans droit, soustrait un cadavre à la garde de celui qui a mission de le garder. Que cette mission fût attribuée à l'administration gardienne du cimetière ou à la famille gardienne du tombeau, le père qui avait agi au mépris des droits de l'une et de l'autre fût tombé sous le coup de la loi.

En droit français, la question était plus délicate à résoudre. Qu'il y eût, au point de vue matériel, violation de sépulture aux termes de l'article 360 du Code pénal, la chose était évidente. Mais que penser de l'élément moral ? Ce père, qui prétendait agir par affection pour son fils, devait-il être traité comme un vampire ou un détrousseur de cadavre ?

Le Tribunal correctionnel de Villefranche (6 mars 1949, *Gaz. Pal.*, 28.29 avril), partant de l'idée, à plusieurs reprises exprimée par la Cour de cassation, que « l'article 360 ne comporte aucune distinction ; qu'il n'admet pour excuse ni l'intention ni le but qui auraient fait agir ou qu'auraient eu les auteurs d'une exhumation non autorisée » (V., sur ce point : Cass. crim., 10 avril 1845, S., 45.1.674 ; 31 octobre 1889, S., 91.1.361), a jugé qu'il devait être condamné et, pour justifier la condamnation, a entassé les arguments :

Le prévenu avait « porté atteinte à un accord antérieur, éminemment respectable par son objet » ; au lieu de faire trancher par la juridiction compétente le différend qui l'opposait à son ex-femme, il avait eu le tort de se faire justice à lui-même ; il avait blessé les sentiments de pieuse affection des parents maternels du défunt ; il avait oublié que « la paix des morts ne doit pas être troublée par les querelles des vivants ». Et c'était une irrévérence envers le mort que de l'arracher à l'éternel repos pour l'emporter subrepticement la nuit, par temps d'orage, comme un voleur emporte le produit d'un vol.

4. L'« *exceptio veritatis* » en matière de diffamation.

Un individu avait publiquement reproché à un cultivateur d'avoir, au temps de l'occupation, à dessein de l'exposer à des sanctions de la part des autorités allemandes, dénoncé à la gendarmerie un de ses domestiques auquel il ne pardonnait pas une brusque rupture du contrat de travail. Le cultivateur, se jugeant par là diffamé, avait traîné en justice le prétendu diffamateur.

Le prévenu, pour sa défense, avait fait valoir qu'il n'avait dit que la vérité et avait offert d'en fournir la preuve par témoins. La Cour de Montpellier, tout en repoussant l'enquête, avait rendu un arrêt de relaxe, sous prétexte que la vérité du fait diffamatoire résultait d'une pièce du dossier.

Le cultivateur débouté, s'était pourvu en cassation, alléguant que l'*exceptio veritatis*, prévue par l'article 35 de la loi du 29 juillet 1881, aujourd'hui complétée par l'ordonnance du 6 mai 1944, ne pouvait pas jouer : d'abord parce que, disait-il, cette disposition n'est faite que pour les diffamations commises par la voie de la presse et que la diffamation, en l'espèce, au lieu d'être commise par la voie de la presse, l'avait été par voie de discours public ; ensuite parce que l'ordonnance de 1944 écarte expressément l'*exceptio veritatis* « lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne » et qu'il s'agissait précisément de faits relatifs à la vie privée.

La Chambre criminelle (3 mars 1949, D., 49.J. 205, avec la note A.L.-P.) a rejeté ces deux moyens et n'a cassé l'arrêt de Montpellier que pour une autre raison, pour contradiction de motifs et défaut de base légale, parce qu'elle avait eu le tort de repousser l'enquête tout en admettant l'exception à l'appui de laquelle elle était demandée.

Quel enseignement tirer de l'arrêt de la Chambre criminelle ?

Que les dispositions de la loi sur la presse, et en particulier l'article 35, s'appliquent indistinctement à tous les délits commis par l'un des moyens énumérés à l'article 23, c'est-à-dire notamment par le moyen de « discours proférés dans des lieux ou réunions publics, on l'a de tout temps reconnu. Et la Chambre criminelle n'a fait sur ce point que consacrer l'opinion courante qu'il était vraiment bien téméraire d'attaquer. L'or-

donnance de 1944, en insérant quelques alinéas nouveaux dans la loi de 1881, n'a pu leur donner une portée différente de celle de toutes les dispositions avec lesquelles maintenant ils font corps.

Mais, derrière cette solution qui va de soi, voici qu'on découvre d'autres solutions beaucoup plus dignes d'attention.

D'abord cette solution implicite : que l'Ordonnance de 1944 a étendu l'*exceptio veritatis*, jusque là limitée aux diffamations commises envers les personnes qualifiées, les fonctionnaires et assimilés, les directeurs ou administrateurs des entreprises industrielles, commerciales ou financières faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit, aux diffamations commises envers un individu quelconque, même un simple particulier : solution vers laquelle la Cour de cassation déjà semblait s'acheminer, mais qui demeurait contestée, contestée en jurisprudence, contestée surtout en doctrine (V. sur cette controverse, nos observations dans cette *Revue*, 1945, p. 441 et la note de M. Lhérondel, *ibid.*, 1948, p. 840 et suiv.).

Et puis, à côté de cette solution dont il n'est pas besoin de souligner l'importance pratique, une autre indication, à peine moins précieuse : qu'il ne faut pas s'exagérer le domaine de la vie privée ; qu'une querelle, même d'origine purement privée, telle que celle qui met aux prises un patron et son domestique, déborde du cadre de la vie privée lorsqu'elle rejaillit sur la vie publique, ce qui était le cas dans l'espèce, où le domestique, dénoncé par son patron, risquait d'aller grossir le nombre des malheureux Français, soumis en Allemagne, au service du travail obligatoire, et ce qui fait ressortir l'utilité de la réforme accomplie par l'Ordonnance de 1944. Il n'y a pas que les agissements des citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public ou ceux des brasseurs d'affaires qui intéressent la vie publique. Et, dans l'intérêt général, il est bon qu'il soit permis de porter à la connaissance du public les faits et gestes fâcheux, même des simples particuliers, lorsqu'ils sont de nature à gêner la vie publique.

III. Crimes et délits contre les biens

par Pierre BOUZAT

Professeur à la Faculté de droit de Rennes.

1. Atteinte au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande.

On sait que l'art. 419 du C.P. réprime la hausse ou la baisse artificielle des prix. Il s'agit là de ce que l'on peut appeler le droit commun de la législation pénale économique antérieure à la guerre et au dirigisme.

Cette disposition qui n'est pas d'un usage si fréquent qu'on le croit, vient de donner lieu à deux décisions qui méritent d'être relevées.

A) D'abord une décision de condamnation. On sait que le délit de l'art. 419 du C.P. peut être retenu, soit lorsque le prévenu a fait des offres d'achat ou de vente au-dessus du cours normal, soit lorsqu'il a accompli des opérations tendant à opérer une action sur le marché, notamment par l'accaparement des marchandises ou la constitution de stocks anormaux (Cf. 14 mai 1920, B, 222 ; 5 février 1926, B, 48) ou tout autre procédé répréhensible (Cr. 25 juin 1931, D. 1931.1.1947 ; 6 février 1932, *Rec. Sir.* 1933.1.394).

Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour de cassation du 23 décembre 1948 (*Rec. Dr. Pén.* 1949, p. 15), un nommé M... habitant Madagascar avait remis à un tiers, avec mission de les vendre le plus cher possible, des pagens et divers tissus. Or, ces marchandises avaient disparu des marchés publics de Madagascar. D'autre part, leur déclaration était obligatoire. M... s'était abstenu de les déclarer ; il est incontestable qu'il avait ainsi constitué des stocks anormaux dans l'espoir d'opérer une hausse artificielle des prix des marchandises qu'il détenait et de se procurer un gain qui n'aurait pas été le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande.

B) Ensuite, une décision de relaxe. L'infraction réprimée par l'art. 419 ne peut être légalement constituée qu'autant que les faits d'accaparement ou d'offres à des cours exagérés visés par les poursuites ont eu pour résultat effectif la hausse ou la baisse des denrées ou marchandises au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et de fausser ainsi le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande. V. Crim. 16 nov. 1911, *Rec. Sir.* 1912.1.536 ; 8 mars 1930 (*Rec. Sir.* 1931.1.280) et les notes et les renvois ; *Code pénal annoté* par Garçon, sur les art. 419 et suiv. n° 64 et suiv.)

Toute la difficulté est de savoir à quel moment les offres sont exagérées. Nous n'aimons guère l'affirmation contenue dans l'arrêt de la Cour d'Angers du 9 décembre 1948 (*Rec. Sir.* 1949, II, p. 85) : « Attendu qu'il n'est pas interdit à un commerçant d'annoncer qu'il est acheteur à un prix déterminé » car si on la prenait à la lettre, il ne serait plus guère possible de punir pour offres exagérées.

Sans aller jusqu'à admettre la licéité de toute annonce d'achat à un prix déterminé, il ne faut bien évidemment pas non plus condamner toute offre en hausse. Or, comme le dit si bien Garçon (*Code pénal annoté*, art. 419, n° 35), « pour que les cours haussent en Bourse ou dans un marché, il suffit que les offres des vendeurs trouvent immédiatement preneurs ; ce seul fait suffit pour que d'eux-mêmes ils élèvent leurs demandes ». La question nous paraît avant tout une question de fait. Etant donné la difficulté de prouver l'exagération des offres, il est inévitable que la jurisprudence soit indulgente (V. Paris, 5 août 1890, *Rec. Sir.* 1901.11.227, et Garçon, *op. cit.*, n° 92). Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour d'Angers, il semble bien que les offres n'étaient pas exagérées et rentraient dans les pratiques commerciales courantes. En effet, s'il était incontestable qu'un nommé M... ayant fait opérer sur un marché une importante col-

lecte d'œufs destinés aux Entrepôts frigorifiques de Paris, avait donné des ordres pour ne pas dépasser le prix maximum de 150 francs la douzaine, alors que le prix courant était d'environ 130 francs, et avait ainsi déterminé une légère hausse immédiate des prix, il était également démontré à la Cour par la production des mercuriales, que le prix limite de 150 francs s'était révélé en fait être le prix moyen auquel les transactions avaient eu lieu sur les marchés environnants, la semaine antérieure et la semaine postérieure aux faits incriminés. On ne pouvait donc vraiment pas dire que l'offre de 150 fr. avait faussé les cours et la relaxe s'imposait.

2. Exercice illégal de la profession d'expert-comptable.

Un nommé B... établissait les comptabilités d'une quinzaine de commerçants. Il tenait de sa main les livres auxiliaires dont il centralisait les résultats sur un Journal Grand Livre ; il calculait les résultats d'exploitation, appliquait les annuités d'amortissements, discriminait le bénéfice fiscal du bénéfice comptable. Un jugement du Tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer du 17 mars 1949 (*Gaz. Pal.* 29-30 juin 1949), constate très justement que la tenue, la centralisation, l'arrêté des comptes de toutes natures, relève, aux termes de l'art. 8 de l'ord. du 19 septembre 1945, de l'activité de comptable agréé. Or, aux termes de l'art. 20 de cette ordonnance, exerce illégalement la profession de comptable agréé et est passible des peines prévues par l'art. 259 C.P., celui qui, sans être inscrit au Tableau de l'Ordre des experts-comptables, exerce habituellement, sous son propre nom et sous sa responsabilité, les travaux prévus par l'art. 8. Le nommé B... n'étant pas inscrit au Tableau de l'ordre a été justement condamné pour exercice illégal de la profession d'expert-comptable. Pour échapper à la répression il avait prétendu d'abord qu'il n'avait agi que comme Conseil-Fiscal, mais on sait que la tenue des comptabilités est exclue de l'activité des conseils fiscaux. Il avait prétendu ensuite qu'il était le salarié de ses clients ; le jugement repousse à juste titre cet argument car, d'une part, B. n'avait pas perçu de salaire, les sommes qu'il recevait étant portées en frais généraux et ne figurant pas sur les livres de paie et, d'autre part, il n'établissait pas l'existence d'un lien de coordination l'unissant à ses clients.

IV. Procédure criminelle

par Maurice PATIN

Conseiller à la Cour de Cassation.

1. Sur l'amnistie.

L'article de la loi 13 du 16 août 1947 déclare amnistier tous délits commis antérieurement au 16 janvier 1947 qui sont ou seront punis de peines égales ou inférieures à deux mois de prison et 6.000 fr. d'amende, ou enfin à 20.000 fr. d'amende. Il a été jugé à plusieurs reprises que l'amnistie, ainsi accordée par la loi en considération du taux de la peine prononcée, n'est pas subordonnée à la condition que la condamnation ait été prononcée en force de chose jugée. Au contraire, elle met fin aux poursuites dès qu'intervient une condamnation égale ou inférieure au montant déterminé par la loi et dès ce moment elle est définitivement acquise. Il n'y a donc plus à statuer sur les voies de recours, appel ou pourvoi en cassation. Si notamment la condamnation a été prononcée par le tribunal correctionnel, la cour d'appel doit se borner à déclarer l'action publique éteinte : Cass. 20 nov. 1947, B. 223 ; 11 déc. 1947, B. 212 ; 8 juill. 1948, B. 191. Mais que décider si le délinquant, au lieu d'être condamné à une courte peine entrant dans les prévisions de l'art. 13, est acquitté ? D'aucuns ont pensé que le justiciable relaxé de la prévention ne devait pas se trouver dans une situation pire que celui qui est condamné même d'une manière modique, qu'il devait être, lui aussi, et *a fortiori* amnistié de plein droit, et que, dès lors, aucun recours n'était recevable contre la décision de relaxe dont il avait bénéficié. La Cour de cassation, dans un arrêt du 1^{er} juill. 1948 (B.171) s'est prononcée dans un sens tout différent. Elle estime que le prévenu acquitté n'est pas amnistié et qu'en conséquence l'appel du ministère public, ou le pourvoi en cassation, selon le cas, sont recevables contre la décision de relaxe. Elle justifie cette solution par l'interprétation littérale du texte, qui n'accorde amnistie qu'aux délits qui ont ou auront donné lieu à des condamnations. L'illogisme n'est qu'apparent et la solution de la Cour de cassation ne peut être qu'entièrement approuvée. En effet ce qu'a voulu le législateur, c'est accorder le pardon ou l'oubli à de petits délinquants, coupables d'infractions peu graves, quelle que soit d'ailleurs la qualification sous laquelle elle est prononcée. Or la meilleure manière de savoir si une infraction était d'une gravité négligeable, c'est encore de se référer à la peine que les juges appliquent ou ont appliquée à son auteur. Lorsqu'un délinquant est condamné, même en première instance, à une peine minime, on peut présumer que le fait qui lui est reproché est bénin. On comprend par suite que le bénéfice de l'amnistie lui soit immédiatement accordé, nonobstant toute voie de recours. Mais en cas d'acquiescement, il en est tout autrement. L'acquiescement ne se fonde pas sur le caractère bénin de l'infraction, qui peut être au contraire des plus graves. On ne peut déduire d'une décision de relaxe que le prévenu était un petit délinquant, digne de participer aux faveurs de la loi. L'action publique doit donc pouvoir continuer de s'exercer librement, jusqu'à sa solution définitive. C'est à ce moment seulement que le sort du délinquant sera apprécié, et qu'en cas de condamnation, si elle est suffisamment modique, il pourra être amnistié.

2. Corruption et amnistie.

L'article 10 de la loi du 16 août 1947 accorde amnistie à certaines catégories de personnes, en raison notamment de leurs titres militaires, et en particulier à celles qui ont appartenu à des formations de résistance. Il s'agit d'une amnistie personnelle.

Le législateur s'est montré très large, puisqu'il étend le bénéfice de l'amnistie en principe à tous les délits. Toutefois il excepte quelques infractions, notamment celles prévues par l'article 177 du Code pénal. Il suit de là que ceux qui ont été condamnés pour s'être laissé corrompre (corruption passive) sont exclus de l'amnistie. Cette exclusion mérite d'être pleinement approuvée. La corruption est une des plaies du siècle. Elle doit être sévèrement réprimée. Et j'ai déjà dit combien m'apparaissent néfastes les lois et ordonnances qui ont transformé en simple délit ce crime si funeste à l'ordre social. Malheureusement le législateur a visé l'article 177 seul, et non l'article 179 relatif à la corruption active. Quel est donc le sort de ceux qui se sont rendus coupables de corruption active ? Leur culpabilité n'est pas moindre, et il est *a priori* singulier de les admettre au bénéfice de l'amnistie. La Cour de cassation a dû pourtant s'y résoudre. La corruption active constitue en effet en droit une infraction distincte de la corruption passive et non une complicité de cette dernière infraction. L'article 10 de la loi du 16 août 1947 n'ayant pas formellement visé l'article 179, les corrupteurs actifs ont été admis au bénéfice de l'amnistie. — Cass. 4 nov. 1948, B.250. — On notera que la solution serait la même pour le trafic d'influence, prévu par l'article 178. — On conviendra que le législateur mérite un mauvais point.

3. Actes de nature à nuire à la défense nationale.

Les articles 75 à 83 du Code pénal définissent un certain nombre de faits constituant soit la trahison ou l'espionnage, soit l'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat. En outre, la disposition finale de l'article 83, introduite par le décret du 3 novembre 1939, punit de peines correctionnelles, en temps de guerre, « tous autres actes, sciemment accomplis, de nature à nuire à la défense nationale ». Cette dernière incrimination n'est évidemment que subsidiaire. Elle ne peut concerner que des faits qui, par leur nature, ne constituent pas déjà l'un des crimes ou délits prévus par les articles précédents. Aussi la Cour de cassation exige-t-elle que la question posée au tribunal précise les circonstances de fait de l'acte considéré comme nuisible à la défense nationale. Un jugement qui déclare le prévenu coupable d'avoir « commis un acte nuisible à la défense nationale », sans spécifier en fait la nature de cet acte, ne permet pas à la Cour suprême d'exercer son contrôle et doit donc être annulé : Cass. 1^{er} juill. 1948, B.179 p. 265. — Sur les mêmes principes repose la solution d'un arrêt rendu le 16 juillet 1948 (B.205, p. 306)(1). L'accusé était poursuivi du chef de trahison pour s'être mis au service de la Gestapo et avoir accompli pour le compte de cet organisme diverses missions. Prévoyant le cas où le tribunal militaire répondrait négativement à la question principale, ce qui s'est effectivement produit, le président avait posé la question subsidiaire d'actes nuisibles à la défense nationale. Ici le président n'avait pas commis l'erreur de ne pas spécifier les faits considérés comme nuisibles à la défense nationale. Il les avait au contraire précisés avec soin, mais ces faits étaient strictement les mêmes que ceux qui justifiaient l'accusation de trahison. La question subsidiaire reproduisait mot pour mot la question principale et demandait au tribunal de dire si les mêmes faits, incriminés comme trahison dans la question principale, n'étaient pas du moins constitutifs d'actes nuisibles à la défense nationale. La Cour de cassation en a déduit une contradiction dans les réponses, affirmative sur la question principale, négative sur la question subsidiaire, et elle a annulé le jugement du tribunal militaire, en déclarant en outre, à juste titre, que le fait de se mettre au service de la Gestapo et d'accomplir pour elle des missions constituait nécessairement une trahison et ne pouvait donc être compris parmi les « autres actes nuisibles à la défense nationale ».

4. Valeur légale d'une circulaire.

L'abondance des lois, règlements, arrêtés et instructions est telle qu'il devient parfois difficile, non seulement de connaître les documents qui régissent une matière, mais encore de déterminer leur valeur obligatoire. Un arrêt du 1^{er} juillet 1948 (B. 180) rendu à propos d'une infraction aux lois protectrices du travail, rappelle opportunément qu'une circulaire ministérielle n'a pas force de loi, et que « l'exécution d'une loi ne saurait être suspendue par une décision administrative ».

(1) V. sur le même arrêt, *infra* p. 594 n° 4.

5. Arrêt ordonnant un examen mental.

La disposition de l'article 416 du Code d'instruction criminelle modifiée par le décret du 8 août 1935, qui déclare non recevable avant l'arrêt sur le fond le recours en cassation contre les jugements ou arrêts préparatoires, d'instruction ou interlocutoires, n'est pas sans présenter des difficultés. La Cour de cassation considère comme recevable le pourvoi dirigé contre tout arrêt contenant des dispositions définitives. Mais il n'en est pas ainsi d'un arrêt qui ordonne l'examen mental du prévenu. Un tel arrêt concourt à l'instruction de l'affaire. Le pourvoi n'en est pas recevable avant l'arrêt sur le fond. — Cass., 8 juillet 1948, B. 185.

6. De l'effet des circonstances atténuantes.

Il est jugé depuis longtemps qu'en matière correctionnelle, l'admission des circonstances atténuantes n'oblige pas les juges à réduire la peine au-dessous du minimum prévu par la loi. Elle les laisse libres de se mouvoir entre les limites de l'échelle pénale. Il suffit qu'ils ne prononcent pas le maximum. Est donc régulière la condamnation infligée à un prévenu qui bénéficie des circonstances atténuantes, s'élevant à un mois de prison et 6.000 francs d'amende, alors que la peine encourue, s'agissant d'un délit d'outrage, était l'emprisonnement de 6 jours à un mois et l'amende de 1.000 à 12.000 fr. En effet le maximum n'était pas atteint. (Cass., 9 juillet 1948, B. 189).

7. Proxénéisme.

L'article 335 du Code pénal, modifié par la loi du 13 avril 1946, punit quiconque tolère la présence habituelle de personnes se livrant à la prostitution dans les établissements qu'il énumère, parmi lesquels figurent les hôtels et les débits de boissons. La responsabilité pénale de l'infraction pèse sur le « détenteur, gérant ou préposé » et la loi ajoute que le jugement « portera retrait de la licence dont le condamné serait bénéficiaire ». Que signifie le mot « bénéficiaire » ? Un arrêt du 9 juillet 1948 (B. 192) précise que l'expression doit s'entendre non de la personne au nom de laquelle la licence est établie, et qui en est titulaire, mais de celle qui en fait en tire profit. Ainsi le retrait de la licence est encouru même lorsque son titulaire fait exploiter par un tiers l'établissement trouvé en défaut. Une interprétation différente eût trop aisément permis de tourner la loi.

8. Réparations civiles.

Ali ben Ali était poursuivi pour coups et blessures, et Rapaute, victime du délit, s'était constitué partie civile. Rapaute soutenait que les violences exercées sur lui par Ali Ben Ali lui avaient causé une fracture et demandait des dommages et intérêts élevés. Les juges du fond, ayant estimé que la fracture n'était pas la conséquence des coups, ont refusé à Rapaute toute réparation civile et l'ont débouté entièrement de son action. Ils reconnaissent pourtant qu'Ali Ben Ali avait bien exercé des violences, mais ces violences n'étaient pas si graves que ne le prétendait Rapaute. La Cour de cassation a cassé cette décision pour contradiction de motifs. Ils ne pouvaient pas à la fois déclarer qu'Ali Ben Ali était coupable de violences sur Rapaute, et dire que ce dernier n'avait subi aucun préjudice : 29 juillet 1948. B. 211, p. 317.

9. Sexagénaires et travaux forcés.

La loi du 30 mai 1854 substitue la peine de la réclusion à celle des travaux forcés lorsque l'auteur du crime est âgé de plus de 60 ans. Elle se borne ainsi à établir un mode plus doux d'exécution de la peine. Elle n'en modifie pas le caractère. Le sexagénaire encourt donc, au lieu des travaux forcés, selon le cas, soit la réclusion perpétuelle, soit la réclusion de 5 à 20 ans. — 7 août 1948. B. 234.

10. Séquestration avec tortures.

Un arrêt du 7 mai 1948 a été publié et commenté par M. le Doyen Pierre Huguenev dans le premier numéro de la *Revue de science criminelle*, p. 109. Il s'agissait de quatre militaires allemands poursuivis devant le tribunal militaire pour séquestration accom-

pagnée de tortures et d'un cinquième allemand poursuivi pour complicité. Le président avait d'abord posé *in abstracto* une question principale par laquelle il demandait au tribunal de constater le fait même de la séquestration ; puis une 2^e question, demandant administrativement si la séquestration avait été accompagnée de tortures ; ensuite quatre questions principales demandant pour chacun des quatre accusés principaux s'il était coupable du fait ainsi spécifié ; enfin une dernière question demandant si le dernier accusé s'était rendu complice du même crime. Toutes ces questions avaient été résolues affirmativement. Le pourvoi soutenait qu'ainsi les questions étaient complexes. La Cour de cassation a repoussé ce moyen et rejeté le pourvoi. M. le Doyen Huguenev, dans une étude bien pénétrante, critique cet arrêt et émet l'avis que le pourvoi aurait dû être accueilli. Nous ne croyons pas que l'opinion de savant professeur doive être acceptée. Elle se fonde essentiellement sur cette idée que la circonstance aggravante de « tortures ayant suivi la séquestration » ne serait pas une véritable circonstance aggravante réelle, comme le sont, en matière de vol, les circonstances de nuit ou de maison habitée. Ce serait plutôt une circonstance personnelle, en sorte que le tribunal pourrait légalement sans se contredire déclarer que la séquestration a été accompagnée de tortures en ce qui concerne l'un des auteurs principaux, et qu'elle ne l'a pas été en ce qui concerne les autres. En l'espèce, le mode employé par le président dans la position des questions aurait privé le tribunal militaire de cette faculté. Nous croyons que cette manière de voir n'est pas conforme au texte de la loi. L'article 341 du Code pénal punit des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques et l'article 344, relatif à la circonstance aggravante, déclare que la peine sera celle de mort si les personnes arrêtées, détenues ou séquestrées ont été soumises à des tortures corporelles. Il résulte de cette rédaction que la circonstance que la séquestration a été suivie de tortures est une circonstance réelle, qui, une fois constatée, vaut pour tous les auteurs de la séquestration, qu'ils aient ou non pris une part personnelle à l'administration des tortures. Il n'y a donc pas lieu de poser la question pour chacun des accusés, et si, des questions distinctes pour chacun des accusés ayant été à tort posées, certaines de ces questions étaient résolues affirmativement pour les uns, négativement pour les autres, la réponse serait entachée de contradictions. Dès qu'il est reconnu que la séquestration a été suivie de tortures, tous les auteurs de la séquestration encourrent l'aggravation de peines. Il existe d'ailleurs en matière de séquestration d'autres circonstances aggravantes : le fait que la séquestration a eu lieu à l'aide d'un faux costume, le fait que la victime a été séquestrée sous un faux nom ; le fait qu'il a été fait usage d'un faux ordre de l'autorité publique, le fait que la personne séquestrée a été menacée de mort. Toutes ces circonstances sont aussi des circonstances réelles, dont tous les coupables supportent l'aggravation dès qu'elles sont une fois constatées. A l'inverse, la loi prévoit une excuse si la séquestration cesse avant le dixième jour. C'est encore une circonstance réelle, qui bénéficie à tous les auteurs du crime, même à ceux qui auraient eu l'intention de prolonger l'arrestation au delà du dixième jour. Dira-t-on que le législateur, en décidant ainsi, a fait œuvre arbitraire ? Nous ne le croyons pas. Le crime de séquestration présente ce caractère particulier, et extrêmement grave, que ses conséquences peuvent dépasser, et de beaucoup, les intentions de ceux qui l'accomplissent. Du sort d'une personne séquestrée on peut redouter le pire. Le législateur s'est donc montré prudent, en édictant une excuse atténuante, excuse réelle, applicable à tous les auteurs ou complices, au cas où la séquestration cesse avant le dixième jour, puisqu'il favorise ainsi la cessation rapide de la séquestration, et inversement il a été sage en décidant que tous ceux qui prennent part à une séquestration encourront les responsabilités les plus lourdes au cas, qu'ils doivent prévoir, où la séquestration sera suivie de conséquences qu'ils n'avaient peut être pas eux-mêmes voulues, et notamment au cas où, même à leur insu, même malgré eux, la personne séquestrée serait soumise à des tortures. Ce principe admis, l'arrêt précité ne nous paraît encourir aucune critique. L'existence du crime et de la circonstance aggravante réelle a été constatée par des questions distinctes. La culpabilité de chacun des auteurs principaux et complices a été également constatée par des questions distinctes se référant nécessairement à la fois au crime et à la circonstance aggravante qui l'accompagnait et qui, constate une fois, valait pour tous les participants à l'infraction. — V. dans le même sens : 18 avril 1873. B. 109 ; 15 décembre 1898, B. 367 ; 24 juin 1926. B. 165 ; 23 janvier 1930, B. 27 ; 19 mars 1947. B. 179.

B. CHRONIQUE LÉGISLATIVE

par Alfred JAUFFRET

Professeur à la Faculté de droit d'Aix

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1^{er} mars au 31 mai 1949)

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

§ 1. — LA LOI PÉNALE.

§ 2. — L'INFRACTION.

Excuse absolutoire. Dénonciation d'évasion.

1. L'article 247 du Code pénal prévoyait déjà une excuse absolutoire en faveur du gardien négligent qui a laissé s'évader un détenu, lorsque l'évadé est arrêté dans les 4 mois de l'évasion (Donnedieu de Vabres, *Traité*, 3^e édit, n° 768).

La loi n° 49-340 du 14 mars 1949 (J.O. 15 mars, p. 2644) qui modifie une série de textes relatifs à l'évasion (V. *infra*, n° 6), ajoute à l'article 247 Code pénal un alinéa qui prévoit un nouveau cas d'excuse absolutoire. L'alinéa nouveau décide qu'« Aucune poursuite n'aura lieu contre ceux qui auront tenté de procurer ou faciliter une évasion si, avant que celle-ci ait été réalisée, ils ont donné connaissance du projet aux autorités administratives ou judiciaires et leur en ont révélé les auteurs ».

C'est, à un autre point de vue, un nouvel exemple à ajouter aux cas où, par exception, la loi tient compte du « repentir actif » (Donnedieu de Vabres, *op. cit.*, n° 256).

§ 3. — LE DÉLINQUANT.

§ 4. — LA PEINE.

Peines privatives de liberté. Travail. Répartition du produit.

2. L'important décret n° 49-313 du 5 mars 1949 (J.O. 9 mars p. 2467) sur la répartition du produit du travail des détenus, apporte une réglementation nouvelle qui abroge les nombreux et complexes textes antérieurs (dont certains fort anciens, par exemple : l'ordonnance du 27 décembre 1843). Sur cette réglementation antérieure : M. Donnedieu de Vabres, *Traité*, 3^e édit, nos 598-599).

La portion accordée est désormais : des 7 dixièmes pour les prévenus, les accusés, les personnes soumises à la contrainte par corps, les relégués dont la peine principale est terminée — 5 dixièmes pour les condamnés à une peine correctionnelle — 4 dixièmes pour les condamnés à une peine criminelle (article 1^{er}).

Après un an, en cas de travail et de bonne conduite, les condamnés peuvent, sur proposition du chef de l'établissement et par décision du directeur de la circonscription pénitentiaire, obtenir 1 dixième en plus. Ce dixième peut être retiré en cas de mauvaise conduite (art. 2).

Quant à l'emploi des dixièmes, en ce qui concerne les prévenus, accusés, etc... : tout est versé au pécule disponible. Pour les condamnés, la moitié est versée au pécule disponible, un quart est versé au pécule de réserve, puis au pécule disponible quand le pécule de réserve atteint une somme fixée par arrêté (ce montant est fixé à 5.000 francs par arrêté du 9 mars 1949, J.O. 13 mars, p. 2580) ; un quart va au pécule de garantie des droits du Trésor, puis, quand amendes et frais sont payés, au pécule disponible (art. 3).

Peines privatives de droits. Incapacités spéciales.

3. La loi n° 49-418 du 25 mars 1949 (J.O. 26 mars, p. 3156) est relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance.

L'article 12 précise que ne peuvent bénéficier des avantages du présent statut toutes personnes condamnées en Haute Cour de justice, ou condamnées en vertu des textes sur la collaboration, sur l'indignité nationale ou en vertu du Code de justice militaire et non amnistiées. Il s'agit d'une nouvelle peine accessoire attachée à la condamnation.

Casier judiciaire.

4. Le décret n° 49-509 du 13 avril 1949 (J.O. 15 avril, p. 3834) porte règlement d'administration publique pour l'application des articles 590 à 597 du Code d'instruction criminelle relatifs au casier judiciaire. Le nouveau décret abroge le décret du 12 décembre 1899.

Après quelques dispositions sur l'organisation des services du casier judiciaire (Titre I), le nouveau texte réglemente l'établissement des bulletins n° 1 (Titre II), l'établissement des duplicata de bulletins n° 1 destinés à la transmission par la voie diplomatique, à l'institut national de la statistique ou à la région militaire (Titre III), la délivrance des bulletins n° 2 et n° 3 (Titres IV et V). Un titre VI est consacré aux Dispositions diverses.

Casier judiciaire (Maroc).

5. Le décret n° 49-312 du 5 mars 1949 (J.O. 9 mars, p. 2467) apporte une addition de détail à l'article 2 du décret du 19 juillet 1948 (chronique législative, *Revue*, 1948, p. 752, n° 8) relatif aux conditions d'application dans la zone française de l'Empire chérifien des dispositions de l'ordonnance du 13 août 1945 sur le casier judiciaire.

II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL.

§ 1. — CODE PÉNAL.

Evasions (articles 237 et suiv. C.P.).

6. La loi n° 49-340 du 14 mars 1949 (J.O. 15 mars, p. 2644) refond la plupart des articles du Code pénal relatifs à l'évasion (art. 237 et suiv.).

Ces articles avaient déjà été modifiés par les lois des 3 décembre 1942 et 24 septembre 1943. Ces lois avaient été annulées par l'ordonnance du 7 octobre 1944 qui avait, elle-même, refondu à nouveau les textes.

Le § 4 qui contient ces textes était intitulé « Evasion de détenus, recèlement de malfaiteurs ». Cet intitulé était, en partie, inexact, depuis que l'ordonnance du 25 juin 1945 a abrogé l'article 248 relatif au recel de malfaiteurs, pour en transporter les dispositions dans l'article 61 (L'article 248 a été, par la suite, rétabli par la loi du 7 juillet 1948, pour punir les transmissions irrégulières à des détenus : chronique législative, *Revue*, 1948, p. 753, n° 12). L'intitulé nouveau, plus exact est : « Evasion de détenus ou de prisonniers de guerre ».

Quant au texte nouveau des articles, il ne diffère guère du précédent qu'en ce qui concerne les pénalités qui sont aggravées. Il en est ainsi dans les articles 238, 239, 240,

241, où les peines prévues contre les gardiens coupables de négligence ou de connivence sont aggravées : par exemple, dans l'article 238, la peine était au cas de négligence de 6 jours à 2 mois d'emprisonnement, au cas de connivence, de 6 mois à 2 ans. La peine est élevée au premier cas à un emprisonnement de 11 jours à 6 mois, au second cas, de 6 mois à 3 ans. Des amendes sont, en outre, prévues.

Pour l'article 245 qui prévoit, pour le détenu lui-même, l'évasion avec bris de prison ou violence, la peine était de 6 mois à 1 an d'emprisonnement. Le maximum est dorénavant élevé jusqu'à une peine égale à celle pour laquelle l'intéressé était détenu, sans pouvoir dépasser 10 années.

La loi nouvelle aggrave également les pénalités en cas d'évasion des relégués (Loi du 27 mai 1885, art. 14). L'emprisonnement sera de 2 à 5 ans. Est également aggravée (les peines seront celles du nouvel article 245 C. pén.) la pénalité prévue pour l'évasion, au cas d'emploi hors des prisons, par la loi validée du 21 juillet 1942.

Enfin, une nouvelle excuse absolutoire est prévue par un aliéna ajouté à l'article 247 Code pénal : V. *supra*, n° 1.

§ 2. — FRAUDES ET FALSIFICATIONS.

Appellations d'origine. Vins.

7. Le décret du 22 avril 1949 (J.O. 24 avril, p. 4115) complète la liste des communes, contenue dans le décret du 18 février 1938, ayant droit aux appellations « Blanquette de Limoux » et « Vin de Blanquette ».

8. La loi n° 49-287 du 2 mars 1949 (J.O., 3 mars, p. 2307) prévoit un prélèvement sur les produits de la taxe spéciale des vins d'Alsace pour couvrir les dépenses de la répression des fraudes, en vertu de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative à la définition des appellations d'origine des vins d'Alsace.

Appellations d'origine. Eaux-de-vie.

9. Un décret du 2 mars 1949 (J.O. 4 mars, p. 2347) modifie les décrets sur les appellations d'origine « Calvados du pays d'Auge » et sur les divers « Calvados », ainsi que sur les eaux-de-vie de cidre originaires de Bretagne, de Normandie et du Maine.

10. Un autre décret du 2 mars 1949 (J.O. 4 mars p. 2347) modifie le décret du 9 septembre 1942, relatif à l'appellation « Calvados du pays de Bray ».

Marque nationale de qualité.

11. Un arrêté du 12 mars 1949 (J.O. 13 mars, p. 2584) porte règlement général de la marque nationale de qualité, créée par le décret du 12 juin 1946 (chronique législative, *Revue* 1947, p. 102, n° 40).

Cette marque « a pour but de certifier aux consommateurs français et étrangers qu'un produit français est susceptible, par sa haute qualité, d'affronter la compétition mondiale » (art. 1^{er}). La marque nationale de qualité est facultative. Elle est attribuée par l'Association nationale pour la défense de la qualité française qui passe des « contrats de distribution » avec les organismes professionnels. Ces derniers passent à leur tour des « contrats d'attribution de la marque » avec les entreprises.

Les bénéficiaires de la marque sont soumis à divers engagements.

Fraudes sur les crèmes glacées.

12. Le décret n° 49-438 du 29 mars 1949 (J.O. 30 mars, p. 3312) réglemente le commerce de la glace et des crèmes glacées. Il réglemente les dénominations « glace à la crème », « crème glacée », « ice cream », « glace aux œufs », « glace aux fruits », « glace au sirop ». Le décret règle le contrôle de l'hygiène des locaux de fabrication, du matériel, le contrôle bactériologique. Le décret du 30 mai 1937 est abrogé.

Fraudes sur les fruits et légumes exportés.

13. En exécution du décret du 2 août 1947 (chronique législative, *Revue*, 1947, p. 598, n° 19) sur le label d'exportation et du décret du 12 juin 1946 (chronique législative,

Revue, 1947, p. 102, n° 40) sur la marque nationale de qualité, un arrêté du 28 février 1949 (J.O. 12 mars, p. 2554) réglemente l'emballage et le conditionnement des fruits et légumes expédiés sous label d'exportation ou marque nationale de qualité.

14. Un arrêté du 1^{er} mars 1949 (J.O. 12 mars, p. 2555) applique le label d'exportation aux fruits et légumes destinés à la transformation industrielle et règle leur conditionnement.

15. Un arrêté du 2 mars 1949 (J.O. 12 mars, p. 2556) prévoit qu'en cas de constatation, par un agent de contrôle, d'une infraction aux dispositions sur le label d'exportation ou la marque nationale de qualité, entraînant refoulement ou refus de délivrance d'une attestation, l'exportateur peut intenter un recours devant une commission d'agrée.

Fraudes sur les œufs.

16. Une circulaire du ministre de l'agriculture du 27 avril 1949 sur les œufs non conservés est adressée aux agents de la répression des fraudes (J.O. 3 mai, p. 4351).

La circulaire fait état de l'abondance des œufs sur le marché, abondance qui permet désormais au contrôle de s'exercer normalement, pour assurer la loyauté des transactions. La circulaire rappelle les dispositions du décret du 15 juin 1939 et, notamment, la distinction entre les « œufs frais extra », les « œufs frais », les « œufs deuxième choix ».

17. Une autre circulaire du 11 mai 1949 (J.O. 18 mai, p. 4895) a trait au contrôle des œufs conservés.

Fraudes sur le vin.

18. Une circulaire du ministre de l'agriculture du 19 avril 1949 aux agents de la répression des fraudes (J.O. 1^{er} mai, p. 4318) est relative à la répression des fraudes sur le vin.

La circulaire relève que les besoins de la consommation devant être, cette année, facilement satisfaits, il y a lieu de renoncer à certaines tolérances qui avaient été admises pendant la période de pénurie : « Il n'y a plus de raison, actuellement, que ne puisse être à nouveau réalisée la seule vente d'un vin loyal et marchand, de bonne qualité ». Il y a donc lieu de multiplier les prélèvements en vue de rechercher les falsifications et les tromperies. C'est par la répression des fraudes qu'on parviendra à l'assainissement du marché du vin.

§ 3. — DROIT PÉNAL FINANCIER ET INFRACTIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE.

Sociétés, valeurs mobilières.

19. Le décret n° 49-631 du 4 mai 1949 (J.O. 6 mai, p. 4390) apporte quelques modifications au décret du 30 octobre 1948 fixant certaines caractéristiques des valeurs mobilières (chronique législative, *Revue*, 1949, p. 93, n° 15). Il ne s'agit que de retouches de détail ne touchant pas aux points que nous avons signalés.

§ 4. — EXERCICE DES PROFESSIONS.

Agents de change.

20. Le décret n° 49-718 du 27 mai 1949 (J.O. 31 mai, p. 5279) apporte un certain nombre de retouches au décret du 7 octobre 1890 sur les bourses de valeurs. Ces retouches n'intéressent guère directement le droit pénal. On peut cependant signaler celles qui ont trait au statut des agents de change. Ceux-ci seront désormais nommés par arrêté du ministre des Finances et non plus par décret (art. 1^{er}). Quant aux conditions de nomination, le pouvoir réglementaire a cédé, ici encore, à la tendance actuelle à exiger, pour le plus grand nombre de professions, des diplômes, examens, titres etc... (tendance chaleureusement applaudie, bien entendu, par les professionnels déjà en exercice, et, le plus souvent, dépourvus eux-mêmes du moindre examen). Il faudra donc, pour être agent de change, avoir une licence en droit, es-lettres ou es-sciences ou autre diplôme équivalent. A défaut il faudra un certificat d'aptitude professionnelle

délivré par la Chambre syndicale à la suite d'un examen. Les autres conditions de nomination sont maintenues.

Mareyeurs et pêcheurs expéditeurs.

21. En exécution de l'article 11 du décret du 6 décembre 1948 (chronique précédente, n° 23) pris en application de la loi du 7 septembre 1948 (chronique législative, *Revue*, 1949, p. 94, n° 20), un *arrêté du 20 avril 1949* (*J.O.* 26 avril, p. 4168) régleme les expéditions des produits de la pêche. Les expéditions supérieures à 10 kilogrammes ne pourront être faites à partir des ports que par des personnes titulaires de la carte professionnelle de mareyeur expéditeur ou de pêcheur expéditeur et ce, sous les sanctions prévues par la loi du 7 septembre 1948.

22. Moins d'un mois après, le décret précédent était abrogé et remplacé par un *arrêté du 17 mai 1949* (*J.O.* 22 mai, p. 5035) dont la rédaction est, d'ailleurs, presque identique.

Pédicures.

23. En exécution de la loi du 30 avril 1946 réglementant l'exercice des professions de masseur gymnaste médical et de pédicure (chronique législative, *Revue*, 1947, p. 104 n° 60) un *arrêté du 9 avril 1949* (*J.O.* 20 avril, p. 3970) permet aux titulaires du certificat d'équivalence avec mention spéciale prévu par l'arrêté du 11 octobre 1946, modifié par arrêté du 13 novembre 1946 (certificat qui avait été prévu pour les élèves en cours d'études au 30 avril 1946) d'obtenir, sans autres formalités, le diplôme d'Etat de pédicure.

Pharmaciens (France d'outre-mer).

24. Le *décret n° 49-501 du 11 avril 1949* (*J.O.* 13 avril, p. 3744) rapporte les dispositions du décret du 24 août 1933 modifiant l'article 5 du décret du 16 juillet 1919 réglementant l'exercice de la pharmacie en Indochine. Ces dispositions imposaient aux pharmaciens diplômés de l'Ecole de médecine et de pharmacie de l'Indochine de ne s'installer que dans une localité éloignée de plus de 15 kilomètres de celle où exerce un pharmacien universitaire.

Sages-femmes (France d'outre-mer).

25. Le *décret n° 49-450 du 30 mars 1949* (*J.O.* 1^{er} avril, p. 3397) permet, dans les quatre départements d'outre-mer, aux personnes possédant l'un des diplômes locaux de sage-femme, de continuer à exercer leur profession, en jouissant des droits et prérogatives attachés au diplôme d'Etat.

§ 5. — INFRACTIONS DIVERSES.

Alcoolisme. Boissons fermentées non distillées.

26. La loi du 24 septembre 1941, modifiant la loi du 23 août 1940 contre l'alcoolisme, classe les boissons en diverses catégories. La deuxième catégorie comprend les boissons fermentées non distillées, c'est-à-dire : le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée (art. 1^{er}, 2^o). La loi n° 49-400 du 21 mars 1949 (*J.O.* 23 mars, p. 3059) ajoute : « ainsi que les crèmes de cassis ».

Incendie involontaire de forêt.

27. La loi n° 49-601 du 27 avril 1949 (*J.O.* 28 avril, p. 4426) concerne l'incendie involontaire en forêt. Elle a pour but d'aggraver les pénalités. Jusqu'ici, l'incendie involontaire ne constituait qu'une contravention réprimée (depuis l'ordonnance du 4 octobre 1945) par l'article 483-4^o du Code pénal (avant l'ordonnance l'infraction constituait un délit prévu par l'art. 458 du C. pén.). La loi nouvelle exclut de l'article 483-4^o l'incendie des forêts, bruyères, bois, landes, plantations et reboisements et crée, pour réprimer plus efficacement ces incendies, un article 148 bis nouveau du Code forestier. Le nouveau délit d'incendie involontaire en forêt est puni d'une amende de 12.000 à 200.000 francs et d'un emprisonnement de 11 jours à 6 mois.

Police de la circulation. Appareils d'éclairage des automobiles.

28. Un *arrêté du 23 mai 1949* (*J.O.* 28 mai, p. 5212) modifie l'article 3 de l'arrêté du 10 octobre 1933. La puissance des lampes doit être mentionnée sur les lampes, elle ne doit pas dépasser 45 watts.

Police des étrangers (France d'outre-mer).

29. Le *décret n° 49-715 du 24 mai 1949* (*J.O.* 29 mai, p. 5262) modifie divers articles du décret du 13 juillet 1937 réglementant l'accès des Français et des étrangers en Nouvelle-Calédonie. Les modifications ont trait à l'immigration des étrangers. Ceux-ci ne peuvent être autorisés à immigrer que s'ils ont un contrat de travail visé par l'inspecteur du travail. Il est interdit d'employer des étrangers qui ne seraient pas en règle avec la réglementation de l'immatriculation, ou en dehors de la profession indiquée sur le certificat d'immatriculation. L'étranger ne peut changer d'activité sans autorisation.

Stupéfiants.

30. L'*arrêté du 15 avril 1949* (*J.O.* 21 avril, p. 4007) fixe, en exécution des textes internes (et notamment du décret du 19 novembre 1948 : chronique législative, *Revue*, 1949, p. 96, n° 31) et de la convention internationale de Genève du 13 juillet 1931, les limites des livraisons de stupéfiants à faire en 1949, ainsi que les stocks que peuvent détenir les fabricants.

III. — PROCÉDURE PÉNALE.

§ 1. — ORGANISATION JUDICIAIRE ET COMPÉTENCE.

§ 2. — RECHERCHE ET CONSTATATION DES INFRACTIONS. POURSUITE.

Police judiciaire. Services régionaux.

31. Le *décret n° 49-574 du 16 avril 1949* (*J.O.* 24 avril, p. 4110) modifie les articles 2, 3 et 5 du décret du 13 janvier 1947 (chronique législative, 1947, p. 243, n° 31) relatif à l'organisation et au fonctionnement des services régionaux de police judiciaire.

Pour les sections de police judiciaire qui comportent ces services régionaux, il est prévu qu'il en existe une dans les circonscriptions de plus de 40.000 habitants, une ou plusieurs en Seine-et-Oise et Seine-et-Marne. Le rôle des commissaires divisionnaires chefs des services régionaux est à nouveau précisé : ils « contrôlent et coordonnent dans leur circonscription l'activité judiciaire des commissariats de sécurité publique et le bon fonctionnement des fichiers et services locaux d'identité judiciaire attachés à ces commissariats ». Enfin, il est précisé que par arrêtés sont fixés le nombre et le siège des sections locales de police judiciaire, le nombre et le siège des sûretés urbaines.

Examen d'officier de police judiciaire.

32. Le décret du 3 juin 1941 relatif au statut des fonctionnaires et agents de la police nationale donnait, dans son article 68, les modalités des épreuves de l'examen d'officier de police judiciaire. Cet article 68 est retouché par *décret n° 49-463 du 4 avril 1949* (*J.O.* 6 avril, p. 3509). Les épreuves comportent, comme auparavant, une composition sur le droit pénal ou la procédure criminelle et une procédure sur un cas de délit ou de crime. Mais la durée des épreuves est augmentée d'une heure. Et il est prévu que le programme des épreuves est fixé par arrêté du ministre de l'intérieur.

§ 3. — PROCÉDURE D'INSTRUCTION.

§ 4. — PROCÉDURE DE JUGEMENT.

Contraventions. Paiements à l'agent verbalisateur.

33. L'article 1^{er} du décret du 6 décembre 1928, relatif au paiement des amendes en matière de police de la circulation, déjà modifié par décrets du 21 janvier 1938 et 18 janvier 1946, est encore modifié par le décret n° 49-392 du 17 mars 1949 (*J.O.* 22 mars, p. 2993). Sont, en vertu du nouveau texte, habilités à percevoir les amendes transactionnelles : les gradés et gardiens de la paix des polices d'Etat et des C.R.S. spécialement désignés par le directeur général de la sûreté nationale, les gradés et gardiens de la paix de la préfecture de police chargés du contrôle de la circulation, spécialement désignés par le préfet de police.

Mise du condamné sous mandat de dépôt ou d'arrêt (France d'outre-mer).

34. La loi n° 49-359 du 17 mars 1949 (*J.O.* 18 mars, p. 2754) déclare applicables en A.O.F. et au Togo, les lois des 9 juillet 1944 et 2 avril 1946 (chronique législative, 1947, p. 109, n° 102) modifiant les articles 187 et 193 C. instr. crim.

§ 5. — JURIDICTIONS D'EXCEPTION.

IV. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL.

Contrôle sanitaire aux frontières (Algérie).

35. Le contrôle sanitaire aux frontières, qui fonctionne en exécution des conventions internationales, est actuellement organisé par le décret du 15 novembre 1947. Le décret du 3 mai 1949 (*J.O.* 6 mai, p. 4428) modifie l'art. 37 du décret de 1947 pour prévoir que l'application à l'Algérie sera faite non plus par décret mais par arrêté du gouverneur général.

Stupéfiants.

36. V. *supra*, n° 30.

C. CHRONIQUE PÉNITENTIAIRE

par Jean PINATEL

Inspecteur de l'Administration.

L'idée d'un Code d'exécution des peines, avant la guerre, avait été accueillie avec faveur par la doctrine pénitentiaire (L. Rabinowicz, « L'idée d'un code d'exécution des peines », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1932, p. 369 et suiv.). Elle commence à gagner du terrain en France, si l'on en juge par le soin que met l'Administration pénitentiaire à codifier par voie réglementaire des textes jusqu'ici éparpillés. Dans cet ordre d'idée, le régime de la répartition du produit du travail pénal fait l'objet de dispositions récentes qui méritent de retenir l'attention.

Le problème de la répartition du produit du travail pénal constitue une des questions maîtresses de la science pénitentiaire. C'est ainsi que le Congrès de Paris en 1895 s'intéressa au principe de la rétribution du détenu en recherchant s'il avait droit au salaire. Il est certain que le droit au pécule, considéré comme la rémunération d'un travail, est contestable, car il n'existe aucun contrat entre l'Administration et le détenu. Surtout, à la différence de l'ouvrier libre, le détenu n'a pas à pourvoir à ses besoins. Mais, si on ne peut parler du droit au pécule, du moins faut-il connaître son opportunité : le pécule est un stimulant au travail et il permet, en principe, au moment de la libération, l'attente d'un embauchage et empêche ainsi la récidive.

Le caractère de récompense bienveillante et d'institution de prévoyance sociale qui est celui du pécule, permet de mettre au point un système cohérent de répartition du produit du travail pénal. On peut, dans cet ordre d'idées, concevoir trois solutions :

- le salaire journalier ;
- les récompenses individuelles,
- la part proportionnelle au produit net du travail.

Cette dernière solution, la seule équitable, est consacrée en France par l'article 41 du Code pénal modifié par la loi du 19 mars 1928 qui donne les directives suivantes : « Les produits du travail de chaque détenu pour délit correctionnel seront appliqués partie aux dépenses communes de la maison, partie au paiement des amendes et des frais de justice, partie à lui procurer quelques adoucissements, s'il les mérite, partie à former pour lui, au temps de sa sortie, un fonds de réserve ». Ce sont là des principes généraux qui s'appliquent actuellement à toutes les catégories de condamnés.

Leur application soulève trois ordres de problèmes : en premier lieu, détermination de la portion accordée aux détenus sur le produit de leur travail, en deuxième lieu, destination de la portion accordée aux détenus sur le produit de leur travail, en troisième lieu, mise au point d'un système de pénalités et de gratifications.

Pendant longtemps ils ont été résolus par des textes divers (Ordonnance du 27 décembre 1843, modifié par le décret du 25 mars 1854, décret du 23 novembre 1893, décret du 28 avril 1939). Aujourd'hui, un décret du 5 mars 1949, portant règlement d'administration publique pour la répartition du produit du travail des détenus (*J.O.* du 9 mars 1949, p. 2467) suivi par un arrêté du 9 mars 1949 et une circulaire du 10 mars 1949 a unifié la réglementation en la matière.

I. — DÉTERMINATION DE LA PORTION ACCORDÉE AUX DÉTENUS SUR LE PRODUIT DE LEUR TRAVAIL.

A. — LA RÉGLEMENTATION ANCIENNE.

Cette détermination est basée, en principe, sur l'octroi aux détenus d'un nombre de dixièmes fixé, afin de ne pas faire abstraction de tout point de vue répressif, en fonction de notions pénales.

Sous l'empire de la réglementation ancienne le nombre de dixièmes alloués aux détenus varie compte tenu de leurs catégories pénales et de leurs antécédents judiciaires, à savoir :

- Sept dixièmes* : 1° les prévenus, accusés, détenus astreints à la contrainte par corps, et les détenus politiques travaillant sur leur demande ;
2° les relégués ayant terminé leur dernière peine.
- Cinq dixièmes* : 1° les détentionnaires ;
2° les correctionnels qui n'ont pas subi de condamnations antérieures dépassant au total un an.
- Quatre dixièmes* : 1° les correctionnels qui ont subi une ou plusieurs condamnations antérieures inférieures au total de 5 ans ;
3° les réclusionnaires ;
3° les travaux forcés classés dans la 1^{re} catégorie ;
4° les travaux forcés à temps classés dans la 2^e catégorie.
- Trois dixièmes* : 1° les correctionnels qui ont subi une ou plusieurs condamnations antérieures formant ensemble plus de 5 ans ou qui ont été condamnés aux travaux forcés ou à la réclusion ;
2° les réclusionnaires précédemment condamnés à la réclusion ;
3° les travaux forcés à temps ;
4° les travaux forcés à perpétuité classés dans la 2^e catégorie.
- Deux dixièmes* : 1° les réclusionnaires précédemment condamnés aux travaux forcés ;
2° les travaux forcés à perpétuité ;
3° les travaux forcés à temps précédemment condamnés aux travaux forcés, à la réclusion ou à une peine de plus d'un an de prison.
- Un dixième* : Les travaux forcés à perpétuité, précédemment condamnés aux travaux forcés, à la réclusion ou à une peine de prison de plus d'un an.

B. — CRITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION ANCIENNE.

Cette réglementation a soulevé bien des critiques. Certes, personne n'a songé à nier le droit de l'Etat de s'approprié un certain nombre de dixièmes, droit dont le fondement a été établi d'une manière magistrale par PRINS au Congrès International de Bruxelles en 1900. On a, par contre, souligné que la portion que l'Etat s'adjudge est généralement trop forte et on a dénoncé le caractère répressif accentué qui s'attache à la liaison des dixièmes et des antécédents judiciaires. Il faut ajouter que les partisans de l'unification des peines privatives de liberté ont réclamé une simplification de la matière et que les adeptes du système progressif ont mis l'accent sur la nécessité d'augmenter l'octroi des dixièmes au fur et à mesure que les détenus en gravissent les étapes.

C. — LA RÉGLEMENTATION NOUVELLE. — SA PORTÉE.

Le système allouant aux détenus un certain nombre de dixièmes du produit de leur travail a été maintenu dans son principe mais rendu plus simple et plus uniforme.

L'article 1^{er} du décret du 5 mars 1949 précise la portion minimum qui est accordée aux détenus sur le produit de leur travail. Cette portion dépend uniquement de la catégorie

pénale à laquelle ils appartiennent, lors de l'exécution du travail donnant lieu à rémunération.

La part des détenus est ainsi fixée aux :

Quatre dixièmes pour les condamnés à une peine criminelle (de travaux forcés, de déportation, de détention ou de réclusion).

Cinq dixièmes pour les condamnés à une peine correctionnelle ou de simple police et pour les condamnés qui ont obtenu la commutation de leur peine criminelle en peine correctionnelle, à compter de la notification de cette commutation ;

Sept dixièmes pour les relégués dont la peine principale est subie ;

Sept dixièmes pour les détenus non condamnés, quel que soit leur titre de détention (et notamment pour les prévenus et les accusés en instance de jugement, en appel ou en pourvoi, ainsi que pour les dettiers soumis à une contrainte par corps).

Cette réglementation donnera satisfaction aux préoccupations humanitaires de ceux qui ont mis en relief le caractère répressif ancien, lié non seulement à la catégorie pénale, mais aussi aux antécédents judiciaires. Désormais, il n'est plus question d'antécédents judiciaires. Bien plus, sans aller jusqu'à l'unification complète des peines privatives de liberté dans le cadre du travail pénal, la réglementation nouvelle amorce cette évolution, puisqu'aussi bien elle distingue simplement les condamnés criminels, les correctionnels, les relégués et les non-condamnés.

Cette simplification, dont la portée pratique est indéniable, prête cependant à critique et encourt les reproches déjà adressés à la thèse de l'unification des peines privatives de liberté (dans cette *Revue*, notre Chronique pénitentiaire, 1947, p. 418 et suivantes).

Il faut ajouter que l'on peut déplorer, dans l'ordre juridique, qu'elle consacre la disparition de la notion de détenu politique et, dans l'ordre pénitentiaire, qu'elle ne permet pas une liaison des dixièmes au système progressif en dépit des exceptions timidement introduites, ou conservées par elle sous couleur de gratifications.

II. — DESTINATION DE LA PORTION ACCORDÉE AUX DÉTENUS SUR LE PRODUIT DE LEUR TRAVAIL.

A. — LA RÉGLEMENTATION ANCIENNE.

Dans la réglementation ancienne, la portion des dixièmes qui n'est pas touchée par les condamnés est versée au Trésor. Pour le surplus, un compte est ouvert à chaque détenu, car depuis 1909 le pécule n'est plus remis en argent.

Mais alors que les prévenus et assimilés ont droit au produit intégral de leur travail, qui leur est attribué, les condamnés n'ont à leur disposition pour améliorer leur sort par des achats en cantine, ou pour dédommager les victimes, que la moitié de ce produit : c'est le *pecule-disponible*.

Quant au reste, il figure au *pecule-réserve* et n'est remis au détenu qu'au moment de sa libération. C'est sur ce pécule que sont imputés les frais de justice et les amendes depuis la loi du 19 mars 1928 (1).

Sur le plan juridique, il existe des différences fondamentales entre le pécule-disponible et le pécule-réserve :

(1) Le décret du 10 février 1929 a réglé le mécanisme de cette imputation. Dès que le pécule-réserve atteint 300 fr. pour les condamnés à de longues peines et 100 fr. pour ceux à des peines inférieures à un an, le surplus est affecté au paiement des amendes et frais de justice, jusqu'à extinction de la dette.

Si la limite de 100 fr. ou 300 fr. est seulement atteinte au moment de la libération, le reliquat du pécule-disponible est affecté au paiement. Par contre, si elle n'est pas atteinte, il est fait masse du pécule-disponible et du pécule-réserve et la portion excédant les 100 fr. ou 300 fr. est affectée à ce règlement.

Quand la dette est éteinte au cours de la détention, les dixièmes affectés sont partagés par moitié entre les pécules ; le pécule-disponible en comporte les 3/4 et le pécule réserve le 1/4. (*Pour l'histoire du paiement des frais de justice* : Mosse, *Les prisons*, Paris, Sirey, 1949, p. 256).

1° Le pécule-réserve a un caractère strictement individuel, il ne peut être l'objet d'aucune voie d'exécution de la part des créanciers.

Par contre, le pécule-disponible peut faire l'objet d'une saisie-arrêt de la part de la victime (Requêtes, 10 février 1895, S.1897.1.403). On sait, en effet, que les victimes peuvent être dédommagées sur le pécule disponible, mais aucune obligation ne sanctionne cette prescription ; il en résulte pratiquement qu'elles ne le sont jamais. La Cour de cassation a voulu y remédier.

2° Si le détenu meurt avant sa libération, les héritiers n'ont aucun droit sur le pécule-réserve, mais ils reçoivent le pécule-disponible, sous réserve qu'ils aient acquitté les dettes du détenu, notamment les amendes et les frais de justice.

Sur le plan pénitentiaire, il convient de remarquer que le pécule-disponible est accru des sommes que le détenu a pu apporter ou qui lui ont été données par des tiers. Aussi, la liste des denrées et objets divers que le détenu peut se procurer à la cantine est arrêtée de telle manière que les achats ne favorisent pas les mauvaises passions du détenu et n'améliorent pas le sort du condamné riche au point d'enlever à la peine son caractère essentiel.

B. — CRITIQUE DE LA RÉGLEMENTATION ANCIENNE.

Cette réglementation a été jugée insuffisante au point de vue économique, social et familial.

a) Les critiques d'ordre économique :

Du point de vue économique, on a judicieusement proposé de fixer un plafond pour le pécule-réserve des condamnés. Pour tous, en effet, il semblait avantageux de décider que lorsqu'il atteindrait un certain chiffre, l'intégralité du produit du travail serait versé au pécule-disponible. Ce procédé hâterait — pensait-on — le paiement des frais de justice prélevés sur le pécule-réserve puisque le détenu aurait hâte d'atteindre le maximum qui lui permettrait d'avoir plus d'aisance dans ses achats en cantine.

b) Les critiques d'ordre social :

Sur le terrain social, on a eu surtout en vue l'intérêt de la victime.

Il a été défendu, à la suite des débats du Congrès International de Londres de 1925, lors du projet Matter de réforme du Code pénal ; on a proposé l'institution d'une caisse des indemnités alimentée pour partie par le pécule-disponible des condamnés.

c) Les critiques d'ordre familial :

L'intérêt de la famille du détenu a été proclamé au Congrès International de Prague de 1930, sur l'initiative de M. Sandford Bates qui fit voter un amendement ainsi conçu : « Une portion convenable de la rétribution du détenu doit être mise à la disposition des personnes qui dépendent de lui pour leur entretien ». (Comp. Mosse, *Variétés pénitentiaires*, Paris, Sirey, 1931, p. 61).

Il convient de rechercher dans quelle mesure la réglementation nouvelle répond à ces critiques.

C. — LA RÉGLEMENTATION NOUVELLE. — SA PORTÉE.

Elle se caractérise par une nouvelle division du pécule et la mise en œuvre d'un nouveau mécanisme de répartition.

a) Nouvelle division du pécule :

Le pécule des détenus se divise désormais en un pécule disponible, un pécule de réserve et un pécule de garantie des droits du Trésor.

1) *Le pécule disponible nouveau* est appelé à jouer exactement le même rôle que l'ancien, en permettant notamment au détenu d'améliorer son sort par des achats en cantine, d'envoyer après autorisation des secours à sa famille, ou de dédommager spontanément ses créanciers. Il est comme autrefois le seul qui existe pour les non-condamnés et les relégués.

2) *Le pécule de réserve* est constitué en vue d'être remis au détenu à sa libération, pour

le mettre en mesure de couvrir les premiers frais qu'il aura à supporter avant de trouver du travail ou de rejoindre son domicile.

Il a, comme par le passé, un caractère strictement individuel et ne peut être l'objet d'aucune voie d'exécution.

L'article 1^{er} de l'arrêté du 9 mars 1949 a fixé à 5.000 fr. la somme que ce pécule doit atteindre pour qu'il n'y ait plus lieu d'y effectuer de versements.

Si le montant du pécule de réserve n'atteint pas 5.000 fr. au moment de l'élargissement effectif du détenu condamné, il est complété à concurrence de cette somme par le reliquat du pécule disponible et continue, dans cette limite, à être insaisissable.

3) *Le pécule de garantie des droits du Trésor* est spécialement affecté au paiement des amendes et des frais de justice dus par le détenu à la suite de condamnations pénales quelles qu'elles soient.

Il sert également à l'acquittement des autres condamnations pécuniaires accessoires prononcées au profit de l'Etat par les juridictions répressives, telles que les réparations, les dommages-intérêts ou les confiscations.

La formation du pécule de garantie n'a évidemment d'objet que si des condamnations pécuniaires sont ou restent à acquitter envers le Trésor. Ce pécule est, par suite, constitué dès le moment où la condamnation du détenu devient définitive et cesse d'être alimenté aussitôt que le montant des condamnations pécuniaires susvisées est soldé, et ce, de quelque façon qu'il le soit. Au cas où le montant du pécule de garantie dépasserait celui des condamnations pécuniaires restant dues, il conviendrait de virer l'excédent au pécule disponible.

b) Nouveau mécanisme de répartition :

L'existence de ces trois catégories de pécule entraîne la mise en œuvre d'un mécanisme de répartition assez compliqué :

1) Si les condamnations pécuniaires au profit du Trésor ne sont pas acquittées, et si le pécule de réserve n'atteint pas le chiffre fixé à 5.000 fr. par l'arrêté du 9 mars 1949, une moitié est affectée au pécule disponible, un quart au pécule de réserve et un quart au pécule de garantie.

2) Si les condamnations pécuniaires au profit du Trésor ne sont pas acquittées et si le montant du pécule de réserve atteint 5.000 fr., les trois quarts sont affectés au pécule disponible et le quart au pécule de garantie.

3) Si les condamnations pécuniaires au profit du Trésor sont acquittées et si le montant du pécule de réserve n'atteint pas 5.000 fr. les trois quarts sont affectés au pécule disponible et le quart au pécule de réserve.

4) Si les condamnations pécuniaires au profit du Trésor sont acquittées et si le montant du pécule de réserve atteint 5.000 fr. la totalité est affectée au pécule disponible.

c) Appréciation de la réforme :

Sur le terrain de son mécanisme d'application la nouvelle division du pécule annule les avantages de simplification obtenus en ce qui concerne la détermination des dixièmes. Il faut regretter, par ailleurs, que l'institution d'un plafond au pécule-réserve ne soit pas liée au paiement des amendes et des frais de justice. Ainsi, l'idée de réparation incluse dans l'organisation du travail pénal perd de la sorte certainement de sa portée. L'impression d'ensemble qui se dégage c'est que l'on a voulu augmenter largement le pécule disponible des détenus, sans trop se préoccuper, non seulement du point de vue économique et financier, mais aussi — et c'est sans aucun doute plus grave — du point de vue social et familial. Aucun progrès n'a été réalisé sur le passé dans cet ordre d'idées.

III. — PÉNALITÉS ET GRATIFICATIONS.

La matière des pénalités et gratifications est celle qui a été la moins bouleversée par la réglementation nouvelle. Aussi est-il inutile à ce point de vue d'avoir recours à la méthode d'exposition suivie jusqu'ici. Il suffit d'étudier successivement les pénalités et les gratifications quitte, chemin faisant, à souligner les innovations intervenues.

A. — LES PÉNALITÉS.

En matière de pénalités, l'administration est affranchie des prohibitions qui pèsent sur l'industrie libre. La législation industrielle permettait autrefois aux règlements d'atelier de prévoir des amendes à titre de compensation. Cette sanction était présentée comme une clause pénale destinée à réparer, à compenser le préjudice causé par l'impéritie de l'ouvrier. Mais, par la suite, le législateur a estimé que cette sanction constituait une véritable peine et la loi du 5 février 1932 a interdit à tout employeur de sanctionner par des amendes les manquements aux prescriptions d'un règlement intérieur.

Dans les prisons, le système des amendes fonctionne toujours si les détenus ne fournissent pas un rendement minimum que l'on appelle une tâche. Cet état de fait est parfaitement justifié car, à la différence du travail civil qui a à sa base un contrat, le travail pénal est un des éléments de la peine (art. 4, de l'ordonnance royale du 27 décembre 1843 pour les maisons centrales, art. 57 du décret du 19 janvier 1923 et art. 52 du décret du 29 juin 1923 pour les prisons départementales, art. 14 du décret du 28 avril 1939 pour les maisons de force). Cette sanction est très efficace car, impliquant une retenue sur le pécule, sans que le détenu puisse la remplacer par des envois d'argent, elle équivaut à une privation de cantine. Aussi on a étendu ce système à l'hypothèse des détériorations et dégâts causés par la faute des détenus. Ici, l'amende joue le rôle d'une institution de réparation, analogue à celui des amendes en droit fiscal (art. 4 de l'ordonnance royale du 27 décembre 1843 pour les maisons centrales, art. 57 du décret du 19 janvier 1923 pour les prisons départementales, art. 14 du décret du 28 avril 1939 pour les maisons de force).

Ces dispositions n'ont pas été abrogées et la réglementation nouvelle n'a rien innové en matière de pénalités.

B. — LES GRATIFICATIONS.

Inversement, des gratifications peuvent être attribuées à titre de récompenses. Dans les maisons centrales, un dixième supplémentaire était accordé à tout détenu méritant pendant une période de six mois (décret du 10 février 1929). De même, dans les prisons départementales des prélèvements sur le pécule réserve pouvaient être autorisés. Enfin, le directeur d'une maison de force avait la faculté de décider en faveur des condamnés aux travaux forcés donnant satisfaction par leur travail et leur conduite, que la part qui leur était attribuée sur le produit du travail serait entièrement versée à leur pécule disponible pour la portion dépassant le salaire moyen mensuel de l'atelier.

L'article 2 du décret du 5 mars 1949 prévoit que les condamnés peuvent après une année, à compter du jour où leur condamnation est devenue définitive, et s'ils le méritent par leur travail et leur bonne conduite, obtenir, à titre de récompense, un dixième en sus. Ce dixième peut leur être retiré en cas de mauvaise conduite. Les décisions sont prises par le directeur de circonscription pénitentiaire sur proposition du chef de l'établissement.

Cette rédaction est sans conteste supérieure aux dispositions antérieures. Elle permet l'introduction de la progressivité dans notre système pénitentiaire. Mais, il ne s'agit là que de l'ébauche d'une réforme en profondeur.

D'un point de vue plus strictement économique, il faut constater que les gratifications ne constituent pas à elles seules toute la gamme des stimulants. Dans certains ateliers, on emploie le système de l'abonnement dont on ne saurait trop recommander la généralisation. C'est un procédé destiné à encourager le détenu à réaliser une production économique, en réduisant au minimum les déchets ou pertes de matières premières. Son principe consiste à calculer les quantités de ces diverses matières nécessaires à la confection d'une certaine quantité d'objets manufacturés. Toute économie sur les prévisions théoriques profite à l'ouvrier qui l'a réalisée. Il n'aurait pas été inopportun d'en voir le principe consacré dans la réglementation nouvelle.

Celle-ci, en définitive, malgré des innovations discutables et, parfois, une timidité excessive, nous apporte un nouveau témoignage de la vitalité de notre action pénitentiaire. On ne peut manquer d'être frappé par l'esprit humanitaire et bienveillant qui l'anime.

D. CHRONIQUE DE DROIT PÉNAL MILITAIRE

par Pierre HUGUENY

Doyen de la Faculté de droit de Dijon.

1. Organisation d'un service commun des justices militaires.

Comme conséquence de la fusion des trois ministères de la Guerre, de la Marine, et de l'Air, en un ministère unique de la Défense Nationale, un décret du 31 mars 1949 (J.O. du 1^{er} avril 1949, p. 3386) a organisé un service commun des justices militaires des forces armées au Ministère de la Défense Nationale.

Désormais, le Ministre de la Défense Nationale sera donc investi des pouvoirs qui étaient attribués au ministre de la Guerre par le Code de 1928, au Ministre de la Marine par le Code de 1938 et au Ministre de l'Air par la loi du 2 juillet 1934 sur l'organisation de l'armée de l'air.

Espérons que ce regroupement entraînera unité de doctrine et économie de personnel.

2. Tribunaux militaires aux armées. — Application de la législation métropolitaine.

Un arrêt de Cassation (Cass., 10 mars 1949, D., 1949.1.225) illustre avec une particulière netteté l'idée proclamée par l'article 156 du Code de justice militaire que les tribunaux militaires aux armées sont affectés à une formation militaire et, en conséquence, voient leur siège se déplacer en même temps que la formation auprès de laquelle ils fonctionnent.

Le tribunal militaire aux armées des troupes françaises d'Indochine du Nord avait, le 8 avril 1947, condamné le caporal chef Fouillois pour violation de consigne à un an d'emprisonnement et aux frais envers l'Etat. Après quoi, faisant application de l'article 9 de la loi du 22 juillet 1867 modifié par l'article 14 de la loi du 24 mai 1946, il avait fixé au minimum la durée de la contrainte par corps.

Contre cette décision un pourvoi avait été formé devant le tribunal militaire de cassation des troupes françaises d'Extrême-Orient. Celui-ci, le 10 mai 1947, avait cassé *parte in qua* le jugement dans sa disposition relative à la contrainte par corps, prétextant que la loi du 24 mai 1946 dont il avait été fait application n'était pas promulguée en Indochine au moment où avait été rendu le jugement.

Usant du droit que lui confère l'article 441 Code instruction criminelle, le Garde des Sceaux fit introduire par le procureur général près la Cour de cassation un pourvoi devant la Cour de cassation. Très justement, celle-ci a annulé *parte in qua* la sentence du tribunal militaire de cassation des troupes françaises en Indochine. Quel que soit le lieu où siège la juridiction militaire aux armées elle n'a pas à s'inquiéter de la législation locale ; la seule loi qu'elle ait à appliquer est la loi française métropolitaine.

Peut-être sera-t-on surpris de voir le jugement d'un tribunal militaire de cassation attaqué à son tour devant la Cour de cassation. En effet, le décret du 3 novembre 1939 a abrogé l'ancien article 139 du Code de justice militaire qui parfois autorisait cette cascade de pourvois. (V. sur ce point le 2^e supplément à notre *Traité*, p. 28).

Mais qu'on ne s'y trompe pas : le pourvoi qui a été introduit contre le jugement du tribunal militaire de cassation d'Indochine n'est pas un pourvoi normal en cassation ; c'est, nous l'avons indiqué, un pourvoi en annulation introduit d'ordre du Garde des Sceaux par le Procureur Général près la Cour de cassation. Or, ce pourvoi, prévu par l'article 441 Code instruction criminelle, peut être formé contre toute acte judiciaire,

arrêt ou jugement, contraire à la loi. Rien donc d'étonnant à voir déférer à la censure de la Cour suprême la décision d'un tribunal militaire de cassation.

3. Crime de guerre. — Destruction d'un phare.

Un lieutenant de vaisseau allemand avait reçu l'ordre de rendre inutilisable l'un de nos phares, celui de la Teignouse. Il s'y était transporté en bateau le 12 mars 1945 pour en démonter les lentilles. Mais, alarmé par l'arrivée d'avions alliés qui survolaient son embarcation, il avait fait sauter le phare à l'aide d'explosifs.

Fait prisonnier par la suite, il avait été renvoyé par arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Paris devant un tribunal militaire sous accusation de destruction volontaire d'un phare par une substance explosive.

Contre cet arrêt de renvoi l'officier allemand se pourvut en cassation. A bon droit, croyons-nous, notre Cour suprême, par un arrêt du 29 décembre 1948 (*Gaz. Pal.*, 19-22 mars 1949) a accueilli le pourvoi.

Nous ne méconnaissons certes pas les conséquences très graves qu'a entraînées la destruction des phares pendant la dernière guerre (V. sur ce point, la *Revue du Touring-Club de France*, avril 1949, p. 65).

Nous n'ignorons pas davantage que l'Ordonnance du 28 août 1944 considère notamment comme crimes de guerre les infractions réprimées par l'article 435 Code pénal relatif à la destruction « par l'effet d'une mine ou de toute substance explosive des édifices, habitations, digues, chaussées, navires, bateaux, véhicules de toutes sortes, magasins ou chantiers ou leurs dépendances, ponts, voies publiques ou privées et généralement tous objets mobiliers ou immobiliers de quelque nature qu'ils soient ».

Mais l'ordonnance précitée subordonne les poursuites qu'elle prévoit à une restriction très importante : il faut que ces infractions, même accomplies à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, ne soient pas justifiées par les lois et coutumes de la guerre.

Toute la question était donc de savoir si la destruction du phare de la Teignouse était ou non justifiée par les lois et coutumes de la guerre.

Pour le soutenir, le pourvoi invoquait la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 mise en vigueur par le décret du 2 décembre 1910. Dans ses articles 1 et 2 cette Convention interdit de bombarder par des forces navales les ports, villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus. Toutefois, elle ajoute que ne sont pas compris dans cette interdiction les ouvrages militaires et navals, dépôts d'armes ou de matériel de guerre, ateliers et installations propres à être utilisés pour les besoins de la flotte ou de l'armée ennemie. Si on se place sur ce terrain la solution n'est guère douteuse ; à moins de retirer aux mots leur signification il est difficile de soutenir qu'un phare ne présente pour une flotte aucune utilité.

Une difficulté de procédure aurait pu faire naître un scrupule : un tribunal national français a-t-il qualité pour interpréter le traité international que constitue la Convention de La Haye ? Par avance, la Cour de cassation confirmant d'ailleurs sa jurisprudence antérieure, prend soin de poser le principe que « si les conventions internationales sont des actes de haute administration qui ne peuvent être interprétées s'il y a lieu, que par les puissances entre lesquelles elles sont intervenues, il appartient cependant aux tribunaux de les appliquer lorsque leur sens ou leur portée ne présente pas d'ambiguïté ».

4. Questions principales et questions subsidiaires.

On aurait pu croire que le Code de justice militaire de 1928, en confiant la présidence du tribunal militaire à un Conseiller de Cour d'appel, aurait mis un terme aux contradictions qui émaillaient parfois les jugements des anciens Conseils de guerre présidés par un colonel.

Cette prévision se trouve pourtant parfois déjouée. Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 16 juillet 1948 (*Cass.*, 16 juillet 1948, *Bull. crim.*, 1948 N° 205) (1) en est la preuve.

Devant le tribunal militaire d'Alger séant à Constantine, avait été traduit le 27 décembre 1947, à une époque par conséquent où le tribunal avait repris sa composition du

(1) V. sur le même arrêt, *supra*, p. 577, n° 3 in fine.

temps de paix, un accusé du nom de Sampieri à l'occasion duquel la question principale suivante avait été posée :

Sampieri (Paul-Xavier), de nationalité française, est-il coupable de trahison, pour avoir, dans le courant du deuxième trimestre 1944, en France, notamment à Marseille, entretenu des intelligences avec une puissance étrangère, en l'espèce l'Allemagne, ou avec ses agents, en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre la France, en se mettant volontairement au service de la Gestapo et en effectuant pour son compte diverses missions consistant entre autres à relever dans la presse des passages anti-nazis, à rechercher les journaux clandestins et à recueillir des renseignements sur un cultivateur de Mallemort qui aidait au ravitaillement du maquis de Vaucluse ?

Cette question était fort correctement libellée, mais le président avait cru bon de la faire suivre d'une autre question qualifiée de subsidiaire, qu'il avait ainsi rédigée :

Le même est-il coupable d'avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, en temps de guerre, sciemment accompli des actes de nature à nuire à la défense nationale en se mettant volontairement au service de la Gestapo et en effectuant pour son compte diverses missions consistant entre autres à relever dans la presse des passages anti-nazis, à rechercher les journaux clandestins, et à recueillir des renseignements sur un cultivateur de Mallemort, qui aidait au ravitaillement du maquis de Vaucluse ?

Il suffit de confronter ces deux questions pour se rendre compte qu'elles se réfèrent identiquement aux mêmes faits délictueux. La seule différence est que dans la question principale ces faits sont qualifiés de trahison alors que dans la question dite subsidiaire, ils sont désignés sous le vocable d'actes de nature à nuire à la défense nationale.

Sans paraître embarrassés par la similitude des deux questions, les juges avaient répondu négativement à la première et affirmativement à la seconde, et, estimant que la trahison n'existait pas puisque le mot ne figurait pas dans la pseudo-question subsidiaire, bien que tous ses éléments constitutifs y fussent réunis, ils avaient écarté l'article 75, alinéa 5 Code pénal et retenu seulement son diminutif, l'article 83 alinéa 4 Code pénal, qui réprime par des peines correctionnelles « en temps de guerre, tous autres actes, sciemment accomplis, de nature à nuire à la défense nationale, s'ils ne le sont déjà par un autre texte ».

En agissant ainsi le tribunal militaire d'Alger allait directement à l'encontre de la volonté du législateur. Le but qu'a poursuivi celui-ci en ajoutant en 1939 un 4^e alinéa à l'article 83, a été non pas de permettre aux juges de faire preuve d'indulgence en substituant à la peine capitale prévue par les articles 75 et suivants pour la répression de la trahison, la peine correctionnelle édictée par l'article 83, mais au contraire de permettre la répression de faits que n'atteignait aucun autre texte.

C'est ce que, très opportunément, rappelle la Cour suprême dans son arrêt de cassation du 16 juillet 1948, en relevant que les faits retenus contre Sampieri tombent sous le coup de l'article 75, alinéa 2, Code pénal et qu'en conséquence, l'article 83, alinéa 4 ne saurait trouver ici son application.

E. CHRONIQUE DES SOMMAIRES

Cours et Tribunaux

Amnistie. — Infractions à la législation des changes.

Les infractions à la législation des changes n'ont pas un caractère fiscal ou économique, et ne peuvent être amnistiées de plein droit en application de l'article 14 de la loi du 16 août 1947.

En effet, la réglementation des changes n'a pas été instituée dans le but de procurer des ressources au Trésor. C'est indirectement, par le jeu de confiscations, de réquisitions ou d'amendes que ce résultat peut être acquis. Les décrets et ordonnances sur les changes n'ont jamais figuré parmi les textes fiscaux, ils ne peuvent donc être compris dans la législation fiscale.

Il existe une définition légale des « infractions économiques » résultant des combinaisons du titre de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la « constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique » et de son article 1^{er} qui en détermine le champ d'application. Les infractions à la législation des changes ne peuvent être comprises dans aucun des délits visés par cet article. Même si l'on admettait que la législation des changes a un caractère économique, il n'en résulterait pas que les infractions à cette législation pourraient être amnistiées par application de l'article 14 § 1 de la loi du 16 août 1947. En effet, cet article ne s'applique qu'aux infractions à la législation des prix, du ravitaillement, de la collecte, de la répartition des produits industriels, de l'organisation professionnelle ; au surplus, l'article 10 qui contient les expressions « législation fiscale ou économique » ne contient aucune référence même implicite à l'article 14.

Seine, 22 février 1949, 11^e Chambre. — Césari.

* * *

Amnistie. — Infractions à l'ordonnance du 30 mai 1945 relative aux billets de banque et aux effets publics à court terme.

Une demande d'amnistie personnelle peut être accordée, en application de l'article 10 de la loi du 16 août 1947, pour infraction à l'ordonnance du 30 mai 1945, car ce n'est pas une infraction à la législation économique ou à la législation fiscale.

En effet, si l'article 10 de la loi du 16 août 1947 refuse le bénéfice de l'amnistie aux infractions à la législation économique ou à la législation fiscale, il est certain que les dispositions de l'ordonnance visée ne peuvent être comprises dans les textes d'ordre économique tels que le législateur les a énumérés au regard de l'amnistie dans l'article 14 de la loi. Il existe d'ailleurs une définition légale des infractions économiques (combinaison du titre de l'ordonnance du 30 juin 1945 et de son art. 1^{er}).

L'ordonnance du 30 mai 1945 ne peut davantage être comprise dans les textes d'ordre fiscal. Elle a un caractère monétaire ; elle est en ce qui concerne les billets la suite de la convention signée entre le Trésor et la Banque de France et retire aux billets émis par cette dernière cours légal et pouvoir libérateur ; elle n'établit aucun impôt et n'a pu procurer des ressources au Trésor qu'indirectement par la différence entre les « frais et risques » de l'opération et le montant des billets non présentés à l'échange. Il importe

peu que des textes fiscaux ultérieurs aient pu faire état des situations déterminées par les opérations d'échange, le caractère du texte législatif doit être apprécié à la date de son entrée en vigueur.

Seine, 22 février 1949, 11^e Chambre. — Pauc.

* * *

Attentats aux mœurs, article 331, § 3. — Actes impudiques ou contre nature.

Le texte vise deux ordres de faits distincts qu'il convient d'examiner successivement. D'une part, les actes impudiques, d'autre part les actes contre nature, si bien que le prévenu peut être condamné pour les uns et relaxé pour les autres s'ils ne sont pas établis. Si la demande de dommages-intérêts se rattache aux faits caractérisant les actes contre nature pour lesquels le prévenu est relaxé, il y a lieu de débouter la partie civile. (Ainsi est considéré comme acte impudique la masturbation réciproque, et comme acte contre nature le coït anal qui aurait communiqué la syphilis, conséquence pour laquelle des dommages-intérêts étaient demandés).

Seine, 15^e Chambre, 15 janvier 1949. — M...

* * *

Citation. — Nullité, atteinte aux droits de la défense.

Lorsqu'une inexactitude dans une citation n'a porté aucune atteinte aux droits de la défense, il n'y a pas lieu de prononcer la nullité de la citation. (Ainsi un inculpé a été cité du chef d'atteinte à la sûreté du territoire conformément à l'article 24 § 1 de la loi du 29 juillet 1881 comme directeur de l'Etoile Africaine et non directeur de l'Etoile Algérienne ; mais les faits reprochés étaient nettement définis tant dans le réquisitoire introductif que dans les procès-verbaux d'enquête et d'information et reconnus par l'inculpé).

Seine, 24 février 1949, 17^e Chambre. — M. P... c/ Moulai.

* * *

Contrainte par corps. — Atteinte à la sûreté du territoire, article 24, § 1 de la loi du 29 juillet 1881, Article 80, § 1 du Code pénal. Infraction de caractère non politique.

La provocation aux crimes et délits spécifiés par l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 n'est pas un acte de complicité de ces crimes et délits, dont les uns sont des infractions de droit commun et les autres des infractions politiques. C'est une infraction distincte, n'ayant en soi aucun caractère politique. En conséquence, l'article 19 de la loi du 30 décembre 1928, modifié par la loi du 24 mai 1946, sur la contrainte par corps en matière politique ne peut être appliqué.

Seine, 24 février 1949, 17^e Chambre. — M. P... c/ Moulai.

* * *

Coups et blessures. — Violation du secret professionnel, injection de penthotal.

1. Le penthotal est un narcose uniquement destiné à déterminer un diagnostic en établissant l'existence ou l'inexistence d'une lésion corporelle. D'ailleurs, le plaignant avait accepté de subir cette piqûre qui n'a pu lui causer aucune douleur appréciable et ne pouvait nuire à sa santé. Mais celui-ci ajoutait que les médecins en agissant par surprise, « avaient extorqué sa volonté ou escroqué ses pensées en pénétrant abusivement dans son subconscient ». En réalité la modification du psychisme déterminé par la piqûre ne saurait en tout cas être assimilée aux violences physiques, seules réprimées en l'état actuel de la législation.

2. Si les révélations indiscretes commises par un médecin sont prévues et punies par la loi, il est généralement admis par la jurisprudence qu'un médecin expert qui a été régu-

lièrement chargé par une juridiction d'un examen médical a le devoir de s'expliquer sur toutes les observations auxquelles l'accomplissement de sa mission l'amène à se livrer pour éclairer la justice. En l'espèce les médecins experts se sont bornés à exécuter le mandat judiciaire qu'ils avaient reçu d'un juge d'instruction.
Seine, 23 février 1949, 17^e Chambre. — Cens c/ Heuyer et autres.

* *

Débit de boissons. — Translation dans une zone protégée. — Caractère délictueux non exclu par une autorisation préfectorale.

Tout transport à l'intérieur d'une zone protégée aussi bien que tout déplacement d'un point à un autre à l'intérieur d'une zone protégée constituent le délit d'ouverture illicite d'un débit de boissons tombant sous le coup de l'article 12 de la loi du 9 novembre 1915.

L'administration préfectorale ne peut procéder que par voie de dispositions générales et ne saurait, dans l'intérêt d'un simple particulier, modifier le périmètre des zones protégées.

Cour d'appel, d'Aix-en-Provence, 15 juillet 1949. — M. P..., c/ Alberti.

* *

Infractions économiques. — Achat d'orge sans bons de déblocage. — Interprétation stricte des textes visés.

Le tribunal correctionnel est tenu par les textes visés dans la citation. Il en est ainsi quand il est saisi d'une poursuite à la requête du Directeur Général des Contributions indirectes du chef de contravention à la loi du 17 septembre 1940 pour achat d'orge sans bons de déblocage alors même que ce texte aurait été visé par erreur dans le procès verbal, aucune loi n'ayant été votée à cette date en matière de céréales.

Le tribunal doit examiner si l'article 5 visé de la loi du 17 septembre 1940 trouve son application en l'espèce.

Ce texte n'impose aucune obligation particulière aux utilisateurs de céréales. Il ne saurait dès lors comporter aucune sanction en ce qui les concerne ; d'ailleurs on ne saurait, en matière pénale, étendre le champ d'application d'un texte sous le prétexte de l'interpréter.

Il ne peut être fait droit aux prétentions de l'administration qui soutient que la création de bons de déblocage sont des mesures prises en application des lois du 17 septembre 1940 et 17 novembre 1940 comme faisant partie de l'organisation générale du commerce de céréales. Le pouvoir administratif ne saurait ni instaurer des sanctions pénales ni modifier l'étendue des textes législatifs.

En l'espèce, le Tribunal estime que les articles 5 et 7 de la loi du 17 septembre 1940 seuls visés dans la citation ne peuvent trouver leur application dans les faits de la cause.

Seine, 15 décembre 1948, 10^e Chambre. — Contributions indirectes c/ Thiébaud.

* *

Infractions économiques. — Achat de bétail sans carte professionnelle. Loi du 9 avril 1947, loi se suffisant à elle-même indépendamment des arrêtés préfectoraux.

Le pouvoir réglementaire ne peut, par un arrêté, modifier des dispositions légales, ou y ajouter, ou y retrancher. La loi du 9 avril 1947 détermine les éléments de l'infraction. L'article 1^{er} a bien précisé les opérations pour lesquelles l'obtention de la carte spéciale était obligatoire, c'est-à-dire les opérations commerciales d'achat de bétail et d'achat de viande de boucherie et de charcuterie. La volonté du législateur de restreindre l'exercice du commerce de l'achat de bétail aux seuls titulaires de la carte qu'il institue est certaine, puisque cette même préoccupation trouve son reflet dans l'intitulé même de la loi : « Loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande » et dans les dispositions de l'article 6 qui interdit l'admission d'aucune déclaration de création de commerce de bétail ou de viande de la part des professionnels à compter de la promulgation de la loi.

L'article 3 de la loi ayant précisé que la date d'application de ses dispositions devait être fixée par un acte signé conjointement par divers ministres, il importe seulement de vérifier si la loi est devenue exécutoire. A cet égard aucun doute n'est possible. En effet, dans son article 1^{er} non abrogé par l'arrêté du 3 juin suivant, l'arrêté du 9 mai 1947, pris dans les formes légales, a fixé « après le 30 juin 1947 » l'époque à partir de laquelle la loi du 9 avril 1947 devait entrer en application sous les sanctions de l'ordonnance du 30 juin 1945.

Ainsi, à partir du 1^{er} juillet 1947, tout acte de commerce à l'achat portant sur du bétail est devenu, par la volonté de la loi, punissable, si celui qui s'y est livré n'était pas personnellement titulaire d'une carte spéciale d'acheteur.

La loi prohibe sans distinction tout achat de bétail sans carte spéciale.

C.A. Rouen, 23 février 1949. — Maupas.

* *

Injures publiques. — Prescription, publication par la voie de la presse.

Le point de départ de la prescription en matière de publication par voie de la presse est, non pas la date mentionnée sur le journal, mais le fait même de la publication, c'est-à-dire le moment où le journal a été porté à la connaissance du public, et où, par conséquent le délit a été consommé.

En l'espèce, il résultait des débats que le numéro du journal incriminé en date du 10 février 1948 avait été tiré le 4 février 1948, remis aussitôt au service de vente du journal et distribué au public. Le réquisitoire introductif étant du 5 mai 1948, la prescription devait être déclarée acquise.

Seine, 24 février 1949, 17^e Chambre. — M. P... c/ Migault et Boutang.

* *

Mandats décernés par la juridiction de jugement. — Article 193 du Code d'instruction criminelle, appel par le prévenu, réformation de ce chef, demande du Ministère Public tendant à ce que la Cour décerne un nouveau mandat, pouvoir de juridiction épuisé. Impossibilité pour la Cour de statuer sur ce point indépendamment de l'arrêt sur le fond.

Aux termes des dispositions combinées des articles 193 du Code d'instruction criminelle et 48 de l'ordonnance du 30 juin 1945, les juridictions de jugement ne peuvent décerner mandat qu'accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement ; aucun de ces textes ne leur a donné le pouvoir de décerner mandat dans l'intervalle du temps compris entre le jour où elles se trouvent saisies de l'affaire soumise à leur examen et celui où elles se prononcent sur le fond.

Si un prévenu détenu en vertu d'un mandat décerné par le tribunal correctionnel accessoirement à la condamnation à l'emprisonnement prononcé à fait appel, et si la Cour a statué préalablement à toute décision au fond sur le maintien ou la main-levée de ce mandat, conformément au § 8 de l'article 193 du Code d'instruction criminelle, la Cour a épuisé, en donnant main-levée du mandat, son pouvoir juridictionnel quant à l'incident de détention (mise en liberté sur rapport médical). Elle ne peut être à nouveau saisie par le Ministère Public pour ordonner un nouvel examen médical du prévenu, aux fins de savoir si sa santé est compatible ou non avec un maintien en détention. La Cour ne peut statuer indépendamment de l'arrêt sur le fond.

C.A. Rouen, 9 février 1949. — M. P..., c/ Maupas.

* *

Mandats décernés par la juridiction de jugement. — Art. 193 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 2 avril 1946. Annulation par la Cour du mandat pour défaut de motifs. Peine réduite, impossibilité du maintien du mandat.

Ayant réformé la décision des premiers juges et écarté une circonstance aggravante justifiant l'application d'une peine d'emprisonnement qui avait permis à la juridiction

de jugement de décerner un mandat de dépôt, la Cour d'appel, qui doit appliquer une peine inférieure à une année d'emprisonnement, ne peut maintenir le mandat

Au surplus, le tribunal n'ayant pas motivé la décision spéciale par laquelle il avait ordonné l'arrestation à la barre, cette décision doit être annulée, et mainlevée doit être donnée du mandat de dépôt décerné.

Cour d'appel de Rouen, 5 janvier 1949. — Folie.

* * *

Partie civile. — Caisse de sécurité sociale, représentation par le directeur de la caisse, demande de dommages intérêts, pas de droit de plaidoirie.

La caisse de sécurité sociale donne valablement au directeur de la caisse pouvoir de la représenter en tant que partie civile devant le tribunal correctionnel saisi d'une poursuite pour homicide par imprudence, et peut demander au nom de la sécurité sociale une certaine somme à titre de dommages intérêts.

Mais si le tribunal peut constater que pouvoir régulier a été donné et si le directeur de la caisse doit être considéré comme habilité à faire tous les actes que comporte cette représentation, il ne peut être admis à la barre, et le droit de plaidoirie ne peut lui être reconnu, ce qui excéderait les limites de la représentation.

Tribunal de la Seine (17^e Chambre), 13 décembre 1948. — Rabusseau.

* * *

Presse. — Droit de réponse, justification du refus d'insérer.

Le droit de réponse peut se définir comme étant le droit pour toute personne nommée ou désignée dans un article de journal, de faire connaître ses explications ou ses protestations sur les circonstances et les conditions mêmes qui ont provoqué sa désignation. Mais la mention de la réponse peut être refusée lorsqu'elle serait contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers ou à l'honneur du journaliste lui-même.

Ainsi, il peut être refusé de publier une réponse comportant des appréciations blessantes et inacceptables pour le directeur de cet organe, lorsque le protestataire qualifié de diffamatoire un renseignement exact publié objectivement, et surtout lorsque, spontanément, le directeur du journal a publié l'avis de l'ordonnance de non-lieu dont le protestataire avait bénéficié « dans des termes qui n'altéraient en rien le brevet d'innocence que le juge d'instruction avait ainsi décerné ». La partie civile a obtenu ainsi la seule réparation à laquelle, en l'occurrence, elle pouvait normalement prétendre.

Cour d'appel de Rouen, 16 décembre 1948. — W. c. D.

* * *

Presse. — Diffamation, information objective, absence de diffamation.

« Les imputations diffamatoires sont réputées, de droit, faites avec l'intention de nuire. Cette présomption est détruite lorsque le prévenu produit des faits justificatifs suffisants pour faire admettre sa bonne foi ».

Un journal d'information peut porter à la connaissance du public des renseignements sur les affaires pénales en cours. Il importe de savoir si le directeur du journal est ou non sorti de sa mission d'informateur et s'il a volontairement dépassé le but de sa mission. Il n'a pas notamment à rechercher l'exactitude des faits lorsque ceux-ci ont été constatés authentiquement par un juge d'instruction qui a procédé à une inculpation. Dès lors, en publiant au sujet d'une inculpation et d'une arrestation une information dont l'exactitude sur ce point est certaine, le directeur du journal n'est aucunement sorti de sa mission d'informateur, sa bonne foi est établie.

Cour d'appel de Rouen, 16 décembre 1948. — W. c. D.

* * *

Réquisition de logement. — Refus de déférer à un arrêté préfectoral de réquisition, impossibilité d'appliquer l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938 à défaut de renvoi exprès par l'ordonnance du 11 octobre 1945.

La loi du 11 juillet 1938 et l'ordonnance du 11 octobre 1945 ont des buts tout à fait différents. La première a pour objet d'arrêter les mesures destinées à passer, dès le temps de paix, de l'organisation pour le temps de paix, à l'organisation pour le temps de guerre (art. 1), et d'assurer la fourniture, au besoin par réquisition, des prestations nécessaires pour assurer les besoins du pays (art. 20). La seconde institue seulement des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, ce qui relève d'une toute autre préoccupation.

On ne trouve, ni dans l'exposé des motifs de l'ordonnance, ni dans son préambule aucune référence à la loi de 1938. Si les articles 26 et 27 de l'ordonnance renvoient pour certaines règles de procédure seulement à la loi de 1938, il ne faut voir là qu'une commodité du législateur, afin d'éviter une répétition dans son texte, de dispositions qu'il trouvait pratique d'adopter, et non la volonté de se référer d'une manière générale à la loi de 1938 pour compléter ce qu'il n'avait ni prévu ni réprimé.

La prorogation du titre II de la loi de 1938, instituée par la loi du 28 février 1948, ne peut être invoquée. Ce titre n'est pas spécial aux réquisitions d'immeubles (art. 22). Il fixe, en réalité, les moyens pour pourvoir à l'emploi des personnes et des ressources en vue de la préparation du pays à la guerre. La réquisition d'immeubles n'est qu'un des moyens prévus pour atteindre ce but. D'ailleurs il est significatif qu'en même temps étaient prorogés d'autres articles et d'autres titres qui n'ont manifestement trait qu'à la direction de la guerre ou à l'organisation économique en temps de guerre.

Si les juges civils ont le devoir de combler les lacunes de la loi, il ne saurait en être de même des juges répressifs, lesquels ne peuvent prononcer aucune peine dans le silence de la loi. En présence des termes restrictifs de l'article 31 de la loi de 1938, lequel ne réprime que l'insoumission aux mesures ordonnées par l'application des dispositions de la présente loi, et l'ordonnance de 1945 qui ne vise pas expressément l'application de la loi de 1938 pour réprimer les manquements à ses prescriptions, il y a lieu de relaxer des fins de la poursuite celui qui se refuse de déférer à une réquisition prise en application de l'article 24 de l'ordonnance de 1945.

Cour d'appel de Rouen, 22 février 1949. — Folain.

F. CHRONIQUE DE CRIMINOLOGIE

par Pierre CANNAT

Magistrat

Contrôleur général des Services pénitentiaires.

UN MEURTRIER PASSIONNEL RÉCIDIVISTE

Il est admis que le meurtrier passionnel ne constitue pas un adversaire dangereux de la société, puisque son acte — pour si grave qu'il ait été — ne témoigne nullement d'une perversité interne ou d'une opposition à la vie sociale normale. Voici cependant une espèce qui fait brèche aux idées généralement répandues dans ce domaine.

C... condamné à 10 ans de travaux forcés pour coups mortels, commet une tentative d'assassinat six mois après sa libération. Les deux crimes ont également pour mobile un sentiment où se mêlent la jalousie et la vengeance.

C... est né en 1907 dans un village de la Dordogne d'une famille de petits cultivateurs estimés. Il est l'aîné de deux frères jumeaux, de trois ans plus jeunes que lui. Son père est mobilisé en 1914 et tué au front en 1918. Depuis l'âge de 7 ans, il est donc élevé par sa mère demeurée seule. Il aura 29 ans quand celle-ci décèdera, à la suite d'une opération. Ses parents avaient respectivement 27 et 18 ans lors de sa naissance. Aucune tare héréditaire n'est signalée.

Il fréquente l'école communale de 6 à 12 ans mais ne passe pas le certificat d'études primaires.

Il commence à travailler aux champs, puis comme maçon. Il accomplit son service militaire au 8^e génie à Tours. Il y est bien noté. Il retourne se fixer dans son village où il est maçon établi à son compte. Il vit avec ses deux frères cultivateurs, dont l'un est marié.

Sa conduite n'appelle aucune critique. Tout au plus lui reconnaît-on un tempérament un peu vif, un caractère plutôt vindicatif et une tendance à aimer boire. Il n'a jamais de difficultés avec la police. Il n'a pas de liaison féminine. Sa vie sexuelle se borne, depuis le temps de son service militaire, à des visites espacées dans quelques maisons de tolérance ou à des rapports occasionnels. Il a été atteint de blennorragie. Au point de vue mental, il n'a jamais attiré l'attention sur lui.

A l'âge de 35 ans, il se rend coupable d'un meurtre dans les conditions suivantes :

Ayant loué une petite maison, il se met à poursuivre de ses assiduités la femme de son locataire. Après trois mois d'un manège auquel cette dernière semble être restée indifférente, une explication a lieu entre les deux hommes, précisément au domicile de la femme, et dans l'échange de coups C... n'a pas le dessus. Il rentre chez lui très mortifié, va porter plainte à la gendarmerie, fait appeler le médecin pour que soient constatées ses blessures, enfin introduit une cartouche dans le canon de son fusil de chasse et replace l'arme à son clou dans l'angle de la cheminée.

Le lendemain C., son repas de midi terminé, se chauffe devant le feu — on est en janvier — lorsqu'il voit entrer sans frapper son adversaire de la veille, cigarette aux lèvres, mains dans les poches. Après un bref échange de paroles, C. saisit à portée de sa main son fusil et fait feu à bout portant sur son rival qui s'écroule mortellement atteint à hauteur de l'estomac, au niveau des 9^e et 10^e côtes.

La Cour d'assises de la Dordogne, tenant compte de l'attitude provocante de la

victime, ne le condamne qu'à dix ans de travaux forcés pour coups mortels. Elle le dispense de l'interdiction de séjour attachée par l'article 46 du Code pénal aux condamnations à des peines criminelles.

Il demeure quelque temps à la maison d'arrêt de Périgueux puis subit effectivement sa peine dans les maisons centrales d'Eysses, de Poissy, enfin de Mulhouse où il est transféré au mois d'avril 1947. Il est partout bien noté. A Eysses notamment il est titulaire de deux galons de bonne conduite. Diverses mesures de grâce récompensent d'ailleurs son excellente attitude et sur les dix ans il ne fait en réalité que six ans et sept mois.

A la Maison centrale de Mulhouse il fait l'objet d'une observation approfondie. Cependant, par suite d'une remise de peine d'un an intervenue à l'occasion du 14 juillet 1947, il ne connaît à peu près du régime progressif de Mulhouse que l'étape annuelle cellulaire, son élargissement ayant lieu cinq mois après l'expiration de celle-ci.

Il est ainsi noté :

Par l'éducaleur : « Caractère ténébreux et renfermé. Pas enclin aux confidences. Quelque peu original. Il a donné plusieurs preuves d'une sincérité absolue, de sorte que la relation qu'il fait de son crime peut être l'expression de la vérité (1). Il ne se plaint jamais, si ce n'est d'un continu mal d'estomac. Il ne médit pas de ses co-détenus, il est poli mais distant. Très travailleur, il apporte à sa besogne une attention soutenue.

Il semble manquer d'affection pour sa famille et ne se connaît pas d'amis. D'une intelligence moyenne, il n'est pas dépourvu de sens moral. Il éprouve de cuisants regrets de son acte.

Ayant ailleurs travaillé comme maçon, C. trouve l'isolement très dur. En commun, il ne sera pas corrupteur. Délinquant primaire occasionnel, sans perversité foncière ni anomalies de caractère ou du jugement. Il est sûrement amendable, sinon amendé ».

Par le surveillant-chef. — « A fait preuve pendant toute sa détention d'une bonne conduite. Bon travailleur. N'a jamais fait l'objet d'observations ».

Par l'assistante sociale. — « Habitué à la vie des champs, a supporté avec beaucoup de peine l'isolement cellulaire. Caractère plutôt vif et emporté. Interrogé sur son affaire a répondu sans réticences : *J'ai fait ça une fois par force, sur un coup de colère. Je le paie cher maintenant.* Il regrette son geste impulsif ».

Par le sous-directeur. — « Intelligence moyenne. N'est pas dénué de sens moral, car il paraît regretter sérieusement son acte. A toujours manifesté le désir de travailler rudement pour pouvoir remonter son intérieur. Bonne conduite en commun. Ne s'est jamais révélé comme susceptible d'être corrupteur ».

Par le médecin psychiatre. — « Instruction suffisante. Etat intellectuel normal pour le milieu. Interprétation des tests assez bonne. Etat mental normal, mais se dit nerveux. Un peu déprimé car il souffrirait beaucoup de l'estomac. Normal. Rien à signaler ».

Par le magistrat chargé du contrôle de l'exécution des peines. — « C. m'a fait une très bonne impression. Il m'a paru regretter sincèrement son crime. Je le considère comme amendé. Une rechute me paraît peu probable ».

Dès la fin de la phase cellulaire, C. a été d'emblée classé au 1^{er} groupe avec les meilleurs éléments de la prison.

Religion : il s'est dit catholique et a répondu au médecin psychiatre, qui le questionnait à ce sujet, qu'il croyait en Dieu.

Sa fiche générale d'observation porte enfin :

Qualité dominante : travailleur.

Défaut dominant : renfermé, taciturne.

Au physique, il est de petite taille (1m.59), bien proportionné (59 kg.), très brun, le visage lourd, le nez largement épaté, le front étroit, le regard calme, même éteint. Les yeux sont bleu foncé, légèrement écartés ce qui accentue l'aspect bovin de la physiologie.

Un mois avant son élargissement, à la notification de la dernière mesure de grâce qui abrège sa peine, il répond à l'assistante sociale venue régler avec lui les conditions de sa sortie, qu'il désire trouver un emploi de jardinier-maçon-bricoleur dans un château où il serait logé et nourri. Elle lui trouve cette place en Lot-et-Garonne.

(1) C... n'a jamais fait allusion à ses assiduités à l'égard de la femme de sa victime. Il met l'animosité sur le compte d'une affaire de vol de coq.

C... souhaite cependant aller d'abord se reposer quelques jours chez son oncle et tuteur, secrétaire de mairie dans un village proche du sien. Il y rencontrera ses deux frères anciens prisonniers de guerre, qu'il n'a pas revus depuis 1939. Tout le monde se dit d'accord pour l'accueillir.

Il est libéré le 31 août 1948. Son pécule est de 5.000 francs. Comme prévu, il se rend par ses propres moyens chez son oncle qui le reçoit affectueusement. Il y est visité par l'assistante sociale du bourg voisin alertée par sa collègue de la prison.

Après quelques jours de repos, il décide de demeurer sur place, un ancien patron lui ayant promis de lui fournir du travail et l'outillage nécessaire pour reprendre son métier de maçon. Le 4 septembre, il en avertit l'assistante de la Maison centrale de Mulhouse et le président du comité post-pénal qui lui avait trouvé une place en Lot-et-Garonne. Il fait part à l'assistante du bon accueil qui lui ont fait ses parents et la remercie pour son aide.

De septembre à février 1949, C... continue à donner régulièrement de ses nouvelles à l'assistante de la prison. Fin octobre il dit qu'il a maintenant de la besogne devant lui pour six mois. Il est chaque fois satisfait de son travail, mais se plaint de ses maux d'estomac et également d'un certain isolement moral du fait qu'il est célibataire. Il voudrait se marier. Cette idée semble le dominer de plus en plus. Elle a des racines profondes ; quand il était en prison, il avait maintes fois demandé à l'assistante de l'aider à trouver « une bonne ménagère » pour fonder un foyer.

Le 6 février 1949, il a 42 ans, et il y a 6 mois seulement qu'il est libre, C... tire un coup de fusil à travers une fenêtre fermée dans la direction d'une domestique de ferme à qui il avait fait sans succès des avances. Il y a trois personnes dans la pièce. Heureusement la charge glisse sur les carreaux et personne n'est atteint.

C... s'enfuit aussitôt. Avant de commettre son crime il avait écrit sur des papillons le nom de tous ceux qu'il devait tuer ainsi que des propos absurdes. Sur l'un d'eux il avait indiqué qu'il attendrait les gendarmes de pied ferme. Actuellement, il est toujours en fuite.

* * *

Il est facile de dire que C... fait bon marché de la vie humaine, que ce second crime met en évidence une déformation redoutable, que ce cas relève de la pathologie mentale. Il est plus difficile de l'expliquer.

Remarquons tout d'abord la faillite totale de l'effet d'exemplarité attaché par tant de gens à la peine. La condamnation de C... a certainement eu en Dordogne un effet de prévention collective. Quant à celui de prévention individuelle, il est nul. Et cependant, l'intéressé a connu l'emprisonnement pendant la période de restriction, c'est dire qu'il a eu le temps d'apprendre ce qu'était la faim. Le seul effet tangible de la peine subie, c'est sa fuite aussitôt après son second crime. Cette fois, il n'a pas attendu les gendarmes.

Le processus psychologique doit pouvoir s'analyser ainsi : C... est un timide. Il est particulièrement embarrassé par le problème du partenaire sexuel (premiers rapports assez tardifs surtout pour un paysan, au régiment grâce à l'entraînement des camarades ; persistance d'un état de célibat que ne justifie ni une liaison, ni un libertinage, insistance auprès de l'assistante pour qu'elle l'aide à trouver une ménagère).

Comme les timides, il est violent. Le grand calme que reflète son regard fait place à des colères indomptables.

Il est vindicatif, renfermé, incapable d'exprimer à autrui ses difficultés. Tout se passe chez lui en vase clos.

Il est atteint, en outre, d'un complexe d'infériorité parce qu'il est petit, ni fort pour la lutte, ni beau pour les filles. Il ne leur a jamais plu. C'est cela surtout qui le tracasse. Il n'en a jamais trouvé une pour partager sa vie.

Humilié par la raclée que lui infligea son locataire au domicile de ce dernier (donc à coup sûr en présence de la femme qu'il poursuivait, puisque la scène se passait un soir de janvier vers 20 heures dans une maison de village), il est plein de rage. Ses réactions sont celles des faibles : la plainte immédiate aux gendarmes, la perspective d'un procès (appel de médecin pour constater les blessures). Mais tout cela sera long et en rentrant chez lui il glisse supplémentairement une cartouche dans son fusil. Si la scène recommençait, on verrait bien s'il aurait encore le dessous !

La suite n'est que le cours fatal d'événements indépendants de sa volonté : la visite insolente de la victime, le fait qu'il était alors assis devant la cheminée où était suspendu le fusil chargé. Et il faut y ajouter sans doute la crainte d'être à nouveau frappé.

L'idée criminelle n'a jamais été entièrement et délibérément forgée ni acceptée. Le meurtre lui-même est une réaction spontanée. Le fait de charger le fusil, la veille au soir, était une mesure de précaution, mais plus encore une façon de reprendre confiance en soi, de se réaffirmer vis-à-vis de soi-même après le désarroi moral provoqué par la correction reçue et peut-être aussi par l'accueil que lui avaient fait les gendarmes. Il était 20 heures 30 quand il est allé à la gendarmerie, dérangeant ainsi le chef de brigade et il n'est pas impossible que ce dernier, plus ou moins au courant de l'affaire comme on l'est dans tout village, ait reçu sa plainte assez mollement : « Etes-vous atteint d'une incapacité de travail et de combien de jours ? Appelez d'abord un médecin... » (1).

Ce premier crime n'est donc pas celui d'un anormal. C'est l'aboutissement d'un processus mental normal. Un grand nombre d'individus de petite taille rossés devant la femme qu'ils convoitaient auraient d'abord réagi comme C.... La suite porte le sceau de la fatalité.

Le second crime est socialement plus inquiétant. Il met d'abord en évidence une inaptitude à se dominer qui, elle, relève peut-être de la pathologie mentale. Mais il y a surtout en C... un état d'obsession, de compression interne, d'accumulation d'idées fixes forgées pendant les longs jours de la détention. C'est là qu'est le danger. L'homme a souffert, a appris la haine, s'est vu traqué. Il en veut à ceux qu'il suppose être à l'origine de son mal. Il voit des ennemis partout.

Sa libération en fin de peine n'a pas été une délivrance intérieure. Elle a posé pleinement et immédiatement le problème conjugal qui le tourmentait déjà jadis. A son physique peu avenant est venu s'ajouter un handicap supplémentaire. Il sort de prison, c'est un meurtrier. Aucune honnête fille de village ne l'acceptera. Et il est demeuré trop sain pour fuir ce village qui n'est plus à la mesure d'un ancien forçat, pour courir à la ville où il trouvera facilement dans un milieu familial aux libérés « chaussure à son pied ».

On lui a conseillé à Mulhouse de reprendre la vie sérieusement, laborieusement, en oubliant le passé. Lui veut bien l'oublier, mais pourquoi ne l'oublie-t-on pas autour de lui ?

Il insiste auprès de celle qui lui plaît. Maintenant il a 42 ans. Il n'a plus le temps d'attendre. Il se voit au pied du mur. Elle refuse. Il essaye de se venger sur elle de tout ce qu'il porte en lui de rancunes accumulées. Sa tentative est un acte de suicide.

C... est en fuite depuis le 6 février. Mais il n'a ni les fonds, ni l'adresse nécessaires pour passer les frontières, ni les complicités indispensables pour se cacher. Si les gendarmes avaient eu temps de sonder les puits des environs, l'action pourrait bien se trouver éteinte.

* * *

Le cas C..., constitue le premier échec du traitement pénitentiaire instauré à Mulhouse. Il y en aura d'autres. Sur 13 forçats primaires libérés 12 ont jusqu'ici une attitude correcte.

Il convient toutefois de noter que C... est arrivé à Mulhouse en fin de peine, qu'il n'y est resté que dix-sept mois, que notamment ses réactions sociales pendant la vie en commun de la deuxième phase n'ont pu être bien connues, l'intéressé ayant été placé en cellule 12 mois sur 17.

Le médecin psychiatre n'a décelé aucun trouble mental. C'est qu'en effet, ni dans le comportement journalier, ni dans les réponses faites au praticien, rien ne révélait l'existence d'une anomalie. Quant à cette violence qui est comme la toile de fond du caractère de C..., elle n'aurait pu apparaître qu'à l'occasion de contacts prolongés avec les co-détenus. En outre à la prison C... ne buvait aucun alcool. Il n'est pas certain

(1) Les représentants de l'autorité ne se rendent pas compte toujours exactement de l'influence apaisante qu'a sur le plaignant la réception de la plainte. Peut-être il n'y eut pas eu de cartouche glissée dans l'arme si C..., était revenu de la gendarmerie avec la certitude que son adversaire serait inquiété.

qu'il ait conservé au delà de sa sortie les habitudes de tempérance acquises pendant six ans.

Quels reproches peut-on adresser aux méthodes employées, maintenant que l'avenir a dévoilé la vraie nature de ce criminel ?

Sans doute eut-il mieux valu, à si peu de temps de sa libération, ne pas lui imposer une année d'encellulement. Non seulement l'observation s'en est trouvée faussée, mais la claustration en cellule a certainement aggravé la prédisposition au refoulement (1).

Nous remarquerons au passage l'exactitude générale des annotations du personnel d'observation. Aucun des traits dominants du caractère de C... n'avait échappé, si ce n'est la violence du tempérament que seule l'assistance sociale a relevé.

Les diverses personnes qui ont eu à juger C..., ont trop facilement conclu à l'état d'amendement, se laissant aller à une confusion facile entre le regret de la faute commise et l'inaptitude à recommencer. Il est trop évident que ce repentir peut coexister avec la récidive pour que nous estimions utile d'insister.

En définitive, pour préserver C..., d'une rechute criminelle il eut fallu probablement : Prendre davantage au sérieux ses maux d'estomac et l'en soulager.

Par un long traitement agir sur son impulsivité.

L'habituer à sortir de ses retranchements sentimentaux, l'amener progressivement à se faire des amis parmi ses co-détenus, à se livrer, à se décompresser.

Une semblable thérapeutique individuelle est-elle concevable en prison ? Nous répondrons par l'affirmative, si l'Administration y dispose du long temps nécessaire — ce qui est le cas avec la plupart des forçats, — si la connexion personnel pénitentiaire — personnel médical est bien établie, si chacun demeure bien persuadé que c'est là et non pas ailleurs (en quelque sorte exemplarité, par exemple) qu'est le rôle de la prison.

A la sortie le reclassement de C... avait été soigneusement préparé et le fait que l'intéressé se soit fixé chez son oncle plutôt qu'en Lot-et-Garonne n'a rien changé à la suite des événements. Il eut commis sa tentative de crime ailleurs. Cependant, pour si extravagant que cela ait pu paraître, il eut fallu que l'assistante aide effectivement C..., à se marier. Peut-être eut-elle trouvé dans quelque libérée de la Maison Centrale de Haguenau la partenaire convenable.

Cette suggestion fera sourire. Elle rappellera à certains le Kiosque de Bourail et les bonnes sœurs de l'île des Pins, à la Nouvelle Calédonie. Une honnête domestique de ferme a cependant failli payer de sa vie, nous ne dirons pas pour les anomalies mentales de C..., mais pour les erreurs de tactique pénitentiaire et post-pénitentiaire. Cela ne doit-il pas nous inciter à ne rejeter *a priori* aucune solution ?

(1) Ceci ne saurait constituer une critique contre la phase cellulaire, placée par le législateur au seuil du régime progressif. Nous demeurons persuadés que cet isolement cellulaire est favorable, dans la très large majorité des cas, à l'observation, à l'emprise du personnel d'éducation sur le sujet. Mais force est bien de reconnaître qu'à toute règle il y a des exceptions.

G. CHRONIQUE DE DEFENSE SOCIALE¹

CHRONIQUE N° 5

SECTION VI

DÉLINQUANTS ANORMAUX

Avant-projet de loi de Défense Sociale. — Commission de Lille.
Chap. VI-VII. — Texte. — Commentaire (2).

CHAPITRE VI

DES MESURES SPÉCIALES APPLICABLES LORSQUE L'ANOMALIE OU L'ALIÉNATION MENTALE
SONT CONSTATÉES A UN MOMENT AUTRE QUE CEUX DÉTERMINÉS
AU CHAPITRE PREMIER.

A. — TEXTE.

SECTION I. — Mesures applicables aux anormaux.

Art. 71. — Lorsque le délinquant, anormal lors des faits, ne l'est plus lors du jugement, il sera condamné aux peines de droit commun.

Art. 72. — Le condamné à une peine de droit commun chez lequel une anomalie mentale est décelée au cours de l'exécution de celle-ci sera renvoyé, sur réquisition du Procureur de la République, devant le juge de l'exécution qui, après expertise mentale effectuée dans les formes prévues au Chapitre II, ordonnera son transfert dans un Etablissement de Défense sociale jusqu'à l'expiration de sa peine.

Lors de celle-ci, le juge de l'exécution pourra, si le condamné se trouve, par suite de son état mental, exposé à la récidive et constitue dès lors un danger pour l'ordre et la sécurité publics, ordonner son maintien au dit Etablissement sous le régime de la détention de défense sociale, pour une durée qui ne pourra excéder le maximum prévu par la loi pour l'infraction qui a motivé la condamnation, sans que cette durée puisse être inférieure à 2 ans.

(1) Nous rappelons le plan de la chronique et ses références :

Section I. — *Enoncé des problèmes. Questions de méthode.*

Section II. — *Sources historiques.*

Section III. — *Droit comparé.*

Section IV. — *Sciences criminelles et questions médico-juridiques.*

Section V. — *Principes généraux.*

Section VI. — *Application au droit et à la politique criminelle.*

Toutes les communications relatives à cette chronique doivent être adressées à M. PROT D'ALLEAUME à la rédaction de cette *Revue*, 12, place du Panthéon, Paris, 5^e.

(2) Pour le Chap. I^{er}, voir chronique de défense sociale, n° 3, *Revue*, 1948, n° 3.

Pour le Chap. II, voir chronique de défense sociale, n° 4, *Revue*, 1948, n° 4.

Pour le Chap. III, voir chronique de défense sociale, n° 5, *Revue*, 1949, n° 1.

Pour les Chap. IV et V, voir chronique de défense sociale, n° 6, *Revue*, 1949, n° 2.

Les mesures prévues au chapitre V, Section II, lui seront dès lors applicables.

Si le condamné redevient normal avant l'expiration de sa peine, l'exécution en sera poursuivie, le temps passé dans l'Etablissement de Défense sociale s'imputant sur celle-ci.

SECTION II. — Mesures applicables aux aliénés.

Art. 73. — L'inculpé qui, au moment du fait, est aliéné au sens de l'article 1^{er} de la présente loi et ne se trouve plus dans cet état lors du jugement sera purement et simplement acquitté conformément à l'article 64 Code pénal.

Art. 74. — L'inculpé, normal ou anormal, lors des faits, qui, avant le jugement, donne des signes d'aliénation mentale, peut être soumis aux mesures d'expertise et d'observation prévues au Chapitre II.

S'il est reconnu qu'il se trouve en état d'aliénation mentale au sens de l'article 1^{er} de la présente loi, la juridiction d'instruction ou de jugement saisie prononcera une mesure provisoire d'internement dans les conditions prévues à l'article 36. Nonobstant toute disposition contraire, appel pourra être immédiatement interjeté de cette décision suivant les formes et délais du droit commun.

Si son état d'aliénation mentale cesse dans les délais de prescription de l'infraction, une peine de droit commun ou la détention de défense sociale lui sera appliquée selon les cas. La durée de l'internement provisoire subi sera imputée sur la peine prononcée s'il s'agit d'une peine de droit commun.

Lorsque les délais de prescription seront expirés, si son état d'aliénation mentale persiste, l'interné sera soumis au régime de la loi du 30 juin 1838.

Art. 75. — Le condamné à une peine de droit commun ou à la détention de Défense sociale qui devient aliéné en cours de peine sera renvoyé, sur la réquisition du Procureur de la République, devant le juge de l'exécution qui, après expertise mentale effectuée dans les formes prévues au Chapitre II, ordonnera son internement dans un hôpital psychiatrique. Il sera dès lors soumis aux dispositions des art. 68 à 70 ci-dessus.

Si la guérison du condamné de droit commun survient avant l'expiration de sa peine l'exécution en sera poursuivie, le temps passé en internement s'imputant sur celle-ci.

En cas de guérison du condamné à la détention de Défense sociale, l'exécution de sa peine sera considérée comme ayant été suspendue pendant la durée de son internement. Toutefois le juge de l'exécution pourra, par le jugement ordonnant sa sortie de l'hôpital psychiatrique, prescrire selon les circonstances, qu'il bénéficiera d'une mesure de libération définitive ou à l'essai, dans les conditions prévues au Chapitre V, Section II.

B. — COMMENTAIRE.

Les dispositions que nous venons d'exposer au cours des chapitres précédents seront applicables lorsque l'anomalie ou l'aliénation mentale seront constatées dans les conditions de temps prévues au chapitre I. Rappelons brièvement celles-ci. Sera, selon l'article 3, soumis à l'internement de Défense sociale le délinquant, aliéné lors des faits, dont l'état persistera lors du jugement. Sera, selon l'article 4, soumis à la détention de Défense sociale, le délinquant qui, quel que soit son état mental lors des faits, sera anormal lors du jugement.

Mais il est possible que l'anomalie ou l'aliénation existent ou soient constatées à d'autres moments. Le présent chapitre a pour objet de déterminer les mesures à prendre dans les différentes hypothèses possibles qui ne sont pas réglées par les dispositions du Chapitre I.

SECTION I. — Mesures applicables aux anormaux.

Deux cas sont possibles : ou bien le délinquant, anormal lors du fait, ne l'est plus lors du jugement ; ou bien l'état mental déficient du délinquant n'est décelé qu'après sa condamnation à une peine de droit commun.

1^{er} cas. — La solution applicable à cette hypothèse est simple et découle de la nature même de la détention de défense sociale. Celle-ci est une peine de même nature que les peines de droit commun. Il s'agit simplement d'une mesure mieux adaptée par son régime juridique et pénitentiaire à la situation spéciale du condamné. C'est pour cette

raison que l'inculpé normal lors des faits, qui ne l'est plus lors du jugement, peut s'y trouver soumis. A l'inverse, il n'existe aucune raison d'imposer un régime médical et rééducatif spécial au délinquant pour lequel un tel traitement n'est plus nécessaire. Ainsi donc, puisqu'aussi bien il est capable d'intention criminelle, sera-t-il soumis aux peines de droit commun (art. 71). Le juge pourra évidemment, en considération de son état mental lors des faits, réduire le montant de celles-ci par l'octroi des circonstances atténuantes.

2^e cas. — Les mêmes considérations commandent la conduite à tenir dans la deuxième hypothèse que nous devons envisager en ce qui concerne les anormaux, à savoir celle où l'anomalie est décelée chez le délinquant après la condamnation et au cours de l'exécution de la peine de droit commun prononcée contre lui. Puisqu'il s'agit de deux mesures pénales de même nature, dont l'une est mieux adaptée à l'état particulier du condamné qui vient de se révéler, il est évident que la loi doit prévoir le moyen de faire passer l'intéressé du régime de Droit commun au régime de Défense sociale. C'est ce que fait l'article 72 de notre avant-projet. Toutefois, comme il s'agit d'une modification importante dans l'application de la peine, modification qui d'ailleurs, nous le verrons, pourra dans l'avenir avoir les plus graves conséquences quant à la durée même de la mesure, il a paru nécessaire d'entourer ce changement de régime des plus sérieuses précautions. C'est donc le juge de l'exécution qui en décidera, ce qui implique à l'avantage du condamné toutes les garanties dont est entourée la procédure devant cette juridiction — et encore ne pourra-t-il prononcer cette mesure qu'après avoir recouru à une expertise mentale effectuée dans les conditions prévues au Chapitre II.

Si le condamné redevient normal avant l'expiration de sa peine, ou si lors de celle-ci aucune anomalie ne peut plus être décelée dans son psychisme, aucune difficulté ne peut se présenter : dans le premier cas, il poursuivra l'exécution de sa peine suivant le régime de droit commun ; dans le second, il sera purement et simplement mis en liberté. Une législation fondée sur les principes de la Défense sociale ne peut au contraire rester indifférente dans l'hypothèse où, la peine préfixe étant expirée, le condamné constitue encore, par suite de son état mental, un danger pour l'ordre et la sécurité publics. Aussi l'article 72 alinéa 2 prévoit-il pour le juge de l'exécution la possibilité d'ordonner le maintien de l'intéressé à l'Etablissement de Défense sociale, lorsque ces conditions se trouveront remplies. Le juge de l'exécution fixera la durée de cette mesure, sans qu'elle puisse excéder le maximum de la peine prévue par la loi pour l'infraction qui a motivé la condamnation. Cette durée ne pourra d'ailleurs en aucun cas, même si le maximum légal est plus court, être inférieure à 2 ans. Dès lors, le condamné sera soumis au régime juridique instauré par la Section II du précédent chapitre. Il pourra donc bénéficier d'une libération anticipée, définitive ou à l'essai, s'il en remplit les conditions. Mais en contre-partie, il pourra le cas échéant voir sa détention prolongée pour un nouveau terme.

SECTION II. — Mesures applicables aux aliénés.

Trois hypothèses sont ici à envisager : ou bien le délinquant aliéné lors du fait, ne l'est plus lors du jugement ; ou bien, non aliéné lors des faits, il se trouve en état d'aliénation mentale lors du jugement ; ou bien, condamné à une peine, il devient aliéné au cours de l'exécution de celle-ci.

1^{er} cas. — L'agent aliéné lors du fait bénéficiera évidemment de la cause de non-imputabilité de l'article 64 Code pénal. Mais, puisqu'il est guéri lors du jugement, il ne saurait être question de lui appliquer l'internement de Défense sociale, mesure uniquement curative qui n'a plus dès lors sa raison d'être. L'article 73 prévoit donc que l'inculpé sera, dans ces cas, purement et simplement acquitté sur la base de l'article 64.

2^e Cas. — La deuxième situation qu'envisage l'article 74 est plus délicate. C'est celle où l'agent, normal ou anormal lors du fait, était en tous cas au moins partiellement capable, à ce moment, d'intention délictuelle. En vertu des principes qui sont à la base de notre travail, il est donc susceptible de se voir infliger une peine (de droit commun ou de Défense sociale). Mais, avant le jugement, on constate qu'il se trouve en état d'aliénation mentale et il ne saurait de ce fait se voir appliquer la mesure pénale qu'il mérite. Dans cette hypothèse, lorsque l'état actuel de l'inculpé aura été constaté suivant les formes prévues au chapitre II, la juridiction de jugement ou d'instruction

saisie pourra prononcer un internement provisoire dans un hôpital psychiatrique où l'aliéné sera soumis au régime de l'article 36. Il est à noter que préalablement à cette mesure, la juridiction n'aura pas à se prononcer sur la culpabilité de l'inculpé, celui-ci étant pour l'instant incapable d'assurer sa défense. L'article 74 prévoit d'ailleurs que la mesure prononcée, toute provisoire qu'elle soit, pourra être soumise le cas échéant au contrôle de la juridiction d'appel.

Deux solutions peuvent alors se présenter. Ou bien l'inculpé revient à la raison avant l'expiration des délais de prescription de l'infraction. Le procès pénal reprend alors son cours et une peine de droit commun ou de défense sociale lui sera appliquée selon les cas. S'il s'agit d'ailleurs d'une peine de droit commun, le temps passé en internement provisoire sera de plein droit imputé sur sa durée. Ou bien son état de santé mentale ne s'est pas modifié lors de l'expiration du délai de prescription. L'aliéné contre lequel aucune mesure pénale ne peut plus être prononcée échappe alors totalement au contrôle de la justice répressive et retombe sous le régime de droit commun de la loi du 30 juin 1838. C'est qu'en effet, s'il est probable que le fait délictueux n'a été que la conséquence de l'état mental morbide du sujet qui, bien que non déclaré et non décelé, existait déjà à l'époque, le droit pénal ne saurait se fonder que sur des certitudes. Il ne peut donc que se désintéresser, la prescription étant acquise, d'un délinquant qu'il aurait pu punir mais dont l'état mental constituait un obstacle matériel au prononcé comme à l'exécution de la peine.

3^e cas. — Le condamné subissant une peine de droit commun ou la peine de Défense sociale qui devient aliéné en cours d'exécution sera, par décision du juge de l'exécution, soumis à l'internement dans un hôpital psychiatrique. Ici encore, il bénéficiera non seulement des garanties normales de procédure devant la juridiction d'exécution, mais de la garantie supplémentaire d'une expertise mentale obligatoire. C'est qu'en effet, il sera désormais passible, non plus d'une peine préfixe ou relativement indéterminée, mais d'un internement de durée absolument indéterminée.

S'il s'agit d'un condamné de droit commun dont la guérison est acquise avant l'expiration de sa peine, il sera, par jugement du juge de l'exécution, renvoyé à l'établissement pénitentiaire où il terminera sa peine, le temps passé en internement s'imputant évidemment sur celle-ci. Bien évidemment aussi, et sans que le texte ait à le préciser, si la guérison survient la peine étant terminée, il sera immédiatement remis en liberté.

L'article 75, alinéa 3 institue un régime différent pour le condamné de Défense sociale. Bien que guéri de la maladie mentale qui avait motivé son internement, celui-ci peut rester atteint de l'anomalie qui justifie sa détention et constituer encore un danger pour la société. En conséquence, l'exécution de sa peine sera considérée comme ayant été suspendue pendant la durée de son internement. De plein droit il devrait donc être réintégré à l'Établissement de Défense sociale. Toutefois le juge de l'exécution pourra, en ordonnant sa sortie de l'hôpital psychiatrique où il était interné, décider qu'il bénéficiera, si son état mental le permet et si sa nocivité sociale est suffisamment atténuée, des mesures de libération anticipée, définitive ou à l'essai prévues par la Section II du chapitre précédent.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET TRANSITOIRES.

A. — TEXTE.

Art. 76. — L'article 64 Code pénal est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :
« Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu se trouvait en état d'aliénation mentale au temps de l'action comme étant, par suite d'un état psycho-pathologique dû à une maladie mentale ou à un développement mental incomplet, totalement incapable d'entendre le caractère délictueux de ses actes ou de se déterminer conformément à cet entendement.

« Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ».

Art. 77. — Il est inséré entre les alinéas 1 et 2 de l'article 11 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes un alinéa ainsi conçu :

« Lorsqu'une poursuite criminelle ou correctionnelle sera de nature à entraîner

l'application de la relégation, le prévenu sera obligatoirement soumis à un examen mental dans les formes prévues au chapitre II de la loi de Défense sociale du... ».

Art. 78. — L'article 135 Code instruction criminelle, alinéa 3 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le prévenu ne pourra interjeter appel que des ordonnances rendues en vertu de l'article 114 et dans les cas prévus par les articles 539 et 14, 20 et 74 de la loi de Défense sociale du... ».

Art. 79. — L'article 590 Code instruction criminelle est ainsi complété :

« 7^o Tous les jugements prononçant l'internement des aliénés délinquants rendus en application de la loi de Défense sociale du... ».

« Les bulletins n^o 1 relatifs aux décisions prononçant la détention de Défense sociale avec sursis indiquent les conditions auxquelles le sursis est subordonné et les modalités de la surveillance à laquelle le condamné devra se soumettre ».

Art. 80. — Les dispositions suivantes sont insérées entre les alinéas 1 et 2 de l'article 591 Code instruction criminelle :

« Sur les bulletins n^o 1 constatant des décisions prononçant l'internement de Défense sociale, il est fait mention des décisions de libération et de réintégration prononcées par les juridictions d'exécution.

Sur les bulletins n^o 1 constatant des décisions portant condamnation à la détention de Défense sociale, il est fait mention des décisions de libération, de réintégration et de prolongation de la mesure prononcées par les juridictions d'exécution.

Les mentions relatives aux libérations à l'essai comprennent l'indication des conditions auxquelles elles sont subordonnées et les modalités de la surveillance à laquelle le libéré devra se soumettre ».

Art. 81. — L'alinéa 5 de l'article 594 Code instruction criminelle est ainsi modifié :

« Toutefois la mention des décisions prononcées en vertu de l'article 66 Code pénal ainsi que celles ordonnant l'internement des aliénés délinquants en vertu de la loi de Défense sociale du... n'est faite que sur les bulletins destinés aux magistrats ».

Art. 82. — Les dispositions de la présente loi ne seront applicables qu'aux infractions commises postérieurement à sa promulgation.

B. — COMMENTAIRE.

Le huitième et dernier chapitre de l'avant-projet a pour but de mettre en harmonie le droit existant avec les dispositions de la loi nouvelle ainsi que de prendre les dispositions transitoires indispensables.

L'article 76 modifie l'article 64 Code pénal en y insérant la définition de l'aliénation mentale posée par l'article 1^{er} de la loi.

L'article 77 rend obligatoire l'examen mental de tout prévenu qui fait l'objet d'une poursuite pouvant entraîner l'application de la relégation. Sans doute, ces individus auront déjà eu l'occasion de subir précédemment plusieurs examens de dépistage. Néanmoins, la commission a estimé qu'au moment où allait être prise contre eux la mesure d'élimination, en principe perpétuelle, il convenait de prendre toutes dispositions pour connaître aussi exactement que possible la personnalité de l'intéressé et pour déterminer la sanction qui lui convient.

L'article 78 se contente d'adapter l'article 135 Code instruction criminelle aux dispositions du présent projet.

Les articles suivants fixent les conditions dans lesquelles les décisions prises en application de la loi de Défense sociale seront insérées au casier judiciaire.

L'article 79 précise que des bulletins n^o 1 constateront les jugements ordonnant l'internement des délinquants aliénés. Une précision semblable était inutile pour les décisions prononçant la détention. L'article 590 Code instruction criminelle prévoit déjà en effet que toute condamnation emporte rédaction d'un bulletin n^o 1. Toutefois, il est expressément indiqué que, pour les condamnations avec sursis, le bulletin n^o 1 fait mention des conditions du sursis et des modalités de la surveillance à laquelle le condamné devra se soumettre. De même, l'article 80 dispose que toutes les décisions emportant modification de la mesure primitivement prise seront mentionnées au bulletin n^o 1 et lorsqu'il s'agira d'une libération à l'essai, y figureront comme pour les condamnations avec sursis, l'indication des conditions de la libération et des mesures de surveillance ordonnées.

Enfin l'article 81 prévoit que les décisions prononçant l'internement des aliénés délinquants ne figureront qu'aux bulletins n° 2 délivrés à l'autorité judiciaire.

L'article 81 tranche les difficultés qui pourraient se présenter au cours de la période de mise en application de la loi en décidant que ses dispositions ne seront applicables qu'aux infractions commises postérieurement à sa promulgation. Sans doute, l'internement n'étant pas une peine, aurait-on pu décider que les articles qui le prévoient et l'organisent auraient pu avoir force exécutoire immédiate. De même, aurait-on pu prétendre que le régime pénitentiaire de la détention étant plus doux que celui des peines privatives de liberté de droit commun, le principe de la non-rétroactivité ne lui était pas applicable. La commission, dans un but de simplification, a préféré écarter toute discussion et toute controverse en s'en tenant rigoureusement au principe posé par l'article 4 Code pénal.

CONCLUSION

Au terme de ce rapport, il nous paraît utile de résumer en quelques lignes les principes généraux qui ont guidé le travail de notre commission, principes que l'abondance des dispositions de détail nécessaires pour mettre en harmonie notre Droit classique avec un droit nouveau inspiré de l'esprit de Défense sociale aurait pu faire perdre de vue. Ces règles fondamentales qui servent de base à notre avant-projet peuvent se résumer en quatre points :

1° Distinction entre les délinquants aliénés d'une part et les délinquants anormaux d'autre part, les critères de cette distinction résidant dans leur capacité d'intention criminelle : nulle chez les premiers, réduite chez les seconds.

2° Institution d'un régime nouveau d'expertise mentale comportant l'expertise contradictoire et la mise en observation obligatoire de l'inculpé qui y est soumis.

3° Institution d'une mesure de Défense sociale applicable aux anormaux ayant le caractère d'une peine relativement indéterminée pouvant être prolongée lorsque le terme est échu.

4° Compétence de l'autorité judiciaire et non de commissions administratives pour contrôler et diriger l'exécution tant de la peine applicable aux anormaux que de la mesure de sûreté dont relèvent les aliénés.

Nous ne reviendrons pas ici sur les motifs qui nous ont paru imposer l'adoption de ces principes : ils ont été suffisamment exposés et discutés dans le cours de notre rapport. Quoi qu'il en soit, ils nous paraissent pouvoir servir de point de départ à une discussion fructueuse entre les personnes qu'intéresse l'élaboration d'un système français de Défense sociale. C'est à leur réflexion et à leur critiques que nous les soumettons comme d'ailleurs l'ensemble des modalités de leur application que comporte le texte que nous proposons.

SECTION IV

DÉLINQUANTS ANORMAUX

RAPPORT SUR L'EXPÉRIENCE DE DÉPISTAGE DES PSYCHOPATHES PAR UN EXAMEN SYSTÉMATIQUE DE TOUS LES PRÉVENUS

ENTRÉS A LA MAISON D'ARRÊT DE LOOS DE JUILLET 1947 A JUILLET 1948

par les Médecins des Hôpitaux Psychiatriques de : Armentières, Lommelet, Bailleul et Saint-Venant : Docteur VULLIEN, Docteur LEGRAND, Docteur GUILBERT, Docteur DEVALLET, Docteur BERNARD, Docteur DOREMIEUX, Docteur FOLLIN, Docteur CHABE, Docteur MOLLET. Sous-commission médicale de Lille.

Du 1^{er} juillet 1947 au 30 juin 1948, avec une interruption pendant le mois d'août 1947, c'est-à-dire pendant onze mois, l'expérience suivante a été faite à la Maison d'Arrêt de Loos.

Les médecins des Hôpitaux psychiatriques de Lommelet, Armentières, Bailleul, Saint-Venant, soit neuf Médecins-psychiatres, se sont rendus à la Maison d'Arrêt de Loos où chacun prenant un jour de la semaine examinait tous les prévenus écroués la veille.

Une aile de la Maison d'Arrêt avait reçu improprement le nom d'annexe psychia-

trique. Les cellules de cette aile recevaient les prévenus que les psychiatres souhaitaient soumettre à une observation.

Cette observation était loin de répondre aux désirs des psychiatres puisque la disposition cellulaire des locaux avec un étroit judas permettant le regard d'un personnel de surveillance non compétent laissait insatisfaite la curiosité médicale.

D'autre part, plusieurs prévenus en observation étaient logés dans la même cellule. On devine les interractions de psychopathe à psychopathe avec les inconvénients en résultant.

Aucune thérapeutique même bénigne n'était possible, l'annexe psychiatrique étant totalement indépendante de l'infirmerie et non soumise à la surveillance du personnel médical de la prison.

Quoiqu'il en soit, un examen systématique des prévenus à la Maison d'Arrêt a été pratiqué par les psychiatres qui avaient convenu d'un modèle de fiches à remplir et d'une notation de ces fiches permettant d'établir une statistique, un pourcentage des délinquants dont le délit relevait d'une psychopathie latente.

Chaque fois que le psychiatre estimait qu'un examen plus approfondi sous la forme d'une véritable expertise mentale était de nature à éclairer la justice, il suggérait un tel examen au Magistrat-Instructeur par une fiche de liaison, le Magistrat conservant bien entendu toute liberté de donner ou de ne pas donner suite à cette suggestion et de commettre le Psychiatre de son choix qui bien souvent n'était pas celui qui avait effectué le dépistage du psychopathe.

C'est ainsi que de juillet 1947 à juillet 1948, 2.632 prévenus ont été soumis à l'examen systématique d'un psychiatre qualifié.

170 sujets furent retenus à l'Annexe d'observation, 103 sujets ont été signalés au Magistrat instructeur pour examen approfondi sous forme d'expertise mentale.

Toujours au cours de cette même période, 13 prévenus ont dû faire l'objet d'un internement d'urgence en hôpital psychiatrique.

L'examen des fiches établies par les médecins-psychiatres a permis de relever que les psychopathies suivantes ont été dépistées chez les 2.632 prévenus examinés pendant onze mois.

Nous faisons une distinction entre les psychopathes relevant des établissements dits de Défense sociale dont la création est actuellement à l'étude en France et ceux qui doivent être considérés comme des aliénés relevant de l'hôpital psychiatrique.

Un seul simulateur a été dépisté.

Psychopathes relevant des Etablissements dits de Défense sociale :

Emotifs	6	Conflits sociaux	9
Obsédés	1	Pervers	12
Epileptoïdes	4	Alcooliques	24
Epileptiques	7	Morphinomanes	1
Déséquilibrés	16	Débiles mentaux	6
Instables	27	Hypomaniaques	1
Inadaptés	21	Paranoïa	3
		Total :	138

Aliénés véritables :

Démences	10	Déséquilibres mentaux	3
Paralysie générale	1	Psychoses réactionnelles	3
Epileptiques	3	Démences précoces	3
Débile profond épileptique ...	1	Confusions mentales	1
Arriérés	4	Délire chronique	1
		Total :	30.

En conclusion, sur 2.632 prévenus admis à la Maison d'Arrêt de Loos, 168, soit 6,3 %, relèvent de la psychiatrie, dont 30 (soit 1,1 %) sont de véritables aliénés justiciables du traitement dans un hôpital psychiatrique, 138 (5,2 %) sont des psychopathes dont l'état mental normal les rend plus que les individus normaux susceptibles de commettre des actes anti-sociaux et qui doivent faire l'objet à la fois d'un traitement médical et d'un traitement psychothérapeutique de réadaptation sociale dans les établissements dits de Défense sociale dont la création et la mise en service s'impose en France.

Bailleul, le 16 mai 1949.
Docteur DOREMIEUX.

H. CHRONIQUE PRATIQUE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

par Ferdinand GOLLETY

Juge d'instruction, détaché au Tribunal de la Seine.

L'INSPECTION DES PHARMACIES

L'instruction des procédures ouvertes notamment sous les inculpations d'exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie, de fraude, d'homicide ou de blessures involontaires ou infraction à la législation sur les substances vénéneuses nécessite souvent des investigations dans des pharmacies, des herboristeries, des laboratoires, des fabricants de produits pharmaceutiques ou des hôpitaux.

Ces investigations sont délicates et extrêmement difficiles pour un enquêteur non spécialisé.

Il n'est pas facile de trouver un expert qui puisse accompagner le magistrat instructeur ou la police judiciaire, ce ne peut être qu'un pharmacien qui connaisse parfaitement la législation, l'organisation, le commerce et qui se tienne au courant de l'évolution et du progrès pharmaceutiques.

Il existe un corps de fonctionnaires peu connus, mais auquel le juge d'instruction peut faire appel, il s'agit de l'inspection des pharmacies.

Notons d'abord que la nécessité d'une inspection des pharmacies a été ressentie il y a très longtemps, puisque c'est une ordonnance de 1352 du Roi Jean qui organise l'inspection des apothicaires de la ville de Paris.

Le service de l'inspection des pharmacies a été institué par la loi du 21 germinal an XI.

L'inspection des drogueries, laboratoires et officines était alors assurée par les professeurs des Ecoles de Médecine et les professeurs des Ecoles de pharmacie.

Un décret du 17 octobre 1906 a rattaché l'inspection des pharmacies au Ministère de l'Agriculture qui venait d'être chargé de l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

Un décret du 24 juin 1934 a chargé le ministère de la Santé Publique d'assurer le fonctionnement de l'inspection des pharmacies.

Enfin la loi du 11 septembre 1941 (validée par l'ordonnance du 23 mai 1945) a reconstitué le service de l'inspection des pharmacies et un décret du 17 avril 1942 en a réglé le fonctionnement.

Rôle de l'inspection des pharmacies.

La mission de l'inspection des pharmacies est de surveiller l'application des textes suivants :

- a) La loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie et le décret du 24 juin 1942 portant règlement d'administration publique pour son application ;
- b) La loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne spécialement les substances médicamenteuses et hygiéniques ;
- c) La loi du 19 juillet 1845 et les textes d'application sur les substances vénéneuses ;

d) La loi du 14 juin 1934 sur la préparation, la vente et la distribution des sérums thérapeutiques et produits analogues ;

e) L'ordonnance royale du 18 juin 1825 concernant les eaux minérales ;

f) La loi du 6 avril 1910 modifiée par la loi du 26 février 1917 sur la vente des biberons à tubes, tétines et sucettes ;

g) La loi du 14 août 1918 sur la vérification et le contrôle des thermomètres médicaux ;

h) La loi du 31 juillet 1920 et le décret-loi du 29 juillet 1939 réprimant l'avortement, la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle ;

i) L'arrêté du 5 février 1946 sur la vente des produits et objets abortifs ou anticonceptionnels.

LE SERVICE CENTRAL DE LA PHARMACIE

Placé au ministère de la Santé Publique, le Service central de la pharmacie est chargé de coordonner toutes les questions administratives et économiques concernant la pharmacie, ainsi que le contrôle des stupéfiants et des relations internationales. Le service central comprend 6 bureaux :

- 1° Le Contentieux ;
- 2° Les fabrications, les fraudes, les médicaments rares ;
- 3° Les spécialités pharmaceutiques et la publicité ;
- 4° Le Codex, les thermomètres, les anticonceptionnels ;
- 5° Les stupéfiants (fichier des intoxiqués et trafiquants) ;
- 6° Les exportations et les importations.

Le service central de la pharmacie contrôle et anime de nombreux laboratoires de contrôle des médicaments et analyses de spécialités (70 laboratoires agréés). L'inspection des pharmacies dépend du service central de la pharmacie et comprend : 6 inspecteurs divisionnaires ayant compétence nationale, 46 inspecteurs à compétence régionale affectés auprès des régions sanitaires.

L'inspection contrôle les pharmacies, les laboratoires d'analyse, les fabricants, mais elle s'efforce de conseiller, de redresser des torts.

La plupart du temps les fautes sont sanctionnées par les conseils de l'ordre des pharmaciens. Le service central de la pharmacie s'efforce lorsque les fautes ne revèlent pas la mauvaise foi, ne sont pas systématiques et ne portent pas atteinte à la Santé publique, de les faire sanctionner par les organismes disciplinaires.

Les affaires graves, après avoir été soumises à la Commission de l'Inspection, sont transmises au Procureur de la République compétent.

Collaboration des juges d'instruction et de l'inspection.

Les inspecteurs des pharmacies ayant des pouvoirs d'enquête limités au domaine de la pharmacie, ne peuvent souvent mener à bien une affaire que lorsqu'une information est ouverte par exemple nécessité d'effectuer des perquisitions chez des non pharmaciens etc... ; c'est alors que le juge d'instruction est saisi et va avoir à collaborer avec l'inspection pour que, par une étroite collaboration entre la police judiciaire et l'inspection, l'affaire puisse prendre sa véritable ampleur.

Les compétences respectives de l'inspection et du magistrat instructeur doivent se compléter...

Prenons quelques exemples :

Erreur pharmaceutique : Une information est ouverte à la suite de blessures ou décès suspects : l'inspection est alertée, elle va effectuer des prélèvements, remonter par le demi-grossiste, la coopérative ou le grossiste jusqu'à la source du produit. L'erreur provient-elle du fabricant, le produit sera par télégramme retiré immédiatement de la circulation.

Un produit destiné à des enfants avait causé un décès, l'information révéla que le produit était mortel parce que 10 fois trop fort.

Il y avait eu une erreur d'étiquetage, le chariot contenant des ampoules pour adultes avait été dirigé vers un banc d'étiquetage du même produit destiné aux enfants.

Le service central réussit à faire saisir et à récupérer, à la veille de leur utilisation par un service hospitalier pour enfants, 59 ampoules qui auraient été mortelles.

Notons que depuis cette affaire les ampoules du produit en question ont une teinte différente suivant leur concentration. Il peut y avoir des accidents par stérilisation insuffisante et toute la journée est à retirer de la circulation. Ces exemples marquent l'importance pour la sécurité de la Santé publique de la liaison avec le service central de la pharmacie.

Mais il y a des cas où la « science » de l'inspecteur des pharmacies est indispensable au magistrat instructeur. Une perquisition est effectuée dans un laboratoire fabriquant un vaccin interdit. On trouve dans la cour quelques cages d'inoffensifs lapins et dans le laboratoire quelques flacons avec des noms de clients. L'inspecteur des pharmacies, qui était présent, renseigne le juge d'instruction : il s'agissait de diagnostics biologiques de la grossesse effectués en infraction au décret-loi du 29 juillet 1939 par un laboratoire non autorisé. La saisie du registre de la clientèle clandestine fut à l'origine d'une importante affaire d'avortements, par un médecin étranger non autorisé. Sans l'inspection des pharmacies, cette affaire n'aurait pas vu le jour.

L'inspecteur des pharmacies est indispensable pour vérifier une comptabilité de stupéfiants d'une pharmacie, tellement l'opération est complexe.

Il arrive quelquefois des incidents au sujet de l'exécution des commissions rogatoires chez les pharmaciens : nous conseillons d'alerter l'inspecteur des pharmacies pour bénéficier de sa « science », mais il y a lieu de noter que si les inspecteurs des pharmacies sont seuls habilités à rechercher et constater les infractions purement professionnelles dans les officines, il n'en est plus de même lorsqu'une information est ouverte ; les pouvoirs du juge d'instruction sont ceux du droit commun et il peut saisir ou faire procéder à toutes perquisitions et saisies dans une pharmacie comme en tous autres lieux, sans que le secret professionnel puisse lui être opposé (saisie de médicaments, registres, ordonnancier, ordonnances, objets ou produits divers etc...).

Enfin, sur commission rogatoire ou sur simple demande, le service central de la pharmacie est appelé à formuler des avis sur les affaires complexes nécessitant une connaissance parfaite de la réglementation régissant la pharmacie.

Opposition à fonctions.

Quiconque fait obstacle à l'exercice des fonctions de l'inspecteur des pharmacies, est passible des peines prévues aux articles 1, 5, 7 de la loi du 1^{er} août 1905 sans préjudice des peines prévues par les articles 209 et suivants du Code pénal (L. 11 septembre 1941, art. 57).

Saisine.

L'inspecteur des pharmacies est en général au siège de la région sanitaire, mais dans la plupart des cas il y a intérêt à téléphoner, télégraphier ou écrire au ministère de la Santé Publique, Service Central de la pharmacie, 45, rue Cardinet à Paris, tél. Wagram : 34.50, qui fera connaître l'inspecteur régional compétent ou, si l'affaire est importante, enverra un inspecteur divisionnaire et mettra sa documentation à la disposition du magistrat instructeur.

INFORMATIONS ET VARIÉTÉS

PROJET DE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

(suite)

LIVRE DEUXIEME DES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Titre I. — De la compétence

Chapitre premier. — Des règles ordinaires de compétence et des règlements des juges.

Section I. — Des règles ordinaires de compétence.

Art. 173. — La compétence en matière de contraventions de police appartient au tribunal de simple police du lieu de la contravention ou du lieu de la résidence du prévenu.

Art. 174. — La compétence en matière de délits appartient au tribunal correctionnel soit du lieu du délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où le prévenu a été trouvé.

Cette compétence s'étend aux délits et contraventions qui forment avec l'infraction déferée au tribunal un ensemble indivisible et peut même s'étendre aux délits et contraventions connexes.

Art. 175. — Si le fait déferé au tribunal correctionnel, sous la qualification de délit, ne constitue qu'une contravention de simple police et si le renvoi n'est demandé ni par la partie publique, ni par la partie civile, ni par le prévenu, le tribunal applique la peine et statue s'il y a lieu sur les dommages-intérêts.

Dans ce cas le jugement est en dernier ressort.

Si le fait est une contravention connexe à un délit, le tribunal statue par un seul et même jugement à charge d'appel sur le tout.

Art. 176. — La compétence en matière de crimes appartient à la cour d'assises soit du lieu du crime, soit du lieu de la résidence de l'accusé, soit du lieu où celui-ci a été trouvé.

Cette compétence s'étend aux crimes, délits et contraventions qui forment avec le crime objet de la poursuite un ensemble indivisible, et peut même s'étendre à ceux qui sont connexes.

Art. 177. — Les infractions sont réputées connexes, soit lorsqu'elles ont été commises par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les unes pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter ou en consommer l'exécution, pour en recueillir les profits ou pour en assurer l'impunité.

Le recel est réputé connexe au crime ou au délit au moyen duquel ont été obtenues, en tout ou en partie, les choses recélées.

Art. 178. — La compétence à l'égard de chacun des participants à une infraction s'étend à tous ses complices et co-auteurs.

Art. 179. — Le juge saisi de l'action publique est compétent pour statuer sur toutes exceptions proposées par le prévenu pour sa défense, à moins que la loi en dispose autrement ou que le prévenu n'excipe d'un droit réel immobilier.

Aucune exception préjudicielle n'est admise que sur justification de faits ou titres donnant un fondement à la prétention du prévenu et lorsque l'exception proposée est de nature à retirer au fait qui sert de base à la poursuite le caractère d'infraction à la loi pénale.

Le juge fixe un bref délai dans lequel le prévenu doit saisir la juridiction compétente. Faute par le prévenu d'avoir introduit l'instance dans le délai imparti et de justifier de la continuation de ses diligences, il est passé outre au jugement.

Art. 180. — Quand deux juges de l'instruction se trouvent simultanément saisis de la même infraction, le ministère public peut, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, requérir l'un des juges de se dessaisir au profit de l'autre. Si le conflit de compétence subsiste, il est réglé de juges conformément aux articles 181 et suivants.

Section II. — Des règlements de juges.

Art. 181. — Lorsque deux tribunaux correctionnels, deux juges de l'instruction ou deux tribunaux de simple police appartenant au même ressort de cour d'appel se trouvent saisis simultanément de la même infraction, il est réglé de juges par la chambre des mises en accusation qui statue sur requête présentée par le ministère public, l'inculpé ou la partie civile.

Art. 182. — Hors les cas prévus par l'article 181, tous conflits de compétence sont portés devant la chambre criminelle de la cour de cassation, laquelle est saisie par requête du ministère public, de l'inculpé ou de la partie civile.

Art. 183. — La requête en règlement de juges est notifiée à toutes les parties intéressées qui ont un délai de dix jours pour déposer un mémoire au greffe de la juridiction chargée de régler de juges.

La présentation de la requête n'a point d'effet suspensif à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par la juridiction chargée de régler de juges. Celle-ci peut prescrire l'apport de toutes les procédures utiles et prononcer sur tous actes faits par la juridiction qu'elle dessaisit.

Chapitre II. — Des règles exceptionnelles de compétence.

Section I. — Du jugement des crimes et délits imputés à certains magistrats et fonctionnaires.

Art. 184. — Lorsqu'un magistrat de la Cour de cassation ou d'une cour d'appel est inculpé d'avoir commis un crime ou un délit soit dans l'exercice, soit hors de l'exercice de ses fonctions, la chambre criminelle de la Cour de cassation saisie par le ministère public ou la partie civile désigne le procureur de la République qui exercera l'action publique.

Jusqu'à cette désignation, la procédure est faite conformément aux règles normales de compétence.

S'il s'agit d'un membre d'une cour d'appel, le procureur de la République est désigné en dehors du ressort auquel appartient le magistrat poursuivi.

Art. 185. — Lorsqu'un membre d'un tribunal de première instance, un juge de paix titulaire ou un préfet est inculpé d'avoir commis un crime ou un délit, soit dans l'exercice, soit hors de l'exercice de ses fonctions, le premier président de la cour d'appel saisi par le ministère public ou la partie civile désigne le procureur de la République qui exercera l'action publique hors du département où l'inculpé exerce ses fonctions.

Jusqu'à cette désignation, la procédure est faite conformément aux règles normales de compétence.

Si le ressort de la cour d'appel ne comprend qu'un seul département, la désignation est faite par le premier président d'une cour déterminée par décret.

Art. 186. — Lorsqu'un membre d'un tribunal de commerce, un suppléant de juge de paix, un officier de police judiciaire, un officier du ministère public près un tribunal de simple police, ou un sous-préfet est prévenu d'avoir commis un crime ou un délit dans l'exercice de ses fonctions, il peut être procédé comme il est dit à l'article précédent.

Section II. — Du jugement des infractions commises à l'audience des Cours ou Tribunaux.

Art. 187. — Toute infraction commise à l'audience est jugée ainsi qu'il est dit aux articles 204, 205 et 206 du présent code.

Si l'infraction est punie par la loi d'une peine d'emprisonnement supérieure à dix jours, les cours et tribunaux peuvent décerner mandat de dépôt ou d'arrêt. Ce mandat continue à produire effet, nonobstant l'exercice de toute voie de recours.

Section III. — Des renvois pour cause de suspicion légitime ou d'intérêt public.

Art. 188. — En matière criminelle, correctionnelle ou de police, la chambre criminelle de la Cour de cassation peut, pour cause de suspicion légitime, dessaisir toute juridiction d'instruction ou de jugement, soit de droit commun, soit d'exception, et renvoyer la connaissance de l'affaire à une autre juridiction du même ordre.

La requête aux fins de renvoi peut être présentée soit par le procureur général près la Cour de cassation, soit par le ministère public établi près la juridiction saisie, soit par l'inculpé, soit par la partie civile.

La requête doit être notifiée à toutes les parties intéressées qui ont un délai de dix jours pour déposer un mémoire au greffe de la Cour de cassation.

La présentation de la requête n'a point d'effet suspensif à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par la Cour de cassation.

Art. 189. — Le renvoi peut être également ordonné par la chambre criminelle, mais seulement à la requête du procureur général près la Cour de cassation dans les cas suivants :

- 1° Pour cause de sûreté publique ;
- 2° Pour l'intérêt d'une bonne administration de la justice, pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice pour la manifestation de la vérité et l'exercice des droits des parties.

Titre II. — De la récusation.

Art. 190. — L'inculpé ou la partie civile qui pour l'une des causes énoncées au Code de procédure civile, veut récuser un juge de l'instruction, un juge de simple police, un, plusieurs ou l'ensemble des juges du tribunal de première instance, des conseillers de la cour d'appel ou de la cour d'assises, doit présenter requête à cet effet au premier président de la cour d'appel.

La requête, qui est accompagnée de toutes justifications utiles, précise les faits pouvant motiver la récusation.

Art. 191. — Les officiers du ministère public ne peuvent être recusés.

Art. 192. — La présentation de la requête aux fins de récusation ne dessaisit pas le juge dont la récusation est proposée. Toutefois, le premier président peut, après avis du procureur général, ordonner qu'il soit sursis, soit à la continuation de l'information ou des débats, soit au prononcé du jugement.

Art. 193. — Le premier président reçoit, s'il y a lieu, les explications du demandeur et celles du juge dont la récusation est proposée ; il prend l'avis du procureur général et statue sur la requête.

Art. 194. — L'ordonnance admettant la récusation n'est pas motivée. Elle n'est susceptible d'aucune voie de recours. Elle produit effet de plein droit.

Art. 195. — L'ordonnance rejetant la demande de récusation est motivée. Elle est susceptible de recours en cassation. Mais l'exercice de ce recours ne fait pas obstacle à la continuation de la procédure et au jugement.

Art. 196. — Toute demande de récusation visant le premier président de la cour

d'appel doit faire l'objet d'une requête adressée au premier président de la Cour de cassation qui, après avis du procureur général près ladite cour, statue par une ordonnance, laquelle n'est susceptible d'aucune voie de recours. Les dispositions de l'article 192 sont applicables.

Art. 197. — Toute ordonnance rejetant une demande de récusation prononce la condamnation du demandeur à une amende civile de 5.000 à 50.000 francs.

Art. 198. — Chacun des juges visés à l'article 190 peut se récuser d'office; néanmoins l'obligation de juger peut lui être imposée par un arrêt de la première chambre de la cour d'appel rendu sur réquisitions du procureur général et non susceptible de recours.

Titre III. — Des audiences et des jugements.

Chapitre Premier. — Des audiences.

Section I. — De la publicité et de la police des audiences, de la comparution des délinquants.

Art. 199. — Les débats sont publics à moins que la publicité ne soit déclarée par jugement dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs. Le président peut interdire l'accès de la salle d'audience aux mineurs ou à certains d'entre eux.

La règle de publicité est inapplicable au jugement rendu sur un incident. Dans tous les cas, le jugement sur le fonds est rendu en audience publique.

Art. 200. — Hors les cas visés à l'article 199, les jugements ou arrêts doivent, à peine de nullité, constater que l'audience a été tenue publiquement.

Art. 201. — Le président a la police de l'audience.

Art. 202. — Lorsque à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistants donnent des signes soit d'approbation, soit de désapprobation ou troublent l'ordre de quelque manière que ce soit, le président les fait expulser; s'ils résistent à ses injonctions, il ordonne de les conduire à la maison d'arrêt pour vingt-quatre heures au plus.

Il est fait mention de l'incident au procès-verbal.

Art. 203. — Si le perturbateur est le prévenu ou l'accusé lui-même, le tribunal ou la cour le fait retirer de l'audience et reconduire en prison, ou s'il est libre détenir pendant vingt-quatre heures. Néanmoins, il est passé outre aux débats.

Après chaque audience, il est, par le greffier, donné lecture au prévenu ou à l'accusé des procès-verbaux des débats; et il lui est donné connaissance des réquisitions du ministère public, ainsi que des jugements ou arrêts intervenus qui sont tous réputés contradictoires.

Art. 204. — S'il se commet une contravention de police pendant la durée de l'audience, le tribunal ou la cour dresse procès-verbal du fait, entend le prévenu, les témoins et le ministère public et applique sans désemparer les peines portées par la loi.

Art. 205. — Si le fait commis est un délit, il peut être procédé comme il est dit à l'alinéa précédent, à moins que le fait ne soit commis à l'audience de simple police. Dans ce cas, le juge en dresse procès-verbal qu'il transmet au procureur de la République; il peut même ordonner l'arrestation de l'auteur et sa conduite immédiate à ce magistrat.

Art. 206. — Si le fait commis est un crime, la cour ou le tribunal, après avoir fait arrêter l'auteur et dressé procès-verbal des faits, renvoie les pièces et le prévenu devant le procureur de la République compétent.

Art. 207. — Sous réserve des dispositions de l'article 209 du présent Code, devant les juridictions de répression, le prévenu comparaît en personne.

Si le prévenu est sourd, muet ou aveugle, toutes mesures sont prises pour que son infirmité ne compromette pas sa défense.

Art. 208. — Dans le cas où le prévenu, les témoins ou l'un d'eux ne parlent pas français ou s'il est nécessaire de traduire une pièce écrite en langue étrangère ou en un idiome difficilement intelligible pour les juges ou les parties et versée aux débats, le président nomme d'office un interprète, âgé de vingt-et-un ans au moins et lui fait prêter serment de remplir fidèlement sa mission.

Le prévenu, le ministère public et la partie civile peuvent récuser l'interprète, en motivant leur récusation.

Le tribunal ou la cour prononce.

L'interprète ne peut, même du consentement du prévenu, du ministère public et de la partie civile, être pris parmi les juges, les jurés ou les témoins.

Les dispositions précédentes sont prévues à peine de nullité.

Art. 209. — Dans les affaires de simple police, le prévenu peut se faire représenter par un avocat inscrit à un barreau, un avoué ou un fondé de procuration spéciale.

Dans les affaires de police correctionnelle, le prévenu comparaît en personne sous réserve des dispositions des articles 210, 301, 302 et 303 du présent code.

Art. 210. — Au jour indiqué pour la comparution à l'audience, si le prévenu en état de détention refuse de comparaître, sommation d'obéir à la justice lui est faite par le greffier ou un huissier commis à cet effet par le président du tribunal ou de la cour.

Sur le vu de la réponse faite et s'il n'y a motif légitime, le tribunal ou la cour ordonne soit que le prévenu sera amené par la force publique, soit que, nonobstant sa non-comparution, il sera passé outre aux débats, lesquels seront réputés contradictoires.

Après chaque audience, il est, par le greffier, donné lecture au prévenu ou à l'accusé des procès-verbaux des débats; il lui est donné aussi connaissance des réquisitions du ministère public et des jugements ou arrêts intervenus.

Art. 211. — Tout prévenu peut, en tout état de la procédure, recourir à l'assistance d'un défenseur.

Le même droit appartient à son représentant légal.

Art. 212. — L'assistance d'un défenseur est obligatoire devant la cour d'assises.

Elle l'est également devant le tribunal correctionnel quand le prévenu est aveugle, sourd, muet, ou quand il encourt la peine de la relégation.

Art. 213. — La défense de plusieurs prévenus ou accusés peut être présentée par le même défenseur.

Art. 214. — Le défenseur ne peut être choisi ou désigné d'office que parmi les avocats inscrits au barreau ou les avoués près la juridiction saisie, à moins que le prévenu ou l'accusé n'ait obtenu du président la permission de prendre comme défenseur un de ses parents ou amis, en raison des circonstances spéciales de l'affaire.

Art. 215. — Toutes les fois que l'assistance d'un défenseur est obligatoire, si le défenseur choisi ou désigné ne se présente pas aux débats ou refuse ou cesse de remplir sa mission, il en est désigné immédiatement un autre par le président du tribunal ou de la cour.

Le défenseur défaillant peut faire l'objet d'une poursuite disciplinaire.

Art. 216. — Le magistrat qui préside l'audience dirige les débats.

Il doit rejeter tout ce qui tendrait à les prolonger sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

En cas d'incidents contentieux, le tribunal ou la cour décide.

Le président décide des suspensions et renvois de la suite des débats.

Le tribunal ou la cour statue sur les demandes de remises de l'affaire à une date ultérieure.

Art. 217. — Le président peut donner lecture des déclarations des témoins entendus au cours de l'information et non comparants. Il peut donner lecture également de celles des témoins cités et comparants, s'il apparaît une variation avec leurs dépositions faite à l'audience.

Art. 218. — Il peut aussi ordonner la lecture des procès-verbaux de constat, de perquisition ou de saisie, des rapports d'experts, ainsi que de tous documents utiles à la manifestation de la vérité.

Il peut également, au cours des interrogatoires des prévenus, ordonner la lecture des interrogatoires reçus au cours de l'information ou d'information pour infractions connexes.

En cas d'incidents contentieux, le tribunal ou la cour décide.

Art. 219. — Durant les débats, les juges, le ministère public, les parties et leurs conseils peuvent, par l'intermédiaire du président, poser des questions au prévenu.

Si le président refuse de poser la question et qu'un incident soit soulevé, le tribunal ou la cour décide.

Art. 220. — Si le prévenu ou son représentant a répondu à l'appel de la cause, il ne peut plus faire défaut, quand bien même il se retirerait de l'audience ou refuserait de se défendre.

Art. 221. — Les exceptions tirées de la nullité soit de la citation, soit de la procédure antérieurement suivie, les questions préjudicielles doivent, à peine de forclusion, être présentées avant toute défense au fond.

Si l'exception est rejetée, il est passé outre aux débats tout droit de recours étant réservé pour être exercé en même temps que le recours contre la décision sur le fond.

Section II. — De l'administration de la preuve devant les tribunaux de répression.

Art. 222. — Hors les cas où la loi en dispose autrement, les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve et le juge décide d'après son intime conviction.

Si la preuve n'est point rapportée, il renvoie le prévenu des fins de poursuite.

Art. 223. — Le juge ne peut fonder sa décision que sur des preuves versées aux débats, oralement et contradictoirement discutées devant lui.

Art. 224. — Si l'existence de l'infraction est subordonnée à celle d'un droit privé, le juge observe les règles de preuve en la matière.

Art. 225. — Font foi jusqu'à preuve contraire les procès-verbaux ou rapports dressés par les officiers et les agents de la police judiciaire pour les délits et contraventions qu'ils ont mission de constater.

Cette preuve doit être rapportée par écrits ou par témoins.

Art. 226. — Le procès-verbal n'a force probante qu'autant qu'il est régulier en la forme et que son auteur agissant dans l'exercice de ses fonctions, rapporte sur une matière de sa compétence ce qu'il a vu ou entendu personnellement.

Art. 227. — Tous les autres procès-verbaux ou rapports ne valent qu'à titre de simples renseignements.

Art. 228. — La preuve par écrit ne peut résulter de la correspondance échangée entre le prévenu et son conseil.

Art. 229. — Si le juge croit devoir faire procéder à une expertise, il désigne à cet effet un ou plusieurs experts auxquels il fixe leur mission, celle-ci ne pouvant avoir pour objet que des constatations de fait, d'ordre purement technique.

L'expertise ordonnée dans ces conditions est soumise aux prescriptions édictées par les articles 124 alinéa 2, 125, 126, 127, 128, 129, 130 et 131 du présent Code en matière d'expertise prescrite au cours de l'information préparatoire. Les attributions dévolues par ces textes au procureur de la République, et au juge de l'instruction sont exercées alors par le tribunal.

Art. 230. — Les témoins sont cités à la requête, soit du ministère public, soit de la partie civile, soit du prévenu ou de l'accusé.

La citation mentionne que la non-comparution ou le faux témoignage sont punis par la loi.

Art. 231. — Le Président de la République et les ministres ne peuvent jamais être cités comme témoins, même pour les débats qui ont lieu en présence du jury, qu'en vertu d'une autorisation du conseil des ministres.

A défaut d'autorisation leurs dépositions sont rédigées par écrit et reçues dans leur demeure par le premier président de la Cour d'appel ou par le président du Tribunal de première instance.

Il est, à cet effet, adressé par la Cour ou le tribunal saisi de l'affaire, au président ci-dessus désigné, un état des faits, demandes et questions sur lesquels le témoignage est requis.

Les dépositions ainsi reçues sont immédiatement remises au greffe, ou envoyées closes et cachetées au magistrat requérant, et communiquées sans délai à l'officier du ministère public.

A la cour d'assises, elles sont lues publiquement aux jurés et soumises aux débats, sous peine de nullité.

Si la déposition a lieu à l'audience, en vertu de l'autorisation prévue au premier alinéa, elle est fournie dans les formes ordinaires.

Art. 232. — Le témoin qui ne comparait pas est frappé d'une amende de 2.000 à 20.000 fr. Le témoin condamné à l'amende sur le premier défaut et qui, sur la deuxième citation produite devant le tribunal ou la cour, fournit des excuses légitimes, peut, le ministère public entendu, être déchargé de l'amende.

Si le témoin n'est pas cité de nouveau, il peut volontairement comparaître, par lui-même ou par fondé de pouvoir spécial, pour présenter ses excuses et obtenir, s'il y a lieu, décharge de l'amende.

Art. 233. — Le président du Tribunal ou de la Cour demande aux témoins leurs nom, prénoms, âge, profession et domicile, s'ils sont parents ou alliés de l'inculpé ou de la partie civile, s'ils sont au service de l'un ou de l'autre; le cas échéant, il leur fait préciser quelles relations ils avaient avec le prévenu ou la partie civile.

Art. 234. — Avant de commencer leur déposition, les témoins prêtent, à peine de nullité, le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité.

Si le témoin est sourd ou muet, le serment lui est demandé et il est prêté par lui, eu égard à son infirmité.

Si le témoin appartient à une confession religieuse qui s'oppose à ce qu'il prête serment dans la forme légale, il peut être autorisé à le prêter selon le mode de son culte.

Art. 235. — Ne peuvent être reçues qu'à titre de renseignements les dépositions des ascendants ou descendants de la personne prévenue ou accusée, de ses frères et sœurs ou alliés au même degré, de sa femme ou de son mari, même après le divorce prononcé, sans néanmoins que l'audition sous serment des personnes ci-dessus désignées puisse entraîner une nullité, lorsqu'elle a eu lieu sans opposition du ministère public, de la partie civile, du prévenu et de l'accusé.

Art. 236. — Les mineurs de seize ans déposent sans prestation de serment.

Art. 237. — Le témoin qui a prêté le serment n'est pas tenu de le renouveler s'il est entendu une seconde fois au cours des mêmes débats. Mais le président lui rappelle, s'il y a lieu, le serment qu'il a prêté.

Art. 238. — Les témoins déposent séparément, dans l'ordre établi par la partie qui les a cités.

Les témoins produits par les parties poursuivantes sont entendus les premiers. Le tout à moins que le président n'en ait décidé autrement.

Art. 239. — Les témoins déposent oralement et ne peuvent s'aider de notes qu'exceptionnellement et sur autorisation du président.

Le témoin muet dépose dans les formes et conditions que lui permet son infirmité.

Le greffier tient note des déclarations des témoins, ainsi que des réponses du prévenu. Les notes du greffier sont visées par le président, dans les trois jours du prononcé du jugement.

Art. 240. — Après chaque déposition, le président du tribunal ou de la cour demande au prévenu ou à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit.

Section III. — De la constitution de partie civile et de ses effets.

Art. 241. — Toute personne lésée par une infraction peut se porter partie civile à l'audience, si elle ne l'a déjà fait.

Art. 242. — Les personnes qui n'ont pas le libre exercice de leurs droits civils ne peuvent se constituer partie civile qu'avec l'autorisation ou l'assistance de leurs représentants légaux.

Art. 243. — Si la personne lésée est hors d'état d'agir elle-même et n'a pas de représentant légal, le tribunal peut, sur requête du ministère public, lui désigner un mandataire spécial.

Art. 244. — La déclaration de constitution de partie civile peut être faite en tout état de la procédure jusqu'à la clôture des débats.

Art. 245. — La déclaration de constitution de partie civile, si elle n'est pas contenue dans la plainte, se fait soit avant l'audience au greffe, qui la transmet au tribunal, soit pendant l'audience par dépôt de conclusions ou déclaration consignée par le greffier.

Elle contient, à peine de non recevabilité, les indications propres à identifier celui qui se porte partie civile, à préciser l'infraction dont il est demandé réparation, à faire connaître les raisons de la demande et à en préciser le montant.

Elle comprend, en outre, l'élection de domicile au lieu où siège le tribunal ou la Cour d'assises, à moins que le requérant ne soit domicilié dans leur ressort.

Le ministère d'un avoué n'est pas obligatoire.

Art. 246. — La partie civile qui se désiste avant le prononcé du jugement n'est pas tenue des frais postérieurs à son désistement.

Quand la poursuite a été intentée par le ministère public la partie civile de bonne foi peut, si le prévenu a bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, être déchargée de la totalité ou d'une partie des frais, par décision spéciale et motivée, soit du juge de l'instruction, soit de la chambre des mises en accusation.

Art. 247. — La partie civile qui ne comparait pas à l'audience ou qui, y comparaisant, ne soutient pas sa demande est considérée comme se désistant.

En ce cas, si l'action publique n'a été mise en mouvement que par la citation directe donnée à la requête de la partie civile, le tribunal ne statue sur ladite action que s'il en est requis par le ministère public.

Le prévenu peut, en toute hypothèse, demander au tribunal des dommages-intérêts pour abus de constitution de partie civile.

Art. 248. — Le désistement de la partie civile ne met pas obstacle à l'action en réparation devant la juridiction compétente civile ou commerciale.

Chapitre II. — Des jugements.

Art. 249. — Tout jugement contient :

- 1° Les noms des magistrats qui ont assisté à toutes les audiences ;
- 2° L'indication des parties entre lesquelles il a été rendu ;
- 3° L'énonciation du fait qui forme l'objet de l'inculpation ;
- 4° Les motifs sur lesquels le jugement est fondé ;
- 5° Le visa des articles appliqués ;
- 6° Le dispositif ;
- 7° La mention de sa lecture à l'audience et de l'accomplissement des formalités prévues à l'article 251 alinéa 2.
- 8° La date et la signature du président et des magistrats qui l'ont rendu ainsi que du greffier qui a assisté à l'audience.

Art. 250. — Les jugements sont nuls :

- 1° S'ils ne contiennent pas les motifs ;
- 2° Si le dispositif manque ;
- 3° S'ils n'ont pas été rendus par le nombre de juges fixé par la loi ;
- 4° S'ils ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences où l'affaire a été instruite ;
- 5° S'ils ne sont pas datés et signés conformément à la loi.

Art. 251. — Le dispositif de tout jugement de condamnation énonce l'infraction dont la personne poursuivie est déclarée coupable, la sanction pénale et les condamnations civiles.

Le texte de la loi dont on fait application est lu à l'audience par le président ; il est fait mention de cette lecture dans le jugement, et le texte appliqué y est indiqué.

Art. 252. — Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu ou l'accusé et contre les personnes civilement responsables de l'infraction les condamne aux frais envers le Trésor public.

La partie civile qui a obtenu des dommages et intérêts n'est jamais tenue des frais.

La partie civile qui succombe est tenue des frais. Toutefois si la poursuite a été intentée par le ministère public, la juridiction de jugement peut l'en dispenser en tout ou en partie.

Dans les cas d'absolution, d'acquiescement pour cause de démeance au temps de l'action, la juridiction de jugement peut mettre à la charge du prévenu ou de l'accusé tout ou partie des dépens, il en est de même s'il est décidé que l'accusé mineur de 18 ans ne doit pas faire l'objet d'une condamnation pénale.

Art. 253. — La minute du jugement est signée au plus tard dans les trois jours par le président et par le greffier.

Les greffiers qui délivrent expédition du jugement avant qu'il ait été signé sont punis d'une amende de 20.000 à 100.000 francs, sans préjudice le cas échéant des peines du faux.

Les officiers du ministère public se font représenter tous les mois, les minutes des jugements et, en cas de contravention au présent article, ils dressent procès-verbal pour être procédé ainsi qu'il appartiendra.

Titre IV

Chapitre premier. — Des tribunaux de simple police.

Art. 254. — Le tribunal de simple police est constitué dans chaque canton par le juge de paix, l'officier du ministère public et le greffier.

Art. 255. — Dans les communes où il existe plus de trois justices de paix et dans les communes dont la population est de 80.000 habitants au moins, il y a un seul tribunal de simple police. Le service est fait successivement par chaque juge de paix, en commençant par le plus ancien ; il y a, dans ce cas, un greffier particulier pour le tribunal de simple police.

Art. 256. — Dans le cas de l'article précédent, le tribunal peut être divisé par décret en deux sections. Chaque section est tenue par un juge de paix.

Art. 257. — Sont considérées comme contraventions de police simple les infractions frappées d'une peine n'excédant pas dix jours d'emprisonnement ou 12.000 francs d'amende, qu'il y ait ou non confiscation de choses saisies et quelle qu'en soit la valeur.

Chapitre II. — L'amende de composition.

Art. 258. — Avant toute citation devant le tribunal de simple police, le juge de paix saisi d'un procès-verbal relevant une contravention, sauf dans les cas prévus à l'article 261, informe le contrevenant de la faculté qu'il a de verser, à titre d'amende de composition, une somme qui est fixée par ce juge conformément au mode de calcul déterminé, suivant la classe de contraventions, par un règlement d'administration publique.

Si le contrevenant justifie qu'il a versé au percepteur le montant de l'amende de composition dans le délai prévu par ce règlement, il n'est pas donné suite au procès-verbal.

Le paiement de cette amende implique reconnaissance de l'infraction. Il tient lieu, pour la détermination de l'état de récidive, du jugement visé par l'article 485 du Code pénal.

Art. 259. — La décision déterminant le montant de l'amende de composition à verser n'est susceptible d'aucun recours de la part du contrevenant.

Art. 260. — Dans le cas où le contrevenant n'accepte pas de verser l'amende de composition, le juge de paix statue selon les règles du droit commun.

Art. 261. — Les dispositions des articles 258 et 259 ne s'appliquent pas :

1° Si l'infraction constatée expose son auteur, soit à une autre sanction qu'une sanction pécuniaire, soit à la réparation de dommages causés aux personnes ou aux biens, soit aux peines qui s'attachent à la récidive ;

2° Si le même procès-verbal constate à la charge d'un seul individu plus de deux contraventions ;

3° Si l'infraction est prévue et réprimée par le Code forestier ou par le Code du travail.

Art. 262. — Les amendes prévues pour les contraventions à la police de la circulation peuvent être immédiatement acquittées entre les mains des agents verbalisateurs, conformément au tarif fixé par le règlement d'administration publique prévu à l'article 263 du présent Code.

Art. 263. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode de calcul des amendes de composition, les conditions et le délai de leur paiement.

Chapitre III. — De l'audience et du jugement.

Art. 264. — Le prévenu, la personne civilement responsable, la partie civile sont invités à comparaître devant le tribunal de simple police dans les délais fixés par l'arti-

cle 285. Cette invitation faite par carte-lettre recommandée du greffier avec avis de réception, indique les jour, heure et lieu de l'audience, la nature, la date et le lieu de l'infraction, et le texte applicable.

Art. 265. — Le tribunal de simple police est saisi, soit à la requête du ministère public ou de la partie civile, ou d'une administration compétente, soit par l'opposition du prévenu à un jugement de défaut.

Il peut être également saisi par renvoi du juge de l'instruction ou de la chambre des mises en accusation.

Art. 266. — Si les personnes dûment convoquées ne défèrent pas à la convocation, elles sont jugées par défaut, sauf ce qui sera dit ci-après.

Si le prévenu demande, par écrit, que le débat ait lieu en son absence et que le tribunal n'estime pas nécessaire sa comparution personnelle, il est passé outre aux débats et le jugement est réputé contradictoire.

Si le prévenu qui a reçu la carte-lettre recommandée le convoquant ne comparait pas et ne justifie pas d'un motif légitime, il est jugé contradictoirement.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la partie civile et à la personne civilement responsable.

Art. 267. — Le jugement est également réputé contradictoire à l'égard de toute partie dont la présence a été constatée à l'appel de la cause.

Néanmoins, si la continuation du débat ou le prononcé du jugement sont renvoyés à une date indéterminée, une nouvelle convocation est adressée.

Art. 268. — Le dispositif du jugement rendu par défaut est notifié par carte-lettre recommandée avec avis de réception, cette carte-lettre informe la partie défaillante qu'elle a un délai de cinq jours pour acquiescer ou faire opposition, faute de quoi le jugement lui sera signifié par huissier et les frais de cette signification seront mis définitivement à sa charge, même en cas d'acquiescement sur son opposition.

Art. 269. — Le jugement rendu par défaut est susceptible d'opposition.

La partie défaillante est déchue du droit de faire opposition cinq jours après la signification qui lui a été faite par huissier à personne ou à domicile.

Cette opposition est formée soit par lettre recommandée adressée au greffier, soit par déclaration sur le registre du greffe à ce destiné, déclaration dont il est remis récépissé, soit par acte extrajudiciaire, signifié au greffier.

Art. 270. — Les parties comparaissent en personne ou par un fondé de procuration spéciale ou par un avocat régulièrement inscrit à un barreau français ou par un avoué du tribunal de première instance du ressort dont dépend le tribunal de simple police.

Le tribunal peut toujours ordonner la comparution personnelle des parties.

Art. 271. — L'instruction de chaque affaire se fait dans les formes prescrites aux articles 290 et suivants.

Art. 272. — Les témoins sont convoqués par carte-lettre recommandée avec avis de réception.

S'ils ne répondent pas à cette convocation, ils peuvent être cités régulièrement à leurs frais.

Art. 273. — Si le fait ne constitue aucune infraction à la loi pénale, le tribunal prononce relaxe et statue, s'il échet, par le même jugement sur la demande en dommages et intérêts formée par le prévenu contre la partie civile.

Art. 274. — Si le fait constitue une infraction entraînant une peine plus grave que celle de simple police, le tribunal renvoie la partie poursuivante à se pourvoir ainsi qu'elle avisera.

Art. 275. — Si le prévenu est convaincu de contravention de simple police, le tribunal prononce la peine et statue par le même jugement sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts.

Art. 276. — La partie privée qui succombe est condamnée aux frais, lesquels sont liquidés par le jugement.

Toutefois, si la poursuite a été intentée par le ministère public, la partie civile de bonne foi qui a succombé peut être déchargée de la totalité ou d'une partie des frais par décision spéciale et motivée du tribunal.

Chapitre IV. — De l'appel des jugements de simple police.

Art. 277. — Les jugements rendus en matière de simple police peuvent être frappés d'appel par toute partie condamnée soit à la peine de l'emprisonnement, soit à des amendes, restitutions et autres réparations civiles excédant la somme de 600 francs.

Dans les affaires poursuivies à la requête des agents de l'administration, l'appel est possible de la part de toutes les parties, quelles que soient la nature et l'importance des condamnations.

Les jugements peuvent être attaqués par toutes les parties en cause ainsi que par le ministère public lorsque la peine encourue excède cinq jours de prison ou 2.000 francs d'amende.

Art. 278. — Le délai d'appel et l'appel interjeté sont suspensifs, sauf en ce qui concerne les dommages-intérêts dont le tribunal de simple police peut décider l'exigibilité immédiate en tout ou en partie.

Art. 279. — L'appel des jugements de simple police est porté au tribunal correctionnel qui statue dans les formes prescrites au titre des tribunaux de police correctionnelle.

Cet appel est interjeté par déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dans les dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé, et si le jugement est par défaut, dans les dix jours au plus tard de la notification de la sentence à personne ou à domicile.

Néanmoins, en cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, les autres parties ayant le droit d'appel ont un délai supplémentaire de cinq jours pour l'exercer.

Le procureur de la République doit notifier son appel au prévenu et, le cas échéant, à la personne civilement responsable de l'infraction, dans le mois du jugement.

Art. 280. — Lorsque sur l'appel, le procureur de la République ou l'une des parties le requiert, les témoins peuvent être entendus de nouveau et il peut même en être entendu d'autres.

Art. 281. — A l'expiration du délai d'appel, le juge de paix transmet l'extrait du jugement de simple police prononçant la peine d'emprisonnement au procureur de la République qui en assure l'exécution.

Titre V. — Des tribunaux de police correctionnelle.

Section I. — De la saisine.

Art. 282. — Le tribunal est saisi, en matière correctionnelle, des infractions de sa compétence, soit par le renvoi qui lui en est fait par la juridiction d'instruction, soit par la comparution volontaire des parties sur simple avertissement, soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables de l'infraction, à la requête du ministère public ou de la partie civile, soit par la procédure de flagrant délit prévue aux articles 286 et suivants du présent Code, soit, dans le cas où l'action est intentée par une administration publique, à la requête du fonctionnaire de cette administration à qui il appartient de l'exercer.

Art. 283. — La citation ou l'avertissement énonce les faits et indique les articles de loi qui les répriment.

Art. 284. — La partie civile fait par l'acte de citation, élection de domicile dans la ville où siège le tribunal.

Art. 285. — Le délai entre la citation et le jour fixé pour la comparution devant le tribunal est d'au moins cinq jours, si le prévenu réside dans le département où siège le tribunal; huit jours s'il réside dans un département limitrophe ou dans un autre département du ressort de la Cour d'appel; quinze jours s'il réside dans un autre département de la France continentale. Si le prévenu réside hors du territoire de la France continentale, les délais prévus à l'article 72 du Code de procédure civile sont observés, le tout à peine de nullité de la citation; néanmoins, cette nullité ne peut être proposée qu'à la première audience et avant toute exception ou défense.

Art. 286. — En cas de flagrant délit, dans les conditions de l'article 36, la personne arrêtée est immédiatement conduite devant le procureur de la République qui l'interroge et, s'il y a lieu, la traduit sur le champ à l'audience du tribunal.

Dans ce cas et si le fait est puni d'emprisonnement, le procureur de la République peut mettre l'inculpé sous mandat de dépôt.

Les témoins peuvent être verbalement requis par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique. Ils sont tenus de comparaître sous les peines portées en l'article 232.

Art. 287. — Si ce jour là il n'y a point d'audience, le procureur de la République cite l'inculpé pour l'audience du lendemain ; le tribunal est, au besoin, spécialement convoqué.

Art. 288. — La personne traduite ou citée en vertu des deux articles qui précèdent est avertie par le président qu'elle a le droit de réclamer un délai pour préparer sa défense ; mention de l'avis donné par le président et de la réponse de l'inculpé est faite dans le jugement, le tout à peine de nullité.

Si l'inculpé use de la faculté indiquée à l'alinéa précédent, le tribunal lui accorde un délai de trois jours au moins.

Art. 289. — Si l'affaire n'est pas en état de recevoir jugement, le tribunal en ordonne le renvoi pour plus ample information et, s'il y a lieu, met l'inculpé provisoirement en liberté, avec ou sans caution.

Section II. — De la procédure et du jugement.

Art. 290. — Le président constate, dans chaque affaire, l'identité du prévenu, la présence ou l'absence des témoins, et, s'il y a lieu, de la partie civile, des experts ou de l'interprète.

Lecture est donnée par le greffier de l'ordonnance ou de l'arrêt de renvoi ou de la citation saisissant le tribunal.

Les témoins et les experts sont invités à se retirer.

Après quoi il est procédé à l'examen.

Art. 291. — Si le débat ne peut être terminé dans la même audience, il est continué à la date que fixe le tribunal.

En cas de nécessité, le tribunal peut décider que le débat sera renvoyé à date indéterminée. Dans ce cas les parties sont à nouveau citées à comparaître.

Art. 292. — Le président interroge d'abord le prévenu, s'il est présent.

Les témoins et les experts sont entendus.

Les pièces pouvant servir à conviction ou à décharge sont représentées s'il y a lieu, au prévenu, aux témoins et à la partie civile.

Art. 293. — L'instruction terminée, la partie civile formule sa demande de dommages-intérêts, le procureur de la République prend ses réquisitions.

Le prévenu et les personnes civilement responsables proposent leurs défenses.

Le prévenu a la parole le dernier.

Sur quoi le président prononce la clôture des débats.

Art. 294. — Le jugement est prononcé sur le champ ou à l'audience qui suit celle où l'instruction a été terminée.

Si le jugement ne peut être rendu immédiatement, la cause est mise en délibéré. Il est statué dans le plus bref délai, les parties étant informées de la date.

Art. 295. — Si le fait poursuivi n'est pas établi ou ne constitue aucune infraction à la loi pénale, le tribunal renvoie le prévenu et statue, le cas échéant, sur sa demande en dommages et intérêts contre la partie civile.

Art. 296. — Si le fait ne constitue qu'une contravention de simple police le tribunal prononce dans les conditions de l'article 175.

Art. 297. — Si le fait est un délit, le tribunal applique la peine.

En outre, s'il s'agit d'un délit de droit commun et si la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement, le tribunal peut, par décision spéciale et motivée, décerner un mandat de dépôt ou d'arrêt contre le prévenu.

Le mandat d'arrêt continue à produire son effet, même si le tribunal, sur opposition, et la cour, sur appel, réduit la peine à moins d'une année d'emprisonnement.

Le mandat de dépôt décerné par le tribunal produit également son effet lorsque, sur appel, la cour réduit la peine d'emprisonnement à moins d'une année.

Toutefois, en cas de mandat de dépôt seulement décerné par le tribunal, la cour sur appel a la faculté, par décision spéciale et motivée, d'en donner mainlevée.

En toutes circonstances, les mandats décernés dans les cas susvisés continuent à produire leur effet, nonobstant le pourvoi en cassation.

Le tribunal statue, s'il y a lieu, sur les restitutions et autres réparations civiles. Il peut ordonner l'exécution provisoire, en tout ou en partie, en ce qui concerne seulement le paiement des dommages et intérêts.

Art. 298. — Si le fait est de nature à motiver une peine criminelle, le tribunal peut décerner immédiatement un mandat de dépôt ou d'arrêt, et il renvoie le prévenu devant le procureur de la République compétent.

Section III. — Des jugements par défaut et de l'opposition.

Art. 299. — Hors les cas indiqués aux articles 301 à 304 ci-après, la personne régulièrement citée qui ne comparaît pas au jour et à l'heure fixés par la citation est jugée par défaut.

Toutefois, si la citation a été délivrée à personne, et s'il n'est pas justifié d'un motif légitime de non-comparution, le jugement est réputé contradictoire.

Art. 300. — Le jugement est réputé contradictoire à l'égard de toute partie dont la présence a été constatée à l'appel de la cause.

Art. 301. — Si le prévenu demande que le débat ait lieu en son absence et si le tribunal n'estime pas nécessaire sa comparution en personne, il est passé outre au débat et le jugement est réputé contradictoire.

Art. 302. — Si le prévenu ne peut, en raison de son état de santé, comparaître devant le tribunal et s'il existe des raisons graves de ne point différer le jugement de l'affaire, le tribunal ordonne, par décision spéciale et motivée, que le prévenu, dûment assisté de son conseil, soit entendu à son domicile par un membre du tribunal ou par un magistrat commis à cet effet. Procès-verbal est dressé de cet interrogatoire. Après citation nouvelle signifiée au prévenu qui a la faculté de se faire représenter devant le tribunal, le débat est repris et le jugement qui intervient est réputé contradictoire.

Art. 303. — Si le prévenu ou l'un des prévenus ne comparaît pas, le tribunal peut, sur réquisition du ministère public, ordonner réassignation pour une audience qu'il fixe. Le greffier informe le prévenu de cette décision par lettre recommandée avec avis de réception.

Assignation nouvelle lui est notifiée.

S'il résulte de l'accomplissement de ces formalités qu'il y a, de la part du prévenu, refus injustifié de comparaître, le tribunal peut ordonner que le jugement soit réputé contradictoire.

Art. 304. — Avis de toute condamnation prononcée par défaut est donné par le greffier au prévenu et à la personne civilement responsable par lettre recommandée avec avis de réception.

En outre, le jugement leur est signifié par exploit d'huissier.

Art. 305. — La condamnation par défaut est non avenue, si le prévenu forme opposition à l'exécution du jugement, soit par déclaration au greffe, soit par notification tant au ministère public qu'à la partie civile, dans les délais fixés par l'article 285, lesquels courent à compter de la signification du jugement à lui faite à personne ou à domicile. Il en est de même de la personne civilement responsable.

Art. 306. — Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne et s'il ne résulte pas, soit de l'avis constatant la remise de la lettre recommandée prévue à l'article 304, soit d'un acte d'exécution quelconque que le prévenu a eu connaissance de la condamnation, l'opposition est recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de peine.

Art. 307. — L'opposition est non avenue, si l'opposant ne comparaît pas à la date qui lui est fixée soit par une nouvelle assignation, soit par une notification faite par un officier de police judiciaire.

Art. 308. — La partie civile peut former opposition contre tout jugement rendu par défaut à son égard, dans les cinq jours de la signification qui lui est faite de ce jugement, soit à personne, soit à domicile.

Art. 309. — Dans tous les cas, les frais de la signification du jugement par défaut et de l'opposition peuvent être laissés à la charge de la partie opposante.

Section IV. — De l'appel des jugements des tribunaux correctionnels.

Art. 310. — Les jugements rendus en matière correctionnelle peuvent être attaqués par la voie de l'appel.

Art. 311. — Toutefois, l'appel des jugements préparatoires ou interlocutoires statuant sur les incidents ou exceptions n'est reçu qu'après le jugement sur le fond et en même temps que l'appel dudit jugement ; il en est de même des jugements rendus sur la compétence à moins qu'il s'agisse d'un jugement déclarant l'incompétence ou prononçant l'irrecevabilité de la demande et que l'exception ait été soulevée avant toute défense au fond.

Le greffier du tribunal dresse procès-verbal du refus qu'il oppose à la déclaration d'appel dans tous les cas où la loi prescrit que l'appel ne sera pas reçu.

La partie à laquelle ce refus est opposé est admise, dans les vingt-quatre heures, sur simple requête, à solliciter du président du tribunal que ce magistrat fasse injonction au greffier de recevoir sa déclaration d'appel. Le greffier est tenu d'obtempérer à cette injonction.

L'ordonnance du président n'est en tout cas susceptible d'aucune voie de recours.

Art. 312. — L'appel est porté à la Cour d'appel.

Art. 313. — La faculté d'appeler appartient :

- 1° Aux parties prévenues ou civilement responsables ;
- 2° A la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement ;
- 3° Au procureur de la République près le tribunal de première instance ;
- 4° Aux administrations publiques, dans les cas où celles-ci exercent l'action publique ;
- 5° Au procureur général près la Cour d'appel.

Art. 314. — L'appel est interjeté dans le délai de dix jours au plus tard après le prononcé du jugement.

Si le jugement est rendu par défaut, le délai court de l'expiration de celui fixé pour l'opposition par l'article 305.

En cas d'appel d'une des parties pendant le délai ci-dessus, les autres parties ont un délai supplémentaire de cinq jours pour interjeter appel.

Art. 315. — Pendant les délais d'appel indiqués en l'article précédent et pendant l'instance d'appel, il est sursis à l'exécution du jugement, sauf en ce qui concerne les dommages-intérêts dont le tribunal peut ordonner l'exigibilité immédiate en tout ou en partie.

Art. 316. — La déclaration d'appel est faite au greffe du tribunal qui a rendu le jugement. Toutefois, le condamné détenu dans le ressort d'un autre tribunal peut faire sa déclaration d'appel au greffe de ce dernier tribunal.

Art. 317. — Une requête contenant les moyens d'appel peut être remise dans le même délai au greffe du tribunal ou de la cour ; elle est signée de l'appelant ou d'un avocat inscrit à un barreau ou d'un avoué ou d'un fondé de pouvoir spécial.

Dans ce dernier cas, le pouvoir est annexé à la requête.

Art. 318. — La requête au cas où elle est remise au greffe du tribunal de première instance ainsi que les pièces de la procédure sont envoyées par le procureur de la République au greffe de la Cour dans le plus bref délai.

Si le prévenu est en état d'arrestation, il est également dans le plus bref délai et par ordre du procureur de la République, transféré dans la maison d'arrêt du lieu où siège la Cour d'appel.

Art. 319. — Le procureur général forme son appel par notification, soit au prévenu, soit à la partie civilement responsable du délit, dans le délai d'un mois à compter du jour du prononcé du jugement.

Art. 320. — Sont nonobstant appel, mis en liberté :

Immédiatement après le jugement, le prévenu qui a été acquitté ou condamné soit à l'emprisonnement avec sursis, soit à l'amende.

Et aussitôt après l'accomplissement de sa peine, le prévenu condamné à une peine d'emprisonnement.

Art. 321. — L'appel est porté à l'audience dans les deux mois, il est jugé sur le rapport d'un conseiller.

Art. 322. — A la suite du rapport, le prévenu est interrogé.

Les témoins sont entendus si la cour a ordonné leur audition. Les parties en cause ont la parole dans l'ordre suivant :

D'abord les parties appelantes, puis les parties intimées et, s'il y a plusieurs parties appelantes ou intimées, dans l'ordre fixé par le président de la Cour.

Le prévenu, soit qu'il ait été acquitté, soit qu'il ait été condamné en première instance, a toujours la parole le dernier, s'il le demande.

Art. 323. — Si la cour estime que l'appel, quoique régulièrement formé, n'est pas fondé, elle confirme le jugement attaqué et condamne l'appelant, s'il est une partie privée, aux dépens.

Si elle estime l'appel fondé, elle statue ainsi qu'il est dit aux articles qui suivent.

Art. 324. — Si l'appel émane de la partie publique, la cour peut, soit confirmer le jugement, soit l'infirmer à l'avantage du prévenu aussi bien qu'à son détriment.

S'il n'émane que d'une partie privée, la cour ne peut que confirmer ou infirmer à l'avantage de l'appelant.

La partie civile ne peut en cause d'appel former aucune demande nouvelle, sauf dans les conditions de l'article 464 alinéa 2 du Code de procédure civile.

Art. 325. — En cas de condamnation pour un délit de droit commun, la Cour peut décerner un mandat de dépôt ou d'arrêt dans les conditions de l'article 297.

Art. 326. — S'il n'y a pas de charges suffisantes ou si le fait poursuivi n'est réputé ni délit ni contravention de simple police, la cour renvoie le prévenu et statue, le cas échéant, sur sa demande en dommages-intérêts contre la partie civile.

Elle ordonne, le cas échéant, la restitution des dommages-intérêts si le jugement a déclaré la condamnation exécutoire par provision de ce chef.

Art. 327. — Si le jugement est réformé parce que le fait ne constitue qu'une contravention de simple police, la cour prononce la peine et statue également sur les dommages-intérêts.

Art. 328. — Si le fait est de nature à motiver une peine afflictive, la cour peut décerner immédiatement un mandat de dépôt ou d'arrêt et elle renvoie le prévenu devant le procureur de la République compétent, sauf application de l'article 182.

Art. 329. — Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la cour évoque et statue sur le fond.

Art. 330. — Les dispositions sur les jugements par défaut et sur l'opposition prévues à la Section III du Titre V du présent livre sont communes aux arrêts rendus par la Cour d'appel en cas de non-comparution du prévenu ou de la partie civile.

Titre VI. — De la Cour d'assises.

Chapitre premier. — De la formation des Cours d'assises.

Art. 331. — Il est tenu des assises dans chaque département pour juger les accusés qui leur sont renvoyés par la Cour d'appel.

Art. 332. — Les assises se tiennent au chef-lieu de chaque département sous réserve des exceptions qui ont été apportées à cette règle antérieurement à la mise en vigueur du présent code.

Art. 333. — Elles se tiennent tous les trois mois et plus souvent si les besoins du service l'exigent.

L'époque de l'ouverture des assises est déterminée par le règlement établi dans chaque Cour d'appel. Ce règlement peut toutefois être modifié sur les réquisitions du procureur général par la Cour d'appel.

Le jour de l'ouverture de chaque session est fixé par le premier président.

Art. 334. — Dans tous les départements les assises sont tenues par un conseiller de la Cour d'appel, délégué à cet effet, qui est président et par deux assesseurs pris, soit parmi les conseillers de la Cour d'appel, soit parmi les présidents et juges du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises.

Le premier président de la Cour d'appel nomme, pour chaque tenue de Cour d'assises, le conseiller qui les préside. Il peut les présider lui-même quand il le juge convenable, ou désigner un président de chambre.

Il nomme également les assesseurs.

Les membres de la Cour d'appel qui ont voté sur la mise en accusation ne peuvent, dans la même affaire, ni présider les assises ni assister le président et ce, à peine de nullité

Art. 335. — Jusqu'au jour de l'ouverture de la session il est pourvu, en cas de besoin, par le premier président, au remplacement du président et des assesseurs.

A partir du jour de l'ouverture de la session, si le président se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il est remplacé par le plus ancien des conseillers désignés pour l'assister, et, s'il n'a pour assesseur aucun conseiller, par le président du tribunal de première instance. Il pourvoit au remplacement des assesseurs empêchés et désigne, s'il y a lieu, les assesseurs supplémentaires.

Art. 336. — Les conseillers de la Cour d'appel sont, en cas d'absence ou d'empêchement, remplacés par d'autres conseillers de la même cour et, à leur défaut, par des juges de première instance, ceux de première instance le sont par des suppléants ou par des juges d'un tribunal du ressort de la Cour d'appel, lesquels sont désignés par le premier président de la Cour d'appel.

Art. 337. — Dans les affaires susceptibles d'entraîner de longs débats, la Cour d'assises peut s'adjoindre un ou plusieurs assesseurs supplémentaires que le président désigne dans les conditions déterminées par l'article précédent.

Art. 338. — L'ordonnance fixant le jour de l'ouverture de chaque session et portant nomination du président et des assesseurs désignés pour la tenue des assises, est envoyée, à la diligence du procureur général, aux tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'assises ; cette ordonnance est lue dès sa réception, à l'audience publique sur les réquisitions du procureur de la République et affichée dans les chefs-lieux d'arrondissement et sièges des tribunaux de première instance, huit jours au moins avant l'ouverture des assises.

Art. 339. — Les fonctions de ministère public près la Cour d'assises sont exercées dans les conditions déterminées par les articles 40 et 42 du présent Code.

Art. 340. — Les fonctions de greffier près la Cour d'assises sont remplies dans les départements où siègent les Cours d'appel par le greffier en chef de la Cour ou par un de ses greffiers assermentés ; dans les autres départements par le greffier en chef du tribunal ou par un de ses greffiers assermentés.

Art. 341. — Le procureur général près la Cour d'appel poursuit soit en personne, soit par son substitut toute personne mise en accusation, dans les conditions de l'arrêt de renvoi.

Il veille à la mise en état de la procédure pour l'ouverture des assises.

Art. 342. — Les assises ne sont closes qu'après que toutes les affaires qui étaient en état lors de leur ouverture y ont été portées.

Toutefois, chaque session ne peut se prolonger au delà de quinze jours, à moins que les débats d'une affaire ne comportent une plus longue durée. Si le nombre ou l'importance des affaires l'exigent, il est tenu une ou plusieurs sessions extraordinaires. Il peut également, si les circonstances le nécessitent, être tenu simultanément deux sessions. La tenue des sessions extraordinaires et supplémentaires est ordonnée et la date fixée par le premier président.

L'ordonnance est publiée et affichée ainsi qu'il est dit à l'article 338 ci-dessus. Les présidents et assesseurs désignés pour la session ordinaire seront de droit appelés à composer la Cour lors de la session extraordinaire.

Chapitre II. — Du jury.

Art. 343. — Ne peuvent remplir les fonctions de juré que les citoyens de l'un ou l'autre sexe âgés de trente ans accomplis sachant lire et écrire en français, jouissant des droits politiques, civils et de famille et ne se trouvant dans aucun des cas d'incapacité ou d'incompatibilité établis par les deux articles suivants.

Sont nulles les déclarations de culpabilité auxquelles aurait concouru un juré ne réunissant pas les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Art. 344. — Sont incapables d'être jurés :

1° Les individus qui ont été condamnés à une peine criminelle ;

2° Ceux condamnés à un mois au moins d'emprisonnement pour crime ou délit ;

3° Pendant cinq ans seulement à compter de l'expiration de la peine, ou s'il n'y a pas eu de peine d'emprisonnement sans sursis, à compter du jugement définitif, ceux condamnés pour délit quelconque à un emprisonnement de moins d'un mois ou à une

amende au moins égale à 1.000 francs (décimes en sus) ou 12.000 francs (sans décimes) ;

4° Ceux qui sont en état d'accusation ou de contumace et ceux qui sont sous mandat de dépôt ou d'arrêt ;

5° Les fonctionnaires et agents de l'Etat, des départements et des communes révoqués de leurs fonctions ;

6° Les officiers ministériels destitués ;

7° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par un jugement rendu à l'étranger mais exécutoire en France ;

8° Ceux auxquels les fonctions de juré ont été interdites en vertu de l'article 358 du présent Code ou de l'article 42 du Code pénal ;

9° Les interdits, les individus pourvus de conseils judiciaires, ceux qui sont placés dans un établissement d'aliénés en vertu de la loi du 30 juin 1838.

Art. 345. — Les fonctions de juré sont incompatibles avec celles de membres du Gouvernement ou d'une assemblée législative, secrétaire général du Gouvernement ou d'un ministère, directeur dans un ministère, membre du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation ou de la Cour des comptes, préfet, sous-préfet, secrétaire général de préfecture, conseiller de préfecture, magistrat des cours et tribunaux, magistrat du ministère public près les cours et tribunaux, magistrat ou attaché titulaire au ministère de la justice, juge de paix, commissaire de police, militaire de l'armée de terre, de mer ou de l'air en activité de service et pourvu d'emploi, fonctionnaire ou préposé du service des douanes, des contributions indirectes, des forêts de l'Etat.

Nul ne peut être juré dans la même affaire où il a été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie, à peine de nullité.

Art. 346. — Sont dispensés des fonctions de juré :

1° Les septuagénaires ;

2° Ceux qui ont rempli lesdites fonctions pendant l'année courante ou précédente, sous réserve des dispositions de l'article 354, alinéas 5 et 6.

Art. 347. — La liste annuelle du jury comprend pour le département de la Seine 1.200 jurés ; pour les autres départements un juré par 1.300 habitants, sans toutefois que le nombre des jurés puisse être inférieur à 160 ou supérieur à 240.

La liste ne peut comprendre que des citoyens ayant leur domicile dans le département.

Le nombre des jurés pour la liste annuelle est réparti, par arrondissement et par canton, proportionnellement au tableau officiel de la population, un juré au moins devant être pris dans chaque canton.

Cette répartition est faite par arrêté du préfet, pris sur l'avis conforme de la commission départementale, au mois d'avril de chaque année, et, pour le département de la Seine, sur l'avis conforme du bureau du conseil fédéral au mois de juillet.

A Paris, la répartition est faite entre les arrondissements et les quartiers.

En adressant au juge de paix l'arrêté de répartition, le préfet lui fait connaître les noms des jurés du canton désignés par le sort pendant l'année courante et pendant l'année précédente.

Art. 348. — Une commission composée dans chaque canton du juge de paix, président, des suppléants du juge de paix et des maires de toutes les communes du canton, dresse une liste préparatoire de la liste annuelle. Cette liste contient un nombre de noms double de celui fixé pour le contingent du canton.

Dans les cantons formés d'une seule commune, la commission est composée, indépendamment du juge de paix et de ses suppléants, du maire de la commune et de deux conseillers désignés par le conseil municipal.

Dans les communes divisées en plusieurs cantons, il y a autant de commissions que de cantons. Chacune de ces commissions est composée, indépendamment du juge de paix et de ses suppléants, du maire de la ville ou d'un adjoint délégué par lui, de deux conseillers municipaux, désignés par le conseil, et des maires des communes rurales comprises dans le canton.

A Paris, les listes préparatoires sont dressées pour chaque quartier par une commission composée du juge de paix de l'arrondissement ou d'un suppléant du juge de paix président, du maire de l'arrondissement ou d'un adjoint, du conseiller municipal nommé dans le quartier, et en outre de quatre personnes désignées par ces trois premiers membres parmi les jurés qui ont été portés l'année précédente sur la liste de l'arrondissement et qui ont leur domicile dans le quartier.

Les commissions chargées de dresser les listes préparatoires se réunissent avant le 15 août, dans le mois fixé par arrêté du préfet après avis du conseil général, au chef-lieu de leur circonscription, sur la convocation spéciale du juge de paix, délivrée dans la forme administrative.

Elles se réunissent au cours de la première quinzaine du mois d'août dans le département de la Seine.

Les listes sont dressées en deux originaux dont l'un reste déposé au greffe de la justice de paix et l'autre est transmis au greffe du tribunal civil de l'arrondissement.

Le public est admis à prendre connaissance des listes préparatoires pendant les quinze jours qui suivent le dépôt de ces listes au greffe de la justice de paix.

Art. 349. — La liste annuelle est dressée pour chaque arrondissement par une commission composée du président du tribunal ou son délégué, président, des juges de paix et des conseillers généraux. Au cas d'empêchement, le conseiller général d'un canton est remplacé par le maire du chef-lieu de canton.

A Paris, la commission est composée pour chaque arrondissement du président du tribunal civil de la Seine ou d'un juge délégué par lui président, du juge de paix de l'arrondissement et de ses suppléants, du maire, des quatre conseillers municipaux de l'arrondissement.

Les commissions de Saint-Denis et de Sceaux sont présidées par un juge du tribunal civil de la Seine, délégué par le président de ce tribunal.

Dans tous les cas prévus au présent article et à l'article précédent, le maire, s'il est empêché, est remplacé par un de ses adjoints dans l'ordre des nominations.

Art. 350. — La commission chargée de dresser la liste annuelle des jurés se réunit au chef-lieu d'arrondissement, au plus tard dans le courant de septembre, sur la convocation faite par le président du tribunal civil. Elle peut porter sur cette liste des noms de personnes qui n'ont point été inscrites sur les listes préparatoires des commissions cantonales, sans toutefois que le nombre de ces noms puisse excéder le quart de ceux qui sont portés pour le canton. Elle a également la faculté d'élever ou d'abaisser pour chaque canton le contingent proportionnel fixé par le préfet, sans toutefois que la réduction ou l'augmentation puisse excéder le quart du contingent du canton, ni modifier le contingent de l'arrondissement.

Les décisions sont prises à la majorité; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La liste de l'arrondissement, définitivement arrêtée, est signée séance tenante. Elle est transmise avant le 1^{er} décembre au greffe de la Cour ou du tribunal chargé de la tenue des assises.

Art. 351. — Une liste spéciale des jurés suppléants pris parmi les jurés de la ville où se trouvent les assises, est aussi formée chaque année, en dehors de la liste annuelle du jury.

Elle comprend 200 jurés pour Paris, 40 pour les autres départements.

Cette liste est dressée par la commission de l'arrondissement où se trouvent les assises.

A Paris, chaque commission d'arrondissement arrête une liste de 10 jurés suppléants.

Art. 352. — Le premier président de la Cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises dresse, dans la première quinzaine de décembre, la liste annuelle du département, par ordre alphabétique, conformément aux listes d'arrondissement. Il dresse également la liste spéciale des jurés suppléants.

Le juge de paix de chaque canton est tenu d'instruire immédiatement le premier président de la Cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises des décès, des incapacités ou des incompatibilités légales qui frapperaient les membres dont les noms sont portés sur la liste annuelle.

Les noms des jurés qui ont, avant l'ouverture de la session, fait admettre des excuses dont la Cour d'assises a jugé les causes temporaires, et ceux des jurés condamnés à l'amende pour la première ou la deuxième fois sont, immédiatement après la session, adressés au premier président de la Cour d'appel ou au président du tribunal, chef-lieu d'assises, qui les reporte sur la liste annuelle.

Art. 353. — Quinze jours au moins avant l'ouverture des assises, le premier président de la Cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises, dans les villes où il n'y a pas de Cour d'appel, tire au sort, en audience publique, sur la liste annuelle, les

noms des 21 jurés qui forment la liste de la session. Il tire, en outre, 7 jurés suppléants sur la liste spéciale.

Si les noms d'un ou plusieurs jurés ayant rempli lesdites fonctions pendant l'année courante ou pendant l'année précédente, viennent à sortir de l'urne, ils sont immédiatement remplacés sur la liste de session par les noms d'un ou de plusieurs autres jurés tirés au sort.

Il est procédé de même si parmi les jurés désignés par le sort il s'en trouve qui, depuis la formation de la liste annuelle, sont décédés ou ont été légalement privés des capacités exigées pour exercer les fonctions de juré ou ont accepté un emploi incompatible avec ces fonctions.

Art. 354. — Le préfet notifie à chacun des jurés l'extrait de la liste de session le concernant huit jours au moins avant celui où la liste doit servir.

Ce jour est mentionné dans la notification, laquelle contient aussi une sommation de se trouver au jour indiqué, sous les peines portées au présent Code.

A défaut de notification à la personne, elle est faite à son domicile, ainsi qu'à celui du maire ou de l'adjoint du lieu; celui-ci est tenu d'en donner connaissance au juré désigné.

La liste des jurés est comme non-avenue après le service pour lequel elle a été formée. Hors les cas d'assises extraordinaires, les jurés qui ont satisfait aux réquisitions prescrites par les alinéas 2 et 3 du présent article ne peuvent être placés plus d'une fois dans la même année sur la liste formée en exécution de l'article 349.

Dans les cas d'assises extraordinaires, ils ne peuvent être placés sur cette liste plus de deux fois dans la même année.

Art. 355. — La liste de la session est notifiée à chaque accusé vingt-quatre heures au moins avant l'examen de l'affaire. Cette notification est nulle ainsi que tout ce qui a suivi, si elle est faite plus tard.

Art. 356. — Au jour indiqué pour le jugement de chaque affaire si, parmi les jurés présents, il en est qui se trouvent dans des cas d'incapacité, d'incompatibilité ou de dispense prévus aux articles 344, 345, 346, la Cour, après avoir entendu le procureur général ordonne que leurs noms soient rayés de la liste.

S'il reste moins de dix sept jurés présents, ce nombre est complété par les jurés suppléants, suivant l'ordre de leur inscription; en cas d'insuffisance par des jurés tirés au sort en audience publique, parmi les jurés inscrits sur la liste spéciale; subsidiairement, parmi les jurés de la ville inscrits sur la liste annuelle.

Dans le cas où les assises ont été convoquées dans un lieu autre que celui où elles doivent se tenir habituellement, le nombre des jurés titulaires est complété par un tirage au sort fait, en audience publique, parmi les jurés de la ville inscrits sur la liste annuelle.

Art. 357. — Le nombre de sept jurés est nécessaire pour former un jury.

Lorsqu'un procès criminel paraît de nature à entraîner de longs débats, la Cour d'assises peut ordonner, avant le tirage de la liste des jurés, qu'indépendamment des sept jurés, il en sera tiré au sort un ou plusieurs qui assisteront aux débats.

Dans les cas où l'un ou plusieurs des sept jurés seraient empêchés de suivre les débats jusqu'à l'arrêt, ils sont remplacés par les jurés supplémentaires.

Le remplacement se fait suivant l'ordre dans lequel les jurés supplémentaires ont été appelés par le sort.

Art. 358. — Tout juré qui ne s'est pas rendu à son poste sur la citation qui lui a été notifiée est condamné par la Cour d'assises à une amende, laquelle est, pour la première fois de 12.000 francs, la Cour ayant la faculté de la réduire de moitié, pour la seconde fois de 24.000 francs, et pour la troisième de 36.000 francs.

Cette dernière fois il est, de plus, déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions de juré.

L'arrêt est imprimé et affiché à ses frais.

Art. 359. — Sont exceptés ceux qui justifient qu'ils étaient dans l'impossibilité de se rendre au jour indiqué.

La Cour prononce sur la validité de l'excuse.

Art. 360. — Les peines portées en l'article 358 sont applicables à tout juré qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant l'expiration de ses fonctions sans une excuse valable, qui est également jugée par la Cour.

Art. 361. — Au jour indiqué et pour chaque affaire l'appel des jurés non excusés et

non dispensés est fait avant l'ouverture de l'audience, en leur présence et en présence de l'accusé et du procureur général.

Le nom de chaque juré répondant à l'appel est déposé dans une urne.

Art. 362. — L'accusé premièrement ou son conseil et le procureur général récusent tels jurés qu'ils jugent à propos, à mesure que leurs noms sortent de l'urne, sauf la limitation exprimée à l'article 363.

Ni l'accusé ou son conseil, ni le procureur général ne peuvent exposer leurs motifs de récusations.

Le jury de jugement est formé à l'instant où il est sorti de l'urne sept noms de jurés non récusés.

Art. 363. — L'accusé peut récuser quatre jurés, et le procureur général trois.

Art. 364. — S'il y a plusieurs accusés, ils peuvent se concerter pour exercer leurs récusations; ils peuvent les exercer séparément.

Dans l'un et l'autre cas, ils ne peuvent excéder le nombre de récusations déterminé pour un seul accusé par les articles précédents.

Art. 365. — Si les accusés ne se concertent pas pour récuser, le sort règle entre eux le rang dans lequel ils font les récusations. Dans ce cas, les jurés récusés par un seul, et dans cet ordre, le sont pour tous, jusqu'à ce que le nombre des récusations soit épuisé.

Art. 366. — Les accusés peuvent se concerter pour exercer une partie des récusations, sauf à exercer le surplus suivant le rang fixé par le sort.

Art. 367. — L'examen de l'accusé commence immédiatement après la formation du tableau.

Art. 368. — Si, par quelque événement, l'examen de l'accusé est renvoyé à la session suivante, il est fait une autre liste; il est procédé à la formation d'un nouveau jury d'après les règles prescrites ci-dessus, à peine de nullité.

Chapitre III. — De la procédure devant la Cour d'assises.

Section I. — Des attributions du président.

Art. 369. — Le président procède à l'interrogatoire de l'accusé, avant sa comparution à l'audience. Il s'assure que l'affaire est en état et ordonne, s'il échet, toutes mesures complémentaires d'instruction. Il peut déléguer ces fonctions.

Art. 370. — Il est de plus chargé personnellement de diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions, même de leur rappeler leurs devoirs, de présider à toute l'instruction et de déterminer l'ordre entre ceux qui demandent à parler. Il a la police de l'audience.

Art. 371. — Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile pour découvrir la vérité; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

Art. 372. — Il peut, au cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtront, d'après les développements donnés à l'audience, utiles à la manifestation de la vérité.

Si le ministère public, la défense ou la partie civile s'opposent à ce que les témoins ainsi appelés prêtent serment, leurs déclarations ne sont reçues qu'à titre de renseignements.

Section II. — Des formalités préliminaires à l'audience.

Art. 373. — Quand l'accusation a été prononcée, si l'affaire ne doit pas être jugée dans le lieu où siège la Cour d'appel, la procédure est, par les ordres du procureur général, immédiatement envoyée au greffe du tribunal du siège de la Cour d'assises où sont également transmises les pièces servant à conviction.

Art. 374. — L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation sont signifiés à l'accusé.

Art. 375. — S'il est détenu, l'accusé est transféré à la maison d'arrêt du lieu où doivent se tenir les assises.

Art. 376. — Après la notification prévue à l'article 374, l'accusé est interrogé par le président de la Cour d'assises ou par le magistrat qu'il a délégué.

Si le président des assises n'est pas sur les lieux et s'il n'y a point de magistrat par lui délégué, il est procédé à l'interrogatoire par le président du tribunal du siège de la Cour d'assises ou par un juge de ce siège commis à cet effet.

Art. 377. — L'accusé est interpellé de déclarer le choix qu'il a fait d'un conseil pour l'aider dans sa défense; sinon, le président lui en désigne un tout de suite, à peine de nullité de tout ce qui suivra.

Si l'accusé choisit plus tard son conseil, la désignation faite par le président est non avenue. S'il n'avait pas été fait de désignation par ce magistrat, la nullité n'est point encourue.

Art. 378. — Le président avertit en outre l'accusé qu'il a un délai de trois jours francs à parti de l'interrogatoire pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi.

L'exécution du présent article et des deux précédents est constatée par un procès-verbal, que signent l'accusé, le président et le greffier; si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procès-verbal en fait mention.

Art. 379. — Si l'accusé n'a point été averti conformément à l'article 378, la nullité n'est pas couverte par son silence, ses droits sont conservés, sauf à les faire valoir après l'arrêt définitif.

Art. 380. — Toute déclaration de pourvoi doit être faite au greffe.

Aussitôt qu'elle a été reçue par le greffier, l'expédition de l'arrêt est transmise au procureur général près la Cour de cassation, laquelle prononce d'urgence.

Art. 381. — Nonobstant le pourvoi, l'instruction est continuée jusqu'aux débats exclusivement.

Mais si le pourvoi est formé après l'accomplissement des formalités et l'expiration du délai qui sont prescrits par l'article 378, il est procédé à l'ouverture des débats et jugement. Le pourvoi et les moyens sur lesquels il est fondé ne sont soumis à la Cour de cassation qu'après l'arrêt définitif de la Cour d'assises.

Il en est de même de tout pourvoi formé pendant le cours du délai, mais après le tirage du jury.

Art. 382. — Le conseil désigné dans les conditions de l'article 377 peut communiquer avec l'accusé aussitôt après son interrogatoire. Il peut aussi prendre communication de toutes les pièces, sans déplacement et sans retarder l'instruction.

Art. 383. — Les accusés peuvent faire prendre, à leurs frais, copie de telles pièces du procès qu'ils jugent utiles à leur défense.

Il leur est délivré gratuitement, quel que soit leur nombre, une seule copie des procès-verbaux constatant le délit et les déclarations écrites des témoins. Tout accusé peut, en outre, se faire délivrer à ses frais une copie de ces documents; le même droit appartient à la partie civile et aux personnes civilement responsables.

Art. 384. — Si le procureur général ou l'accusé ont des motifs pour demander le renvoi de l'affaire à une autre session, ils présentent au président de la Cour d'assises une requête à cette fin.

Le président décide si le renvoi doit être accordé, il peut aussi le prononcer d'office.

Art. 385. — Lorsqu'il a été formé à raison du même fait ou de faits connexes plusieurs actes d'accusation contre différents accusés, le procureur général peut requérir la jonction des procédures, et le président peut l'ordonner, même d'office.

Art. 386. — Lorsque l'acte d'accusation contient plusieurs faits non connexes ou qui, bien que connexes, sont néanmoins distincts par le temps et les lieux, le procureur général peut requérir que les accusés ne soient mis en jugement, quant à présent, que sur l'un ou quelques-uns de ces faits et le président peut l'ordonner, même d'office.

Section III. — De l'examen.

Art. 387. — Au jour fixé pour l'ouverture des assises sept jurés prennent place aux côtés de la Cour, si la disposition des lieux le permet et sinon sur des sièges séparés du public, des parties ou des témoins, en face de celui qui est destiné à l'accusé.

Art. 388. — L'accusé comparaît libre et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader.

Le président lui demande son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure et le lieu de sa naissance.

Art. 389. — Le président avertit le conseil de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa

conscience ou contre le respect dû aux lois, et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

Art. 390. — Le président adresse aux jurés, debout et découverts, le discours suivant : « Vous jurez et promettez devant Dieu et devant les hommes d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre N... ; de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse, de ne communiquer avec personne qu'après votre déclaration, de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre ; de garder le secret des délibérations même après la cessation de vos fonctions ».

Chacun des jurés appelé individuellement, répond en levant la main : « Je le jure », à peine de nullité.

Art. 391. — Le président ordonne au greffier de lire l'arrêt de la Cour d'appel portant renvoi à la Cour d'assises et l'acte d'accusation.

Art. 392. — Le président fait donner lecture par le greffier de la liste des témoins qui doivent être entendus, soit à la requête du procureur général, soit à la requête de la partie civile, soit à celle de l'accusé.

Cette liste ne peut contenir que les témoins dont les noms, professions et résidences ont été notifiés, vingt-quatre heures au moins avant leur audition, à l'accusé, par le procureur général ou la partie civile et au procureur général par l'accusé, sans préjudice de la faculté accordée au président par l'article 372.

Le procureur général et l'accusé peuvent s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été indiqué ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte de notification. La Cour statue de suite sur cette opposition.

Art. 393. — Les citations faites à la requête des accusés sont à leurs frais ainsi que les taxes des témoins cités, s'ils en requièrent, sauf au procureur général à faire citer à sa requête les témoins qui lui sont désignés par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration pût être utile à la découverte de la vérité.

Art. 394. — Lorsqu'un témoin cité ne comparait pas, la Cour peut, sur la réquisition du procureur général, ou même d'office, renvoyer l'affaire à la prochaine session.

Art. 395. — Si, à raison de la non-comparution du témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, actes, voyages de témoins et autres, ayant pour objet de faire juger l'affaire, sont, hors le cas d'excuse légitime, à la charge de ce témoin et il y est contraint, même par corps, sur la réquisition du procureur général, par l'arrêt qui renvoie les débats à la session suivante.

Le même arrêt ordonne, de plus, que ce témoin sera amené par la force publique devant la Cour, pour y être entendu.

Et, néanmoins, dans tous les cas, le témoin qui ne comparait pas, ou qui refuse soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, est condamné par la Cour aux peines prévues par l'article 232.

Art. 396. — La voie de l'opposition est ouverte contre ces condamnations dans les dix jours de la signification qui en a été faite au témoin ou à son domicile, et l'opposition est reçue s'il prouve qu'il a été légitimement empêché ou que l'amende prononcée contre lui doit être modérée.

Art. 397. — Le président ordonne aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur est destinée. Ils n'en sortent que pour déposer. Le président prend des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux des faits et de l'accusé avant leur déposition.

Art. 398. — Les témoins retirés, le président procède à l'interrogatoire de l'accusé. S'il y a plusieurs accusés, il détermine celui d'entre eux qui doit être soumis le premier aux débats.

Des questions ne peuvent être posées ou des éclaircissements demandés à l'accusé qu'après son interrogatoire et par l'intermédiaire du président.

Art. 399. — Il est ensuite procédé à l'audition des témoins suivant les règles établies par les articles 233 et suivants du présent Code.

Art. 400. — Le président fait tenir note, par le greffier, des additions, changements ou variations qui peuvent exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.

Le procureur général, l'accusé et la partie civile peuvent demander qu'il soit tenu note de ces changements, additions et variations.

Art. 401. — Chaque témoin, après sa déposition, reste dans l'auditoire si le président n'en a ordonné autrement jusqu'à la clôture des débats.

Art. 402. — Le président peut ordonner, soit d'office, soit à la demande des parties, que les témoins qu'il désigne se retirent de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.

Art. 403. — Le président peut, avant, pendant ou après l'audition d'un témoin, faire retirer un ou plusieurs accusés, et les examiner séparément sur quelques circonstances du procès, mais il a soin de ne reprendre la suite des débats généraux qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui s'est fait en son absence.

Art. 404. — Pendant l'examen, les juges et les jurés peuvent prendre note de ce qui leur paraît important, soit dans la déposition des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que les débats n'en soient pas interrompus.

Art. 405. — Dans le cours ou à la suite des dépositions le président peut faire représenter à l'accusé toutes les pièces à conviction ; il lui demande s'il les reconnaît, il les fait aussi représenter aux témoins, s'il y a lieu.

Art. 406. — Si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fautive, la Cour peut, sur la réquisition soit du procureur général, soit de la partie civile, soit de l'accusé et même d'office, faire sur le champ mettre le témoin en état d'arrestation et, après avoir fait dresser procès-verbal des faits, le renvoyer devant le procureur de la République compétent.

Art. 407. — Dans le cas de l'article précédent, le procureur général, la partie civile ou l'accusé peuvent immédiatement demander, et la Cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session.

Art. 408. — A la suite des dépositions des témoins, la partie civile ou son conseil et le procureur général sont entendus et développent les moyens qui appuient l'accusation. L'accusé et son conseil leur répondent.

La réplique est permise à la partie civile et au procureur général, mais l'accusé ou son conseil ont toujours la parole les derniers.

Le président déclare ensuite que les débats sont terminés.

Art. 409. — Les débats, une fois entamés, doivent être continués sans interruption. Le président ne peut les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des magistrats, des jurés, des témoins et des accusés.

Art. 410. — Le président, après la clôture des débats ne peut, à peine de nullité, résumer les moyens de l'accusation et de la défense.

Il donne lecture des questions auxquelles la Cour et le jury ont à répondre. Cette lecture n'est pas obligatoire quand l'accusé et son défenseur y ont renoncé. Mention de l'accomplissement de cette formalité doit figurer au procès-verbal.

Art. 411. — Chaque question principale est posée en ces termes : « L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel fait ? ». Chacune des circonstances aggravantes fait l'objet d'une question distincte.

Art. 412. — S'il est résulté des débats une ou plusieurs circonstances aggravantes, non mentionnées dans l'arrêt de renvoi, le président pose une ou plusieurs questions spéciales.

Art. 413. — S'il est résulté des débats que le fait comporte une qualification légale autre que celle donnée par l'arrêt de renvoi, le président pose une question subsidiaire.

Art. 414. — Lorsque l'accusé a proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le président pose, à peine de nullité, la question suivante : « Tel fait est-il constant ? »

Art. 415. — Si l'accusé avait moins de dix-huit ans au temps de l'action, le président pose, à peine de nullité, cette question : « Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ? ».

En outre, s'il était âgé de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans, le président pose également, à peine de nullité, cette seconde question : « Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ? »

Art. 416. — S'il s'élève un incident contentieux au sujet des questions, la Cour statue. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 417. — Les questions étant ainsi posées, la Cour et le jury, se réunissent dans la chambre du conseil pour en délibérer ; le président fait retirer l'accusé de l'auditoire.

Art. 418. — Les membres de la Cour et du jury ne peuvent sortir de la chambre des délibérations qu'après avoir pris leur décision.

Le président donne au chef de la gendarmerie de service l'ordre d'en faire garder les issues.

Nul ne peut pénétrer dans la chambre pendant la délibération pour quelque cause que ce soit sans une autorisation du président.

Quiconque enfreint cette défense peut être puni d'un emprisonnement de vingt-quatre heures qui est prononcé par le président.

Art. 419. — La Cour et le jury délibèrent puis votent par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal d'abord et, s'il y a lieu, sur chacune des circonstances aggravantes, sur chacun des faits d'excuse légale, sur les questions visées à l'article 415 ci-dessus concernant l'accusé mineur de 18 ans et enfin sur la question des circonstances atténuantes que le président est tenu de poser toutes les fois que la culpabilité de l'accusé a été reconnue.

Art. 420. — Chacun des magistrats et des jurés reçoit à cet effet un bulletin ouvert marqué du timbre de la Cour d'assises et portant ces mots : « Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, ma déclaration est... ».

Il écrit à la suite ou fait écrire secrètement le mot « oui » ou le mot « non » sur une table disposée de manière que personne ne puisse voir le vote inscrit au bulletin. Il remet le bulletin écrit et fermé au président qui le dépose dans une urne destinée à cet usage.

Art. 421. — Le président dépouille chaque scrutin en présence des membres de la Cour et du jury qui peuvent vérifier les bulletins. Il constate sur le champ le résultat du vote en marge ou à la suite de la question résolue.

Les bulletins blancs ou déclarés nuls par la majorité sont comptés comme favorables à l'accusé.

Immédiatement après le dépouillement de chaque scrutin, les bulletins sont brûlés.

Art. 422. — La décision de la Cour et du jury tant contre l'accusé que sur des circonstances atténuantes, se forme à la majorité.

Art. 423. — La déclaration de la Cour et du jury constate cette majorité sans que le nombre des voix puisse y être exprimé.

Art. 424. — Au cas de contradiction entre deux ou plusieurs réponses, le président peut demander un nouveau vote.

Art. 425. — En cas de réponse affirmative sur la culpabilité, la Cour et le jury délibèrent sans désenpanner sur l'application de la peine, même dans le cas où, d'après les débats, le fait se trouve n'être plus de la compétence de la Cour d'assises. Le vote a lieu ensuite au scrutin secret et séparément pour chaque accusé.

Si, après deux tours de scrutin, aucune peine n'a réuni la majorité des suffrages, il est procédé à un troisième tour, dans lequel la peine la plus forte proposée au tour précédent est écartée. Si, à ce troisième tour, aucune peine n'a encore obtenu la majorité absolue des votes, il est procédé à un quatrième tour et ainsi de suite, en continuant à écarter la peine la plus forte jusqu'à ce qu'une peine soit prononcée par la majorité absolue des votants.

La Cour et le jury peuvent à la majorité ordonner, s'il échet, qu'il soit sursis à l'exécution de la peine conformément aux dispositions de la loi du 26 mars 1891.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée.

Art. 426. — Si le fait dont l'accusé est reconnu coupable ne tombe pas sous l'application de la loi pénale, la Cour et le jury prononcent l'absolution de l'accusé.

Art. 427. — Lorsque l'accusé a été déclaré excusable, la Cour et le jury prononcent conformément au Code pénal.

Art. 428. — S'il est décidé que l'accusé, mineur de dix-huit ans, déclaré coupable, ne doit pas faire l'objet d'une condamnation pénale, la Cour et le jury statuent sur les mesures de protection, d'éducation, de surveillance ou de réforme.

Art. 429. — Si l'accusé est reconnu non coupable, la Cour et le jury prononcent qu'il est acquitté de l'accusation portée contre lui.

Art. 430. — Mention des décisions prises est faite sur la feuille de questions qui est signée séance tenante par les magistrats et les jurés.

Art. 431. — La Cour et le jury rentrent ensuite dans l'auditoire.

Le président fait comparaître l'accusé et donne lecture des réponses faites aux questions en faisant connaître seulement pour chacune d'elles si elle est affirmative ou négative et prononce l'arrêt portant condamnation, absolution ou acquittement.

Si l'accusé est absous ou acquitté, il est mis immédiatement en liberté s'il n'est retenu pour autre cause.

Art. 432. — Lorsque, pendant les débats qui ont précédé l'arrêt de condamnation, l'accusé a été inculpé, soit par des pièces, soit par des dépositions de témoins, sur d'autres crimes que ceux dont il était accusé ; si ces crimes nouvellement manifestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des complices en état d'arrestation, la Cour ordonne qu'il soit poursuivi à raison de ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le présent Code.

Dans ces deux cas, le procureur général surseoit à l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès.

Art. 433. — Toute personne acquittée légalement ne peut plus être reprise ou accusée à raison des mêmes faits.

Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé a été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, soit par des dépositions de témoins, le président après avoir prononcé l'arrêt d'acquiescement, ordonne qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait ; en conséquence, il le renvoie en état de mandat d'amener ou même de dépôt, s'il échet, devant le magistrat ou la juridiction compétente.

Cette disposition n'est toutefois exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le ministère public a fait des réserves à fin de poursuites.

Art. 434. — Après avoir prononcé l'arrêt, le président avertit, s'il y a lieu, l'accusé de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation et du délai de ce pourvoi.

Art. 435. — Après que la Cour et le jury se sont prononcés sur l'action publique, la Cour statue sur les demandes en dommages-intérêts formées, soit par la partie civile contre l'accusé, soit par l'accusé acquitté contre la partie civile, après que les parties et le procureur général ont été entendus.

La Cour peut commettre l'un de ses membres pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire son rapport à l'audience, où les parties peuvent encore présenter leurs observations et où le ministère public est de nouveau entendu.

Art. 436. — La Cour ordonne les restitutions des biens mobiliers placés régulièrement sous main de justice au profit des parties civiles régulièrement constituées avant l'arrêt. Toutefois, s'il y a eu condamnation, les restitutions des pièces à conviction ne sont faites que si le propriétaire justifie que le condamné a laissé sans se pourvoir en cassation ou s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée.

Art. 437. — L'accusé qui succombe est condamné aux frais envers l'Etat et envers la partie civile.

Art. 438. — Le greffier écrit l'arrêt ; il y indique le texte de la loi appliqué.

Art. 439. — La minute de l'arrêt rendu après délibération de la Cour et du jury, ainsi que la minute des arrêts rendus par la Cour sont signées par le président et les magistrats qui les ont prononcés, ainsi que par le greffier, à peine de 1.000 francs d'amende contre le greffier. Cette amende est prononcée en chambre du conseil par le tribunal civil.

Art. 440. — Le greffier dresse, à l'effet de constater l'accomplissement des formalités prescrites, un procès-verbal de la séance, qui est signé par le président et par ledit greffier, le tout à peine de 5.000 francs d'amende contre celui-ci.

Art. 441. — A moins que le président n'en ait autrement ordonné sur la demande des parties, il n'est fait mention au procès-verbal, ni des réponses des accusés, ni du contenu des dépositions, sans préjudice, toutefois, de l'exécution de l'article 400 concernant les additions, changements ou variations dans les déclarations des témoins.

Les dispositions du présent article et de l'article qui précède sont exécutées à peine de nullité.

Art. 442. — Les formalités prescrites au présent chapitre sont réputées avoir été observées si un arrêt rendu sur les conclusions des parties n'est venu infirmer cette présomption.

Art. 443. — La partie civile, dans le cas d'acquiescement comme dans celui d'absolution, peut demander réparation du dommage résultant de la faute de l'accusé telle qu'elle ressort des faits qui ont été l'objet de l'accusation. Elle est tenue, sous peine d'irrecevabilité, de former sa demande avant la clôture des débats.

Art. 444. — La partie civile qui a obtenu des dommages-intérêts n'est jamais tenue des frais. Celle qui a succombé n'est condamnée aux dépens que si elle a, elle-même, mis en mouvement l'action publique. Toutefois, en ce cas, elle peut, eu égard aux circonstances de la cause, être déchargée de la totalité ou d'une partie de ces frais, par décision spéciale et motivée de la Cour.

Si la partie civile a consigné, en exécution du décret du 5 octobre 1920, les frais qui n'ont pas été mis à sa charge lui sont restitués.

Chapitre IV. — Des contumaces.

Art. 445. — Lorsque, après un arrêt de mise en accusation, l'accusé n'a pu être saisi ou ne se représente pas dans les dix jours de la notification qui en a été faite, à son domicile, ou lorsque après s'être présenté ou avoir été saisi, il s'est évadé, le président de la Cour d'assises ou, en son absence, le président du Tribunal du lieu où se tiennent les assises et à défaut de l'un et de l'autre, le magistrat qui les remplace, rend une ordonnance portant qu'il est tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix jours, sinon, qu'il est déclaré rebelle à la loi, qu'il est suspendu de l'exercice de ses droits de citoyen, que ses biens sont séquestrés pendant l'instruction de la contumace, que toute action en justice, lui est interdite pendant le même temps, qu'il est procédé contre lui et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve.

Cette ordonnance fait de plus mention du crime et de l'ordonnance de prise de corps.

Art. 446. — Dans le délai de huit jours, cette ordonnance est insérée dans l'un des journaux du département et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle de la mairie de sa commune et à celle de l'auditoire de la Cour d'assises.

Le procureur général adresse une expédition de cette ordonnance au directeur des domaines du domicile du contumax.

Art. 447. — Après un délai de dix jours, il est procédé au jugement de la contumace.

Art. 448. — Aucun défenseur ne peut se présenter pour l'accusé contumax. Toutefois, si l'accusé est dans l'impossibilité absolue de se rendre, ses parents ou ses amis peuvent proposer son excuse.

Art. 449. — Si la Cour trouve l'excuse légitime, elle ordonne qu'il soit sursis au jugement de l'accusé et, s'il y a lieu, au séquestre de ses biens pendant un temps qui est fixé eu égard à la nature de l'excuse et à la distance des lieux.

Art. 450. — Hors de ce cas, il est procédé à la lecture de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises, de l'acte de notification de l'ordonnance ayant pour objet la représentation du contumax et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication et l'affichage.

Après cette lecture, la Cour, sur les réquisitions du procureur général, prononce sur la contumace.

Si l'une des formalités prescrites par les articles 445 et 446 a été omise, la Cour déclare nulle la procédure de contumace et ordonne qu'elle sera recommencée à partir du plus ancien acte illégal.

Si la procédure est régulière, la Cour prononce sur l'accusation et statue sur les intérêts civils, le tout sans assistance ni intervention de jurés.

Art. 451. — Si le contumax est condamné, ses biens sont maintenus sous séquestre et le compte de séquestre est rendu à qui il appartiendra, après que la condamnation est devenue irrévocable par l'expiration du délai donné pour purger la contumace.

Art. 452. — Extrait de l'arrêt de condamnation est, dans le plus bref délai, à la diligence du procureur général, inséré dans l'un des journaux du département du dernier domicile du condamné.

Il est affiché, en outre, à la porte de ce dernier domicile, à la porte de la mairie de la commune où le crime a été commis et à celle du prétoire de la Cour d'assises.

Pareil extrait est adressé au directeur des domaines du domicile du contumax.

Art. 453. — A partir de l'accomplissement des mesures de publicité prescrites par l'article précédent, le condamné est frappé de toutes les déchéances prévues par la loi.

Art. 454. — Le pourvoi en cassation n'est pas ouvert au contumax.

Art. 455. — En aucun cas la contumace d'un accusé ne suspend ni ne retarde de plein droit l'instruction à l'égard de ses coaccusés présents.

La Cour peut ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au greffe comme pièces à conviction, lorsqu'ils sont réclamés par les propriétaires ou ayants-droit. Elle peut aussi ne l'ordonner qu'à charge de les représenter s'il y a lieu.

Cette remise est précédée d'un procès-verbal de description dressé par le greffier, à peine de mille francs d'amende.

Art. 456. — Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la femme, aux enfants, aux ascendants du contumax, s'ils sont dans le besoin.

Il est statué par ordonnance du président du tribunal du domicile du contumax après avis du directeur des domaines.

Art. 457. — Si le contumax se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, l'arrêt et les procédures faites depuis l'ordonnance de se représenter sont anéantis de plein droit et il est procédé à son égard dans la forme ordinaire.

Art. 458. — Dans le cas prévu à l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, leurs dépositions écrites et, s'il est nécessaire, les réponses écrites des autres accusés du même crime sont lues à l'audience; il en est de même de toutes les autres pièces qui sont jugées, par le président, utiles à la manifestation de la vérité.

Art. 459. — Le contumax qui, après s'être représenté obtient son renvoi de l'accusation, est condamné aux frais occasionnés par la contumace à moins qu'il n'en soit dispensé par la Cour.

La Cour peut également ordonner que les mesures de publicité prescrites par l'article 452 s'appliquent à toute décision de justice rendue au profit du contumax.

Chapitre V. — Dispositions relatives aux inculpés libres.

Art. 460. — Le prévenu poursuivi devant la Cour d'assises à raison d'un délit est tenu, s'il a été laissé en liberté, de se présenter devant le président pour subir l'interrogatoire prévu par l'article 376; faute par lui de déférer à l'invitation qui lui est adressée à cette fin, le président peut décerner contre lui mandat d'amener.

Art. 461. — Si le prévenu, dûment cité, ne comparait pas devant la Cour d'assises, il est jugé par défaut. En ce cas, la Cour statue sans assistance de jurés.

Art. 462. — La condamnation par défaut est non avenue si le prévenu forme opposition dans les formes et délais prévus aux articles 305 et 306 du présent Code.

Art. 463. — Si le prévenu opposant ne comparait pas à la date qui lui est fixée par une nouvelle citation, l'opposition est réputée non avenue et l'arrêt rendu par défaut devient définitif.

Art. 464. — Les dispositions de l'article 297 sont applicables au cas de poursuites devant la Cour d'assises sous la prévention de délit.

Titre VII. — Des juridictions pour enfants.

Section I. — Dispositions générales.

Art. 465. — Les mineurs de dix-huit ans auxquels est imputée une infraction qualifiée crime ou délit ne sont pas déférés aux juridictions pénales de droit commun. Ils ne sont justiciables que des tribunaux pour enfants ou des cours d'assises des mineurs.

Art. 466. — Le tribunal pour enfants prononce les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées.

Art. 467. — Il peut cependant, lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant lui paraissent l'exiger, prononcer à l'égard du mineur âgé de plus de treize ans, une condamnation pénale par application des articles 67 et 69 du code pénal. En ce cas la peine s'exécute dans un établissement spécialisé.

Il peut décider, à l'égard des mineurs âgés de plus de seize ans, qu'il n'y a pas lieu de retenir l'excuse atténuante de minorité. Cette décision ne peut être prise par le tribunal pour enfants que par une disposition spécialement motivée.

Art. 468. — Un magistrat du tribunal civil de première instance du siège du tribunal pour enfants est délégué pour trois ans dans les fonctions de juge des enfants.

Cette désignation est faite en la forme exigée pour les nominations des magistrats du siège.

Plusieurs juges des enfants peuvent être nommés dans le même tribunal. En cas d'empêchement momentané du titulaire, le tribunal de première instance désigne l'un des juges de ce tribunal pour le remplacer.

Dans les tribunaux comportant plusieurs substitués ou juges de l'instruction, un ou plusieurs d'entre eux sont spécialement chargés des affaires de mineurs.

Ils sont respectivement désignés par le président du tribunal et le procureur de la République.

Le tribunal pour enfants de la Seine comprend un président et un vice-président. Un conseiller à la cour d'appel de Paris peut être délégué dans les fonctions de président du tribunal pour enfants de la Seine. Un substitut général peut être chargé du ministère public.

Art. 469. — En matière criminelle et correctionnelle, aucune poursuite ne peut être exercée sans instruction préalable.

Toutefois, en cas de délit, le procureur de la République peut informer lui-même ou saisir par voie de requête le juge des enfants.

Dans le cas d'infractions dont la poursuite est réservée aux administrations publiques, le procureur de la République a seul qualité pour exercer la poursuite sur la plainte préalable de l'administration intéressée.

L'action civile ne peut être exercée que devant les tribunaux civils.

Section II. — Procédure.

Art. 470. — Lorsque le mineur de dix-huit ans est impliqué dans la même cause qu'un ou plusieurs inculpés âgés de plus de dix-huit ans, la poursuite qui le concerne est disjointe dans les conditions ci-après.

Si le procureur de la République décide de suivre à l'égard des adultes par la procédure de flagrant délit ou de citation directe, il procède à l'égard du mineur conformément à l'article 469.

Art. 471. — Le juge des enfants effectue toutes diligences et investigations utiles pour parvenir à la manifestation de la vérité et à la connaissance de la personnalité du mineur ainsi que des moyens appropriés à sa rééducation.

Il peut, en tout temps, entendre le mineur, ses parents, son tuteur, la personne qui en a la garde et toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Il recueille des renseignements par les moyens d'information ordinaires et par une enquête sociale sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur sa fréquentation scolaire, son attitude à l'école sur les conditions dans lesquelles il a vécu et a été élevé et sur les mesures propres à assurer son relèvement. Le juge ordonne un examen médical et, s'il y a lieu, un examen médico-psychologique. Il décide, le cas échéant, le placement du mineur dans un centre d'accueil ou dans un centre d'observation.

Toutefois, le juge des enfants peut, dans l'intérêt du mineur, n'ordonner aucune de ces mesures ou ne prescrire que l'une d'entre elles. Dans ce cas, il rend une ordonnance motivée.

Il peut décerner tous mandats utiles dans les conditions prévues par les articles 95 et suivants du présent code et sous la réserve exprimée à l'article 475.

Son enquête terminée, il peut :

1° Par ordonnance, se dessaisir de l'affaire au profit du procureur de la République, aux fins d'information.

2° Par jugement rendu en chambre du conseil, soit relaxer le mineur, s'il estime que l'infraction n'est pas établie, soit l'admonester, soit le remettre à ses parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde ou à une personne digne de confiance en prescrivant, le cas échéant, qu'il sera placé jusqu'à un âge qui ne pourra excéder vingt-et-un ans sous le régime de la liberté surveillée.

Il peut, avant de prononcer au fond, ordonner la mise en liberté surveillée à titre provisoire en vue de statuer après une ou plusieurs périodes d'épreuve dont il fixe la durée.

3° Soit ordonner le renvoi de l'affaire devant le tribunal pour enfants.

Les dispositions du code d'instruction criminelle relative aux droits de la défense en cours de l'instruction préparatoire ne sont pas applicables à l'enquête du juge des enfants.

Art. 472. — En cas d'information préalable, le procureur de la République procède selon les règles générales du présent code et recueille tous renseignements utiles conformément à l'article 471.

Lorsque l'instruction est achevée, le juge de l'instruction, sur réquisition du procureur de la République rend, suivant les circonstances, soit une ordonnance de non-lieu, soit une ordonnance de renvoi devant le tribunal pour enfants, du mineur de dix-huit ans prévenu du délit ou du mineur de seize ans accusé de crime, soit, dans le cas prévu à l'article 484, une ordonnance de transmission des pièces au procureur général pour être procédé conformément aux dispositions de l'article 145 du présent code.

Si le mineur a des co-auteurs ou complices âgés de plus de dix-huit ans, ces derniers sont, en cas de poursuites correctionnelles, renvoyés devant la juridiction compétente suivant le droit commun ; la cause concernant le mineur est disjointe pour être jugée conformément aux dispositions spéciales du présent code. En cas de poursuites pour infraction qualifiée crime, il est procédé à l'égard de tous les inculpés conformément aux dispositions de l'article 145 du présent code ; la chambre des mises en accusation peut, soit renvoyer tous les accusés âgés de plus de seize ans devant la cour d'assises des mineurs, soit disjointe les poursuites concernant les majeurs et renvoyer ceux-ci devant la cour d'assises de droit commun ; les mineurs âgés de moins de seize ans sont renvoyés devant le tribunal pour enfants.

Art. 473. — Le juge des enfants et le procureur de la République préviennent des poursuites les parents, tuteurs ou gardiens connus. A défaut de choix d'un défenseur par le mineur ou son représentant légal, ils désignent ou font désigner par le bâtonnier un défenseur d'office. Si l'enfant est adopté comme pupille de la nation ou s'il a droit à une telle adoption aux termes de la législation en vigueur, ils en donnent immédiatement avis au président de la section permanente de l'office départemental des pupilles de la nation.

Ils peuvent charger de l'enquête sociale les services sociaux ou les personnes titulaires d'un diplôme de service social, habilités à cet effet.

Art. 474. — Le juge des enfants et le procureur de la République peuvent confier provisoirement le mineur :

1° A ses parents, à son tuteur ou à la personne qui en avait la garde ainsi qu'à une personne digne de confiance ;

2° A un centre d'accueil ;

3° A une section d'accueil d'une institution publique ou privée, habilitées à cet effet ;

4° Au service de l'assistance à l'enfance ou à un établissement hospitalier.

5° A un établissement ou à une institution d'éducation, de formation professionnelle ou de soins de l'Etat ou d'une administration publique, habilitée.

S'ils estiment que l'état physique et psychique du mineur justifie une observation approfondie, ils peuvent ordonner son placement provisoire dans un centre d'observation institué ou agréé par le ministère de la Justice.

La garde provisoire peut, le cas échéant, être exercée sous le régime de la liberté individuelle.

La mesure de garde est toujours révocable.

Art. 475. — Le mineur âgé de plus de treize ans ne peut être placé provisoirement dans une maison d'arrêt, soit par le juge des enfants, soit par le procureur de la République, que par une décision motivée et si l'ordre public rend cette mesure indispensable ou s'il est impossible de prendre toute autre disposition. Dans ce cas, le mineur est retenu dans un quartier ou, à défaut, dans un local spécial ; il est, autant que possible, soumis à l'isolement de nuit.

Une telle mesure ne peut être prise à l'égard d'un mineur de treize ans que par décision motivée et s'il y a prévention de crime.

Section III. — Le tribunal pour enfants et la cour d'assises des mineurs.

Art. 476. — Le tribunal pour enfants est composé du juge pour enfants, président, et de deux assesseurs.

Les assesseurs titulaires et suppléants sont nommés pour trois ans par arrêté du ministre de la Justice. Ils sont choisis parmi les personnes de l'un ou l'autre sexe, âgée de plus de trente ans, de nationalité française et s'étant signalées par l'intérêt qu'elles portent aux questions concernant l'enfance.

Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs titulaires et suppléants prêtent serment devant le tribunal de première instance, de bien et fidèlement remplir leurs fonctions et de garder religieusement le secret des délibérations.

Art. 477. — Le tribunal pour enfants saisi sur renvoi, soit du juge de l'instruction ou de la chambre des mises en accusation, soit du juge des enfants, statue après avoir entendu l'enfant, les témoins, les parents, le tuteur ou le gardien, le ministère public et le défenseur.

Il peut entendre à titre de simple renseignement les co-auteurs ou complices majeurs.

Il peut, si l'intérêt du mineur l'exige, le dispenser de comparaître en personne à l'audience. Dans ce cas, le mineur est représenté par un avocat, son père, sa mère ou son tuteur. La décision est réputée contradictoire.

Le tribunal pour enfants reste saisi à l'égard du mineur âgé de moins de seize ans lorsqu'il décide d'appliquer une qualification criminelle aux faits dont il avait été saisi sous une qualification correctionnelle. Il ordonne, en ce cas, un supplément d'information et délègue le procureur de la République à cette fin si l'ordonnance de renvoi émane du juge des enfants.

Art. 478. — Chaque affaire est jugée séparément en l'absence de tous autres prévenus.

Seuls sont admis à assister aux débats les témoins de l'affaire, les proches parents, le tuteur ou le représentant légal du mineur, les membres du barreau, les représentants des sociétés de patronage et des services ou institutions s'occupant des enfants, les délégués à la liberté surveillée.

Le mineur est invité à se retirer après l'interrogatoire et l'audition des témoins. En tout état de cause, le président peut ordonner que le mineur se retire de l'audience.

Le jugement est rendu en audience publique, en la présence du mineur. Il peut être publié, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale à peine d'une amende de 10.000 à 100.000 francs.

La publication du compte-rendu des débats des tribunaux pour enfants dans le livre, la presse, la radiophonie, le cinématographe ou de quelque manière que ce soit, est interdite. La publication par les mêmes procédés, de tout texte ou de toute illustration concernant l'identité et la personnalité des mineurs délinquants est également interdite. Les infractions à ces dispositions sont punies d'une amende de 10.000 francs à 1.000.000 de francs ; en cas de récidive, un emprisonnement de deux mois à deux ans peut être prononcé.

Art. 479. — Si la prévention est établie à l'égard du mineur de treize ans, le tribunal pour enfants prononce par décision motivée l'une des mesures suivantes :

1° Remise à ses parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde ou à une personne digne de confiance ;

2° Placement dans une institution ou un établissement, public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, habilité ;

3° Placement dans un établissement médical ou médico-pédagogique, habilité ;

4° Remise au service de l'assistance à l'enfance ;

5° Placement dans un internat approprié aux mineurs délinquants d'âge scolaire.

Art. 480. — Si la prévention est établie à l'égard du mineur de plus de treize ans, le tribunal pour enfants prononce, en motivant son choix, l'une des mesures suivantes :

1° Remise à ses parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde ou à une personne digne de confiance ;

2° Placement dans une institution ou un établissement public ou privé d'éducation ou de formation professionnelle, habilité ;

3° Placement dans un établissement médical ou médico-pédagogique, habilité ;

4° Placement dans une institution publique d'éducation surveillée ou d'éducation corrective ;

5° La remise du mineur au service de l'assistance à l'enfance si l'enfant est âgé de plus de treize ans. Toutefois cette mesure n'est possible qu'en vue d'un traitement médical ou encore dans le cas d'un orphelin ou d'un enfant dont les parents ont été déchus de la puissance paternelle.

Art. 481. — Dans tous les cas prévus par les articles 479 et 480 ci-dessus, les mesures sont prononcées pour le nombre d'années que la décision détermine et qui ne peut excéder l'époque où le mineur a atteint l'âge de vingt-et-un ans.

Art. 482. — Si la prévention est établie à l'égard d'un mineur âgé de plus de treize ans, celui-ci peut faire l'objet d'une condamnation pénale conformément à l'article 466, alinéas 2 et 3 du présent code.

Dans ce cas, le tribunal pour enfants peut ordonner à l'égard du mineur l'une des mesures prévues à l'article 430 du présent code en en fixant la durée. Cette mesure prendra effet à compter de l'expiration de la peine.

Art. 483. — Dans tous les cas où il ordonne une mesure de protection, d'assistance, de surveillance, d'éducation ou de réforme, le tribunal peut décider, en outre, que le mineur sera placé, jusqu'à un âge qui ne peut excéder vingt-et-un ans, sous le régime de la liberté surveillée.

Il peut, avant de prononcer au fond, ordonner la mise en liberté surveillée, à titre provisoire, en vue de statuer après une ou plusieurs périodes d'épreuve dont il fixe la durée.

Art. 484. — Le mineur âgé de plus de seize ans, accusé de crime, est jugé par la cour d'assises des mineurs composée d'un président, de deux assesseurs et complétée par le jury criminel.

La cour d'assises des mineurs se réunit au siège de la cour d'assises et pendant la session de celle-ci. Elle est présidée par un conseiller désigné dans les formes de l'alinéa 2 de l'article 334 du présent code et remplacé, s'il y a lieu, dans les conditions prévues pour le président de la cour d'assises. Les deux assesseurs sont choisis parmi les juges des enfants du ressort de la cour d'appel et désignés dans les formes de l'article 335, alinéa 1.

Les fonctions du ministère public auprès de la cour d'assises des mineurs sont remplies par le procureur général ou un magistrat du ministère public, spécialement chargé des affaires des mineurs.

Le greffier de la cour d'assises exerce les fonctions de greffier à la cour d'assises des mineurs.

Dans le cas où tous les accusés de la session sont renvoyés devant la cour d'assises des mineurs, il est procédé par cette juridiction conformément aux dispositions des articles 356 à 360 du présent code.

Dans le cas contraire, le jury de la cour d'assises des mineurs est formé de jurés pris sur la liste arrêtée par la cour d'assises.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa qui précède, le président de la cour d'assises des mineurs et la cour d'assises des mineurs exercent respectivement les attributions dévolues par les dispositions du présent code au président de la cour d'assises et à la cour.

Les dispositions des alinéas 1, 2, 3 et 4 de l'article 478 du présent code, s'appliquent à la cour d'assises des mineurs.

Après l'interrogatoire des accusés, le président de la cour d'assises des mineurs peut, à tout moment, ordonner que l'accusé mineur se retire pendant tout ou partie de la suite des débats.

Sous réserve des dispositions précédentes, il est procédé, en ce qui concerne les mineurs de plus de seize ans, accusés de crime, conformément aux dispositions des articles 154 à 172 et 331 à 434 du présent code.

S'il est décidé que l'accusé mineur de dix-huit ans, déclaré coupable, ne doit pas faire l'objet d'une condamnation pénale, les mesures relatives à son placement ou à sa garde sur lesquelles la cour et le jury sont appelés à statuer sont celles de l'article 480.

Art. 485. — Les contraventions commises par les mineurs de dix-huit ans sont déférées au tribunal de simple police siégeant dans les conditions de publicité prescrites à l'article 478 pour le tribunal pour enfants.

Si la contravention est établie, le tribunal peut, soit simplement admonester le mineur, soit prononcer la peine d'amende prévue par la loi. Toutefois, les mineurs de treize ans ne peuvent faire l'objet que d'une admonestation.

En outre, si le tribunal de simple police estime utile, dans l'intérêt du mineur, l'adoption d'une mesure de surveillance, il peut, après le prononcé du jugement, transmettre le dossier au juge des enfants qui a la faculté de placer le mineur sous le régime de la liberté surveillée.

L'appel des décisions des tribunaux de simple police est porté devant le tribunal pour enfants.

Art. 486. — Le juge des enfants et le tribunal pour enfants peuvent ordonner l'exécution provisoire de leur décision, nonobstant opposition ou appel.

Les décisions prévues à l'article 479 ci-dessus et prononcées par défaut à l'égard d'un mineur de treize ans, lorsque l'exécution provisoire en a été ordonnée, sont ramenées à exécution à la diligence du procureur de la république conformément aux dispositions de l'article 546 du présent code. Le mineur est conduit et retenu dans un centre d'accueil, dans une section d'accueil d'une institution visée à l'article 474, dans un dépôt de l'assistance ou dans un centre d'observation.

Art. 487. — Un magistrat, qui prend le nom de conseiller délégué à la protection de l'enfance, est désigné au sein de chaque cour d'appel. Ce magistrat est délégué dans ces fonctions pour trois ans.

En cas d'empêchement momentané du titulaire, il lui est désigné un remplaçant par le premier président.

Le conseiller délégué à la protection de l'enfance préside la chambre spéciale de la cour d'appel visée à l'article 488 ci-dessous ou y exerce les fonctions de rapporteur. Il siège comme membre de la chambre des mises en accusation lorsque celle-ci connaît d'une affaire dans laquelle un mineur est impliqué, soit seul, soit avec des co-auteurs ou complices majeurs. Il dispose en cause d'appel des pouvoirs attribués au juge des enfants par l'article 494 du présent code.

Un magistrat désigné par le procureur général est spécialement chargé, au parquet de la cour d'appel, des affaires de mineurs.

Art. 488. — Les règles sur le défaut et l'opposition posées par les articles 289 à 309 du présent code sont applicables aux jugements du juge des enfants et du tribunal pour enfants.

Les dispositions de l'article 149 du présent code sont applicables aux ordonnances du juge des enfants et du juge de l'instruction spécialement chargé des affaires de mineurs. Toutefois, par dérogation audit article, les ordonnances du juge des enfants et du juge de l'instruction concernant les mesures provisoires prévues à l'article 474 sont susceptibles d'appel. Cet appel est formé dans les délais de l'article 319 et porté devant la chambre spéciale instituée ci-dessous.

L'appel des jugements du juge des enfants et du tribunal pour enfants est jugé par la cour d'appel dans une audience spéciale, dans les mêmes conditions que devant les premiers juges.

Dans les cours d'appel où il existe plusieurs chambres, il est formé à cette fin une chambre spéciale.

Le droit d'opposition, d'appel ou de recours en cassation du mineur peut être exercé, soit par le mineur, soit par son représentant légal.

Le recours en cassation n'a pas d'effet suspensif sauf si une condamnation pénale est intervenue.

Art. 489. — Dans chaque tribunal le greffier tient un registre spécial, non public, dont le modèle est fixé par arrêté ministériel et sur lequel sont mentionnées toutes les décisions concernant les mineurs de dix-huit ans, y compris celles intervenues sur incident à la liberté surveillée, instances modificatives de placement ou de garde et remises de garde.

Section IV. — La liberté surveillée.

Art. 490. — La surveillance des mineurs placés sous le régime de la liberté surveillée est assurée par des délégués permanents rémunérés et par des délégués à la liberté surveillée.

Les délégués permanents ont pour mission de diriger et de coordonner, sous l'autorité du juge des enfants, l'action des délégués ; ils exercent en outre la surveillance des mineurs que le juge leur a personnellement confiés. Les délégués permanents sont nommés, de préférence, parmi les délégués, par le ministre de la justice, sur avis du juge des enfants ; ils doivent satisfaire aux conditions fixées par un arrêté du garde des sceaux. Un délégué permanent au moins est désigné au siège de chaque tribunal pour enfants.

Les délégués sont choisis parmi les personnes de l'un ou l'autre sexe, majeures, de nationalité française ; ils sont nommés par le juge des enfants et, au tribunal de la Seine, par le président du tribunal pour enfants.

Dans chaque affaire, le délégué est désigné, soit immédiatement par le jugement, soit ultérieurement par ordonnance du juge des enfants, notamment dans le cas de délégation de compétence prévu à l'article 496 ci-après.

Les frais de transport assumés par les délégués pour la surveillance des mineurs sont payés comme frais de justice criminelle. Les frais de transport et de tournée engagés par les délégués permanents dans l'exercice de leur mission de contrôle et de coordination sont remboursés dans les conditions prévues par un arrêté du garde des sceaux et du ministre des finances.

Art. 491. — Dans tous les cas où le régime de la liberté surveillée est décidé, le mineur, ses parents, son tuteur, la personne qui en a la garde sont avertis du caractère et de l'objet de cette mesure et des obligations qu'elle comporte.

Le délégué à la liberté surveillée fait rapport au juge des enfants et, au tribunal de la Seine, au président du tribunal pour enfants, en cas de mauvaise conduite, de péril moral du mineur, d'entraves systématiques à l'exercice de la surveillance, ainsi que dans le cas où une modification de placement ou de garde lui paraît utile.

En cas de décès, de maladie grave, de changement de résidence ou d'absence non autorisée du mineur, les parents, tuteur, gardien ou patron doivent sans retard en informer le délégué.

Si un incident à la liberté surveillée révèle un défaut de surveillance caractérisé de la part des parents ou du tuteur ou gardien, ou des entraves systématiques à l'exercice de la mission du délégué, le juge des enfants ou le tribunal pour enfants, quelle que soit la décision prise à l'égard du mineur, peut condamner les parents ou le tuteur ou gardien à une amende civile de 1.000 à 5.000 francs.

Art. 492. — Les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation ordonnées à l'égard d'un mineur peuvent être revisées à tout moment, sous réserve des dispositions ci-après :

Lorsqu'une année au moins s'est écoulée depuis l'exécution d'une décision plaçant le mineur hors de sa famille, les parents ou le tuteur peuvent former une demande de remise ou de restitution de garde en justifiant de leur aptitude à élever l'enfant et d'un amendement suffisant de ce dernier. Cette mesure, également, peut être sollicitée par le mineur.

En cas de rejet, la demande ne peut être renouvelée qu'après l'expiration du délai d'un an.

Art. 493. — Le juge des enfants et, au tribunal de la Seine, le président du tribunal pour enfants peuvent, soit d'office, soit à la requête du ministère public, du mineur, de ses parents, de son tuteur ou de la personne qui en a la garde, soit sur le rapport du délégué à la liberté surveillée, statuer sur tous les incidents, instances en modification de placement ou de garde, demandes de remise de garde. Ils peuvent ordonner toutes mesures de protection ou de surveillance utiles, rapporter ou modifier les mesures prises. Le tribunal pour enfants est investi du même droit.

Toutefois le tribunal pour enfants est seul compétent lorsqu'il y a lieu de prendre à l'égard d'un mineur qui avait été laissé à la garde de ses parents, de son tuteur ou laissé ou remis à une personne digne de confiance, une des autres mesures prévues aux articles 479 et 480 du présent code.

S'il est établi qu'un mineur âgé de plus de 16 ans, par sa mauvaise conduite opiniâtre, son indiscipline constante ou son comportement dangereux, rend inopérantes les mesures de protection ou de surveillance déjà prises à son égard, le tribunal pour enfants peut, par décision motivée, le placer jusqu'à un âge qui ne peut excéder 21 ans dans une section appropriée d'un établissement créé en application de l'article 466, alinéa 2 du présent code.

Art. 494. — Le juge des enfants peut, s'il y a lieu, ordonner toutes mesures nécessaires à l'effet de s'assurer de la personne du mineur. Il peut, par ordonnance motivée, décider que le mineur soit conduit et retenu à la maison d'arrêt dans les conditions prévues à l'article 475.

Le mineur doit comparaître dans le plus bref délai devant le juge des enfants ou devant le tribunal pour enfants.

Art. 495. — Jusqu'à l'âge de treize ans, le mineur ne peut, sur incident à la liberté surveillée, être l'objet que d'une des mesures prévues à l'article 479 du présent code. Après l'âge de treize ans, il peut, le cas échéant, selon les circonstances, être l'objet d'une des mesures prévues aux articles 479, 480 et 493.

Art. 496. — Sont compétents pour statuer sur tous incidents, instances modificatives de placement ou de garde, demandes de remise de garde :

1° Le juge des enfants ou le tribunal pour enfants ayant primitivement statué. Dans le cas où il s'agit d'une juridiction n'ayant pas un caractère permanent ou lorsque la décision initiale émane d'une cour d'appel, la compétence appartient au juge des enfants ou au tribunal pour enfants du domicile des parents ou de la résidence actuelle du mineur.

2° Sur délégation de compétence, accordée par le juge des enfants ou par le tribunal ayant primitivement statué, le juge des enfants ou le tribunal pour enfants du domicile des parents, de la personne de l'établissement ou de l'institution à qui le mineur a été confié par décision de justice ainsi que le juge des enfants ou le tribunal pour enfants du lieu où le mineur se trouve, en fait, placé ou arrêté.

Si l'affaire requiert célérité, toutes mesures provisoires peuvent être ordonnées par le juge des enfants du lieu du placement ou de l'arrestation du mineur.

Art. 497. — Les dispositions des articles 486, 487, 488 sont applicables aux décisions rendues sur incident à la liberté surveillée, instances modificatives de placement ou de garde, demandes de remise de garde.

Art. 498. — Toute personne ou toute institution, même reconnues d'utilité publique, s'offrant à recueillir d'une façon habituelle des mineurs en application des articles 479 et 480, doit obtenir du préfet une habilitation spéciale dans des conditions qui sont fixées par décret.

Art. 499. — Dans tous les cas où le mineur est remis à titre provisoire ou à titre définitif à une personne autre que sa mère, son père son tuteur ou à une personne autre que celle qui avait la garde, la décision doit déterminer la part des frais d'entretien et de placement qui est mise à la charge de la famille.

Ces frais sont recouverts comme frais de justice criminelle au profit du Trésor public.

Les allocations familiales, majorations et allocations d'assistance auxquelles le mineur ouvre droit sont, en tout état de cause, versées directement par l'organisme débiteur à la personne ou à l'institution qui a la charge du mineur pendant la durée du placement.

(à suivre)

INFORMATIONS PENITENTIAIRES

Le problème des relégués.

Compte-rendu de la réunion de la Commission d'Etude (10 mars 1949).

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. Germain, Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Sont présents :

MM. Ancel, Conseiller à la Cour d'appel de Paris,
Bedu, Magistrat délégué à la Chancellerie,
Cannat, Magistrat, Contrôleur général des services pénitentiaires,
Divisia, Directeur du Centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré,
Gilquin, Contrôleur général des services pénitentiaires,
Hourcq, Directeur de la Circonscription pénitentiaire de Paris,
Maurel, Magistrat délégué à la Chancellerie,
Pean, Colonel à l'Armée du Salut,
Perdriau, Magistrat au ministère de la justice,
Pinatel, Inspecteur des services administratifs,
Richard, Conseiller honoraire à la Cour de cassation,
Tunc, Magistrat au Ministère de la Justice (Direction criminelle),
Vienna, Vice-Président au Tribunal de Lille,
Vuillien, Médecin-chef de l'Hôpital Psychiatrique d'Armentières,
Voulet, Sous-Directeur de l'Administration pénitentiaire.

M. Germain remercie les personnes qui ont bien voulu répondre à l'appel de l'Administration pénitentiaire. Elles apporteront à l'étude du problème des relégués le fruit de leur expérience.

Il donne ensuite la parole à M. Cannat qui résume ainsi ce problème :

« La loi du 27 mai 1885 astreignant à une mesure de sûreté perpétuelle les délinquants multi-récidivistes, n'a été votée par le Parlement, après de difficiles débats qui ont duré plusieurs années, qu'en raison de promesses prodiguées sur le mode d'internement réservé aux relégués. Il avait été bien convenu que leur maintien dans des Etablissements coloniaux spéciaux, n'affecterait en rien le caractère d'une peine.

Ces circonstances n'ont cessé depuis 60 ans et plus de jeter une ombre particulière sur le problème de la relégation, car cette promesse n'a jamais été tenue.

Quand il a fallu appliquer la loi, les administrations compétentes ne sont parvenues à faire un sort acceptable qu'aux relégués individuels librement établis sur le territoire colonial, la relégation collective la plus répandue étant parfaitement assimilable à l'exécution de la peine des travaux forcés.

La relégation n'a donc été d'abord à la Nouvelle Calédonie puis davantage encore sous le soleil de la Guyane, de 1887 à 1939, qu'une véritable mesure de débarras. Sans doute demeurerait-il aux lieux d'exécution un problème humain et social concernant les malheureux relégués. En tous cas, le problème pénal et pénitentiaire posé à la Métropole par la récidive invétérée se trouvait résolu quand la Martinière emportait dans ses flancs ses cargaisons humaines.

Il n'en est plus ainsi depuis que l'état de guerre d'abord, d'autres hautes raisons ensuite, ont contraint le Gouvernement à maintenir les relégués sur le territoire continental. Parfaitement informés et de l'esprit de la loi de 1885 et des conditions d'un élargissement éventuel après trois années de ségrégation, les intéressés ne cessent d'opposer à l'Administration pénitentiaire des revendications dont il serait vain de nier le bien-fondé. Ni le maintien dans les établissements ordinaires où s'exécutent les peines, ni la collocation à la citadelle de Saint-Martin-de-Ré, ne répondent à ce qu'avait voulu le législateur.

Il y a en effet un problème légal de la relégation qui mérite examen et solution. Il tient dans l'obligation de faire bénéficier le relégué d'un régime tout différent de celui auquel sont astreints des condamnés.

L'Administration pénitentiaire à qui incombe le soin d'organiser un établissement adapté, se heurte à plusieurs difficultés enchevêtrées :

Au nombre des relégués d'abord. Ils sont maintenant 800 ayant achevé leur peine et 300 en cours de peine. Et ce nombre n'ira qu'en augmentant puisque nous ne pouvons pas compenser par des libérations conditionnelles durables l'apport des nouvelles condamnations.

En effet, les libérés conditionnels récidivent ou ne respectent pas les conditions de leur élargissement, venant ainsi, pour la plupart, à brève échéance, rejoindre ceux dont ils s'étaient provisoirement séparés. Et c'est là une deuxième difficulté.

Une troisième réside dans la quasi impossibilité d'organiser un régime pénitentiaire vraiment distinct de celui d'une prison si on doit utiliser un Etablissement fermé destiné à empêcher les évasions et renoncer à autoriser les détenus à travailler à l'extérieur. Or, la nature même des relégués oblige à prendre à leur égard des mesures de garde particulièrement vigilantes. (A la Guyane, on les appelait les « Pieds de biche »). D'autre part, leur comportement habituel hors de la prison et plus encore la prévention dont ils sont l'objet de la part des populations libres empêchent de les employer largement sur des chantiers extérieurs.

Ainsi à Saint-Martin-de-Ré, partie de l'idée d'un régime progressif à échelons rapprochés, conduisant rapidement les meilleurs sujets à une semi-liberté, dans l'île, l'Administration a dû successivement retirer les autorisations de travail chez les particuliers, puis faire rentrer les équipes surveillées travaillant hors de la citadelle, enfin faire construire de nouveaux murs intérieurs dans cette citadelle ; bref, reconstituer une véritable maison centrale dont le régime se distingue, en définitive, sur très peu de points de celui auxquels seraient soumis des réclusionnaires.

Cette situation ne peut pas durer. D'ores et déjà la citadelle de Saint-Martin-de-Ré est loin de pouvoir absorber la totalité des relégués. Il faudrait dès maintenant deux établissements, d'ici peu d'années, il en faudra trois...

En outre, cette population spéciale, envisage comme un droit l'élargissement après trois années qui n'est prévu dans le texte de 1942 que comme une mesure de faveur. Cela ajoute encore au malentendu qui règne entre les relégués et l'administration.

Un examen rapide des conditions dans lesquelles le problème des récidivistes est résolu dans les pays étrangers nous apportera la très relative consolation d'un échec quasi général. Et cependant les pays dont il s'agit sont très en avance sur nous en matière pénitentiaire.

En Angleterre, les individus soumis à la mesure de « preventive detention of habitual criminals » ont été groupés jusqu'à la guerre à Camp Hill dans l'île de Wight dans un Etablissement cellulaire où ils étaient employés aux travaux agricoles sur de vastes superficies. Le régime auquel ils étaient soumis était progressif : encellulement d'abord pour permettre l'observation consignée dans le « character book », puis de 6 mois en 6 mois placement en équipe dans les champs, obtention d'un salaire, participation aux veillées en commun, attribution d'un petit jardin avec possibilité d'en vendre à leur compte les produits, enfin, quasi liberté dans le cadre de la maison et élargissement contrôlé. Cet élargissement, d'abord conditionnel, pouvait devenir définitif au bout de 5 ans sur la demande du délégué du patronage.

Malgré toutes les précautions prises, la récidive des libérés s'est avérée manifeste dans d'importantes proportions et l'Angleterre n'a pas repris, après la guerre, le système de Camp Hill. Les multi-récidivistes sont groupés dans une prison ordinaire. Le problème n'est donc pas résolu, mais il n'a pas, Outre-Manche, l'acuité qu'il a chez nous en raison de la très rare application par les tribunaux anglais, très attachés à la liberté individuelle, de la mesure de ségrégation complémentaire de la peine.

Les Belges ont placé à Merxplas, de 1930 à la guerre, les multi-récidivistes ayant fait l'objet d'une mesure de sûreté de durée indéterminée par application de leur loi de Défense Sociale. Le régime était également progressif.

Deux mois d'encellulement pour l'observation, division d'épreuve comportant le travail en commun de jour, et l'isolement nocturne sous un régime très libéral, après un an de séjour au minimum versemment dans la division de confiance : travaux aux champs, attribution d'un lopin de terre, congés de 8 à 15 jours pour rechercher du travail. Enfin, libération à l'essai, provisoire d'abord, définitive ensuite, avec le même mécanisme de contrôle qu'en Angleterre.

Les résultats ont été assez décevants bien que dans les premières années un tiers des libérés n'aient plus fait parler d'eux. Décevants non seulement par le nombre de récidives, mais par la tenue des détenus qui ont largement abusé du régime de faveur auquel ils étaient soumis, lequel allait du droit aux matches de football jusqu'à la radio dans les cellules. Ils ont tout cassé dans leur prison dorée.

Et la Belgique a renoncé à l'expérience, réintégrant ces individus dans les prisons ordinaires où ils sont actuellement. Les Belges ne sont cependant pas satisfaits de cette solution et en cherchent une autre.

Les récidivistes italiens frappés d'élimination par suite d'une déclaration judiciaire leur attribuant l'une des trois qualifications de délinquants d'habitude, de profession ou par tendance, ont été mis dans des Etablissements ouverts et nous ignorons quels ont été les résultats des élargissements. Cependant tout ne semblait pas aller pour le mieux dans ces Etablissements puisqu'aucun Directeur ne voulait y demeurer, qu'à la Maison de Travail de Venise, les internés ont mis le feu pour protester contre l'attitude du juge de surveillance chargé d'accorder les libérations, qu'à la colonie agricole de Capria on dut autoriser le Directeur à circuler le revolver au poing dans ses visites à travers champs.

En Allemagne, avant la guerre, les récidivistes jugés dangereux délinquants d'habitude n'étaient guère séparés des condamnés, vivaient dans les mêmes établissements, sous un régime très voisin de celui d'une peine. Tout juste pouvaient-ils, à la différence des condamnés, fumer, recevoir davantage de visites, correspondre plus souvent, avoir des journaux et des photographies, lire, se raser eux-mêmes, jouer aux cartes le dimanche et écouter la T.S.F.

Tous les pays ont plus ou moins adopté à l'égard des récidivistes des mesures d'élimination apparentées à l'un des systèmes sus-indiqués. Tantôt l'individu conservé en prison à la fin de sa peine principale y demeure sous un régime assez voisin de celui qui lui était précédemment applicable, tantôt il est transféré dans un autre Etablisse-

ment plus ou moins différent du premier. Dans les pays qui disposent de grands espaces comme en Amérique du Sud, on affecte à chaque récidiviste de vastes terrains qu'il cultive sous le contrôle de l'Administration, parfois en famille et à son propre profit comme en Colombie.

La seule expérience dont on entend chanter les mérites est celle de Bolchevo en U.R.S.S., où les récidivistes auraient créé une ville qu'ils administrent eux-mêmes. Nous nous montrerons cependant sceptiques.

Malgré les échecs ci-dessus relatés, la tendance scientifique internationale, telle qu'elle apparaît dans le Congrès et dans les travaux des spécialistes, demeure attachée au traitement des multi-récidivistes ayant fait l'objet d'une déclaration d'habitude criminelle, dans des Maisons adaptées au type d'associabilité de l'individu. On ne voit d'ailleurs pas à quelle autre solution adhérer, si on renonce à cet « anéantissement physique » que d'aucuns distinguent de la peine de mort, ou à l'abandon colonial qui n'en est qu'une parodie.

Peut-être l'Angleterre et la Belgique n'ont-elles fait après tout qu'essayer les plâtres ! Chez nous, on ne semble pouvoir trouver d'issues à la situation actuelle qu'en mettant sur pied un mode d'élargissement conditionnel propre à éviter à l'ancien relégué la rechute qui le renvoie en détention ou, à défaut, en persuadant le législateur de la nécessité de reprendre la transportation.

La reprise de la transportation est une mesure très improbable, car outre l'aspect moral de la question (telle qu'elle était organisée, la relégation guyanaise n'était souvent qu'une condamnation à mort à petites doses), les difficultés d'ordre politique semblent difficiles à surmonter. Aucun territoire d'Outre-Mer n'acceptera de recevoir les relégués. Et le peu d'empressement que met le département compétent à donner par voie d'autorité une solution à la question des lieux de déportation — cependant peine politique — nous laisse à penser l'accueil qui serait fait à une demande de transportation de condamnés de droit commun multi-récidivistes.

Il ne reste alors qu'une voie : celle de l'organisation d'une sorte de liberté conditionnelle enchaînant le libéré à d'assez solides amarres pour que sa récidive soit rare.

L'administration s'est engagée dans ce sens au printemps dernier. Elle l'a fait sans grande confiance dans le résultat. Mais il était impossible d'aller plus avant dans la recherche d'un système de libération adaptée à la nature des relégués, sans qu'ait été d'abord vérifiée l'aptitude de cette population pénale à reprendre pied dans la vie dans un régime exceptionnellement favorable.

Le problème consistait à mettre quelques relégués dans la situation la meilleure qu'on puisse imaginer pour éviter la récidive, c'est-à-dire à les faire retourner dans une société libre où leur place eut été faite à l'avance, sous le contrôle permanent d'un délégué de patronage.

Trois étapes devaient marquer cette réadaptation.

La première prévoyait des autorisations de sortie pour un temps très court. Les 42 sujets sur lesquels a porté l'expérience — choisis parmi les moyens, sinon parmi les meilleurs — ont tous franchi ce premier cap sans difficulté.

La seconde avait pour objet de placer ces individus pendant 3 mois en semi-liberté, c'est-à-dire de les faire travailler de jour chez des industriels de la banlieue de Lille tout en les obligeant à regagner chaque soir la prison de leur propre chef. Nous voilà parvenus aux deux tiers de ce temps d'épreuve et le nombre des cas où l'attitude du sujet a dû déterminer une demande de révocation de la libération conditionnelle est encore relativement faible (10).

Car, préalablement à cette expérience, les 42 relégués considérés ont été mis en libération conditionnelle, différée jusqu'au 1^{er} avril 1949. L'intérêt qu'ils ont à atteindre cette date sans aventure nouvelle est certainement le premier facteur de leur assez bonne tenue générale.

Il serait prématuré de préjuger de l'attitude des relégués quand, une fois élargis sous la condition de demeurer dans la région lilloise, ils seront contrôlés par le Comité Post-pénal. Quel pourcentage d'entre eux acceptera cette tutelle et combien de temps l'accepteront-ils ?

D'ores et déjà cependant les quelques révocations intervenues et celles qui sont probables posent un nouveau problème vers lequel l'attention s'était trouvée attirée au fur et à mesure que l'observation des 42 sujets placés en cellule individuelle permettait de voir plus clair dans la mentalité de ces multi-récidivistes.

Que faut-il faire des relégués dont la libération conditionnelle a été révoquée et de ceux qui les suivront dans cette voie ?

L'observation à laquelle ont participé un médecin psychiatre, un magistrat du Tribunal de Lille, un fonctionnaire de l'administration, tous trois ici présents, a démontré qu'on ne pouvait songer à adopter une solution identique pour tous les cas. S'il est des différences sensibles entre les divers condamnés que l'appellation légale de la peine colloque ensemble dans nos Etablissements, il en est d'au moins aussi marquées entre les relégués. Il est des individus dangereux soit en raison de l'audace de leurs premiers délits qui les a menés rapidement à la relégation, soit plus souvent sans doute en fonction de la violence de leur caractère ou mieux encore de leur dérèglement mental. Il en est qui, moins dangereux, demeureront toujours des facteurs de désordre social, ceux qui ont pratiqué le métier de souteneur et diverses espèces de petits voleurs par exemple. D'autres ne sont que des épaves — et c'est peut-être le plus grand nombre — désormais incapables de reprendre pied, contraints à la récidive par le besoin impérieux de vivre et qui demandent au délit ce que rien d'autre ne peut plus leur donner. Il y a aussi des débilés mentaux qui relèvent davantage des établissements hospitaliers, voie définitive de garage, que des mesures de sûreté pénales ; puis des buveurs invétérés. Enfin, malgré leur instabilité congénitale ou acquise, on trouve des individus vraiment susceptibles avec un peu de chance — et cette chance, l'aide sociale du patronage le leur apporte — de se reclasser et de ne plus faire parler d'eux.

Cette analyse n'est encore que très fragmentaire. Le rapport d'ensemble que MM. Vuilien, Vienne et Gayraud ont bien voulu accepter de dresser dans quelques semaines éclairera beaucoup mieux que ces quelques indications sur les composantes de cette masse disparate que sont les relégués.

Il est bien évident qu'à des situations différentes doivent correspondre des mesures diverses. Au fur et à mesure que l'échec de l'élargissement conditionnel ramènera vers la prison un certain nombre de relégués sur lesquels a été tentée l'expérience de Loos, l'Administration devra prendre à l'égard de ceux-ci des solutions, non pas identiques par collocation dans un fourre-tout général, mais adaptées au type du récidiviste. Des Etablissements pénitentiaires de l'Algérie à la Prison-Asile, il faudrait ventiler cette population pénale sur plusieurs maisons. Et la décision prise pourra être *définitive* puisqu'elle sera fondée sur un examen approfondi de chaque espèce.

Cela met en évidence qu'il n'existe pas un problème unique des relégués, mais plusieurs problèmes selon la nature de l'individu antisocial. Vouloir leur appliquer une solution uniforme est contraire à la réalité des faits et explique sans nul doute les échecs dont nous parlions tout à l'heure, tant en France qu'à l'étranger.

Cette constatation nous amène à considérer que le premier effort dans la voie d'une solution porte peut-être sur la création d'un ou plusieurs centres généraux de triage des relégués, puisque c'est par l'observation qu'on peut déceler leur nature propre, par conséquent la mesure pénitentiaire dont ils relèvent.

Si la Commission s'oriente vers l'organisation de centres de triage, il faudrait que s'y trouvent réunies les conditions suivantes :

— architecture cellulaire pour rendre possible l'observation et séparer au maximum des individus extrêmement sensibles aux influences réciproques ;

— proximité d'un gros centre industriel pour tenter, avec chaque sujet, les expériences successives d'autorisations de sortie, d'élargissement provisoire, de travail à l'extérieur, de semi-liberté, sans amener des réactions dans la population libre ;

— voisinage d'un hôpital psychiatrique mettant à notre disposition, non seulement son personnel qualifié, mais par hospitalisation provisoire ses méthodes techniques que nous ne sommes pas habilités à employer nous-mêmes (électrochoc par exemple) ;

— personnel spécialisé car on ne mène pas des relégués comme des détenus ordinaires. L'inadaptation du personnel fausserait les résultats de l'expertise.

Il resterait à déterminer quels sujets devraient être placés en observation. Ceux susceptibles après trois ans d'être élargis conditionnellement ? Tous ? Ou seulement les nouveaux arrivés des Etablissements où s'exécutent les peines avant qu'ils aient été déformés par la vie du bagne ?

On souhaiterait également pouvoir apprendre aux relégués un métier leur permettant de gagner leur vie. Il ne faut guère cependant se faire d'illusions. La très grande majorité sont absolument hors d'état de faire l'effort d'un apprentissage. En tout cas, ce

n'est pas au centre de triage que cela devrait être entrepris sous peine de bloquer le centre pendant toute la durée de cet apprentissage (2 ans au minimum).

Il ne faut cependant pas croire que la possession d'un métier sera le facteur dominant du reclassement social. La décrépitude interne du relégué est d'une toute autre nature que l'inadaptation d'un jeune délinquant de vingt ans.

Le critère sérieux, c'est leur état mental et caractériel. Le dangereux par perversité ou par déformation pathologique demeurera toujours dangereux une fois un métier acquis. L'aboulisme demeurera aboulisme. L'alcoolique retournera à la boisson. Et nous avons parmi les relégués un certain pourcentage d'excellents ouvriers que leur habileté professionnelle n'a pas arrêtés sur le chemin de la récidive.

* * *

Après la lecture de ce rapport M. Cannat donne connaissance à la Commission d'une note émanant de la Direction des Affaires criminelles et des grâces en date du 1^{er} mars 1949 qui témoigne de l'attachement des services criminels à la transportation des relégués.

M. Germain rappelle qu'il a essayé d'obtenir que la déportation (peine politique) soit effectuée sur un territoire dépendant du département des colonies. Le ministère intéressé n'a pas voulu de cette solution.

M. Tunc indique que si la Direction des Affaires criminelles reste attachée à l'idée de la loi de 1885 qui implique le choix d'un lieu de transportation, la relégation ne doit pas, selon lui, être un régime d'incarcération indéfinie. Ainsi comprise elle serait pratiquement inapplicable.

M. Cannat rejette provisoirement l'idée d'une reprise de la transportation et également celle de faire actuellement un texte. Déjà en 1937 on avait dressé un projet mais à l'heure actuelle le problème doit se poser de nouveau. Ce problème est celui des Etablissements à créer. C'est ce qu'on avait tenté en organisant Saint-Martin-de-Ré. A son avis, la rédaction d'un texte serait prématurée. Il faut tout d'abord résoudre la question de la relégation au point de vue pénitentiaire, puis faire une loi ensuite, quand on saura ce qui est pratiquement possible et ce qui ne l'est pas.

M. Germain approuve : voilà le problème nettement posé. Il demande alors au Dr Vuilien de faire connaître son avis sur l'expérience de Loos.

Le Dr. Vuilien s'exprime en ces termes :

« L'expérience de Loos n'a pas été inutile ; elle a permis de récupérer tout de même quelques travailleurs, elle a surtout permis de faire des constatations utiles pour l'avenir.

Qu'a-t-on constaté ? On a constaté que parmi la masse des relégués, il y avait en gros trois sortes d'individus ; d'abord certains sujets présentant des tares mentales accentuées : épileptiques traumatisés crâniens, sur lesquels on ne pouvait avoir aucune illusion. Remis dans la Société, ils étaient destinés à retomber très vite dans leurs errements.

En second lieu, des individus mal définissables, travailleurs dociles, clamant leurs excellentes résolutions, en réalité ne pensant qu'à l'instant béni de leur libération où ils pourraient de nouveau se livrer à leurs passions. Dans cette classe, il faut ranger particulièrement tous les alcooliques incapables de résister à l'attrait du cabaret et d'ailleurs n'ayant aucun désir de résister.

Les troisièmes, enfin, des gens désaxés par de fâcheuses circonstances (notamment une mauvaise éducation) qui, eux seuls pouvaient avoir quelque chance de rentrer dans la vie honnête et de se réadapter à la Société. Ceux-ci évidemment étaient les plus intéressants quant au but poursuivi. Seuls, ils méritaient de faire l'apprentissage de la liberté.

Ceci dit, quelle conduite adopter à l'avenir ? Tout d'abord (d'autres plus qualifiés que moi vous le diront également) il importe de ne plus assigner de termes précis à l'œuvre de rééducation. La sanction à terme, la libération à terme, c'est de la peine, cela rentre dans le domaine pénitentiaire. Si l'on aborde la question de redressement, de la réadaptation, il est impossible de fixer à l'avance la date où le but pourra être considéré comme atteint. Cette action pourra demander trois mois, six mois, un an, peut-être davantage... Il appartiendra à tous ceux qui auront à s'occuper de relégués éducatifs de se réunir périodiquement et de décider après discussion quels essais pourraient être tentés et dans quelles conditions ils pourraient être tentés.

Un second point important doit être examiné : un triage à la base devrait être opéré soigneusement, de façon à écarter d'emblée tous les individus pour lesquels le pronostic est défavorable. A ce point de vue, on peut prévoir trois groupes répondant aux trois catégories auxquelles j'ai fait allusion tout à l'heure, réclamant des solutions différentes.

1° Les inéducables : dans ce groupe il faut compter les anormaux, les pervers, les grands déséquilibrés, les sujets présentant des tares mentales importantes. Il y aurait lieu d'ajouter aussi, et ils sont nombreux, ceux qui rejettent sur la société la responsabilité de leurs fautes et qui deviennent de véritables persécutés, aigris, haineux, ne rêvant que vengeance et mauvais coups. Pour ceux-ci, il faut adopter une solution humaine tout en prenant garde que, quoi qu'on fasse, ils seront toujours dangereux pour la société.

2° Par opposition au premier groupe constitué par des dangereux actifs, le second groupe comprend ce qu'on peut appeler les dangereux passifs ; ce sont peut-être les plus nombreux. Il s'agit en gros d'hommes se comportant fort bien tant qu'ils sont sous tutelle, sous surveillance. Ils se plient aisément et sans protestation à toutes les consignes, à tous les travaux clamant partout et à tout propos leur guérison et leur amendement... En réalité, ce sont des hommes veules, sans ressort, voués de tout temps à une passion dégradante qui les tient et qu'ils s'empressent d'assouvir aussitôt leur libération. Dans ce groupe, il y a tous les alcooliques, les sexuels, les gens du milieu, tous les débiles incapables de résister à l'emprise et à la suggestion des mauvaises compagnies. Pour ces sujets, il faut prévoir une solution leur permettant de mener une existence très près de la normale, mais en même temps, assurant la surveillance la tutelle constante qui leur est nécessaire. On verrait assez bien des camps, voire des villages spécialisés à proximité de grands travaux. Il n'en manque pas dans notre pays : exploitation de carrière, défrichement, déboisement, reconstruction etc... Ces hommes y seraient simplement astreints à la résidence. Ils pourraient y mener l'existence des travailleurs salariés avec leurs jours de repos, leurs loisirs. Dans ce Camp, il pourrait y avoir des permissions de courte durée, pour récompenser les plus méritants. Toutefois, la libération ne devrait être accordée que très chichement.

Enfin, les hommes du troisième groupe, ceux qui auront été reconnus éduqués, réadaptés. Je pense que pour ceux-là et pour ceux-là seulement, on doit créer de véritables écoles de la liberté. Ne croyez pas d'ailleurs qu'il faille pour eux des installations dispendieuses. Il suffit de faire pour ces désadaptés ce qu'on fait maintenant pour tous les désadaptés de quelque nature que ce soit : aliénés, tuberculeux etc...

La pratique de « l'occupational therapy », qui a été mise au point par les Américains, doit réussir pour les relégués comme elle réussit chez tous ceux qui ont perdu momentanément le sens social. Cela consiste à occuper au sens large du terme, le sujet, pendant toutes les heures de la journée, à ne jamais le laisser seul, à ne jamais le laisser rêvasser, car la rêvasserie a toujours de funestes conséquences. C'est vous dire que, personnellement, je ne suis pas partisan de l'encellulement. Les nouveaux arrivants peuvent passer quelques jours en cellule, mais quelques jours seulement, le temps nécessaire pour les examiner médicalement et mentalement. Ce délai permettrait de s'informer de leurs goûts, de leurs aptitudes, de les tester et même d'avoir avec eux une ou deux conversations pour acquérir des vues générales sur leurs tendances. Très vite ces individus doivent être insérés dans une équipe et même répartis dans plusieurs. Ces équipes de travail d'abord doivent être placées dans des ateliers assez variés pour satisfaire toutes les aptitudes. Il sera nécessaire aussi de constituer des équipes de loisirs, petites sociétés chorales, théâtrales, sociétés de musique, sociétés sportives, toutes les équipes naturellement dirigées (je ne dis pas surveillées) par un moniteur ou plutôt par un entraîneur capable de les animer, de les vivifier, de créer une atmosphère vraiment sociale. C'est justement en dehors des heures de travail, dans les moments de loisirs, que ces entraîneurs doivent donner leur pleine mesure. Quant aux discours, aux leçons de morale, aux sermons, on sait que les relégués ou s'y ennuiant, ou s'y amusent. Il faut les remplacer par des conversations, des discussions dirigées, genre Tribune de Paris, ou chacun dit son mot, donne son avis et où le moniteur qui dirige la discussion peut toujours trouver matière à observation sur la mentalité et les ressources intellectuelles de ses auditeurs.

Voilà à mon sens comment on peut envisager la rééducation des relégués. Encore une fois, il ne s'agit pas d'idées nouvelles ; il s'agit de méthodes déjà anciennes mises au point et qui ont fait leurs preuves dans des cas difficiles.

Il y aurait intérêt à créer un établissement de ce genre, à faire quelques frais pour son équipement et aussi pour le recrutement d'un personnel bien choisi. On parle beaucoup depuis quelque temps de défense sociale ; la chose est dans l'air et il n'est pas douteux que tôt ou tard le Parlement viendra à voter une loi dans ce sens. A ce moment, l'Administration pénitentiaire n'aura aucune difficulté à créer les nouveaux Etablissements puisque avec les relégués, elle aura déjà fait l'expérience d'un véritable Etablissement de Défense sociale. On découvrira avec stupéfaction que l'Administration a devancé la loi.

La discussion qui suit porte d'abord sur le type d'établissement qu'il convient d'affecter aux relégués.

Le Docteur Vuillien qui est opposé à l'encellulement dans la maison de rééducation ne l'est pas pour le centre de triage où l'isolement empêche l'action nocive des pervers.

Mais quelle est la valeur d'une observation faite en cellule ? MM. Houcq et Pinatel opposent les avantages de l'observation en commun telle qu'elle est pratiquée pour les mineurs. M. Gayraud, appuyé par M. Cannat, préfère une observation commencée en cellule. Tout le monde est d'accord pour admettre que les méthodes employées à l'égard des mineurs sont difficilement transposables pour les relégués et que, de toutes façons, la nécessité absolue d'un encellulement nocturne implique le choix d'un quartier cellulaire.

On examine alors le temps que devra durer l'observation au centre de triage.

M. Vienne expose dans quelles conditions on a pu à Loos déceler en quelques semaines le caractère d'un certain nombre de relégués. Mais pour le plus grand nombre il faudra six mois au moins et notamment disposer d'assez de temps pour substituer à l'encellulement un placement en semi-liberté dont la durée ne peut-être inférieure à deux mois.

Quel sort faudra-t-il réserver aux relégués jugés inaptes à la libération conditionnelle ou dont la libération aura été révoquée postérieurement à leur élargissement ?

Les éduqués seront placés dans un Etablissement spécial pour y être traités comme l'a indiqué le Dr. Vuillien. Un seul établissement pourra suffire, sans considération du type de déformation de l'individu. Les procédés employés en Amérique sont en effet polyvalents.

En ce qui concerne les nombreux abouliques, M. Gilquin propose la création de commandos utilisant le travail all'aperto et M. Cannat, l'utilisation de maisons d'arrêt désaffectées d'où les relégués pourraient à tour de rôle sortir, pour vivre dehors quelques heures de liberté. Cela résoudrait bien des problèmes difficiles à régler autrement. La plupart de ces individus sans volonté préféreront le retour à la maison, qui leur assurera gîte, nourriture et occupation, au risque des aventures. Les fugues seront vraisemblablement de courte durée.

La question la plus difficile à résoudre et qui retient ensuite longuement l'attention de la Commission est celle d'un lieu et d'un mode de détention pour les pervers, les dangereux, ceux qu'il faut absolument ségréger.

M. Tunc incline vers leur transportation à laquelle M. Pean oppose divers arguments. M. Voulet redoute que la réunion de ces mauvais sujets dans un établissement fermé de la métropole n'entraîne des révoltes. D'autant qu'ils y demeureront sans espoir. M. Pinatel expose pourquoi on ne peut songer à les transférer en Algérie où cependant la libération conditionnelle des relégués n'est prévue par aucun texte. M. Richard rappelle les expériences jadis tentées sur des navires mis à l'ancre.

Le débat conduit à apprécier les dispositions mêmes de la loi du 27 mai 1885. M. Germain estime qu'il serait opportun de supprimer le caractère perpétuel de la mesure. Une durée de 10 ou 15 ans suffirait à protéger la société. Elle assurerait au relégué l'espoir d'une libération. En cas de rechute une nouvelle incarcération d'une même durée aurait en définitive le même effet qu'une élimination à vie.

L'organisation du Centre de triage est enfin examinée de plus près. Il pourra fonctionner à Loos à partir du mois de juillet 1949 et disposera de 72 places. Suivant les méthodes déjà utilisées au cours de l'expérience dont il a été rendu compte, les relégués pourront successivement être placés en cellule, puis admis à des permissions de courte durée, enfin placés en semi-liberté. Les plus adaptables seront libérés conditionnellement et maintenus sous la surveillance du Comité d'Assistance aux libérés.

M. Ancel propose d'envoyer au centre de Loos, non pas seulement des relégués ayant

achevé les trois années de détention à partir de l'expiration de la dernière peine — condition nécessaire de leur élargissement conditionnel — mais aussi bien ceux qui viennent d'achever cette peine. Il ne faut pas attendre qu'ils aient acquis dans le milieu de la relégation des habitudes antisociales supplémentaires.

M. Germain, tirant la conclusion de la discussion, précise qu'il faudra insister à nouveau auprès du Département de la France d'Outre-Mer pour reprendre la transportation de certains relégués, mais qu'en attendant il faut poursuivre et amplifier les essais commencés sur le territoire métropolitain. Il remercie les personnes présentes et les informe qu'il réunira à nouveau la Commission quand l'Administration sera en mesure de lui soumettre les résultats des prochaines investigations

P.C.

SOCIÉTÉ DE PSYCHOTECHNIQUE

La Société Française de Psychotechnique dirigée par M. G. de Beaumont, et installée à Paris, 117, rue Réaumur, utilise toute une série de tests et d'appareils pour pratiquer l'examen psychotechnique avec les méthodes modernes. Ce moyen scientifique de sélection, qui met en œuvre les ressources de la psychologie expérimentale sous ses différents aspects, est de plus en plus employé dans les entreprises de toutes sortes, et il commence à l'être dans les services administratifs. Il permet de choisir les candidats selon leurs aptitudes, d'éliminer ceux contre-indiqués, de diriger chacun dans une voie conforme à une orientation professionnelle normale, de dépister les agents malhonnêtes ou suspects et de mettre en lumière ceux appelés à réussir. On s'est demandé si ces appréciables résultats ne pourraient être mis à profit dans d'autres domaines comme celui de la justice, jusqu'à présent plus réservé mais qui n'a pas de raison de rester en retard. La question a été posée à cette société et elle est à l'étude.

A l'occasion des réunions du 80^e anniversaire de la Société de Législation comparée, le 18 février dernier au soir, la Société de Psychotechnique a, avec des magistrats et avocats, organisé une très intéressante réunion-conférence, au cours de laquelle des idées ont été échangées et son savant et aimable directeur a bien voulu nous montrer l'application des principaux procédés d'examen avec tests et appareils, expliquer leurs emplois courants, indiquer leurs utilisations possibles en justice, en répondant aux questions que nous lui avions soumises, relativement à l'examen des inculpés ou éventuellement de témoins et à la sélection des candidats magistrats. Il s'en est acquitté sous une forme très vivante et expérimentale, en faisant fonctionner les appareils, en montrant les tests préparés, des schémas et des photographies. Sur place, tout cela paraissait aisé à comprendre. Mais cela se prête mal à un compte rendu abstrait ; pour être fidèle il faudrait rentrer dans des détails qu'il serait difficile de suivre sur le papier. Nous devons donc nous contenter d'en donner un aperçu, en indiquant plutôt les questions que les solutions et en laissant à ceux qui s'y intéresseront le soin d'aller voir par eux-mêmes, étant assurés d'être bien accueillis, en attendant que soit organisée une nouvelle réunion en collaboration avec les milieux judiciaires.

Nous avons posé particulièrement la question de savoir comment et dans quelle mesure les méthodes en usage pouvaient permettre de découvrir chez un sujet, entre autres facteurs, celui de la moralité, qui est si important en justice, tant pour les témoins et les parties que pour les inculpés et, à un point de vue supérieur, pour les juges eux-mêmes. Le conférencier s'est donc attaché tout d'abord à ce qu'il a appelé le problème de l'honnêteté. Comme, en psychotechnique, il faut commencer par préciser les éléments positifs à mesurer et les critères par rapport auxquels on doit mesurer, il importe de traduire en notions concrètes une notion abstraite. Nous savons bien que c'est une notion très relative, dont la bonne foi, qui joue un si grand rôle en justice, est un aspect subjectif ; nous savons aussi que les bonnes intentions ne suffisent pas et que la vraie moralité va au delà. De la notion générale d'honnêteté le psychotechnicien dégagera d'autres plus précises : l'intégrité, qui met le devoir avant l'intérêt, l'équité, qui suit un souci de justice ; la loyauté qui respecte les engagements ; la conscience professionnelle, qui applique au travail la conscience morale ; le sens des responsabilités, qui donne conscience de la portée des actes ; l'altruisme, qui fait agir en considération d'autrui et mène au dévouement. Dans leur synthèse, les éléments de la moralité tra-

duisent une discipline de nos tendances personnelles sous les exigences sociales, dans un but plus ou moins élevé : idée du devoir, sentiment d'honorabilité, souci de l'opinion, amour-propre, orgueil de paraître ou d'être. Chacun met son point d'honneur à se comporter de telle ou telle façon : ceci indique la base de sa moralité, et c'est ce qu'il s'agira de rechercher.

Pour mesurer l'honnêteté ou la moralité d'une personne, on a essayé des procédés très divers. Il est vain de vouloir s'en tenir à un seul ; c'est par un ensemble d'observations et d'épreuves et en usant de recoupements qu'on peut parvenir à un résultat certain. (De même qu'en justice c'est par un ensemble d'éléments de preuves très divers qu'on aboutit à une conclusion). Il y a des procédés qu'il faut laisser de côté, parce qu'ils ne sont pas normaux et même pas concluants, comme la narco-analyse, dont on a tant parlé. Il y en a d'autres qui ont besoin d'être mis au point, comme le détecteur de mensonges ou *lie-detector*, usité aux Etats-Unis : M. de Beaumont travaille à en perfectionner un, en enregistrant des mouvements inconscients des extrémités. Ces appareils sont compliqués et coûteux ; ils demandent une délicate interprétation psychologique et, nous le savons, ils donnent des indications élémentaires, à compléter par ailleurs.

En dehors d'appareils enregistreurs, le psychotechnicien a à sa disposition toute une série de données diverses, recueillies par l'observation ou tirées de tests : son talent consistera à les interpréter et les grouper.

La *morphologie* donne à l'observateur attentif des indications curieuses du tempérament, du caractère, des tendances qu'il est toujours utile de connaître dans l'usage de la vie et comme point de départ de recherches plus précises. Ainsi, d'une façon générale, on remarque que les types de structure horizontale sont plus acquisitifs que ceux de structure verticale, donc a priori davantage à suspecter. Le détail du visage, des yeux et des oreilles est particulièrement indicateur. Le conférencier nous en donne de nombreux exemples, que nous ne pouvons relater, particulièrement sur les formes des oreilles que, à la suite de plusieurs criminalistes et aliénistes, il a étudiées minutieusement, et qui montrent de curieuses concordances. Ainsi l'on apprend que la diminution de l'indice de l'oreille indiquerait un manque de volonté et de loyauté, et l'augmentation de l'indice une expansivité ; l'oreille ronde une tendance à l'insincérité, l'oreille triangulaire une tendance à la fausseté, etc... Il est certain que de fréquentes anomalies se rencontrent chez les criminels et chez les fous, notamment des asymétries et des malformations.

La *graphologie* fournit, de son côté, des indications intéressantes, qui sont connues peut-être davantage, mais qu'il ne faudrait pas surestimer. Elles sont moins sûres, parce qu'elles sont faussées par des facteurs extrinsèques et variables, comme la plume employée, la position du corps et la disposition momentanée du sujet. Comme indications négatives, on peut citer un graphisme sinueux, ondulant, tirant à gauche, mou, des finales inaccentuées ou enchevêtrées, une signature entourée, etc... Mais ces indications ne doivent pas être prises isolément.

D'ailleurs, il faut toujours se garder de généralisations hâtives ou superficielles : toutes ces indications ont besoin d'être corrigées dans la pratique et d'être confrontées ensemble. La concordance des divers éléments accroît la présomption. Nous remarquons que c'est comme en matière de preuve par indices.

Ces premières données ainsi obtenues seront précisées et mesurées par des épreuves appropriées. On utilise des *tests* courants, dont certains avec appareils et des tests spéciaux selon les cas, en interprétant les uns et les autres.

L'appareil du *gravimètre*, qui sert à mesurer la sensibilité musculaire, se prête à une étude du comportement moral. Si le sujet dégage avec assurance, on en induit de la confiance en soi ; s'il regarde de travers, un manque de loyauté ; s'il essaie longuement, un goût du fini, etc...

Le simple petit travail de visser des écrous à des boulons dénote la façon plus ou moins consciencieuse dont le sujet s'en acquitte, ainsi que son émotivité et son penchant à tricher.

L'appareil du *tremomètre* qui sert à apprécier la précision manuelle et l'équilibre nerveux, et qu'il serait difficile de décrire sans schéma, dénote le plus ou moins de loyauté, d'émotivité et de perfectibilité dans ce petit travail.

Il y a aussi un test curieux, celui de tracer des carrés avec les yeux obturés, qui permet d'observer, non seulement la conscience professionnelle mais aussi l'égoïsme ou l'altruisme.

Enfin, le test connu des mots inducteurs, si ceux-ci sont bien choisis, éclaire, par les mots induits, répondus par le sujet, son comportement à différents points de vue.

Les données ainsi obtenues sont encore précisées par des tests spéciaux, de façon à parvenir à une évaluation plus exacte et, si possible, mesurable. Pour serrer de plus près le problème de la moralité d'un sujet, on décomposera celle-ci en plusieurs critères successifs comme par degrés : l'intégrité absolue ; la droiture proprement dite ; la simple correction ; l'honnêteté courante ; l'honnêteté limite, la malhonnêteté.

On soumettra au sujet une série de questions graduées en correspondance avec ces critères, de façon que ses réponses puissent être classées dans chaque catégorie. Ainsi, on suppose qu'il trouve de l'argent, sans être vu : il devra dire ce qu'il fera et pour quel motif, cotant les arguments qui sont soumis à son appréciation. On peut imaginer d'autres tests de ce genre, en suivant autant que possible une commune mesure.

On aboutit à un véritable étalonnage, qui permet de classer les individus selon divers rangs d'honnêteté. L'expérience est en cours en allant du 1^{er} au 10^e rang, avec des valeurs chiffrées ; l'on n'a pas encore de conclusions définitives. On n'a encore qu'un étalonnage provisoire établi pour 100 sujets.

Enfin, dans l'observation du comportement en général, on trouve d'utiles indications pour compléter ou renforcer les précédentes. Le regard est particulièrement significatif, comme on le sait, selon qu'il est fixe, souple, fuyant, mobile, de côté, voilé, etc... A remarquer l'attitude, l'élocution, la poignée de main, etc...

Telles sont les méthodes d'examen pour la moralité. Si l'on veut les appliquer à des inculpés, il faut préciser le problème, en le décomposant en plusieurs questions en rapport avec les actes qui leur sont reprochés, telles que celles-ci : sur l'idée que le sujet se fait de lui-même ; sur les motifs à la base de son sentiment du moi et de ses points d'honneur ; sur ses instincts profonds ; sur son imagination plus ou moins dévoyée ; sur les raisons et la façon dont il conçoit les limitations de son moi. Il faut ensuite rechercher si ses facultés intellectuelles sont à la hauteur de ses aspirations, et dans quelle proportion, jointes à sa puissance d'efficacité statique et dynamique, elles peuvent leur permettre de se réaliser. On connaîtrait ainsi l'optique de sa morale.

(Ce point de vue n'est pas à négliger dans la constitution du dossier de personnalité qu'on réclame pour les inculpés au moins dans les cas graves, et qu'en somme on commence à établir pour les mineurs).

Les applications psychotechniques possibles en justice sont de 3 ordres : 1^o Pour l'examen des inculpés au point de vue de leur sincérité, de la connaissance des vrais mobiles de leur acte et de l'appréciation de leur moralité.

2^o Pour l'examen des témoins apparaissant décisifs, au point de vue de leur crédibilité (sincérité et capacité).

3^o Pour l'examen des futurs magistrats.

Chacune de ces questions mérite des études spéciales et a besoin d'être mise au point d'une façon expérimentale et positive. Elles ne pouvaient être examinées dans le cadre d'une réunion même continuée assez tard. La dernière, cependant, a été esquissée, en partant de la méthode du *profil psychologique* pratiquée dans d'autres professions. On commence par déterminer les qualités types, avec des coefficients, puis on mesure chez le sujet, les qualités correspondantes, avec une notation en rapport généralement en décimes (1). On peut discuter sur la diversité des qualités à exiger et sur le coefficient respectif à y attacher ; mais on s'accorde à retenir certaines qualités comme essentielles chez les juges : telles la conscience scrupuleuse, le jugement droit, l'intelligence ouverte et élevée, le caractère impartial, et pondéré ; et l'on tremble à l'idée que les biens, la liberté, l'honneur, la vie même sont à la merci d'autres hommes, fussent-ils compétents, sans être assuré qu'ils n'aient pas de défauts de jugement ou de vices de caractère qui les empêchent de bien juger.

Sur des données fournies par des magistrats, le conférencier a essayé de tracer le portrait graphique du juge. Les cotations psychologiques sont généralement distribuées sur 3 points : la capacité physique, la mentalité et le caractère. Pour le juge, le premier point n'appelle pas de remarques particulières. Au contraire, le deuxième comporte des

(1) Pour bien comprendre cette méthode, renvoyons aux explications récemment données par notre collègue Max Leroy à propos des témoins (*Rev. de Science criminelle* 1948, p. 725 et suiv.).

cotes importantes sur les facteurs suivants : une attention analytique, un esprit clair, un raisonnement juste, un esprit pratique et objectif ; une compréhension rapide ; un esprit de méthode et d'ordre ; une intelligence élevée et souple, avec un sens psychologique affiné ; enfin, une culture étoffée, et large. Quant au caractère, il se décompose en plusieurs éléments : les tendances morales, les dispositions affectives et les dispositions caractérielles ou volontaires. Sous le premier rapport, la moralité du juge doit naturellement être au-dessus de tout soupçon, l'intégrité doit être scrupuleuse et le sens des responsabilités très développé. Sous le rapport affectif, on lui demande un effort soutenu et une certaine perfectibilité. Sous le rapport volontaire, on lui demande d'être maître de lui et impassible, d'être contrairement aux autres fonctionnaires (dont il se distingue essentiellement), farouchement indépendant dans ses pensées et ses décisions, de rester prudent et discret, de décider sans brusquerie, après mûre réflexion, de savoir inspirer confiance et autorité, enfin de ne pas manquer d'expérience sociale. On n'attache qu'une importance secondaire et par suite une cotation plus faible à d'autres qualités, qui ne sont pas à négliger, mais qui pour la fonction ne sont pas essentielles.

Voilà certes tout un programme. Souhaitons que dès à présent il inspire les méthodes judiciaires sous les divers rapports envisagés, en attendant qu'une psychotechnique judiciaire soit mise au point et à la portée des magistrats. Il est bien certain que son application aux inculpés et à certains témoins, que nous avons préconisée depuis longtemps suppose le recours à des experts psychotechniciens compétents et spécialisés dans la pratique judiciaire : il faut commencer par leur formation, si l'on ne veut pas risquer des mécomptes, toujours regrettables en justice. Pour la sélection des candidats aux fonctions judiciaires, de même qu'aux professions du palais, il serait facile de soumettre les étudiants et les stagiaires à des épreuves d'orientation professionnelle préalable, avant de les laisser s'engager définitivement au hasard. En outre, l'examen d'admission à la magistrature pourrait très bien comporter une épreuve psychotechnique avec des tests appropriés. Même dans le cadre actuel, il serait facile de soumettre, à côté de questions de droit, des questions de fait inspirées par la pratique et choisies de façon à faire ressortir les qualités de jugement, de raisonnement, d'équité et de bon sens des candidats dans leur façon de répondre.

Les réunions-conférences dans le genre de celles-ci, dont nous devons savoir gré à M. de Beaumont, présentent un grand intérêt, non seulement par le sujet traité, mais aussi par les horizons qu'elles nous ouvrent et par l'utile collaboration qu'elles développent entre le monde du palais, souvent trop enclin à rester enfermé dans ses vieux murs, et celui des savants qui cherchent toujours du nouveau. La collaboration avec les psychologues praticiens, que nous avons demandée depuis longtemps, doit être particulièrement profitable, à la justice. Efforçons-nous de la faire entrer dans la voie des réalisations.

F. GORPHE.

PREVENTION ET REPRESSION DU CRIME AUX ETATS-UNIS

Sous ce titre M. Paul Cornil, Secrétaire Général du Ministère de la Justice de Belgique et Professeur à l'Université de Bruxelles, a fait paraître récemment, dans la *Revue belge de droit pénal et de criminologie*, quelques notes sur le voyage qu'il a effectué aux Etats-Unis l'année dernière et au cours duquel il s'est intéressé tout particulièrement au fonctionnement des institutions pénales et pénitentiaires de la grande confédération américaine.

Il nous paraît intéressant de signaler ici quelques-unes des réflexions les plus frappantes de M. Cornil dont on connaît assez l'expérience et l'autorité en matière pénitentiaire, sans nous contenter d'un simple compte-rendu bibliographique.

M. Cornil a été frappé du nombre élevé des détenus aux Etats-Unis d'Amérique : on en comptait 300.000 en 1940, soit 2 pour 1.000 habitants, ce qui constitue une proportion particulièrement élevée, mais l'actualité du problème pénitentiaire a suscité de nombreuses études et un grand intérêt dans le public en général. Dans certaines villes des *crimes commissions* ont été constituées pour en étudier tous les aspects et des Associations se sont fondées un peu partout pour l'amélioration du régime pénitentiaire.

La *prison commission* de New-York dont le secrétaire général est M. E.R. Cass mérite à cet égard une mention spéciale tout comme le *children's bureau* chargé de l'administration fédérale pour tous les problèmes relatifs à l'enfance délinquante.

On sait quel intérêt a été porté depuis longtemps à la criminalité juvénile aux Etats-Unis. C'est des Etats-Unis que sont originaires les tribunaux pour enfants, mais si la question y reste actuelle, l'institution même des tribunaux pour enfants a cessé d'être discutée. Le problème le plus actuel consiste à savoir quelle doit être l'autonomie des services sociaux, notamment s'ils doivent être rattachés au *children's court* ou s'ils doivent en être distincts et plus encore comment doit être organisé le système de la *probation*. La *probation*, elle aussi, a vaincu toutes les résistances et s'applique aujourd'hui largement aux adultes comme aux mineurs. Ici encore des Associations comme la *probation and parole's Association* de New-York font une utile propagande mais comme partout le difficulté essentielle consiste à assurer le recrutement et la formation technique des agents de probation dont le nombre demeure encore insuffisant.

C'est surtout à l'examen du régime pénitentiaire américain en action que M. Cornil a apporté une attention particulièrement vigilante. Il a été frappé par l'architecture agréable, presque élégante, des établissements pénitentiaires qui, dit-il, ne rappellent en rien les hauts murs et l'aspect de forteresse de nos prisons classiques. Beaucoup d'établissements sont situés dans la campagne. Ils sont en général bien gardés et il n'est pas facile d'en sortir. Mais ce qui frappe à l'intérieur le visiteur européen, c'est la très grande latitude qui est laissée aux détenus qui peuvent circuler, sortir de leur cellule, fréquenter même une sorte de club. Dans certains établissements qui sont fort importants puisqu'ils contiennent de 1.000 à 3.000 détenus, les condamnés appelés à purger une peine privative de liberté sont fréquemment réunis; ils peuvent parler ensemble et ils vivent largement en commun. Le personnel ne cherche pas comme en Europe à exercer directement une influence morale et l'un des principes de l'Administration pénitentiaire américaine actuelle semble être de compter plutôt sur l'action moralisatrice des détenus les uns sur les autres. Voilà qui eut bien étonné les pénalistes du siècle dernier qui réclamaient l'emprisonnement cellulaire et dont tous les efforts semblaient orientés vers la suppression de l'ancienne et dégradante promiscuité des prisons du début du XIX^e siècle. Il y a là, nous semble-t-il, une indication curieuse et caractéristique sur l'évolution de la pénologie moderne. Il ne faudrait pas en conclure d'ailleurs un retour pur et simple à la promiscuité ancienne. Il s'agit en réalité d'une nouvelle technique utilisant l'action du groupe et de la communauté des détenus elle-même. M. Cornil signale justement la pratique du *group therapy*, discussion dirigée entre les détenus sur les points les plus divers; au cours de réunions de cette sorte une action moralisatrice, peut-être un peu diffuse mais certaine, paraît s'exercer assez efficacement sur les condamnés à l'emprisonnement. Il n'en résulte pas pour autant que tous les inconvénients de la vie en commun soient supprimés mais une tendance nouvelle se fait jour sur laquelle l'expérience américaine ne manquera pas d'apporter d'utiles renseignements.

Les établissements pénitentiaires américains font largement appel au travail. Ils comportent comme on le pensait bien des ateliers remarquables; et d'importantes exploitations agricoles; les services d'entretien et les services domestiques sont également assurés par les détenus. Mais l'Administration pénitentiaire américaine se préoccupe assez peu d'assurer la formation professionnelle des détenus. L'enseignement même, sans être négligé, fait semble-t-il l'objet d'une attention moins vive que dans bien des pays d'Europe. Un fonctionnaire en est généralement chargé dans chaque établissement et il comprend dans cette tâche d'enseignement l'organisation des loisirs. La plupart du temps l'enseignement est d'ailleurs donné par des détenus, eux-mêmes choisis pour leur compétence ou leurs aptitudes particulières. Cet enseignement reste surtout pratique et s'efforce moins de reproduire les programmes scolaires que d'assurer certaines connaissances telles que la sténo ou la dactylographie, la comptabilité, les langues vivantes, qui pourront être immédiatement utilisées à leur sortie par les condamnés libérés. Enfin, il est fait largement appel au secours de la religion et les établissements possèdent en général de riches bibliothèques où les livres sont librement choisis par les détenus désireux de les lire.

Une attention particulière paraît avoir été accordée à l'utilisation des loisirs. L'expérience enseigne en effet qu'une utilisation rationnelle des loisirs est fort importante

pour la prévention du crime. On cherche donc à donner aux détenus des habitudes qui leur serviront lors de leur libération et l'on a ainsi été amené à créer des *hobby chops*, véritables ateliers où les prisonniers passent leurs moments de loisirs et où ils se livrent librement à l'occupation qui leur plaît sous la direction discrète d'un membre du personnel.

Comme nos lecteurs le savent déjà, les autorités américaines se préoccupent activement d'assurer dans les meilleures conditions la libération conditionnelle. Les *parole boards*, chargés de se prononcer sur l'octroi de la libération conditionnelle et d'en assurer l'efficacité, ont été multipliés. La préoccupation des pénologues américains semble être d'établir une harmonie entre le prononcé de la peine, l'exécution de cette peine et la libération du condamné. Comme le dit justement M. Cornil, « le condamné ne peut comprendre la sanction qui lui est infligée si le prononcé de la peine, le régime pénitentiaire et la décision de libération sont inspirés par une même conception. Ce sont trois aspects de la même séparation, ce ne peuvent être trois visages différents de la même justice ». Aussi, alors qu'il y a vingt ans on s'efforçait de séparer aussi nettement que possible les services de probation et les services de libération conditionnelle, on cherche aujourd'hui à rapprocher ces deux grands services de caractère social. Les agents de probation sont souvent chargés en même temps de la surveillance des condamnés libérés conditionnellement, solution pratique, nous dit M. Cornil, qui ne paraît pas comporter d'inconvénients majeurs.

On peut en conclure que le système pénitentiaire américain, compliqué par l'existence d'institutions fédérales et d'institutions relevant des Etats particuliers, continue actuellement d'entreprendre un certain nombre de réformes qui méritent d'être suivies avec attention par tous ceux qui s'intéressent au développement de la science pénitentiaire.

M. A.

HOOGSTRATEN ET MERXPLAS

L'Union belge de droit pénal a tenu le 21 mai 1949 une réunion comportant la visite des établissements pénitentiaires de Hoogstraten et de Merxplas. En l'absence du Président de l'Union belge, M. le Procureur Général Léon Cornil, empêché pour raison de santé d'y prendre part personnellement, la réunion était présidée avec une autorité souriante par M. Chevalier, premier président de la Cour d'appel de Bruxelles.

Nous avons eu l'honneur et le plaisir d'assister nous-même à cette visite à laquelle ont pris part plus de 60 membres de l'Union, magistrats ou avocats. Les visiteurs furent reçus par M. Paul Cornil, secrétaire général du ministère de la Justice, M. Dupreel, directeur général de l'Administration pénitentiaire, M. Matton, directeur de l'Etablissement de Hoogstraten et M. Van Waerbeke, directeur de l'établissement de Merxplas. Parmi les visiteurs on remarquait notamment M. Bekaert, procureur général près la Cour d'appel de Gand, M. Tahon, procureur général près la Cour d'appel de Liège, M. Sasserath, directeur de la *Revue belge de droit pénal*, M. Gunzburg professeur à l'Université de Gand, M^{lle} Huynen, directrice de l'Office de la protection de l'Enfance, et de nombreux autres spécialistes des questions de droit pénal et de la science pénitentiaire.

La prison-école de Hoogstraten mériterait à elle seule une longue étude, mais elle est déjà bien connue de nos lecteurs car notre Revue, à plusieurs reprises, eut l'occasion d'attirer leur attention sur l'importance de cet établissement. Une notice claire et concise avait été distribuée aux visiteurs et en rappelait les caractéristiques essentielles.

La prison-école de Hoogstraten est réservée à la rééducation des condamnés de droit commun de 16 à 25 ans. Le traitement comporte l'éducation morale et sociale, l'enseignement de matières scolaires, l'apprentissage professionnel et l'éducation physique. Le régime progressif est réalisé dans trois pavillons distincts. A son arrivée, le condamné est placé au pavillon d'observation où il est examiné au point de vue physique, mental et psychologique. Toutes les influences qu'il a subies et ses aptitudes à la pratique d'un métier y sont soigneusement étudiées. Le médecin, l'anthropologue, l'auxiliaire social et le chef de pavillon fournissent chacun des données de l'examen. Un membre du personnel de direction coordonne ensuite ces divers éléments pour déterminer le

traitement pénitentiaire. Les pavillons de traitement sont eux-mêmes au nombre de deux et le traitement y est individuel suivant un régime progressif appliqué d'après l'évolution des dispositions du détenu. Le traitement appliqué dans le premier pavillon a un caractère essentiellement familial. Le détenu y est l'objet d'une surveillance étroite et d'une assistance constante de la part du personnel. Dans le deuxième pavillon, au contraire, l'action du personnel tend essentiellement à susciter et à encourager les initiatives et les efforts du détenu à qui on entend laisser une liberté de mouvement beaucoup plus large sans pour cela supprimer tout contrôle. C'est le système du *self government*. Le système progressif lui-même qui paraissait il y a quelques années devoir l'emporter définitivement au point de vue pénitentiaire, est, on le sait, aujourd'hui quelque peu discuté et l'on n'a pas manqué d'en faire valoir les inconvénients. Pour y pallier l'administration pénitentiaire belge a tenté à Hoogstraten une expérience nouvelle fondée sur le scoutisme. Elle a estimé que les méthodes scouts présentaient l'avantage d'imposer d'une manière générale au condamné des devoirs et une persévérance qui permettent de déceler plus aisément ses véritables sentiments. Elle estime également que cette méthode permet de donner sans contrainte et de façon presque instinctive de meilleures habitudes sociales au délinquant.

Après avoir visité les ateliers de la prison qui sont d'une manière générale remarquablement organisés et où les détenus travaillent dans une liberté et dans une atmosphère que beaucoup d'usines d'ouvriers libres pourraient leur envier, les visiteurs ont assisté à une séance de gymnastique dirigée par un gardien-chef professeur, assisté de moniteurs. Ils ont ensuite admiré dans la large cour de la prison des exercices d'ensemble exécutés en musique d'une façon remarquable.

L'établissement de Merxplas est un des plus vastes établissements pénitentiaires belges. Il a été longtemps réservé, en grande partie tout au moins, aux vagabonds. Les vagabonds ont été remplacés par ceux que les Belges appellent du mot particulièrement frappant « d'inciviques » c'est-à-dire par les individus condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat et pour collaboration avec l'ennemi. Près de 2.000 de ces condamnés se trouvent aujourd'hui à l'établissement de Merxplas.

Ici encore la Belgique, fidèle à ses traditions, a voulu s'attacher au relèvement des condamnés et M. Hanssens, conseiller à la Cour de Bruxelles, s'est fait avec un dévouement admirable l'apôtre de la rééducation des inciviques. Il a tenu lui-même à faire visiter l'établissement aux visiteurs du 21 mai et il leur a exposé avec une flamme communicative la méthode qui a été appliquée en cette matière délicate.

L'idée maîtresse en est le rachat par le travail. Les « inciviques » occupaient assez fréquemment des positions qu'ils ne pourront pas retrouver lorsqu'ils se trouveront libérés. Il importe donc de les orienter dans des voies nouvelles et de leur donner une formation professionnelle qui leur permette à leur sortie de l'établissement d'exercer une activité technique profitable à la communauté sociale toute entière. A cet effet des ateliers importants ont été installés à Merxplas pour permettre la formation de spécialistes électriciens ou mécaniciens. L'innovation la plus curieuse et peut-être la plus hardie consiste en ce que les cours donnés aux détenus sont confiés à certains détenus choisis en raison de leurs capacités particulières et des qualités dont ils ont témoigné pendant leur détention. Le choix de ces détenus appelés à en guider d'autres et appelés par là même à exercer sur eux une influence qui peut être grande reste des plus délicats. Des précautions ont été prises en particulier pour qu'aucune place de choix ne soit attribuée à ceux qui se sont rendus coupables de dénonciations à l'ennemi. D'une façon générale, d'ailleurs, et grâce au tact avec lequel cette entreprise a été menée, les résultats observés jusqu'à présent sont des plus encourageants.

Il convient du reste d'observer que les « inciviques » qui se trouvent à Merxplas sont pour la plupart condamnés à la peine de la détention qui ne comporte pas normalement d'obligation au travail. C'est donc volontairement que la plupart d'entre eux ont accepté de travailler. Or, le nombre de ces volontaires est particulièrement élevé.

L'établissement de Merxplas comporte également un sanatorium pénitentiaire qui fonctionne depuis 1924 et qui est pourvu d'une installation tout à fait moderne. Il comporte 75 lits et les malades y sont logés soit dans des chambres isolées, soit par trois. Ils passent aussi de longues heures sur une chaise longue dans une large galerie de cure.

Il nous a paru intéressant de signaler spécialement cette visite et notamment les

nouvelles expériences que l'administration pénitentiaire belge vient de tenter dans les établissements de Hoogstraten et de Merxplas et qui s'ajoutent si heureusement à toutes celles que la Belgique a déjà entreprises et qu'elle a déjà menées à bien.

M.A.

PREMIERE SESSION D'INFORMATION POUR LES JUGES D'INSTRUCTION

Depuis plus de dix-huit mois plusieurs magistrats membres du Conseil Supérieur de la magistrature avaient demandé à la Chancellerie d'organiser des sessions d'information destinées aux juges d'instruction. C'est M. R. Lecourt, Garde des Sceaux, qui a eu le mérite en tant que vice-président du Conseil supérieur de la magistrature de mettre sur pied la première session.

Trente-deux magistrats instructeurs venus de 29 Cours d'appel suivirent du 13 au 18 juin les cours.

Les cours s'adressaient à des magistrats jeunes (suppléants 3^e ou 2^e classe) ayant 6 mois au moins de pratique d'instruction.

Le directeur du cours n'avait pas la prétention de former en une semaine des juges d'instruction mais simplement de présenter aux stagiaires des sujets pratiques, de les initier aux méthodes modernes d'investigation, de leur montrer les possibilités de certains services ou experts.

Le cours s'écarta franchement de la méthode « faculté de droit » pour ressembler étrangement à une période d'officiers de réserve appelés à prendre connaissance d'un armement nouveau et à échanger des idées en vue de son utilisation.

Malheureusement la « période » des juges d'instruction ne fut que de 6 et non de 21 jours.

Le Cours était dirigé par M. Besson, conseiller à la Cour de cassation, assisté de M. Devise, conseiller à la Cour, de M. Lechary, juge d'instruction, membre suppléant du Conseil supérieur de la magistrature. M. Baures, juge d'instruction adjoint et M. Golléty, juge d'instruction détaché. Ces magistrats avaient pour mission principale d'animer les débats et de proposer des solutions pratiques.

Le programme du stage était assez chargé : **Lundi 10 h.** : Séance d'ouverture, présidée par M. Laroque, membre du Conseil supérieur de la magistrature, allocution ; — 10 h. 15 : Le but du stage, les responsabilités du juge d'instruction, par M. Besson, conseiller à la Cour de cassation ; — 10 h. 30 : L'expertise mentale par le Docteur Gouriou, médecin chef de l'asile de Villejuif ; — 11 h. 30 : La simulation de la folie, par M. Clément Charpentier, membre du Conseil supérieur de la magistrature ; — 14 h. 30 : Trois autopsies furent effectuées à l'institut médico-légal devant les stagiaires (avortement, empoisonnement et électrocution) par le professeur Dierobert ; — 16 h. 30 : La toxicologie, ses possibilités, par le Professeur Griffon ; — 17 h. 30 : Le service central et l'inspection des pharmacies, par M. Vaillé, inspecteur général de la Santé publique.

Mardi : 9 h. à 12 h. : Les services de l'identité judiciaire de la Préfecture de police, les constatations sur les lieux, par le professeur Sannié ; — 14 h. 30 à 18 h. : Les recherches de police scientifique, exposé de nombreux cas pratiques, par le Professeur Sannié.

Mercredi : 9 h. à 11 h. : Les infractions financières, par M. Lechary, juge d'instruction. L'expertise comptable, par M. Martin, expert-comptable ; — 12 h. 30 : visite de la Bourse des valeurs par groupes de 5, réception par la Compagnie des agents de change, visite d'une officine de courtiers en valeurs ; — 17 h. à 18 h. 30 : Les services de la commission internationale de police criminelle, par les Commissaires Marabuto et Nepote.

Jeudi : 9 h. à 11 h. 30 : Les différents services de police judiciaire, leur saisine, leur compétence respective, par M. Golléty, juge d'instruction ; — 11 h. 30 : L'organisation des services de police judiciaire de la Sûreté nationale, par M. Chabaud, commissaire divisionnaire.

Vendredi : 9 h. : Les fraudes alimentaires, par M. Richard, inspecteur général de la répression des fraudes ; — 10 h. : Les infractions commises par la voie de la presse, par M. Boucheron, substitut du Procureur de la République ; — 11 h. : Les accidents ferroviaires, par M. Marchand, Chef du Service du contrôle des Chemins de fer ; — 14 h. 30 : Circuit dans la région de Versailles, Saint Cyr, Trappes, visites des postes d'aiguillages, signalisation, appareils de contrôle, organisé par la S.N.C.F.

Samedi : 9h. 30 : Les services de la préfecture de police, par M. Baures, juge d'instruction et M. Arnal, commissaire principal ; — 14 h. 30 : Les examens et recherches de laboratoire de médecine légale au service de la justice, par le Professeur Dirobot ; — 18 h. : Réception par M. le Garde des Sceaux dans les salons de la Chancellerie. Allocution de M. Besson et de M. Robert Lecourt.

II^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE PARIS, 7-14 SEPTEMBRE 1950

Décisions du Comité d'organisation

Séances du 28 mai et du 9 juillet 1949

1^o Date et lieu.

Le Congrès aura lieu du 7 septembre au matin au 14 septembre au soir.
Les Assemblées générales se tiendront dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne.

2^o Structure du Congrès

Les rapports généraux seront lus en séances plénières.

Pour la première partie du Congrès (examen critique de la méthode et des résultats de chaque discipline en fonction de la criminologie), la discussion des rapports généraux aura lieu en commissions, par disciplines ; pour la deuxième partie (criminogénèse), en assemblées générales.

Dans l'état actuel des travaux du Comité, la structure du Congrès s'établit comme suit (Légende : AG-Assemblée générale, RG-Rapport général, C-Commission).

1950 Mercredi 6 septembre :

Toute la journée : Secrétariat. Documentation.

— Jeudi, 7 septembre :

Matinée : (AG) Séance d'ouverture.

Après-midi : (C 1^o) Séance documentaire :

Laboratoires de criminologie dans les prisons. Films.

— Vendredi 8 septembre :

Matinée : (AG) Sociologie (RG 1)

— Biotypologie (RG 2)

— Psychologie-Psychiatrie-Psychanalyse (RG 3).

Après-midi : (C 2) Sociologie.

(C 3a) Biologie.

(C 3b) Génétique.

(C 4) Psychiatrie,

(C 5) Sciences morales.

— Samedi 9 septembre :

Matinée : (AG) Médecine légale (RG 4a)

— Police technique et scientifique (RG 4b).

— Science pénitentiaire (RG 5).

— Enfance (RG 5).

Après-midi : (C6) Typologie-Anthropologie évolutive.

(C7) Psychanalyse.

(C8) Science pénitentiaire.

— Lundi 11 septembre :

Matinée (AG) Socio-criminogénèse (RG 7).

— Bio-criminogénèse (RG 8),

— Psycho-criminogénèse (RG 9).

Après-midi : (C 9) Enfance.

(C 10) Psychologie.

(C 11) Médecine légale.

(C 12) Police technique et scientifique.

— Mardi 12 septembre :

Matinée : (AG) Criminogénèse (RG 10).

Discussion.

Après-midi : (C 1b) Séance documentaire :

Laboratoire de criminologie dans les prisons. Films.

— Mercredi 13 septembre :

Matinée : (AG) Etat dangereux (RG 11).

Discussion.

Après-midi : (AG) Institut international de criminologie (RG 12).

— Jeudi 14 septembre :

Matinée : (AG) Assemblée Générale de la Société Internationale de criminologie.

Après-midi : (AG) Vœux et clôture.

— Vendredi 15 septembre :

Matinée : Réunion Conseil administration. Société Internationale de criminologie.

Une exposition d'Ethnographie criminelle aura lieu parallèlement au Congrès sous la direction de M. le Professeur Laignel Lavastine.

Le Stand de librairie sera organisé par Mme Rais, Librairie spécialisée (écrire Mme Rais, 106 bis Rue de Rennes, Paris VI^e).

3^o Liste des rapporteurs généraux.

- 1^{er} Rapport général : Sociologie, Professeur Thorsten Sellin (U.S.A.).
- 2^e Rapport général : Biotypologie, Proposé à l'U.R.S.S.
- 3^e Rapport général : Psychologie, Psychiatrie, Psychanalyse, Grande-Bretagne.
- 4^e Rapport général : 1^{re} partie, médecine légale, Professeur Coimbra (Portugal).
2^e partie : Polices technique et scientifique, à désigner.
- 5^e Rapport général : Science pénitentiaire, Professeur Kinberg (Suède).
- 6^e Rapport général : Enfance, M. Frei, président du tribunal des mineurs à Bâle (Suisse).
- 7^e Rapport général : Socio-criminogénèse, Professeur Van Bemmelen (Pays-Bas).
- 8^e Rapport général : Bio-Criminogénèse : Professeur Di Tullio (Italie).
- 9^e Rapport général : Psycho-Criminogénèse : Professeur Lagache (France).
- 10^e Rapport général : Criminogénèse : Professeur de Greef (Belgique).
- 11^e Rapport général : Etat dangereux, Professeur Loudet (Argentine).
- 12^e Rapport général : Institut international de criminologie, Société Internationale de criminologie.

4^o Liste des délégués du Comité d'organisation chargés d'organiser les travaux préparatoires dans leur pays

- Afrique du Sud. — Pasteur Junod, Secrétaire général de la Penal Reform League of South Africa, Waterkloof, 25 Victoria Street, Pretoria.
- Allemagne. — Professeur Kreschmer, Psychiatrischerklinik, Tübingen.
- Argentine. — Professeur Osvaldo Loudet, Professeur à l'Université de La Plata, Calle Ayacucho, Buenos-Aires.
- Autriche. — Professeur Roland Grassberger, Professeur de criminologie à l'Université de Vienne, Tendlergasse 17, Vienne.
- Belgique. — Professeur Nico Gunzburg, Président de l'Institut de criminologie de l'Université de Gand, 40, rue des Escrimeurs, Anvers.
Docteur Alexander, Prison de Forest, Bruxelles.
- Birmanie. — Docteur U. Nyein Lhaing, Prison Department, c/o Foreign Office, Rangoon.
- Bésil. — Professeur Leonido Ribeiro, Secretaria General de Comitê Executivo Brasileiro, Rua Buenos-Aires 29, Rio-de-Janeiro.
- Canada. — Professeur Legrand, Professeur de Psychiatrie à l'Université de Montréal.
- Chili. — Professeur Juan Andueza, casilla correc. 288, Valparaiso.
- Colombie. — Professeur Guillermo Uribe Cualla, professeur de médecine légale à l'Université de Bogota, Directeur de l'Institut de médecine légale de Bogota. Calle 8a n^o 11-58, Bogota.

- Costa-Rica. — M. Hector Beeche, Directeur de la *Revue des Sciences juridiques et sociales*, apartado, 2049, San José.
- Cuba. — Professeur José Agustín Martínez, Président de l'Institut National de criminologie de La Havane, Calle de La Habana num. 308, altos, La Havane.
- Danemark. — Professeur Georg. K. Sturup, Président de la Société Danoise de criminologie, Overlaegen ved Psykopatanstalterne i Herstedvester pr. Glostrup.
- Egypte. — Professeur Fathy Bey, Professeur à la Faculté de droit, Found University, Le Caire.
Secrétaire : Professeur Ahmed Khalifa, professeur de droit, 7 rue Al-Ahram, Guizeh.
- Espagne. — Docteur G. Maranon, via Serrano 16, Madrid.
- Finlande. — Professeur Veli Verkko, Secrétaire général de la Société criminologique de Finlande, Maneesink 3, Helsinki.
- France. — Secrétaire général du Congrès, 12 place du Panthéon, Paris (V^e).
- Grèce. — Professeur Jacques Zancarrollas, Chef du service des Affaires Criminelles au ministère de la Justice, 249 rue Fillis, Athènes.
- Guatemala. — Professeur Carlos Martínez Duran, Recteur de l'Université de San Carlos.
- Hongrie. — Professeur Toth Laszlo, Professeur de psychiatrie, V. Molotov 3 II IV 5, Budapest.
- Irak. — Professeur Saadi Bississo, professeur de psychologie criminelle et de droit international public à la Faculté de Bagdad.
- Iran. — Docteur A.A. Siassi, Recteur de l'Université de Téhéran.
- Israël. — Professeur S. Assaf, Recteur de l'Université Hébraïque de Jérusalem.
- Italie. — Professeur Benigno Di Tullio, Professeur de criminologie à l'Université de Rome, président de la Société internationale de criminologie, 25 piazza Cavour, Rome.
- Luxembourg. — Docteur Molitor, Médecin légiste au Laboratoire de l'Etat, Luxembourg.
- Mexique. — Professeur Garideau, Président de l'Academia Mexicana de Ciencias penales, Edificio Sezuos de Mexico, Mexico D.F.; Professeur Alfonso Quiroz Quaron, Professeur de criminologie, Edificio Guardiola, Desp. 50, Mexico D.F.
- Norvège. — Docteur Onulv Odegard, Overlege Dr Med. Gaustad.
- Pays-Bas. — Professeur Vrij, Conseiller à la Cour de Cassation des Pays-Bas, Professeur Honoraire à l'Université de Groningue, « Nieuw Parkwijk », Prinsevinkenspark 42, Gravenhage.
Secrétaire : Maître J.P. Hooykaas, Avocat général près la Cour de Cassation, Zeckant 54, Scheveningen.
- Perou. — Professeur Carlos Bambaren, Professeur de criminologie et de science pénitentiaire à la Faculté de droit, apartado postal 2563, Lima.
- Pologne. — Procureur Dr. Georges Sawicki, Directeur du Bureau de la Coopération Internationale, Ministère de la justice, Varsovie.
- Portugal. — Docteur Oscar Teixeira Bastos, Médecin chef à l'Institut de criminalistique, c/o Institut de Médecine légale, Lisbonne.
- Roumanie. — Professeur Jean Morizu, Professeur de l'Université à la Faculté de droit de Bucarest, Bd. Banul/Manta, 44, Bucarest.
- Royaume-Uni. — Docteur Dennis Carroll, Co-Medical director of the Institute for the scientific treatment of Delinquency, 8 Bourdon Street, Davies Street, Londres W1.
- Suède. — Professeur Olof Kinberg, Sittasjobaden, Stockholm.
- Suisse. — Professeur Thelin, professeur de médecine légale à l'Université de Lausanne, Président de la Commission suisse d'études criminologiques et de prophylaxie criminelle, 2 Avenue de la Gare, Lausanne.
- Syrie. — Professeur Salaheddine Tarrazzi, professeur de droit pénal à l'Université de Damas.
- Tchécoslovaquie. — Docteur Joseph Gorner, Chef de l'Office central de police criminelle, 10 Bartolomejska, Prague.
- Turquie. — Institut Turc de criminologie à l'Université, place Beyazit, Istanbul.
- Uruguay. — Professeur Carlos Salvagno Campos, Plaza Zavala, 1409, Cto 7, Montevideo.
- U.S.A. — Professeur Thorsten Sellin, Professeur de sociologie à l'Université de Pennsylvania et Directeur des *Annals of the American academy of political and social science*, 3817 Spruce Street, Philadelphia 4.
- Venezuela. — Docteur Jose Rafaël Mendoza, Edificio Santana altos 13, apartado de Correos 643, Caracas.

5° Liste des pays avec lesquels nous sommes en rapport pour obtenir leur participation.

Afghanistan, Albanie, Andorre, Australie, Bolivie, Bulgarie, Ceylan, Chine, République dominicaine, Eire, Equateur, Ethiopie, Haïti, Honduras, Indoustan, Islande, Liban, Liberia, Liechtenstein, Le Salvador, Monaco, Nicaragua, Pakistan, Panama, Paraguay, Philippines, Arabie Séoudite, Saint-Marin, U.R.S.S., Vatican, Yemen, Yougoslavie.

Nous serons reconnaissants aux lecteurs de cette revue qui seraient en rapport avec des personnalités scientifiques de ces différents pays de bien vouloir envoyer leur nom et leur adresse à M. le Secrétaire général du Comité d'Organisation du 2^e Congrès International de criminologie, 12 place du Panthéon, Paris (V^e), afin que nous puissions leur faire parvenir une documentation complète.

6° Ont été élus membres du Comité d'organisation :

- M. Germain, Directeur général de l'Administration pénitentiaire.
M. le Professeur Soula, Président de la Société de Biotypologie.
M. le Professeur Laignel-Lavastine,
M. le Professeur Santenoise, Directeur de l'Ecole de la Santé Publique.
M. le Professeur Gurwitch, Directeur du Centre d'études sociologiques.

7° Montant des cotisations pour la participation au congrès.

— Membres adhérents : 5.000 francs par personne (Réduction de 10% pour les membres de la Société Internationale de criminologie ayant adhéré avant le 1^{er} septembre 1950).

— Membres associés : 2.000 francs par personne.

Les inscriptions seront reçues à partir du 1^{er} septembre 1949. S'adresser à M. le Secrétaire général du Congrès (adresse : voir § 5) avec versement simultané du montant de la cotisation au C.C. Postal Congrès International de Criminologie, 12 place du Panthéon, Paris, 6636-14.

P. D'A.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CRIMINOLOGIE

Statuts de la société

Voir *Revue de science criminelle et de droit pénal Comparé*, 1949, p. 147.

Le Deuxième Congrès International de criminologie ne sera qu'une manifestation scientifique *passagère*. La Société Internationale de criminologie a pour but de maintenir dans un effort *permanent* de travail, de collaboration et d'échanges scientifiques, tous les savants (anthropologues, biologistes, typologues, psychiatres, psychanalistes, sociologues, pénalistes, médecins légistes, policiers, techniciens de l'enfance coupable, etc...) qui auront apporté leur concours aux travaux préparatoires du Congrès, auront pu y participer et tous ceux qui, dans l'avenir, s'intéresseront à l'application des sciences de l'homme au phénomène criminel. La réorganisation et l'extension de la Société commence donc avec les travaux préparatoires du Congrès. C'est ainsi que, depuis janvier 1949 :

- plus de trente pays sont représentés à la Société Internationale de criminologie ;
- une vingtaine de Sociétés Nationales ont également adhéré ;
- plusieurs pays, comme le Venezuela, la Suisse, le Pérou, l'Uruguay, ont créé une Société Nationale de criminologie adhérent à la Société Internationale ;
- de telles sociétés sont en formation dans d'autres pays tels que les U.S.A. et l'Irak.

La demande du Statut consultatif du Conseil économique et social des Nations Unies est en cours de procédure ; elle a été récemment examinée par le Comité Consultatif du Comité Economique et social à Genève.

Des démarches sont actuellement en cours pour la demande du statut consultatif de l'U.N.E.S.C.O. et de l'O.M.S.

Sur l'invitation de ses organisateurs, la Société est membre fondateur du Conseil de Coordination des Congrès Internationaux de sciences médicales (Assemblée constitutive sous l'égide de l'U.N.E.S.C.O. et de l'O.M.S., Bruxelles, 4-7 avril 1949).

Le projet de fondation de l'Institut International de criminologie que la Société présentera au Congrès est actuellement à l'étude.

M. le Professeur Di Tullio, Président de la Société, qui a représenté la Société au Congrès Américain de Psychiatrie (Montréal, mai 1949), a également présidé l'Assemblée constitutive d'un Comité National U.S.A. de participation au deuxième Congrès International de Criminologie et à la société.

Nous demandons à toutes les personnes et aux Institutions intéressées au Congrès et à l'avenir de la criminologie, d'adhérer dès à présent à la Société Internationale, afin de faciliter la tâche du Comité Exécutif dans l'organisation de la Société, dans ses rapports avec les grands organismes internationaux et dans la mise au point du projet de fondation de l'Institut International de criminologie.

Nous rappelons à cet effet les paragraphes 3 et 5 des statuts de la Société :

Art. 3. — « Pour obtenir la qualité de membre de l'Association, il faut : 1° être présenté par un membre de la Société Internationale de Criminologie et agréé par son Conseil de Direction ; 2° payer une cotisation minima de 1.500 francs par an pour les personnes physiques et de 5.000 francs pour les personnes morales qui peuvent, aux mêmes conditions, être admises comme membre de l'Association. Le montant de ces cotisations est réduit de moitié pour les Etudiants et les Associations d'Etudiants. Une cotisation minima de 20.000 francs par an confère la qualité de membre bienfaiteur.

Art. 5. — « Il peut être créé, dans chaque pays, un groupe national qui mandate un de ses membres auprès du Conseil de Direction ».

Les membres de la Société recevront directement toutes les circulaires, directives, nouvelles importantes, relatives au Deuxième Congrès International de criminologie et à la vie de la société. Ils bénéficieront, en outre, d'une réduction de 10 % sur les droits d'inscription au Congrès.

Adresser toutes les demandes d'adhésion à la Société à M. le Secrétaire Général de la Société Internationale de Criminologie, 12 place du Panthéon, Paris (V^e).

P. D'A.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I. — DROIT PENAL GENERAL ET OUVRAGES AUXILIAIRES

La sentencia indeterminada (La sentence indéterminée), par Luis Jimenez de Asua, T.E.A. Argentina, Buenos-Aires, 1948, 398 pages).

Le professeur Jimenez de Asua vient de rééditer, en l'augmentant considérablement et en la mettant à jour, la thèse de doctorat qu'il écrivait à Madrid en 1913 avec une préface du Professeur Constancio Bernaldo de Quiros.

Sous sa forme actuelle, cette œuvre, très richement documentée et qu'accompagnent une importante bibliographie de droit comparé et une liste complète des œuvres de l'auteur, se présente en trois grandes parties qui traitent : des origines et de l'histoire du système des peines déterminées *a posteriori*, du développement idéal du système et de sa réalisation pratique. L'auteur envisage ainsi successivement l'histoire du système, sa valeur doctrinale et son étude comparative dans les législations actuelles.

L'introduction est consacrée à la critique du propre titre de l'ouvrage. L'expression de « sentence indéterminée », rappelle M. Jimenez de Asua, fut proposée par Brockway au congrès de Cincinnati en 1870, lequel l'adopta. Depuis, elle a prévalu en dépit des critiques nombreuses qu'elle ne manqua pas de soulever dans la doctrine. Car ce n'est pas la sentence qui est indéterminée, mais la peine. Certains auteurs proposèrent dès lors le nom de *condamnation indéterminée* ou de *système de peines indéterminées*. Mais le mot même d'*indéterminée* n'est pas juste non plus. Il n'y a pas ni ne peut avoir de peine indéterminée ; il arrive seulement que la détermination en soit *a priori* ou *a posteriori*. C'est dans cet esprit que M. Jimenez de Asua propose, rejetant également la dénomination de *sentence relativement indéterminée*, proposée par Von Liszt et à laquelle il préférerait encore celle de *sentence relativement déterminée*, l'expression de *système de peines déterminées a posteriori*, ou encore, considérant qu'il s'agit plus de la durée de la peine que de celle-ci en soit, celle de *peines à durée préalablement indéterminée*.

Ce point de terminologie étant éclairci, M. Jimenez de Asua entreprend la première partie, dont le plan résume les principaux points étudiés : 1^{er} chapitre, la progression législative, c'est-à-dire l'histoire légale des peines à durée préalablement indéterminée, dont il retrouve l'origine dans la *pœna extraordinem* de la République romaine et une application systématique dans le droit canon ; 2^e chapitre : la progression scientifique dudit système c'est-à-dire l'histoire de la doctrine qui l'a soutenu, depuis Platon semble-t-il, jusqu'aux auteurs contemporains, en passant par les ouvrages du XVIII^e et du XIX^e siècle, et les récents congrès de criminologie, chapitre qui sera repris et développé dans les deux autres parties et notamment à l'occasion de l'exposé approfondi de la théorie du système des peines déterminées *a posteriori*. Le chapitre troisième de cette première partie est consacré à la progression légale et scientifique du système en Espagne, où il est intéressant de noter l'existence depuis 1771 et la survivance actuelle de la « clause de rétention », sorte de peine complémentaire qu'on retrouve également aujourd'hui dans plusieurs pays ibéro-américains, et en vertu de laquelle un condamné qui a terminé sa peine peut-être maintenu indéfiniment en prison, en raison du danger qu'il représente.

Dans la deuxième partie de cet ouvrage, M. Jimenez de Asua expose la théorie du système de peines déterminées *a posteriori*. Le chapitre premier est consacré à la notion

de peine préalablement indéterminée en face du principe *nullum crimen nulla poena sine lege*, et aboutit à la définition suivante : Le système des peines déterminées *a posteriori* est celui en vertu duquel la nature de la peine n'est pas fixée, si ce n'est en tenant compte de l'individualité du condamné auquel elle est appliquée, sa durée dépendant de l'amendement civil du coupable.

Ce système est en relation avec d'autres institutions telles que la grâce, la remise de peine, la liberté provisoire et révocable, la condamnation conditionnelle et le pardon judiciaire. Toutes ces institutions représentent en effet une exception au principe rétributif et expiatoire qui sert de fondement à la peine déterminée. Cependant, la différence essentielle entre le système qui fait l'objet de cette étude et les institutions desquelles nous venons de le rapprocher, consiste en ce que, dans le cas de peine préalablement indéterminée, la durée de celle-ci n'est fixée ni dans les lois ni dans les sentences, et dépend uniquement de l'amendement civil du coupable, tandis que les lois ou au moins les sentences des tribunaux prévoient la durée de la peine dans les autres cas.

Le chapitre deuxième de cette deuxième partie étudie le système de l'indétermination, posant comme point de départ qu'il existe deux grands groupes à cet égard : les systèmes indéterministes dont la fin et le contenu se traduisent en mesures de protection, et les systèmes indéterministes qui se réfèrent à la matière pénale.

Dans le premier groupe entrent les systèmes relatifs aux incapables du droit pénal, et qui poursuivent de ce fait un but purement curatif ou éducatif. Dans le second groupe entrent : I) Selon les condamnés auxquels il s'applique : a) les systèmes indéterministes dans lesquels la peine poursuit un but de réforme ; b) les systèmes indéterministes dans lesquels la détention indéfinie est appliquée comme un moyen de sécurité. II) En raison de l'indétermination même : a) les systèmes d'indétermination absolue ; b) les systèmes d'indétermination relative ; c) les systèmes de transition entre la notion déterministe et la notion indéterministe.

C'est cette dernière division qui fait l'objet du commentaire très finement exposé de ce chapitre, où l'on trouve de nombreuses et précieuses références sur l'histoire et l'évolution de l'idée de sentence indéterminée dans la doctrine comparée.

M. Jimenez de Asua distingue ensuite, dans le problème de la détermination *a posteriori* de la peine, deux questions primordiales : 1° quand, par qui et comment doit être déterminée la catégorie de peine à appliquer ; 2° qui doit en déterminer la durée et fixer le moment de la libération, et quand.

Ces deux questions représentent en réalité deux phases : la première appartient naturellement au juge. La deuxième seule fait l'objet d'une discussion très vive, et la doctrine est partagée entre les trois opinions suivantes relativement à l'autorité qui décidera de la fixation de la peine : système administratif, judiciaire ou des commissions mixtes, dernier système qui fut approuvé par le Congrès pénitentiaire de Washington de 1910 et qui représente la tendance la plus moderne en la matière. M. Jimenez de Asua y donne son approbation, mais attire l'attention sur la nécessité d'appliquer ce système d'une manière permettant de garantir au maximum les droits du condamné contre toute possibilité d'abus ou de négligence. Il en résulte qu'un pouvoir assez étendu sera attribué au juge, lequel aura pour tâche notamment : a) la surveillance assidue du régime prescrit dans la sentence, qui ne sera jamais définitive ; b) la vérification constante de l'état dangereux du sujet, et des variations que cet état comporte, la constatation de sa disparition, le cas échéant ; c) le pouvoir de modifier les mesures de sûreté selon les variations mêmes de l'état dangereux ; d) le pouvoir de mettre un terme provisoire ou définitif aux peines et aux mesures de sûreté à temps indéterminé.

L'existence d'une Commission spéciale et l'importance du rôle attribué au juge ne sont pas les seules conditions d'une réalisation idéale du système de peines ultérieurement déterminées. D'autres éléments sont nécessaires, dont l'exposé fait l'objet du chapitre III de la deuxième partie, et qui s'énumèrent ainsi : les juges du nouveau système pénal doivent avoir reçu une formation spéciale ; la peine doit être exécutée dans des réformatoires ; le personnel pénitentiaire doit être idoine ; il doit exister une Commission spéciale ; le condamné ne doit pas être libéré avant de pouvoir justifier d'un moyen honnête d'existence ; la libération doit être conditionnelle ; cette liberté conditionnelle doit être surveillée et protégée.

Le chapitre IV pose la question de savoir si le système ainsi décrit doit être appliqué à tous les délinquants, et si l'indétermination peut être utilisée à la fois comme une peine de réforme et comme une peine de sûreté.

Après avoir rappelé les opinions les plus autorisées en la matière, M. Jimenez de Asua précise sa propre doctrine ; il classe d'abord à cet effet les délinquants en trois groupes : les délinquants proprement dits, les sujets socialement dangereux comprenant les vagabonds et les mendiants, enfin les incapables du droit pénal, avec les malades mentaux et les mineurs. Et ses conclusions sont les suivantes :

A) L'indétermination relative de la peine est applicable aux jeunes délinquants éminemment amendables qui ont entre 18 et 25 ans, et aux récidivistes, ce terme devant s'entendre de tout individu qui après avoir accompli une peine infligée pour un délit antérieur, retombe dans la délinquance.

B) L'indétermination devra être complète, au moins jusqu'à leur majorité en ce qui concerne les mineurs, pour lesquels l'auteur fait encore des distinctions selon l'âge, les anormaux, les buveurs habituels, les vagabonds et les délinquants d'habitude.

Mais le traitement déterminé *a posteriori* doit être appliqué à tous les délinquants, parce que tous sont susceptibles d'une réforme. Seuls les condamnés politiques en doivent être exclus, parce que ce ne sont pas des délinquants dans le sens vrai du terme.

Enfin, après avoir répondu aux diverses objections soulevées par les non partisans du système indéterminé, M. Jimenez de Asua consacre les 150 dernières pages de son livre à l'étude des réalisations positives dans les législations étrangères comparées, divisant cette dernière partie en quatre chapitres qui sont consacrés : 1° à l'exposé de la législation étrangère comparée, divisée selon qu'elle admet l'indétermination dans le temps de la peine, ou l'indétermination dans les mesures de sûreté et de tutelle ; 2° à l'étude comparative des législations décrites dans le chapitre précédent ; 3° à l'étude de la législation pénale comparée des pays hispano-américains ; 3° au système espagnol par rapport aux législations précédemment mentionnées.

Le système étudié est accueilli à l'heure actuelle dans son application aux peines et quoique dans sa conception restreinte, dans de nombreux Etats de l'Union Américaine, à Porto-Rico et en Grande-Bretagne, dans les projets de codes pénaux de Tchécoslovaquie et d'Italie de 1921, et au Transvaal. Quant aux mesures de sûreté, leur application est admise en Norvège, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans les projets allemand, autrichien, suédois, finlandais, grec, tchécoslovaque (1926 et 1937), et en France, dans les lois suédoise de 1926 et allemande de 1933, en Russie, en Yougoslavie, en Belgique, en Hollande, en Italie, en Danemark, en Roumanie, en Suisse et en Egypte. Les plus récents codes ibéro-américains admettent des mesures de sûreté à durée indéterminée, et au Venezuela, en Uruguay et au Chili des projets de lois sont déposés qui reconnaissent l'état dangereux sans délit et proposent d'y appliquer des mesures à durée indéterminée.

Ce tableau démontre clairement la tendance générale actuelle au développement positif du système des peines à durée préalablement indéterminée. Et un ouvrage aussi complet, aussi richement documenté qu'est celui de M. Jimenez de Asua apporte une large contribution à la doctrine, en même temps que de précieux matériaux au législateur de demain.

J.B.

La police de l'air, par E. M. Bornecque, 2^e édition, Paris, *Les éditions internationales*, 1949.

Le sous-titre de l'ouvrage « Contrôle des transports et communications (air, eau, terre, radio) et police de l'air en France et en Amérique » reflète beaucoup mieux que son titre même, le vaste contenu de cette intéressante étude. Il s'agit, en réalité, d'un traité de problèmes de la police administrative et économique des transports. Dans cette police spécialisée, l'avion doit avoir et aura de plus en plus la première place.

Il faut savoir gré à M. Bornecque d'avoir, au moment où l'on songe sérieusement à se préoccuper de la police de l'air en France, mis à la disposition de ses lecteurs une documentation très complète sur les réalisations des Etats-Unis et du Canada en ce domaine.

Il n'est pas indifférent non plus, bien que sans doute d'un intérêt moindre dans l'immédiat, que l'auteur n'ait pas hésité à s'aventurer au delà des problèmes d'actualité, tels que celui de la contrebande ou de la protection contre les incendies, en esquissant, chemin faisant, les perspectives nouvelles du droit aérien international atomique et astronautique.

Jean PINATEL.

II. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

Le procès de Nuremberg devant les principes modernes du droit pénal international, par H. Donnedieu de Vabres, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — Extrait du Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye, Paris, Sirey, 1947, 101 pages.

Nul n'était assurément mieux qualifié que M. Donnedieu de Vabres, pour donner à l'Académie de droit international de La Haye le Cours que cette Académie se devait de demander à un spécialiste sur le procès de Nuremberg. Comme l'indique M. Donnedieu de Vabres, dans une introduction d'une grande hauteur de vues, et où il répond admirablement aux critiques, simplistes lorsqu'elles ne sont pas uniquement partiales, que certains auteurs ont élevées contre la légitimité même du procès, il ne s'agissait ni d'analyser la composition du tribunal, ni d'en exposer la procédure ; il s'agissait uniquement de confronter le jugement de Nuremberg avec les principes du droit pénal international ou « droit pénal interétatique ». Car le jugement aboutit à battre en brèche, au moins partiellement, ces deux principes traditionnels qui sont la légalité des délits et des peines et la règle que les rapports entre Etats n'affectent que les Etats eux-mêmes, et non les individus.

Bien que le crime contre la paix constitue seulement le deuxième chef d'accusation, c'est par lui que M. Donnedieu de Vabres commence son étude, car c'est « le grief initial, fondamental, d'où sont issus tous les autres », et la guerre d'agression en est l'élément constitutif. Ici, le crime est facile à découvrir, et « s'il y a des cas limites où l'absence d'un critérium légal est à regretter, le doute est exclu lorsqu'au fait patent de l'attaque armée s'ajoute la preuve d'un dessein mûri et arrêté ».

L'objection soulevée par la défense consistait à dire que les accusés n'avaient fait que se conformer aux règles traditionnelles du droit international public, qu'en tout cas la condamnation de la guerre comme moyen de politique internationale était trop récente et qu'elle ne constituait après tout qu'une *lex imperfecta* non munie de sanction ; ce qui aboutissait à réclamer l'application de la règle *nulla poena sine lege*, mais M. Donnedieu de Vabres répond avec le tribunal de Nuremberg que le droit pénal « interétatique » est un droit coutumier, que l'application de la règle *nulla poena sine lege* y comporte quelque souplesse et qu'au surplus les accusés n'ignoraient pas qu'ils violaient les traités et les règles reconnues de la morale et même du droit international.

Les crimes de guerre constituent au contraire une inculpation déjà classique car il y a longtemps déjà que la violation des lois et coutumes de la guerre a été considérée comme une infraction pénale et punie comme telle. Les crimes contre l'humanité soulèvent plus de difficultés. Ici, comme le dit M. Donnedieu de Vabres, l'incrimination est née de l'indignation générale suscitée par les excès du racisme. L'auteur montre qu'à travers la variété des définitions proposées la théorie des crimes de lèse humanité se ramène, sur le terrain de la répression internationale, à des conclusions précises : le crime contre l'humanité est un crime de droit commun. C'est en même temps un crime de droit des gens mais la répression exigeant un effort concerté des Etats, il est souhaitable que cette répression soit confiée à une juridiction pénale internationale. Le tribunal de Nuremberg s'était montré d'ailleurs assez réservé en ce qui concerne l'admission et l'étendue de la notion de crime contre l'humanité et M. Donnedieu de Vabres l'approuve en se séparant des auteurs pour lesquels la notion nouvelle devrait recevoir une extension plus considérable.

Le complot avait constitué le premier chef d'accusation, mais le tribunal n'a pas sur ce point suivi le ministère public et M. Donnedieu de Vabres en expose sans peine les raisons. L'idée de complot reposait techniquement sur la notion anglaise de *conspiracy*, très différente de la notion française et même continentale du complot. D'autre part, elle se heurtait non seulement au Führerprinzip, qui a démuné toute l'organisation du III^e Reich, mais en même temps à la réalité des faits et au pouvoir exclusif exercé par Hitler pendant cette période.

L'une des innovations du jugement a consisté dans la déclaration de criminalité de certains groupements dont l'activité avait été particulièrement saisissante. Ici encore, le tribunal se montre assez réservé et il a notamment insisté sur le caractère volontaire

et conscient de la participation au groupement tout en faisant certaines recommandations pour que les peines appliquées sur la base de ces déclarations de culpabilité ne dépassent pas certaines limites.

M. Donnedieu de Vabres consacre son dernier chapitre à l'examen des moyens de défense et à la question des responsabilités. Il étudie en particulier le sort réservé par le tribunal aux exceptions fondées sur l'humanité des Chefs d'Etats et agents diplomatiques, sur l'état de nécessité et sur l'ordre supérieur. Ces moyens traditionnels de défense s'accordent devant la suprématie de l'ordre international.

Nous n'avons pu suivre que de très loin dans ces quelques notes les développements de M. Donnedieu de Vabres qui éclairent le jugement de Nuremberg non seulement dans sa signification juridique, mais très largement aussi en ce qui concerne la psychologie même et les moyens de conviction des juges qui l'ont prononcé. La méthode, la rigueur et même la prudence dont ils ont souvent fait preuve témoignent suffisamment du soin qu'ils ont apporté à rendre une décision dont on n'a pas encore fini de mesurer toute la signification dans l'évolution du droit pénal international.

M.A.

III. — SCIENCE PENITENTIAIRE

La réforme pénitentiaire, par Pierre Cannat, Paris, Sirey, 1949.

M. Pierre Cannat, Magistrat, Contrôleur général des Services pénitentiaires, a eu l'heureuse idée de réunir en un volume le cours qu'il enseigne au personnel pénitentiaire au Centre d'Etudes de Fresnes. Ce cours a pour but d'exposer l'esprit de la réforme pénitentiaire tentée en France par M. Paul Amor au lendemain de la Libération et poursuivie, depuis lors, par ses successeurs. A ce titre, il mérite d'intéresser, non seulement le personnel pénitentiaire, mais aussi les magistrats, les médecins tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent au difficile problème de la lutte contre la criminalité.

L'auteur n'a point voulu faire l'exposé systématique du régime pénitentiaire français. Il s'est délibérément placé dans une perspective plus élevée avec le légitime souci de préparer l'avenir. Mais, cette recherche du perfectionnement des institutions pénitentiaires ne l'a pas empêché, dans ses premières leçons, d'esquisser une histoire des doctrines et des systèmes pénitentiaires qui mérite de retenir l'attention. Ses exposés relatifs au régime cellulaire, au système d'Auburn, au système irlandais, au système du travail allaperto, aux bâtiments pénitentiaires, se situent, grâce à de larges emprunts à ces maîtres de la science pénitentiaire française que furent l'Inspecteur général Lucas et le Doyen Cuche, dans le cadre de la meilleure tradition.

Sur le plan de l'actualité, les leçons consacrées à l'observation, la sélection, la rééducation et le reclassement des détenus, nous apportent des renseignements intéressants sur ce qui se fait ou ce qui se fera dans nos prisons modèles d'Alsace. Mais cette expérience de réforme pénitentiaire n'en est encore qu'à ses débuts et ses premiers résultats apparaissent, par ailleurs, contestables à beaucoup d'esprits. Il ne saurait être question ici d'entrer dans le vif de ce débat qui touche à des matières diverses d'ordre juridique (unification des peines privatives de liberté, confusion de la peine et de la mesure de sûreté), d'ordre judiciaire (rôle du juge dans l'exécution des peines), d'ordre pédagogique (orientation morale ou utilitaire du régime pénitentiaire), d'ordre médical (mesures à l'égard des délinquants anormaux).

C'est à ce dernier point de vue qu'il convient — peut-être — de regretter que la réforme pénitentiaire qui, notamment, selon le témoignage de M. Cannat, ignore la pratique des tests, n'ait pas plus largement ouvert la porte aux notions de biotypologie, de psychologie appliquée, de psycho-pathologie et de psychiatrie, notions à défaut desquelles il est bien difficile de dépasser le niveau d'un empirisme moralisateur.

Il s'agit là, au demeurant, moins d'une critique que d'un vœu. Et ce vœu, M. Cannat semble prêt à l'accueillir, puisqu'il a pris soin de reproduire dans son ouvrage la fiche criminologique utilisée dans les laboratoires pénitentiaires belges, créés sous l'impulsion du Docteur Vervaeck. Ce ne sera pas un des moindres intérêts des années futures que de voir se réunir et se compléter le mouvement traditionnel de la réforme pénitentiaire et le mouvement contemporain de défense sociale.

Jean PINATEL.

La prison. Régime intérieur. Traitement des détenus, par G. Catopodis, Athènes, 1947, p. 166 (en grec).

L'ouvrage se compose de deux parties. Dans la première l'auteur part de la considération que l'accomplissement du but visé par le jugement de condamnation dépend essentiellement de la façon dont sera appliquée la peine privative de liberté prononcée par le tribunal. C'est le châtement et la rééducation du délinquant qui sont mis en jeu et les efforts accomplis depuis la poursuite jusqu'au moment de la condamnation risquent de s'avérer vaines, si l'exécution de la peine n'aboutit pas aux résultats recherchés. Cette considération amène l'auteur à examiner les conditions qui lui paraissent nécessaires pour le bon fonctionnement d'un établissement pénitentiaire. Avant d'aborder le fond même du sujet, il établit une distinction entre le Code pénitentiaire qui doit contenir les principes généraux dans l'exécution des peines et le règlement intérieur des prisons qui est appelé à donner une forme plus précise aux dispositions fondamentales du Code pénitentiaire. Après avoir passé en revue la politique appliquée en Grèce en matière pénitentiaire depuis 1821 (date de la guerre d'indépendance) jusqu'à nos jours et précisé que les enseignements de la doctrine peuvent être adoptés pourvu qu'ils ne s'opposent pas aux dispositions en vigueur, l'auteur aborde la partie principale de son sujet, à savoir le régime intérieur de la prison. Avec un amour particulier pour le détail, il traite des diverses questions qui peuvent se présenter à partir du moment où le détenu franchit le seuil de la prison. C'est tout d'abord l'examen criminologique qu'il doit subir en entrant dans sa nouvelle demeure. L'auteur se rapporte, en la matière, au modèle rédigé par la Commission internationale pénale et pénitentiaire, tout en reconnaissant que les services pénitentiaires de son pays, faute d'un équipement scientifique approprié, ne sont pas, pour le moment, en mesure de s'y conformer. Il examine ensuite les questions relatives à l'ouverture de la prison, au programme horaire, à la sûreté de la prison, au système de traitement des détenus, à la communication avec le monde extérieur, à la discipline des détenus, aux services de propreté et d'hygiène, à l'alimentation du personnel et des détenus, à la fin de la détention et à la sortie de la prison. Un dernier chapitre est consacré au personnel de la prison.

Au long de cet exposé minutieux, loin de se sentir fatigué, le lecteur a le vif sentiment d'écouter un homme mûri dans l'expérience que lui a valu le contact continu avec les problèmes qui font l'objet de son étude. Les idées qu'il exprime, les solutions qu'il propose, si elles manquent souvent d'originalité, sont imprégnées d'un louable esprit humanitaire et d'une conscience indiscutable de la mission sociale confiée aux établissements pénitentiaires. Sans perdre jamais de vue les intérêts sociaux l'auteur n'oublie pas non plus que le détenu en aliénant sa liberté ne cesse pas d'être un homme. Le respect de sa dignité humaine, relevant aux yeux du détenu le prestige moral du personnel pénitentiaire est, croyons-nous, le plus sûr moyen de parvenir à sa rééducation, son redressement, sa réadaptation sociale.

On peut sans hésitation affirmer que l'ouvrage en question nous donne une occasion de juger à sa juste valeur l'œuvre d'un homme qui sut se consacrer à la tâche qui lui fut confiée.

M. Catopodis peut être sûr qu'il offre aux services pénitentiaires de son pays un ouvrage utile.

T.F.

IV. — DROIT PENAL COMPARÉ ET DROIT PENAL ÉTRANGER

La garantie du juge naturel et l'exclusion des tribunaux d'exception, par Jean Graven. — Extrait de « La liberté du citoyen en droit suisse », Recueil du centenaire de la Constitution fédérale publié par les Facultés de droit des Universités suisses. Éditions polygraphiques, Zurich, 1948.

M. Jean Graven rappelle utilement que « la garantie de la juridiction ordinaire, naturelle, légale est un des droits fondamentaux et une des conditions de la liberté des citoyens ». Il était donc naturel que la Constitution de 1848 l'ait introduit dans la confédération suisse. Elle a trouvé sa formule définitive dans l'article 58 de la Constitution

de 1874 encore en vigueur, aux termes duquel « nul ne peut être distrait de son juge naturel. — En conséquence il ne pourra être établi de tribunaux extraordinaires. — La juridiction ecclésiastique est abolie ». Comme le note très bien M. Graven dans une phrase lapidaire, seule est donc constitutionnellement admise en droit suisse la juridiction du juge ordinaire et du juge civil ou laïque.

Reste encore à se demander ce qu'il faut entendre par juge naturel et par tribunaux d'exceptions. Le juge naturel n'est pas ici, comme on l'entend quelquefois, le juge du domicile ; le juge naturel est donc le juge ordinaire, c'est-à-dire le juge qui, d'après les dispositions et l'organisation de droit public permanentes, est normalement compétent pour juger les affaires à la catégorie desquelles appartient l'espèce à juger. Quant aux tribunaux extraordinaires, déclarés inconstitutionnels, il ne faut pas entendre par là les tribunaux d'exception au sens où l'on emploie cette formule par opposition aux tribunaux de droit commun. L'interdiction constitutionnelle vise bien les tribunaux extraordinaires, c'est-à-dire des juridictions spéciales constituées en dehors des règles habituelles qui dominent le droit public du pays. La règle qui exige que tout citoyen suisse soit jugé par la juridiction étatique instituée pour juger indifféremment toutes les personnes dans le même cas est, comme le note encore justement M. Graven, la conséquence pratique de l'exigence de l'égalité devant la loi, garantie elle aussi par la Constitution fédérale.

M. Graven se demande ensuite quand on pourra reconnaître qu'il y a eu violation de la garantie du juge naturel. Il en sera évidemment ainsi en cas de renvoi devant une juridiction non prévue par la Constitution et l'organisation judiciaire ordinaire. L'absence de renvoi devant le Tribunal ordinaire normalement compétent pourra d'autre part constituer également une violation de la garantie du juge naturel dont le justiciable se trouvera distrait. La violation existera encore lorsqu'un justiciable sera soumis à la juridiction normale, mais que celle-ci sera anormalement, irrégulièrement ou illégalement composée. Il en sera enfin ainsi lorsque la juridiction saisie méconnaîtra sa compétence de manière ouverte, insoutenable ou arbitraire. Ce dernier point donne lieu de la part de l'auteur à d'intéressants développements qui l'amènent à fixer la démarcation qui existe non seulement entre la juridiction pénale et la juridiction civile, ce qui ne soulève pas de très grosses difficultés, mais entre la sanction administrative et la sanction pénale, ce qui peut présenter parfois certains cas d'interprétation assez délicate.

M. Graven résume fortement ces développements avant de montrer la mise en œuvre du recours accordé à chaque particulier lésé, en soulignant que toutes les fois qu'un citoyen est renvoyé devant un tribunal extraordinaire ou exceptionnel, et aussi chaque fois qu'il est soustrait à la juridiction, quelle qu'elle soit, normalement destinée à le juger, chaque fois même qu'une juridiction décline arbitrairement une compétence que la loi lui a expressément conférée ou s'arroge arbitrairement une compétence que la loi ne lui a pas donnée ou n'a pas voulu lui conférer, la règle tutélaire peut être invoquée et trouver sa sanction par le recours à l'autorité fédérale suprême, gardienne de la légalité et de l'ordre constitutionnel. Le recours est assuré aux étrangers domiciliés en Suisse comme aux citoyens suisses eux-mêmes.

Il a paru nécessaire à M. Graven, dont la position doctrinale générale est bien connue de nos lecteurs, d'insister sur ces principes qui ont été récemment battus en brèche par les conceptions autoritaires ou totalitaires de l'État et du droit pénal. M. Graven note pour terminer comment, depuis la fin de la première guerre mondiale, les tribunaux d'exception se sont répandus dans les différents pays et il regrette que la France elle-même en ait fait parfois l'expérience. Sur le plan des principes généraux et de la défense des Droits de l'homme dont l'actualité n'a pas besoin d'être soulignée, tout le monde sera certainement d'accord avec la pensée généreuse de M. Graven. On peut seulement se demander si sociologiquement l'apparition des tribunaux d'exception n'est pas une sorte de maladie que connaissent certains corps sociaux en présence de crimes graves et devant le bouleversement que leur imposent parfois les événements. Il n'en reste pas moins vrai que les principes que M. Graven met en lumière avec tant de netteté méritaient d'être rappelés et qu'il appartient à tous ceux qui ont le sens de la justice par le droit d'en réclamer le maintien.

M.A.

L'instruction criminelle, par le Professeur M. S. Strogovitch, Manuel pour les Instituts et les facultés de droit. L'édition juridique du ministère de la justice de l'U.R.S.S. Moscou, 1946, 511 pages.

Le Professeur Strogovitch a réédité son manuel de l'instruction criminelle en tenant compte des tendances actuelles de la science juridique.

Cette étude a provoqué des réactions très variées, depuis la critique très favorable de M. Poliansky dans la revue *Le livre soviétique* (1947, n° 4, p. 69-78) et dans la revue *l'Etat soviétique et le droit* (n° 6, p. 83-86) à la critique véhémement de M. Boouden dans cette même revue (n° 6 p. 73 à 83).

Nous nous permettons de rappeler que le Code d'instruction criminelle soviétique date du 5 février 1923. Depuis lors quelques modifications y ont été introduites, à la suite de la réforme de l'organisation judiciaire et de la suppression, en 1934, du collège judiciaire de G.P.O.U. qui provoqua le transfert des affaires politiques aux tribunaux. Ce fait entraîna en 1934 et 1937 certains changements dans l'instruction des crimes graves contre l'Etat, aggravant la situation de l'accusé (réduction à 24 heures du délai de la remise au prévenu de l'acte d'accusation, etc...).

Parmi tous les Codes soviétiques parus à la même époque, c'est le Code d'instruction criminelle qui ressemble le plus au Code pré-révolutionnaire sur la même matière qui, par sa construction, occupait une place intermédiaire entre le système anglais et le système français. De ce dernier il se distinguait surtout par l'absence de pouvoir discrétionnaire du président de l'audience et le Code soviétique continue à suivre cette tradition russe.

A la base du Code soviétique en question se trouvent les principes retenus par tous les pays civilisés et notamment : 1° action publique pour la plupart des affaires ; 2° recherche de la vérité matérielle ; 3° débats publics et oraux ; 4° absence de délais ; 5° procédure contradictoire. A cela, il faut ajouter que la procédure judiciaire se déroule dans la langue de la république fédérée ou autonome ou de la région autonome. (Art. 110 de la Constitution).

Nous ne nous occuperons pas de la partie concernant la statique de la procédure (accusateur, défenseur, accusé, recherche de la vérité, preuve etc...) sauf la question de la compétence, car la littérature soviétique s'est enrichie ces derniers temps de monographies traitant en détail de ces questions et sur lesquelles nous proposons de présenter, dans les prochains numéros de cette revue, des comptes-rendus comme d'ailleurs nous l'avons déjà fait pour les livres de MM. Strogovitch et Vichinsky à propos de la vérité absolue et des preuves.

Quant à la compétence (1), il faut remarquer que le Code n'admet pas le conflit de compétence. Chaque affaire transmise d'un tribunal à un autre doit être acceptée par ce dernier. Si le tribunal trouve que l'affaire qui lui a été transmise n'entre pas dans sa compétence, il est cependant obligé d'examiner l'affaire ; il peut alors se plaindre à qui de droit sur la transmission défectueuse. Cette règle a pour but de prévenir tout retard inutile dans l'examen de l'affaire. Cependant M. Strogovitch croit bon d'introduire dans ce domaine certaines restrictions. Tandis que, affirme-t-il, le conflit de compétence est exclu pour la compétence territoriale et la compétence *ratione personae*, il doit exister pour la compétence *ratione materiae*, car cette compétence est strictement fixée par la loi qui donne une liste détaillée des délits entrant dans la compétence de tel ou tel tribunal.

Dans la partie concernant la dynamique de la procédure (les phases de la procédure) arrêtons-nous sur les deux points suivants, dont l'un concerne le début et l'autre la fin de la procédure, et où se manifeste le plus sensiblement la différence entre le système soviétique et le système admis dans les pays dits bourgeois.

1° En U.R.S.S. l'instruction préliminaire, où le prévenu n'est pas assisté par la défense, est confiée non pas aux juges d'instruction comme en France, mais aux agents d'instruction qui ne sont pas des juges. Ce système d'ailleurs existait aussi au temps du tsarisme. Jusqu'en 1928 ces agents d'instruction étaient attachés au tribunal comme en

(1) Sur la compétence en général des tribunaux en matière criminelle voir l'article de M. Fridieff, dans le *Bulletin de la Société de législation comparée*, N° 3, juillet-septembre 1948, intitulé : « L'organisation du service public de la justice en U.R.S.S. ».

Russie tsariste. Mais en 1928 ils furent détachés du tribunal et incorporés au Ministère public comme son organe subsidiaire (1).

Désormais ils sont nommés et révoqués par les procureurs qui sont leurs chefs. M. Strogovitch se basant sur les dispositions de la loi affirme que les agents d'instruction ne sont pas les simples agents subordonnés du procureur et qu'ils exercent leur fonction indépendamment des vues du procureur et selon leur conscience intérieure, portant l'entière responsabilité de leurs actes.

Il faut cependant, en se référant à la presse soviétique, souligner que, dans la pratique quotidienne, les procureurs les traitent non seulement comme leurs simples agents subordonnés, mais les obligent souvent à exécuter les travaux qui n'ont rien à voir avec l'instruction préliminaire.

D'autre part, depuis 1924, se dessina une tendance assez nette à rapprocher l'enquête policière de l'instruction préliminaire. Dans ce but, l'enquête policière fut soumise à certaines règles de procédure dont l'application est contrôlée par les procureurs. En même temps la législation et surtout la pratique augmentèrent le nombre des affaires dont l'instruction préliminaire fut exclue, l'enquête policière l'ayant remplacée complètement. Et comme, d'autre part, l'instruction des crimes politiques ou des crimes à tendance politique entre dans la compétence de la police politique, une question de principe se pose : faut-il continuer à distinguer l'enquête policière et l'instruction préliminaire ou ne faut-il pas supprimer tout simplement cette dernière, devenue inutile ? Le Professeur Strogovitch est très prudent dans sa réponse. Il reconnaît d'un côté que l'enquête policière fonctionne avec certaines garanties concernant la force probante des actes de la police, mais il s'efforce aussi de prouver que l'enquête policière et l'instruction préliminaire ont des fonctions bien distinctes et par conséquent il reste attaché au système existant ; il souhaite même voir la compétence de la police diminuer.

M. Boouden y trouve l'occasion d'attaquer le professeur Strogovitch en l'accusant de n'avoir pas assez de confiance en la police soviétique. Ce critique est franchement pour la suppression pure et simple de l'instruction préliminaire et il accorde une confiance entière à la police soviétique. Voici un passage remarquable dû à sa plume (p. 80) : « Le professeur Strogovitch ne prend pas en considération la différence de principe entre les organes de l'enquête policière dans les pays bourgeois et ceux de chez nous. La police et la gendarmerie dans l'Etat bourgeois sont si tristement connues par leur arbitraire, leur vénalité, leur liaison intime avec le monde des criminels que le Code de l'instruction criminelle est obligé de cacher leur participation et leur intervention dans les affaires criminelles.

Au contraire, nos organes de l'enquête, la police ordinaire et la police politique, ont conquis la reconnaissance et le respect du peuple soviétique, et ont de si hauts mérites dans leur lutte contre la criminalité qu'il n'y a pas de raisons de les priver de la compétence qu'ils ont actuellement, d'après la loi, dans le domaine de l'enquête sur les affaires criminelles ». Laquelle des deux tendances prendra le dessus, nous le verrons au moment de l'apparition du nouveau Code d'instruction criminelle qui ne sera pas, semble-t-il, beaucoup remanié.

2° La législation soviétique ne connaît pas l'instance d'appel et les citoyens n'ont d'autres recours contre les décisions judiciaires que le pourvoi en cassation. Cependant le rôle de la juridiction soviétique de cassation diffère sensiblement de celui que consacrent les pays bourgeois, notamment par les traits suivants : 1° elle examine non seulement les vices de forme des jugements, mais aussi son bien fondé ; 2° pour l'examen du jugement au point de vue du fond, elle dispose non seulement des matériaux qui ont figuré en première instance, mais aussi des matériaux nouveaux que les parties peuvent lui présenter ; 3° elle examine l'affaire non seulement dans les limites des moyens invoqués dans le pourvoi, mais en les dépassant : elle revise le jugement tout entier au point de vue de son respect de la loi (voilà pourquoi dans la terminologie soviétique cette instance porte le nom d'instance de cassation et de révision) ; 4° elle a le droit non seulement de confirmer le jugement ou de le casser et de renvoyer l'affaire devant un

(1) La liaison intime qui existe entre le Ministère public et l'appareil de l'instruction se relève aussi dans le fait que les futurs procureurs et les agents d'instruction reçoivent leur enseignement dans le même Institut juridique auprès du Ministère Public de l'U.R.S.S..

autre tribunal de première instance, mais aussi de se saisir elle-même de l'affaire et de rendre sa propre sentence contre laquelle il n'y a plus de recours ; la peine alors infligée ne doit pas dépasser celle fixée par le jugement cassé.

On pourrait logiquement s'attendre à ce que cette juridiction, saisie par un ou plusieurs condamnés, examine le sort des autres condamnés qui n'ont pas présenté de recours. Telles sont en vérité les dispositions du Code d'instruction criminelle de l'Ukraine. Le Code de la R.S.F.S.R. déclare au contraire que la Cour de cassation n'examine que l'affaire de ceux des condamnés qui ont présenté un pourvoi. M. Boouden est résolument pour la solution donnée par le Code de l'Ukraine, tandis que le Professeur Strogovitch soutient les dispositions du Code de la R.S.F.S.R.

La pratique de l'instance de cassation et de révision soulève encore d'autres questions très importantes que le professeur Strogovitch laisse sans réponse. Heureusement ces questions sont traitées dans un article qui leur est spécialement consacré et dont nous estimons opportun de donner ci-après un compte-rendu détaillé (1).

M.F.

The trial of an issue of fact. (La nature de la preuve judiciaire), par Jérôme Michael et Mortimer J. Adler : *Columbia Law Review* novembre-décembre 1934, vol. XXXIV, n° 7-8, p. 1224-1306 et 1462-1493.

Les auteurs, dont l'article vient de nous parvenir, définissent l'objet de leur étude comme une introduction à l'analyse des règles qui régissent la procédure tendant à éclaircir une question de fait, ou — selon les termes du titre sous lequel l'étude a été déjà antérieurement publiée en 1931 — comme l'analyse de la nature de la preuve judiciaire. Dans le premier chapitre, se mettant sur le plan analytique et critique, ils posent deux questions : 1° quel est l'objet réglementé par les règles de procédure ; 2° quel est le but ou quels sont les buts que cette réglementation doit servir. Ils donnent la réponse à ces deux questions en trouvant l'objet de la réglementation dans les questions de fait et son but dans la réalisation de la justice. La justice ne peut être mise en œuvre par le seul moyen de justes lois, il faut aussi que les justes lois trouvent une juste application, par conséquent la procédure doit être essentiellement rationnelle. Dans la procédure, il y a lieu de distinguer deux fonctions : celles de la preuve et de la persuasion. Bien qu'elles ne soient pas toujours séparables au cours du procès et que l'une ne précède pas toujours l'autre, leur ordre indiqué est un postulat logique. C'est dans cet ordre logique des fonctions que, dans le second chapitre, les auteurs procèdent à l'analyse des plaidoyers qui, sous forme d'allégations et de contradictions, fournissent les points de départ vers la solution des questions de fait et, par cela, vers l'application de la disposition hypothétique des règles de droit matériel. — Le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la preuve judiciaire, c'est-à-dire aux procédés aboutissant à l'*evidence* qui consiste en faits soumis à l'appréciation directe du tribunal. — Dans le quatrième chapitre, il est traité des règles de la preuve judiciaire. Les plus importantes de ces règles sont celles qui visent l'admissibilité ou l'exclusion de l'*evidence* offerte par les parties, d'autre part, celles qui visent la force probante et ont ainsi une influence indirecte sur la question de l'admissibilité des preuves. — Le sujet traité dans le cinquième chapitre est la persuasion. La nécessité de cet élément de la procédure est due au caractère de la preuve d'ordre juridique qui, basée sur la probabilité, ne suit pas les règles de la démonstration mathématique. — Le sixième chapitre porte le titre « Le jury en tant qu'hommes raisonnables ». Selon les auteurs, le domaine d'appréciation du jury est extrêmement délimité. On peut même dire que si une question de fait est soumise au jury de façon adéquate, celui-ci ne peut aboutir qu'à la conclusion raisonnable. L'accent est donc beaucoup moins sur l'action du jury que sur celle du juge qui, en veillant au développement rationnel du procès, ne doit jamais perdre de vue le but final d'une solution juste.

I.Z.

A *Rationale of the Law of homicide* (Analyse raisonnée de l'homicide), par Herbert Wechsler et Jerome Michael, *Columbia Law Review* (mai et décembre 1937), vol. XXXVII, n° 5 et 8, p. 701-761 et 1261-1325.

Les auteurs, dont l'article vient de nous parvenir, constatent que la révision du droit pénal est devenue à notre époque un problème aussi urgent qu'elle l'était avant les ré-

(1) V. *infra*, p. 683 et s.

formes du XIX^e siècle. En vue d'une réforme générale, deux projets contemporains ont choisi, comme point de départ, les règles de droit pénal relatives à l'homicide et à la lésion corporelle. Ce choix paraît tout à fait justifié. En effet, tout le monde est d'accord pour reconnaître la nécessité de prévenir ces crimes, mais le problème essentiel reste toujours à résoudre : quels sont les moyens susceptibles de servir le plus efficacement la prévention. Il y a aussi lieu de rappeler qu'il s'agit ici d'un problème d'intérêt général au point de vue de la réforme projetée, car les mêmes questions qui doivent être considérées dans ce domaine, se présentent aussi, sous formes diverses, dans les autres domaines du droit pénal. Partant de cette idée, les auteurs analysent dans le premier chapitre les règles des droits anglo-américains dans l'ordre suivant : règles relatives à l'assassinat (*murder*), à l'homicide proprement dit (*manslaughter*), au problème de la causalité et, enfin, à l'omission en tant que source des crimes et délits en question. Dans le second chapitre intitulé « Considérations primaires sur l'évaluation du droit de l'homicide » les auteurs établissent et analysent la distinction entre l'homicide criminel et non-criminel. Ils examinent la question de savoir quels sont les cas où la prévention d'une conduite humaine susceptible d'aboutir à l'homicide est souhaitable et possible, analysent les cas où ladite conduite est aussi l'indice du caractère dangereux du sujet de cette conduite, et passent ensuite à l'étude du problème du traitement efficace des auteurs des crimes et délits en question. Dans le cadre de ce dernier problème, il est traité de la peine en tant que moyen de détourner les délinquants de la commission de nouveaux crimes, — des caractéristiques et des motifs de la conduite criminelle, du caractère du délinquant, du rapport éventuel entre l'acte criminel et le tort subi par son auteur, et, enfin, du traitement des délinquants en tant que moyen de prévention et de correction. C'est dans ce dernier sens que les auteurs voient le véritable but et la justification des mesures pénales. Comme nous le citons en préambule, ces considérations ne se limitent pas à la matière de l'homicide ; celle-ci n'est qu'un domaine tout particulièrement susceptible de fournir un enseignement de validité générale.

I.Z.

Codigo de Procedimientos en lo criminal — Proyecto del poder ejecutivo (Projet de Code de Procédure criminelle), Buenos-Aires, 1948.

La réforme de la procédure criminelle est à l'ordre du jour, non seulement en France, mais aussi en République Argentine. Le pouvoir exécutif vient, en effet, sous l'impulsion du Docteur Enrique R. Aftalion, Directeur de l'Institut de Droit pénal, d'achever la mise au point d'un projet de code nouveau. Il est divisé en six livres : Dispositions générales, Instruction, Jugement, Procédures spéciales, Recours, Exécution des sentences.

C'est incontestablement ce dernier livre qui mérite de retenir l'attention des spécialistes de la science pénitentiaire. On sait que l'idée d'un code d'exécution des peines autonome progresse chaque jour davantage. Sans accueillir entièrement cette idée, le projet argentin accorde une place importante au droit pénitentiaire puisqu'aussi bien, son livre VI comporte lui-même huit titres.

Parmi les dispositions les plus importantes relatives à l'exécution des sentences, il faut signaler celle qui donne compétence en la matière aux tribunaux qui les ont rendues, sous réserve d'une éventuelle délégation (art. 478 et 479). Ce sont eux qui déterminent la durée de la peine privative de liberté (art. 483) ordonnent sa suspension (art. 485), permettent l'hospitalisation des détenus malades (art. 486). Quant à la libération conditionnelle elle sera toujours accueillie par le Tribunal qui a rendu la sentence (art. 495).

Ainsi se manifeste en Argentine le grand courant moderne qui pousse de plus en plus l'autorité judiciaire à intervenir en matière pénitentiaire.

Jean PINATEL.

Problèmes de méthode (en langue allemande), par Germann, O.A. Professeur à l'Université de Bâle, 160 p. (Répertoire en langue française). *Verlag für Recht und Gesellschaft* A.G. Basel, 1946.

L'ouvrage du Professeur Germann est le premier volume de la Série : Etudes de droit criminel suisse. Il comprend plusieurs articles et monographies du même auteur, publiés antérieurement dans des périodiques suisses. La reproduction de ces études est pleine-

ment justifiée. Elle est justifiée par l'importance du sujet et par l'autorité avec laquelle celui-ci est traité.

En effet, depuis le déclin du positivisme juridique, les problèmes relatifs à la méthode du droit ont revêtu une importance grandissante aussi bien en raison des changements qui se sont produits dans le domaine de la doctrine que par rapport aux transformations même que subit le droit positif. Bien que la Confédération Helvétique, comme le souligne M. Germann, n'eût pas subi la domination totale de l'esprit positiviste que connurent des pays comme la France et l'Allemagne pendant le XIX^e siècle, elle n'en a pas moins ressenti l'action sur le terrain de la doctrine et sur celui de la pratique. En dépit de deux excellentes codifications inspirées de principes nouveaux (Code civil, 1907; Code pénal, 1942) il se pose encore aujourd'hui en Suisse un problème de méthode et d'interprétation. En ce qui concerne le droit pénal, on sait que le dernier code helvétique a innové sur maints points. Cependant, ainsi que le savant professeur le fait remarquer avec raison, cette innovation n'aura pas donné les fruits attendus si l'on s'obstine à interpréter les nouveaux principes à l'aide de méthodes juridiques appartenant à un âge révolu de l'évolution du droit. Il n'en est pas moins vrai que le problème de la méthode est en premier lieu un problème de la théorie générale du droit. Il est donc utile que tout spécialiste des questions pénales possède des idées claires sur la méthodologie juridique en général. Le droit pénal, en dépit de ses particularités, affronte en dernière analyse les mêmes problèmes et les mêmes difficultés majeures que les autres branches du droit : difficultés d'interprétation de nouveaux principes, difficultés d'adaptation des anciennes maximes et des anciennes pratiques aux nouvelles conditions sociales. M. Germann nous montre très bien que le droit pénal, pour résoudre tous ces problèmes, doit aligner ses méthodes à la méthodologie actuelle des sciences juridiques, s'inspirer des idées générales qui ont déterminé les transformations récentes du droit positif, approfondir ses propres principes à la lumière de ces idées. Comment interpréter aujourd'hui la règle *nullum crimen, nulla poena sine lege*? Comment résoudre le problème de l'analogie en droit pénal? Voici deux questions importantes parmi celles qui sont étudiées par M. Germann. Ces questions ressortent aussi bien du droit constitutionnel que du droit pénal. Mais leur solution pose un problème plus général, celui de la portée des textes législatifs par rapport au pouvoir d'interprétation du juge, positivisme ou droit libre? méthode dogmatique ou méthode sociologique? M. Germann, sans ménager ses critiques à l'égard du positivisme, se refuse cependant à partager le mépris systématique de certains théoriciens du droit à l'égard de la loi. Conscient de la valeur constitutionnelle de la hiérarchie des règles et des agents dans l'Etat démocratique, le professeur suisse développe la thèse que la loi n'est pas seulement un frein pour le juge, mais aussi un guide. Cette considération suppose à son tour que la loi n'est pas un principe immuable mais une force capable de s'adapter aux conditions changeantes de la vie sociale. Sans se transformer en législateur autonome, l'interprète de la loi fait par là œuvre créatrice (1). Le thème général de l'ouvrage de M. Germann est donc de démontrer comment une interprétation libre peut être conciliée avec le respect dû à la loi. L'auteur appuie sa thèse à la fois sur des considérations d'ordre général et sur des exemples concrets dont il sait tirer en maître les conclusions logiques. C'est un travail de qualité, utile à tous les juristes qui sont conscients de leur tâche sociale.

Mais l'ouvrage de M. Germann n'est pas utile seulement pour démontrer l'importance de la méthodologie juridique générale par rapport aux problèmes du droit pénal. Le savant juriste suisse indique également certaines particularités du droit pénal, particularités qui permettent de poser le problème de la méthode sous un angle technique spécial. Une de ces particularités est le fait de la tarification légale des peines. Loin d'y voir une technique permettant au juge d'éviter l'application consciente des principes fondamentaux du droit pénal, l'auteur découvre plutôt dans la fixation légale des peines un excellent instrument pour une interprétation correcte de la loi pénale (p. 78 et suiv.). Les spécialistes du droit pénal y puiseront mieux qu'un instrument technique d'inter-

(1) Il serait intéressant de rapprocher les idées de M. Germann sur la méthode de celles que l'éminent juriste américain Benjamin Cardozo a exposées dans son pénétrant ouvrage sur la nature de la fonction judiciaire (*The Nature of the judicial Process*, 12^e éd., 1945, New Haven Yale University Press).

prétation; ils y trouveront l'exemple vivant d'un esprit qui sait combiner parfaitement le respect dû aux textes législatifs avec la nécessité de la recherche libre.

Il est inévitable que l'origine et la composition de l'ouvrage comportent quelques répétitions et une certaine dispersion des matières. Mais ce défaut n'enlève rien à la clarté de l'exposition et aux qualités intrinsèques du travail. Nous espérons toutefois que M. Germann tiendra sa promesse et nous offrira très prochainement une œuvre systématique sur les problèmes de la méthode juridique, œuvre dont l'auteur parle dans son introduction.

G. VLACHOS.

A TRAVERS LES REVUES ETRANGERES

REVUES RUSSES

A. M. Levine, *Les limites de la compétence de l'instance de cassation en matière criminelle* (L'Etat soviétique et le droit, 1948, N° 8 (p. 36-43)).

Quand on étudie la procédure civile ou criminelle soviétique on est toujours arrêté par la difficulté de bien saisir les limites de la compétence de la Cour de cassation soviétique dont le rôle, faute de l'instance d'appel, est plus complexe que dans un pays où fonctionnent les Cours d'appel. C'est pourquoi l'article de M. Levine consacré à la question de la compétence de la Cour de cassation soviétique en matière criminelle présente un grand intérêt.

Le juge de première instance prononce son jugement après examen des preuves en se basant sur sa conviction intime d'avoir atteint la vérité absolue. Le tribunal de deuxième instance vérifie si cette vérité a été réellement découverte. La particularité de cette instance en U.R.S.S. consiste dans le fait qu'étant l'instance de cassation, elle examine non seulement le côté purement juridique de l'affaire, mais aussi, dans certaines limites, le fond même de l'affaire. Ceci découle des dispositions du Code d'instruction criminelle. La loi de 1938 sur l'organisation judiciaire a elle aussi souligné dans son article 15 l'obligation pour la deuxième instance d'examiner l'affaire au fond. Actuellement les cours de cassation ont une tendance très nette à effacer les limites entre les compétences de la première et de la deuxième instance et elles revisitent complètement les affaires criminelles, prononçant des sentences d'acquiescement et de condamnation. En effet, le tribunal de deuxième instance, en donnant des faits qui ont déjà été évoqués devant le tribunal de première instance une autre appréciation, est conduit à en tirer des déductions différentes. Or, il faut toujours que soient nettement délimitées les compétences des différentes instances. La ligne de démarcation en U.R.S.S. entre les compétences de la première et de la deuxième instance peut être fixée, selon notre auteur, en indiquant soit la limite de l'appréciation des preuves, soit celle des déductions finales de l'instance de cassation. Dans cet article notre auteur ne traite que de ce dernier moyen de délimitation.

Le Code d'instruction criminelle ne connaît que deux cas de classement de l'affaire par le juge du fond : 1° l'absence, dans les actes du prévenu, d'action délictueuse; 2° la présence de circonstances comme la mort, l'amnistie, la prescription. Le code ne connaît pas le classement de l'affaire par suite de l'insuffisance de preuves. Le juge de cassation peut classer l'affaire dans tous les cas où il donne des faits prouvés par le juge du fond une autre appréciation juridique.

Enfin, le Tribunal suprême de l'U.R.S.S. classe l'affaire quand les actes du prévenu ne présentent ni de caractère délictueux, ni de caractère socialement dangereux. Mais il arrive aussi qu'il classe l'affaire après avoir examiné à son tour les preuves et le fond de l'affaire. L'insuffisance des preuves peut aussi être la cause du classement de l'affaire.

L'instance de cassation prononce parfois des décisions équivalentes à une sentence de condamnation ou d'acquiescement. En voici un exemple récent. Le 30 octobre 1947 un tribunal du Peuple, à Moscou, a examiné l'affaire de la citoyenne G., accusée du délit prévu par l'article 141 du Code pénal de la R.S.F.S.R. lequel dispose : « Si une personne qui se trouve sous la dépendance matérielle ou morale d'une autre personne a été conduite au suicide ou à une tentative de suicide par les sévices de cette dernière ou autrement, cet acte entraîne la peine de prison pour une période pouvant aller jusqu'à

5 ans ». Le tribunal admit que les mauvais traitements infligés par l'accusée à sa belle-fille étaient cause du suicide de cette dernière.

Le tribunal de ville de Moscou, en tant que tribunal de deuxième instance, dans sa décision du 17 novembre 1948, classe l'affaire, considérant que le mauvais traitement dont la citoyenne G... était accusée n'avaient pas été prouvés et que, d'autre part, la belle-fille était une personne nerveuse dont les réactions n'étaient pas proportionnées aux menus incidents de la vie journalière. Le Procureur de la R.S.F.S.R. s'opposa à cette décision et usant de son droit de protestation porta l'affaire devant le Tribunal suprême de la R.S.F.S.R. qui annula la décision du tribunal de ville et lui renvoya l'affaire pour nouvel examen. Dans sa décision le tribunal suprême mentionne que l'absence, dans le jugement du tribunal du peuple, de précisions sur les faits concrets constituant le mauvais traitement pouvait permettre au tribunal de ville d'annuler le jugement de première instance et de renvoyer l'affaire pour nouvel examen, mais non pas de classer l'affaire, d'autant plus que, d'après les preuves présentées devant le juge du fond, on voyait clairement que le délit prévu par l'article 141 du Code pénal avait été commis ; le tribunal suprême donne ensuite des justifications de cette affirmation. Ainsi dans les différentes étapes de l'affaire de G..., nous trouvons après le jugement de condamnation du juge du fond, une décision équivalente d'acquiescement rendue par le Tribunal de deuxième instance et enfin la décision du Tribunal suprême de la R.S.F.S.R. en tant qu'instance de « surveillance ». Le Tribunal suprême expliqua au Tribunal de ville que ce dernier ne pouvait qu'annuler le jugement de première instance par suite de l'omission dans ce jugement des indications nécessaires et non examiner au fond l'affaire de G... Mais il revisa lui-même l'affaire par ses affirmations que la citoyenne G..., était coupable. Il va de soi que le Tribunal de ville s'inclina.

L'auteur se demande si une telle pratique correspond à la nature de l'instance de cassation soviétique.

La procédure de deuxième instance a été instituée et devrait, selon notre auteur, continuer à fonctionner comme procédure de cassation quoique avec certains traits originaux.

En 1938 parut la loi sur l'organisation judiciaire. Cette loi a omis de dénommer la deuxième instance instance de cassation et de plus elle a proclamé que cette deuxième instance devait examiner la légalité et le bien fondé des jugements et des décisions du juge de première instance. Il n'est pas étonnant par conséquent que l'apparition de cette loi ait donné l'occasion à certains juristes d'affirmer que désormais la deuxième instance cessait d'être instance de cassation et ait ouvert largement la porte à l'affluence des requêtes d'appel. Malgré la déclaration de M. Vychinsky faite en 1938 à la conférence du Parquet que la deuxième instance restait instance de cassation et que la nouvelle loi n'innovait pas en cette matière, la jurisprudence de deuxième instance présente, comme nous l'avons déjà mentionné, une tendance très nette à réviser le fond des affaires. Ceci ne prouve-t-il pas, disons entre parenthèses, que le système européen d'appel est très vivant et correspond bien à la nature des choses ?

En 1940 le Président du Tribunal suprême de l'U.R.S.S., M. Goliakov, a écrit que le Tribunal supérieur est obligé de vérifier le fait en examinant le bien fondé du jugement, c'est-à-dire en recherchant si le tribunal a examiné et apprécié à fond et correctement les preuves de l'affaire. Vers la même époque le Tribunal Suprême (Chambre criminelle) de l'U.R.S.S. dans l'affaire de Tchesnokov déclara que le Tribunal de deuxième instance en appréciant à nouveau les preuves est plus limité dans ses déductions concernant la culpabilité ou la non culpabilité de l'accusé que le tribunal de première instance, car les témoignages des hommes ont une valeur probante incomparablement plus forte que les procès-verbaux secs et nécessairement courts. Peu après le même tribunal (chambre civile cette fois) déclara catégoriquement que le tribunal de deuxième instance ne devait pas rendre des décisions sur le fond. Mais ces explications n'arrêtent pas la tendance vers la transformation de la deuxième instance en instance d'appel. Il n'y a pas encore de décision capitale de la part du Plénum du Tribunal Suprême de l'U.R.S.S. qui ait pu arrêter net cette tendance contraire à l'esprit de la législation actuelle soviétique.

Les savants juristes de leur côté s'efforcent actuellement d'éclairer les magistrats qui sont en train de perdre la juste compréhension de la nature et des limites de la deuxième instance soviétique. Cependant leurs efforts sont encore faibles et n'apportent aucune amélioration sensible de la pratique judiciaire.

M. Livchitz formule la thèse suivante : « Les limites de l'appréciation des preuves par

l'instance de cassation dépendent de la réponse à cette question : doit-elle apprécier les moyens de preuves ou les faits à prouver ? Les limitations doivent, selon M. Livchitz, être étendues au cas où il s'agit de l'appréciation des moyens de preuves. L'instance de cassation ne peut pas toujours apprécier ces moyens, car pour cela il faudrait trouver d'autres preuves, or la deuxième instance ne procède pas à l'instruction judiciaire. Quant à l'appréciation du fait, ceci n'est qu'un procédé logique qui, par sa nature même, ne peut être qu'indirect et est par conséquent complètement accessible au Tribunal supérieur.

Le Professeur Strogovitch traite la question d'une façon opposée. Pour lui le tribunal de deuxième instance est capable d'apprécier les moyens de preuves, mais il est limité dans l'appréciation des faits et cette thèse l'amène à affirmer que l'instance de cassation ne doit jamais reviser l'affaire. Cependant à cette affirmation catégorique, il admet une exception qui, d'après notre auteur, infirme toute sa construction ; à savoir : il admet la possibilité pour la deuxième instance de classer l'affaire par suite non seulement de l'absence d'action délictueuse, mais aussi d'insuffisance des preuves. Classer l'affaire pour cette cause, dit M. Levine, est impossible sans avoir révisé l'affaire dans son ensemble.

Enfin, le professeur Grazpinsky ayant examiné la jurisprudence du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. affirme que le Tribunal supérieur ne peut juger qu'en se fondant sur des faits reconnus et appréciés non par lui-même, mais par le Tribunal de première instance.

Malheureusement, comme dit M. Levine, par cette affirmation son auteur ne nous apprend rien et laisse en suspens la solution de la question fondamentale.

Cependant les juristes peuvent trouver dans les décisions du Tribunal suprême de l'U.R.S.S. quelques précieuses indications, à savoir :

1° interdiction aux tribunaux supérieurs de préjuger de l'appréciation des preuves qui doit être faite par le tribunal de première instance ;

2° interdiction aux tribunaux supérieurs d'introduire de nouveaux faits en faveur de l'accusation ;

3° interdiction de *reformatio in pejus* ;

4° limitation de la recherche de nouvelles preuves par le tribunal supérieur.

Mais ces règles ne tranchent nullement la question posée et sa solution reste toujours à trouver.

De son côté l'auteur fait les apports suivants :

I. — L'instance de cassation ne doit pas classer l'affaire par suite de l'insuffisance de preuves.

II. — Les décisions de la deuxième instance en cas d'annulation du jugement par manque de bien fondé, peuvent contenir des indications concernant des preuves à vérifier ou à compléter, mais ne peuvent contenir rien qui pourrait préjuger de l'appréciation du juge du fond.

De tout cela, à notre avis, découle avec une évidence parfaite que l'abolition de l'instance d'appel n'a nullement amélioré la procédure judiciaire, mais au contraire a apporté des complications telles que trente années d'expérience n'ont pas suffi à assurer la marche régulière du système de deux instances où la deuxième est l'instance de cassation.

M.F.

A.J. Vinberg, *Les conclusions de l'expertise criminelle* (L'Etat soviétique et le droit, N° 4, 1949, p. 30-39).

L'auteur de cet article nous parle des défauts qui se rencontrent dans les actes de l'expertise criminelle soviétique. Il suggère certaines corrections à y introduire afin que ces actes deviennent un instrument plus précieux dans la recherche de la vérité absolue.

Les conditions dans lesquelles travaillent les laboratoires de l'expertise criminelle et les lieux où ils se trouvent ne permettent pas d'habitude aux criminalistes-experts d'assister en personne à l'audience où le tribunal n'a à sa disposition que l'acte écrit de l'expert. Aussi cet acte contenant des réponses complètes aux questions posées doit-il être écrit dans une langue nette, claire, compréhensible pour les non-spécialistes en la matière, employer une terminologie bien déterminée et enfin être construit suivant des principes méthodologiques.

Les défauts typiques de l'expertise soviétique, d'après notre auteur, sont : 1° l'application incorrecte de la terminologie. Les mêmes notions sont souvent exprimées par

des termes différents et qui de plus ne reflètent pas exactement le véritable sens de ces notions, par conséquent, ils risquent d'induire le juge en erreur. Il faut que l'ensemble des laboratoires de l'expertise criminelle élaborent une terminologie unique et stable, obligatoire pour tous les experts criminels ;

2° l'habitude d'énumérer tout simplement les traits caractéristiques qui servent à faire la comparaison entre les objets à examiner, sans analyser ces traits de façon approfondie ni exposer des arguments qui motivent les conclusions de l'expert et permettent de comprendre ces conclusions ;

3° les tentatives injustifiables de donner des qualifications juridiques à l'acte imputable à l'accusé (vol, assassinat, etc.). L'auteur se lève vigoureusement contre cette tendance en y voyant une extension illégale de la compétence des experts, une incursion dans la sphère exclusivement réservée aux juristes ;

4° l'absence dans la partie finale du rapport d'expertise de conclusions convaincantes, nettes et concrètes.

Abordant ce thème, l'auteur y trouve une belle occasion de montrer sa fidélité complète au Parti qui, à ce moment là, exige des savants de traiter avec une sévérité extrême les institutions des pays capitalistes en leur opposant dans une lumière favorable les institutions semblables de l'U.R.S.S. : citant quelques opinions — vieilles de 40 ans au moins — des criminalistes bourgeois, il affirme que les experts occidentaux ont une tendance à nier la possibilité d'arriver à des conclusions catégoriques dans l'expertise et qu'ils préfèrent accompagner leurs conclusions d'une série de conditions, de remarques, de réserves, affaiblissant sensiblement la force convaincante de ces conclusions. M. Vinberg va encore plus loin et souligne que cette tendance a des causes politiques, elle permet au tribunal de « régler les comptes » avec ses adversaires (p. 35).

Au contraire, les experts soviétiques par principe doivent tâcher de donner des conclusions catégoriques en complète correspondance avec la tâche du juge soviétique qui doit rechercher la vérité absolue dont le juge bourgeois se soucie peu, se contentant de la vérité formelle. Et l'auteur revient de nouveau sur cette question dont nous avons déjà parlé dans un précédent compte-rendu.

Cependant comme la conclusion d'un expert est basée sur sa conviction, le tribunal garde toujours la possibilité de ne pas avoir la même conviction et par conséquent de n'être pas d'accord dans tous les cas avec la conclusion de l'expert. Le tribunal de première, ou parfois de deuxième instance, prononce sa décision finale en se basant aussi sur d'autres preuves, d'autres circonstances inconnues de l'expert et qui permettent de trouver la vérité absolue avec des moyens plus sûrs que ceux qui étaient à la disposition de l'expert.

M.F.

Le Gérant, M. DE PEYRALADE.

Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE (France)

C.O.L. N° 31.2441 — N° d'impression 148 — Dépôt légal 4^e trimestre 1949